



**Université de Fribourg**

*CHAIRE D'HISTOIRE  
CONTEMPORAINE GENERALE  
ET SUISSE*

---

---

# **La motivation des volontaires du Service Civil International de 1920 à 1990: Du pacifisme au tourisme?**

---

## **Mémoire de licence**

présenté à la Faculté des Lettres de l'Université de Fribourg (Suisse)  
Chaire d'histoire contemporaine générale et suisse,  
Professeur Francis Python

Nina Santner  
Fehraltorf, 2001

## Remerciements

Cette année, au cours de laquelle l'idée de rechercher les motivations des volontaires est devenue un travail de mémoire aura été enrichissante. Mais elle n'a pas été sans peine et j'ai beaucoup profité du soutien et des connaissances de mon entourage.

Je remercie mon professeur, Francis Python, qui m'a encouragé à approfondir ce thème qui me fascinait, même s'il n'appartient pas aux domaines classiques de la recherche de l'histoire contemporaine. Il m'a aidé à trouver les premières pistes de recherches et les structures fondamentales. Grâce aux critiques constructives de Nelly Valsangiacomo, maître-assistante, j'ai pu développer la méthodologie de cette étude.

Une autre personne qui m'a accompagné pendant toute la période de ce travail aura été Philipp Rodriguez, archiviste engagé du SCI. Il m'a introduit au monde des archives étroites du SCI et il a critiqué mes premiers essais. En plus, il a eu une réponse à tous les problèmes que j'ai rencontrés pendant mes recherches, y compris trouver un lieu pour dormir à La Chaux-de-Fonds où se trouvaient les archives. Cécile Frésard m'a accueillie cordialement dans cette ville pendant deux mois et je la remercie pour toutes les soirées passées à discuter. Sylvie Béguelin, conservatrice des fonds spéciaux à la bibliothèque de La Chaux-de-Fonds, m'a aidé à trouver la bonne voie à travers les centaines de boîtes des fonds du SCI.

Un «merci cordial» va à mon copain Guido Schreppers, qui n'a pas seulement résolu de petits et graves problèmes avec l'ordinateur, mais qui a aussi mis au point pendant plusieurs week-ends la banque de données sur laquelle se base cette étude.

C'est avec mes remerciements sincères que j'aimerais mentionner Nicole Viaud, qui a relu la version finale de ce mémoire. Grâce à elle, cette étude aura pu être présentée dans un français aussi correcte que possible, comme ma langue maternelle étant l'allemand. La première lecture a été faite par Sandra Hermann, Frédéric Noyer, Laurent Audrey, Christine Pellaux et Anne-Kathrin Altrichter; ils ont travaillé pendant plusieurs jours sur les accords de temps, les subjonctifs et les virgules. A eux aussi, j'adresse tous mes remerciements.

Pour mes recherches j'ai reçu des conseils précieux d'Oliver Seitz, étudiant en travail social, ainsi que de mes colocataires, Barbara Grass, Ursina Jud et Veronika Neruda, étudiantes en travail social et histoire contemporaine. Elles m'ont soutenu en m'apportant leurs connaissances scientifiques ainsi avec leur amitié et leur talent pour me distraire quand elles pensaient que j'avais trop travaillé.

Grâce à Carine Bommeli, qui m'a prêté son laptop, j'ai pu travailler de manière flexible à Berne, Fribourg et à La Chaux-de-Fonds.

Enfin, il me reste à remercier mes parents qui ont rendu possible ces études. Ma famille m'a soutenue à tous les niveaux, et, en cela, elle a donc contribué au succès de ce travail.

## 1. Introduction

Avec le système de milice en politique et une culture d'associations et de clubs très diverse, la Suisse est un pays qui connaît un secteur de travail volontaire bien établi. C'est avec la première statistique fédérale sur le travail bénévole de 1999<sup>1</sup> et le recensement de l'année 2001 que l'engagement volontaire des Suisses est devenu un point d'intérêt officiel et que le travail volontaire a été reconnu comme partie importante de l'économie et de la culture du pays. L'ONU a mis aussi en lumière ce secteur en déclarant l'année 2001 comme année officielle du travail volontaire.

Pour la psychologie, la sociologie et l'économie, le volontariat est devenu un sujet de recherche populaire durant les deux dernières décennies, mais son histoire, écrite par des psychologues, sociologues ou économistes, ne sert bien souvent que de chapitre d'introduction. Il est donc nécessaire que les historiens et historiennes y ajoutent leurs recherches, apportant ainsi des connaissances complémentaires.

Par exemple, pour les organisations qui existent grâce au travail volontaire, il importe de connaître la source de la motivation qui génère leur engagement; de ce fait, diverses études ont été réalisées sur ces aspects psychologiques. Or, la motivation n'ayant pas seulement ce côté individuel, mais regardant aussi les mentalités collectives, les connaissances sur les motivations des volontaires ne seront jamais complètes sans l'étude historique correspondante. Aucune étude sur les mentalités collectives du travail volontaire n'a été écrite jusqu'à présent, et donc, le travail de mémoire présenté ici s'est posée comme objectif de contribuer à l'accomplissement de cette tâche.

L'organisation choisie pour cette étude est l'organisation pacifiste du Service Civil International (SCI). Celle-ci travaille avec un grand nombre de volontaires, qui s'engagent dans des camps internationaux pour quelques semaines ou quelques mois, avec le but idéologique d'aider les êtres humaines dans des régions sinistrées, d'accomplir la justice sociale et de répandre la paix. Comme la plupart des volontaires s'engage dans le cadre d'un camp, et non pas constamment pendant plusieurs années, elle n'est pas soumise continuellement à l'idéologie de l'organisation. Cela permet donc d'étudier de façon précise les facteurs extérieurs qui influencent les volontaires. En plus, cette organisation possède, contrairement à beaucoup d'autres organisations bénévoles, des archives bien fournies à la bibliothèque de la ville de La Chaux-de-Fonds. Des travaux écrits sur l'histoire chronologique du SCI et sur son fondateur existent dans ces archives, mais les motivations des volontaires n'ont jamais été étudiées. Pour cela, l'auteur aimerait découvrir quelles sont les motivations des volontaires et comment

---

<sup>1</sup> BÜHLMANN (1999)

elles ont évolué de 1920 à 1990, donc du début des camps, après la fin de la Première Guerre mondiale jusqu'à la fin de la guerre froide. Pour compléter ces recherches, il est important de connaître l'évolution du nombre de participants et l'effet qu'avait l'organisation sur les volontaires et vice versa. Ce travail veut élargir l'histoire connue des mentalités et il pourrait aussi donner des conseils pratiques pour les organisations soit comment influencer le nombre total de leurs participants dans les contextes historiques changeantes, pour promouvoir leurs buts idéologiques et leur mouvement.

Les chapitres suivants vont donner une introduction thématique sur le travail volontaire et sur le SCI, et présenteront la méthode, les hypothèses et les sources sur lesquelles se base cette étude.

### 1.1 Introduction thématique

#### 1.1.1 Le travail bénévole et les organisations volontaires

Le travail volontaire dans son sens littéral n'est pas un phénomène nouveau. Il est une sorte d'échange, dans lequel l'individu profite de manière non-monnaire du résultat de son travail.<sup>2</sup> Les organisations volontaires, qui institutionnalisent ce type d'échange, constituent un phénomène plus récent. Elles ont émergé en Europe durant l'industrialisation du XIX<sup>e</sup> siècle, comme réaction aux changements sociaux et aux souffrances des hommes contre lesquels l'Etat s'efforçait de réagir, mais avec des moyens inadéquats. Au Danemark, par exemple, les organisations charitables traditionnelles se concentraient sur les «nécessiteux méritoires» comme les orphelins, les malades et les vieillards, tandis que l'aide générale aux pauvres restait du domaine des autorités locales.<sup>3</sup>

Lorsque le SCI établit ses premiers services en 1920, le bénévolat était encore un phénomène peu connu du public. Le travail volontaire de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle est marqué par l'essor du travail social et sa professionnalisation. Dans les années septante, des groupes de volontaires étaient créés pour soutenir les employés.<sup>4</sup> Le travail volontaire est dans ce sens une activité intermédiaire, qui se situe à l'intersection entre le marché, l'Etat et la sphère privée. Il est donc une des activités essentielles de l'économie «grise».<sup>5</sup>

L'Office fédéral de la statistique distingue trois types modernes de volontariat: l'engagement bénévole dans des associations ou clubs, l'engagement informel non-salarié (services rendus au voisinage), enfin

---

<sup>2</sup> BADEL (1985), p. 49

<sup>3</sup> GASKIN; SMITH (1996), p. 28

<sup>4</sup> BOVAY; TABIN (1994), p. 31

<sup>5</sup> BOVAY; TABIN (1994), p. 105

le travail dans le ménage et la famille.<sup>6</sup> Cette étude va se concentrer surtout sur le premier genre de bénévolat.

La définition la plus complète du travail volontaire se trouve dans le livre «Freiwilligenarbeit» de Dieter Hanhart:

Le bénévolat est un travail librement choisi, sans rémunération, qui est effectué dans le secteur non-profit. Le travail volontaire est un service devant un tiers, avec une durée limitée, qui est basé sur certaines compétences. Il est aussi utile pour la personne qui rend le service et n'est pas restreint au domaine social, mais englobe aussi des activités dans le domaine culturel, ecclésiastique, sportif et politique.<sup>7</sup>

### 1.1.2 Le Service Civil International

Le SCI est une organisation pacifiste dont l'objectif est de montrer qu'une alternative au service militaire existe sous forme de service civil, et que le travail bénévole dans un groupe international ayant un but social pourrait créer entre les peuples un état d'esprit qui rendrait moralement impossible les guerres.<sup>8</sup> Cette idéologie pacifiste a émergé durant la Première Guerre mondiale (chapitre 3.2.2); un premier camp de reconstruction fut organisé par un Suisse, Pierre Cérésole et son ami Anglais, Hubert Parris, en 1920, près de Verdun en France. Avec l'évolution du SCI, plusieurs types de camps ont vu le jour: les premiers avaient toujours eu un but de reconstruction ou un objectif social, mais des camps d'études, écologiques et politiques furent organisés par la suite. Un camp de courte durée durait de deux à quatre semaines, un camp de longue durée, un mois ou plus. Les volontaires pouvaient choisir librement combien de temps ils voulaient s'investir, optant pour la formule longue ou courte, mais deux semaines au minimum. Le premier service hors d'Europe s'effectua en Inde, en 1934, et cette même année, le secrétariat international s'établit à Berne. En parlant du SC international, et non de sa section suisse, il faut mentionner que durant la guerre d'Espagne, le SCI ouvrit 130 cantines à Madrid pour nourrir des femmes enceintes et des enfants. Pendant et après la Deuxième Guerre mondiale, de 1944 à 1945, ils étaient engagés dans l'aide aux sinistrés de guerre en Egypte, en Grèce, en Italie, en Hollande, en Allemagne et en France. Un premier camp d'étude fut organisé en 1954, pour discuter des questions Est-Ouest; une année plus tard, le premier camp de rencontre avait lieu à Varsovie. Les premiers camps au Japon, en Russie et en Israël se déroulèrent en 1958. Dans sa lutte pour être reconnu comme alternative au service militaire, le SCI obtint un premier succès en 1961, en Allemagne, puis en France en 1966. Au cours de ces années-là, après que ces pays eurent introduits le

---

<sup>6</sup> BÜHLMANN (1999), p. 10

<sup>7</sup> HANHART (2000), p. 18

<sup>8</sup> BCDF SCI, 30201.3, statuts de 1931

service civil, ils reconnurent aussi le SCI comme lieu de service. Pour la Suisse, cela prit trois décennies de plus (chapitre 4.3.3.3).<sup>9</sup>

Le SCI suisse comptait 1220 membres et 230 sympathisants en 1955, dont 1030 vivaient en Suisse alémanique et 420 en Romandie.<sup>10</sup> D'après l'archiviste du SCI, Philipp Rodriguez, en 1998, la proportion des membres, si l'on se base sur les versements des cotisations, était à peu près similaire.

À la tête de l'association, on trouve un comité à l'effectif variable, avec un président, un vice-président et un caissier. Une à trois personnes sont employées à temps variables au secrétariat; elles sont les seules salariées de l'organisation.

### 1.2 Introduction méthodologique

Ce travail se propose de découvrir les motivations des volontaires du SCI et comment elles ont évolué entre 1920 et 1990. Pour pouvoir replacer les motivations dans leur contexte historique, il faut considérer les événements politiques, économiques et sociaux de cette période; il est également nécessaire de connaître l'évolution du nombre de participants si l'on veut comprendre les conséquences quantitatives de ces influences; enfin, on comparera ces motivations avec les influences qu'auraient pu avoir le SCI comme association sur les volontaires et vice versa.

Les chapitres suivants vont décrire les sources et les méthodes qui sont à la base de cette étude; il est donc utile de situer d'abord ces méthodes dans leur contexte scientifique.

#### 1.2.1 La psychohistoire

La motivation est surtout étudiée par les psychologues. Pour eux, la motivation est «l'ensemble des facteurs dynamiques qui déterminent la conduite d'un individu.»<sup>11</sup> La psychologie de la motivation s'intéresse à la direction, à la persévérance et à l'intensité du comportement:

«Fassen wir auf allgemeiner Ebene das bisherige zusammen, so befasst sich die Motivationspsychologie damit, Richtung, Ausdauer und Intensität von Verhalten zu erklären. Dabei ist der motivationspsychologische Zugriff dadurch charakterisiert, dass angestrebte Zielzustände und das, was sie attraktiv macht, die erklärenden Grössen sind.»<sup>12</sup>

Dès la fin des années huitante, un petit nombre de psychologues s'intéresse à la psychohistoire qui est un domaine marginal de la science psychologique.

---

<sup>9</sup> MONASTIER, Hélène: «Geschichte». In: *Service Civil International* (n° 95) été 1970, p. 2

<sup>10</sup> BCDF SCI, 20551, Tätigkeitsbericht des Jahres 1955

<sup>11</sup> SILLAMY (1991), p. 167

<sup>12</sup> RHEINBERG (1995), p. 11

«[...] la psychohistoire est l'application de la psychologie dans son sens le plus large ou de la psychanalyse, dans un sens spécifique, à l'étude du passé, de l'histoire.»<sup>13</sup>

Au début des recherches accomplies pour cette étude, il semblait que ce domaine pourrait fournir la méthode adéquate. Mais, la psychologie étant une science de l'individu, elle ne propose pas de méthode applicable pour analyser les mentalités collectives, parce que la psychohistoire se concentre surtout sur l'analyse des biographies.<sup>14</sup>

Les constituants fondamentaux de la psychohistoire se présentent sous trois points essentiels: la fonction de l'inconscient dans le comportement humain, l'approche génétique concernant le développement de l'individu (aspect historique) et l'univers émotionnel intime de l'individu y compris ses fantasmes, ses pulsions agressives, ses instincts sexuels et ses passions.<sup>15</sup>

Comme cette approche individualiste ne semble pas pouvoir apporter les résultats souhaités, l'auteur de cette étude s'accorde avec Peter Gay pour dire: «The worlds of the historian and of the psychoanalyst remain worlds apart.»<sup>16</sup> Nous allons donc nous concentrer sur un domaine mieux reconnu, l'histoire sociale, afin de faire ressortir les motivations, que renferment des fonds de sources exhaustifs (chapitre 1.2.4) et les analyser de manière systématique.

### 1.2.2 L'histoire sociale

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, quelques historiens professionnels se distancèrent de l'histoire néo-rankeenne, tout particulièrement Karl Lamprecht de l'université de Leipzig, qui dénonçait la façon allemande d'écrire l'histoire en mettant l'accent sur l'histoire politique et celle des grands hommes.<sup>17</sup> Lamprecht fut critiqué à l'époque pour avoir remis en question l'orthodoxie rankeenne ou néo-rankeenne et sa tentative de rompre avec le monopole de l'histoire politique échoua, à l'exception des Etats-Unis et de la France. Aux Etats-Unis, l'histoire sociale fournit des réponses positives et la nouvelle science historique, qui était concernée par toutes activités humaines en s'alignant avec l'anthropologie, l'économie, la psychologie et la sociologie, connut un premier essor. En France, dans les années vingt, un mouvement en faveur d'un nouveau type d'histoire fut introduit par deux professeurs à l'Université de Strasbourg, Marc Bloch et Lucien Febvre. Leur revue, intitulée *Annales d'histoire économique et sociale*, propageait une histoire plus vaste et plus humaine, moins narrative, analysant mieux les structures. Lorsque Lucien Febvre fut président de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, qui

---

<sup>13</sup> SZALUTA (1987), p. 3

<sup>14</sup> SZALUTA (1987), p. 108

<sup>15</sup> LOEWENBERG (1983), pp. 15-16

<sup>16</sup> GAY (1985), p. 119

<sup>17</sup> STEINBERG (1971), pp. 58-59



avait été reconstituée après la Deuxième Guerre mondiale, la coopération interdisciplinaire attribua à l'histoire une position d'hégémonie dans les sciences sociales. Son successeur, Fernand Braudel, renforça cette position et il fut aussi bien reçu par les économistes et les géographes que par les sociologues.<sup>18</sup>

Aujourd'hui, quelques-uns des thèmes prédominants de l'histoire sociale sont l'évolution des rôles et des mouvements sociaux, des mentalités et des idéologies. Ils sont étudiés à l'aide de concepts de comparaison, structurés sous forme de modèles et types, analysés de manière quantitative et vus au travers du microscope social.<sup>19</sup> Le chapitre qui suit introduira la méthode de typologisation utilisée dans ce travail.

### 1.2.3 Les idéauxtypes de Max Weber dans la théorie

L'analyse des motivations des volontaires sera basée sur le concept des idéauxtypes du sociologue Max Weber.<sup>20</sup> L'application de cette méthode scientifique reconnue va servir à une meilleure réflexion et abstraction du sujet et permettra au chercheur de mieux se distancier de la matière qu'il est en train de traiter. Ces idéauxtypes vont aider à construire des hypothèses clairement définies, ils vont permettre une comparaison du monde idéaltypique avec la réalité et mener à une périodisation sensée.

«Un idéaltype, on le sait, est une construction conceptuelle, dans laquelle le concept, construit abstraitement, ordonne en un ensemble les caractéristiques essentielles d'un phénomène. C'est donc un instrument privilégié pour la connaissance historique – un référent propre à éviter la dilution dans la multitude des faits, à combattre le flottement, l'éparpillement et les confusions dans l'analyse des données empiriques, à permettre de saisir les relations entre celles-ci.»<sup>21</sup>

Ces idéauxtypes n'ont pas un caractère réel, ils sont plutôt un instrument formel pour l'enregistrement de la réalité empirique. Leur construction doit satisfaire aux critères de la pensée logique et l'absence de contradictions.<sup>22</sup> Il sont d'abord élaborés de manière intuitive et soumis ensuite à trois procédures de vérification. Premièrement, les idéauxtypes doivent être vérifiés avec toutes connaissances disponibles sur le sujet. Deuxièmement, la pensée expérimentale doit être appliquée; elle permettra au chercheur de renforcer le point de vue spécifique d'un idéaltype pour le distinguer le plus possible des autres idéauxtypes. Troisièmement, les idéauxtypes doivent être comparés avec les cas particuliers réels, pour vérifier s'ils sont en adéquation avec le déroulement empirique.<sup>23</sup> Dans ce concept, ce n'est

---

<sup>18</sup> BURKE (1992), pp. 14-17

<sup>19</sup> BURKE (1992), pp. vii-vi

<sup>20</sup> WEBER; WINCKELMANN (1973), pp. 188-214

<sup>21</sup> BÉDARIDA (1995), p. 47

<sup>22</sup> MOMMSEN (1974), p. 225

<sup>23</sup> GERHARDT (1986), p. 53-57

pas l'aspect général qui importe, soutient Max Weber, c'est au contraire l'aspect particulier d'un phénomène culturel qui doit être mise en lumière.<sup>24</sup> Les idéaux-types des sciences sociales les plus proches des idéalizations des sciences naturelles se trouvent dans l'économie; les termes de la libre concurrence, le monopole et le comportement rationnel d'un individu sont des «idéaux-types idéaux».<sup>25</sup> La construction des idéaux-types doit être extra temporelle, autrement dit valable pour n'importe quelle période historique. Cela peut être illustré avec les idéaux-types de Max Weber désignant les trois types du règne légitime (annexes 7.1). Ils sont construits de manière à ce que leur ensemble puisse couvrir toutes les formes seigneuriales possibles. L'idéaltype «règne charismatique» est utilisé pour l'analyse des structures seigneuriales modernes, même si ce n'est que pour découvrir des déviations significatives à cet idéaltype.<sup>26</sup>

On a reproché au concept de Max Weber de ne pas être une méthodologie distincte des sciences sociales, mais, au mieux, un aspect terminologique négligeable.<sup>27</sup> L'auteur de cette étude n'est pas du tout d'accord avec cette critique, le concept de Max Weber allant beaucoup plus loin que la typologisation intuitive.

Le système idéaltypique de Max Weber sur le règne légitime sert d'illustration aussi pour ce travail. Dans le tableau (annexes 7.1), il distingue les descriptions formelles (type du règne, type de l'administration, pointe du règne, etc.) qui se trouvent dans la position verticale, des aspects globaux (règne légitime, règne traditionnel, règne charismatique) figurant à l'horizontale. Les premiers s'appellent archétypes<sup>28</sup>, les derniers idéaux-types<sup>29</sup>. Ensuite, le tableau est rempli avec des particularités qui décrivent les idéaux-types en fonction de l'archétype. Le système d'évaluation de ce travail fonctionnera de la même manière (voir page 12 ou Graphique 11). Il distingue les archétypes du travail volontaire dans la verticale, des idéaux-types de la motivation dans l'horizontale. Le tableau d'analyse est rempli avec quatre-vingt-onze motivations particulières exprimées par les volontaires.

L'archétype de la motivation volontaire au SCI se compose d'un esprit politique et antimilitariste, d'une volonté d'action concrète et de la recherche d'une expérience de vie singulière dans un lieu différent de la vie quotidienne pour une récompense idéologique et non-monétaire (archétypes, page 12 ou Graphique 11).

---

<sup>24</sup> WEBER; WINCKELMANN (1973), p. 202

<sup>25</sup> HEMPEL (1993), p. 98

<sup>26</sup> MOMMSEN (1974), p. 231

<sup>27</sup> HEMPEL (1993), p. 100

<sup>28</sup> Un archétype décrit un aspect général que tous les acteurs ou systèmes analysés ont en commun. Max Weber ne parle pas explicitement des archétypes comme ils sont un moyen auxiliaire dans la construction des idéaux-types, qui a été élaborée plus tard. Par exemple, dans la formation des idéaux-types de la résistance «la conscience qui dit non» était définie comme archétype. BÉDARIDA (1995), p. 47

<sup>29</sup> WEBER; WINCKELMANN (1973), pp. 188-214

Un premier essai de répartir les motivations dans les idéauxtypes a été effectué dans les catégories «donner de soi», «recevoir quelque chose du camp ou de ses participants», «s’amuser ou se divertir» ainsi que la motivation d’un point de vue «idéologique». Le problème avec cette répartition, c’était la difficulté d’y attribuer toutes les motivations existantes; quelques idéauxtypes étaient trop proches des archétypes et d’autres se sont souvent recoupés. Pour cela, l’auteur a décidé de suivre la répartition sociologique de la motivation, créée par Karl-Heinz Hillmann<sup>30</sup>. Il distingue une motivation cognitive, qui cherche des connaissances, une motivation cathectique<sup>31</sup>, qui cherche de la satisfaction, une motivation évaluative, qui choisit entre une chose et une autre, et une motivation orientée vers les valeurs dans la société qui se superpose aux autres types en tenant compte des traditions culturelles, des normes sociales, symboles et standards (page 12 ou Graphique 11).

---

<sup>30</sup> «Motivation, «ce qui pousse qn à qc», [...]. Motivation est un terme théorique, elle ne peut pas être observée directement, mais seulement saisie d’après les réactions dans le comportement qui indiquent la motivation. [...]. Une théorie générale de l’action (T. Parsons) qui réunit les contributions des sciences sociologiques diverses (sociologie, psychologie, anthropologie culturelle) part de la «situation de l’acteur» et des «objects» physio-psychologiques, culturelles et sociologiques qui la forment. On distingue (a) la motivation cognitive, (b) la motivation cathectique, (c) la motivation évaluative et (d) la motivation orienté vers les valeurs dans la société qui se superpose à (a), (b) et (c) en tenant compte des traditions culturelles, des normes sociales, symboles et standards. HILLMANN (1994), pp. 579-580

<sup>31</sup> Le mot grec *cathexis* a encore besoin d’une explication étendue. «Kathexis» signifie «attribuer une valeur à qc», l’acteur voit les objets d’après leur possibilité d’être précieux pour lui, ça veut dire, lui rendre de la satisfaction resp. d’éviter la non-satisfaction. Dans ce travail, il était traduit en français par le mot cathectique. HILLMANN (1994), pp. 408-409

## Les idéauxtypes de la motivation volontaire et les quatre-vingt-onze motivations

<b>Idéaltype de la motivation</b> ⇒ <b>Archétype de la motivation volontaire</b> ↓	<b>cognitive</b> (chercher des connaissances)	<b>cathectique</b> (chercher de la satisfaction)	<b>évaluative</b> (établir des priorités)	<b>valeurs définies par la société</b> (réaction envers (a), (b) et (c))
<b>esprit politique et antimilitariste</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>esprit politique</li> <li>raisons politiques actuelles</li> <li>pacifisme intellectuel (11)</li> <li>discussion (50)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>esprit réactif</li> <li>raisons politiques actuelles (13)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>esprit réactif (16)</li> <li>objecteur de conscience (17)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>antimilitarisme (47)</li> <li>répandre le pacifisme de manière pratique (16)</li> <li>objecteur de conscience</li> </ul>
<b>volonté d'action concrète</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>sensibilité politique</li> <li>sensibilité sociale</li> <li>but professionnel</li> <li>connaître le SCI (24)</li> <li>s'occuper d'une thématique (36)</li> <li>interculturalité (camp) (151)</li> <li>autres mentalités (pays)</li> <li>chercher le sens de la vie</li> <li>activité judicieuse dans un intervalle professionnel (cog.)</li> <li>instruction / apprendre (64)</li> <li>internationalité</li> <li>acquérir des connaissances professionnelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>raisons individuelles / personnelles</li> <li>donner aux autres (33)</li> <li>faire du bien (41)</li> <li>engagement moral (13)</li> <li>activité judicieuse dans un intervalle professionnel (cath.)</li> <li>problèmes personnels</li> <li>travailler avec les mains (41)</li> <li>responsabilité sociale</li> <li>employer des connaissances (32)</li> <li>acquérir des connaissances professionnelles</li> <li>aider</li> <li>passer du temps avec des amis</li> <li>passer du temps avec des sympathisants (20)</li> <li>former la personnalité (25)</li> <li>travailler dur (pelle&amp;pioche) (14)</li> <li>être utile (79)</li> <li>faire connaître le SCI (50)</li> <li>défi</li> <li>entente des peuples</li> <li>influence d'un ami</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>engagement pour la paix (105)</li> <li>idéalisme / «d'actes – pas des paroles» (72)</li> <li>responsabilité sociale (21)</li> <li>exercer la tolérance</li> <li>aider (196)</li> <li>motivation religieuse</li> <li>inspiration d'un ami</li> <li>discipline</li> <li>solidarité (22)</li> <li>internationalité (14)</li> <li>entente entre les peuples (106)</li> </ul>
<b>facteur de la récompense non-monnaire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>le non-rémunération est un facteur idéologique important au niveau intellectuel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>loisir jamais récompensé</li> <li>vacances bon marché</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>récompense idéologique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>important comme facteur idéologique pour le travail pratique (32)</li> <li>récompense idéologique</li> </ul>
<b>importance du voyage / de l'aventure</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>autres mentalités (pays) (151)</li> <li>contenu du camp plus important que le voyage</li> <li>exercer des langues étrangères (27)</li> <li>voyage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>voyage (32)</li> <li>curiosité (13)</li> <li>aventure</li> <li>partir</li> <li>ne pas être touriste (15)</li> <li>vacances judicieuses (45)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>contenu du camp plus important que le voyage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>déplacement pour le camp</li> </ul>
<b>expérience de la vie singulière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>expérience collective intellectuelle</li> <li>travailler avec des personnes désavantagées (cog.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>individualisme fort</li> <li>compensation</li> <li>travailler avec des personnes désavantagées (cath.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>compensation (17)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>expérience collective / fraternité (129)</li> <li>esprit de service civil (19)</li> <li>vivre dans un camp</li> </ul>

Les chiffres entre parenthèses présentent le nombre de motivations trouvés entre 1920 et 1990. Celles qui n'ont pas de chiffre sont apparues moins que 10 fois.

Gris: mot que j'ai mis dans une catégorie différente après avoir terminé le travail dans les archives.

### 1.2.3.1 L'histoire sociale et les méthodes quantitatives

Afin de pouvoir évaluer ces idéaux types et les motivations particulières, il est utile de mettre sur pied une banque de données et de l'évaluer d'une manière statistique. La combinaison des études historiques avec les méthodes quantitatives est née avec le rapprochement de l'histoire et des sciences sociales. Mais cela ne s'est pas fait sans controverses:

«La quantification présente souvent une image complètement ambiguë dans les sciences sociales contemporaines: d'une part elle constitue un «point de passage obligé» et un argument d'un extrême poids social, mais elle est d'autre part aussi considérée implicitement comme passant à côté de l'essentiel, pauvre, simplificatrice et n'expliquant rien.»<sup>32</sup>

La base de l'interprétation des données quantitatives est leur vérification avec les connaissances qualitatives, spécialement en histoire où les fonds de sources sont plutôt lacunaires. Cette absence de données complètes fait que les résultats ne sont pas toujours représentatifs, mais la quantification est quand même utile, car elle montre des tendances qui auraient été difficiles à saisir autrement. Si le chercheur résiste à la tentation de toujours se fier aux chiffres et s'il interprète les résultats avec une prudence contextuelle, les possibilités qu'offrent les méthodes quantitatives sont tentantes. Spécialement pour les historiens qui s'intéressent au développement des groupes sur une période de temps plus longue.<sup>33</sup> La condition et le résultat de la quantification, c'est la clarté toujours plus grande du processus scientifique, qui rend plus transparentes les décisions à prendre qu'une démarche qualitative. Les méthodes quantitatives permettent aussi un travail avec une profusion de sources et le langage formalisé de préciser l'analyse et la description des faits historiques. En plus, elles offrent la possibilité de vérifier et critiquer les résultats d'une manière plus détaillée que les méthodes qualitatives.<sup>34</sup> Autre avantage, c'est que le travail avec la banque de données relationnelle oblige l'auteur à travailler d'une manière plus distanciée, il doit se concentrer sur la saisie des données sans déjà penser au contexte historique possible.

### 1.2.3.2 La construction de la banque de données et son examen critique

Les banques de données relationnelles mises au point pour ce travail ont été réalisées sur MSAccess. Elles offrent plusieurs avantages par rapport à la simple recherche plein texte: avec ce système de données connectées, aucune information ne peut être perdue. Les banques de données relationnelles sont tout spécialement utiles pour obtenir des résultats des fonds de sources en listes, comme les formulaires d'inscription dans ce travail (voir chapitre 1.2.4 sur les sources), ou pour des données

---

<sup>32</sup> DEROSIÈRES (1993), p. 40

<sup>33</sup> JARAUSCH; ARMINGER; THALLER (1985), p. 1

<sup>34</sup> JARAUSCH; ARMINGER; THALLER (1985), p. 5

étroitement liées, telles les motivations dans les divers rapports de camps. Elles conviennent aussi aux chercheurs ayant peu d'expérience; les questions posées aux sources peuvent être variées avec moins de restrictions qu'avec une simple recherche plein texte.<sup>35</sup>

Pour ce travail, deux banques de données ont été établies. Une pour les buts déterminés par le SCI et les conditions exigées aux volontaires, et l'autre pour les motivations. La banque de données «SCI» recense les buts et les conditions possibles selon un système vrai-faux: si un but est nommé dans une source, «vrai» est noté dans l'espace correspondant; si rien n'est écrit, cela compte comme «faux» (Graphique 12 et Graphique 13). En supplément des buts et des conditions, des informations sur l'acteur, par exemple son nom, sa position dans le SCI, sa provenance et la date de la source sont saisis. Ce rapport entre les informations de la source et le type de source permet des questions telles que: Quelles conditions étaient requises de la part des volontaires en 1959 dans les appels? Quels étaient les buts cités dans les rapports sur les assemblées générales en 1983, et est-ce qu'ils étaient différents de ceux figurant dans les compte rendus annuels de l'année 1983?

La deuxième banque de données pour la détermination des motivations des volontaires est plus complexe. Comme ce travail a pour but un thème socio-historique, les informations sur les acteurs se trouvent au centre de l'étude et de la banque de données. Elles sont étroitement liées aux informations sur les sources et aux informations sur les motivations. Il s'agit alors d'une triple relation acteurs-sources-motivations, ce qui permet un accès multiple à la banque de données (Graphique 14).<sup>36</sup> Le premier accès à travers l'acteur fait apparaître sur l'écran les informations invariables sur la personne, comme son nom, sa date de naissance et son sexe. Deuxièmement, l'accès par la source, qui montre où se trouve la source, sa date, les données variables sur la personne, comme sa profession, son domicile, la date et le pays où a lieu le camp. Troisièmement, l'accès par les motivations, qui montre la motivation particulière et sa répartition en idéauxtypes et en archétypes des motivations (Graphique 15). Ce rapport entre les informations de la source, de l'acteur et de la motivation permet des questions comme: Est-ce que les hommes dans les années quarante étaient plus motivés par des raisons pacifistes que les femmes? Est-ce que le nombre de motivations antimilitaristes, dans les formulaires d'inscription, correspond à celui des rapports de camp? En 1956, y avait-il plus de volontaires pour le motif «voyager» ou pour «aider»?

Bien sûr, premièrement, toutes ces informations doivent être saisies dans l'ordinateur. Par source, seule un acteur mais plusieurs motivations seront entrés. Si une information manque, par exemple, lorsqu'un rapport de camp ne dit pas si le volontaire a fait son premier camp ou non, on inscrira

---

<sup>35</sup> FOLINI (2001), p. 28

<sup>36</sup> FOLINI (1999), p. 174

«inconnu». Pour pouvoir clarifier des incertitudes plus tard, un champ est réservé aux remarques, et le système reconnaît si une personne figure déjà dans la banque de données; ainsi évite-t-on que la même personne soit comptée comme deux acteurs. Si aucune spécification sur la fonction de l'acteur n'est connue, en tant que chef de travaux ou membre de comité, l'acteur est toujours classifié comme volontaire; dans cette catégorie, «inconnu» n'existe pas. Au contraire, si la durée du séjour du volontaire dans un camp est inconnue, cela peut être signalé, de même que s'il est resté dans un camp de courte ou de longue durée. Les données des acteurs ont été vérifiées à la fin du dépouillement des archives et des fautes dues à des connaissances lacunaires au moment de l'entrée des données ont été corrigées. Par exemple, lorsque l'auteur ne savait pas si une personne avait fait son premier ou son deuxième camp en 1958, cela a pu être vérifié grâce à une information apparue plus tard, disant que cette même personne avait fait son premier camp en 1956. Ces moyens de vérification ultérieure permettent de réduire au minimum le nombre de fautes.

L'attribution d'une motivation exprimée dans les sources à l'une des quatre-vingt-onze motivations particulières dans le tableau des idéauxtypes (Graphique 11) est une première interprétation qui doit être exécutée avec circonspection. Pour entrer une motivation dans la banque des données, on choisit d'abord l'un des cinq archétypes, puis l'un des quatre idéauxtypes, et ensuite, on reçoit un choix d'une dizaine de motivations qui se trouvent dans cette catégorie (Graphique 15). Cela garantit un choix systématique.

Aussi, ce tableau n'était-il pas fixe dès le début, mais il a été complété durant les premières semaines du travail dans les archives. Si le texte qui décrit une motivation dans les sources ne correspondait pas de manière littérale aux catégories déterminées, il était copié dans les lignes prévues comme moyen de vérification dans la banque de données.

Toutes les informations répertoriées dans la banque de données sont saisies sous forme de chiffres à l'arrière-plan, codées donc, pour que des fautes d'orthographe ne posent pas de problèmes dans l'analyse. Cela élimine les fautes d'inattention. Pierre Cérésolle, le fondateur du SCI, porte ainsi toujours le numéro 58 dans la liste des acteurs et la motivation «aider» porte le numéro 44 dans la liste des motivations particulières. En entrant des données, on reçoit une liste des noms déjà saisis et on peut y choisir un nom existant ou en ajouter un nouveau.

Comme la crédibilité des sciences quantitatives dépend fortement de la constatation et de la correction des propres fautes, il convient de toujours se rendre compte des dangers de la méthode. Plusieurs problématiques doivent être considérées par le chercheur, par exemple, que la codification mène à la perte des informations et que les sources soient incomplètes ou pas toujours dignes de confiance. Quand il arrive à l'interprétation de ses analyses, il ne doit pas perdre sa vue d'ensemble critique et se

contenter des facteurs quantitatifs, mais comparer ses analyses quantitatives avec ses connaissances qualitatives et remettre en question ses premières impressions.<sup>37</sup>

#### **1.2.4 Les sources et la critique des sources**

La plus grande partie de ce travail a été réalisé aux archives du SCI conservées à la bibliothèque de La Chaux-de-Fonds. Le code de ces sources dans les notes en bas de page est BCDF SCI. Il est clair que cette étude est basée sur des sources écrites, et non sur des sources orales, le but étant d'étudier la masse des volontaires et non pas les personnages individuels. L'utilisation de questionnaires n'aurait pas été pratique parce qu'on n'aurait pas pu compter sur un nombre significatif de questionnaires rendus. De plus, des vœux subjectifs peuvent influencer les motivations désintéressées:

«Further, the self-reports of volunteers' motives and attitudes were shown to be so seriously confounded by social desirability, selective retention, and insufficient justification effects that substantive interpretation of the results is virtually impossible. Since there is little that such work can tell us about how to attract new volunteers or the behavior of existing volunteers, this line of research should be discouraged.»<sup>38</sup>

Par conséquent, travailler avec les sources trouvant dans les archives était une meilleure solution que les sources orales, parce qu'elles ont été écrites sans que l'on sache qu'elles pourraient être évaluées un jour.

Les statistiques et les archives internationales ont permis de trouver le nombre total de participants. Les motivations ont été analysées à l'aide des bulletins d'information du SCI, d'autres publications du SCI et des formulaires d'inscription retrouvés. Pour analyser les buts du SCI, les recherches ont été basées sur les compte rendus annuels, les rapports des assemblées générales et les appels. Les conditions exigées des volontaires ont été saisies à l'aide des appels. Ces buts et conditions ont été étudiés pour déterminer si l'influence sur la motivation des volontaires venait aussi de l'organisation. Les chapitres suivants vont décrire et critiquer ces types de sources.

##### **1.2.4.1 Le nombre de participants d'après les statistiques et les archives internationales**

Les archives ne contiennent pas une statistique complète des volontaires suisses de 1920 à 1990. Apparemment, le SCI, comme organisation internationale, ne s'intéressait qu'au nombre total de volontaires dans un camp sans les différencier par nationalité. Un long travail a alors été nécessaire pour faire ressortir la participation des Suisses. Pour toutes les années avant 1970, le nombre de volontaires a dû être compté par année ou même par camp, d'après les listes d'arrivées et de départs

---

<sup>37</sup> JARAUSCH; ARMINGER; THALLER (1985), pp. 200-201

<sup>38</sup> PEARCE, (1993), p. 173



conservées dans les archives internationales. Rarement, le nombre total a pu être trouvé dans un article du bulletin d'information du SCI. Dès 1970, une liste encore incomplète a été créée sous forme de statistique, mais dans les années qui manquent, la même procédure qu'avant s'est avérée nécessaire. Une comparaison des statistiques nationales tout entières n'existe que depuis 1984.<sup>39</sup>

Ce fonds de sources si varié et si mal documenté pose un problème: la façon dont la statistique a été établie diffère d'un camp à l'autre. Par exemple, les sources suisses donnent les noms de volontaires qui peuvent être comptés, mais si un volontaire a fait deux camps par année, un en France et un en Italie, il apparaît deux fois dans les archives internationales. Normalement, les volontaires des organisations partenaires sont aussi comptés comme volontaires du SCI et, si la source ne donne que le nombre total des volontaires, on ne peut pas faire cette distinction. En plus, il est souvent difficile de dire, si les volontaires à long terme sont déjà inclus dans le total annuel. Enfin, quelques sources indiquent le nombre de volontaires annoncés et les autres le nombre total de ceux qui sont effectivement venus.

Ainsi, pour tout de même pouvoir établir une statistique sur la base d'une participation qui n'est pas exacte mais qui rend quand même compte de l'évolution du total des volontaires, il a été décidé de toujours prendre le nombre le plus élevé. Le résultat est présenté dans le graphique 16. Certaines années, il est évident qu'un camp a eu lieu et que des Suisses y ont participé, mais leur nombre ne peut pas être retrouvé. C'est pour cela que les chiffres des années 1924, 1927, 1929, 1934, 1935, 1936, 1937, 1939, 1940, 1941, 1948, 1949, 1951, 1962 et 1974 sont incomplets et devraient être plus élevés.

### 1.2.4.2 Les motivations d'après les publications du SCI

Les sources les plus importantes, pour trouver les motivations des volontaires sont les publications du SCI qui comportent les rapports des camps. Elles sont complètes de 1935 à 1990. Pour la période de 1920 à 1934, tous les moyens de publicité existants<sup>40</sup> ont été pris en considération.

Le périodique international<sup>41</sup> *Le Service Civil* fut édité en Suisse de 1935 à 1946. Comme la majorité des auteurs étaient des volontaires suisses, leurs rapports ont pu être analysés. Dès que le secrétariat international s'établit à Paris, en 1947, l'origine des auteurs se diversifia. En 1957, des éditions spéciales en plusieurs langues furent introduites. Seuls les rapports de ces publications dont il était établi qu'ils avaient été écrits par des Suisses ont été analysés ici. Le SCI édita sa propre *Feuille*

---

<sup>39</sup> BCDF SCI, 40001, 20000-20891

<sup>40</sup> BCDF SCI, 10110, 11101-11116

<sup>41</sup> Les périodiques internationaux et nationaux cités ici sont les suivants: BCDF SCI, 30211-30213, 40602, complet, ou BNS SCI, Pq 9842, Pf 9081, Pq 9842, Pq 8478, mais il manque les Feuilles d'information de 1945-1946 et les bulletins internationaux dès 1957

*d'information* dès 1945 et les rapports qu'elle contient ont pu servir de sources. Ces *Feuilles d'information* portent des noms différents. Elles prendront ensuite de l'ampleur et deviendront le bulletin officiel, similaire au bulletin international, portant successivement les noms de *Service Civil International*, puis *Bulletin*, et enfin *service civil international* (bibliographie 9.1). Cette étude parlera toujours du «bulletin». Le tirage de l'édition internationale en 1951 était de 4000 exemplaires<sup>42</sup> et le tirage du bulletin suisse de mai 2001 était de 2800<sup>43</sup> exemplaires.

En tout, 730 motivations ont été trouvées dans les rapports de camps écrits par des volontaires suisses. Les plus utiles sont ceux qui ont été écrits de manière personnelle et émotionnelle. Les résumés écrits par un chef des travaux, qui dit combien d'heures de travail ont été effectuées et combien de matériel a été fourni, étaient souvent inutilisables.

L'auteur s'est surtout fondé sur l'esprit dans lequel le volontaire s'est engagé pour trouver les motivations. Les plus faciles à retrouver ont été les propres principes de vie qu'expriment les volontaires, par exemple, «engagement pour la paix»:

«Wir müssen weiter auf unserm Wege, denn er ist der Weg des Aufbaus und des Lebens. Und stärker als Hass und Krieg sind doch Liebe und Friede.»<sup>44</sup>

Les attentes au début d'un camp ressortent également des motivations; on aura par exemple, «l'entente des peuples» et «l'expérience collective intellectuelle»:

«Ich freute mich mächtig auf die vielen Gesichter, auf die gemeinsame Arbeit mit all den Freunden von Norden und Süden, aus Ost und West. Ich wünschte mir lebhaft Auseinandersetzungen und Diskussionen. Ich freute mich auf eine Gemeinschaft mit starken, jungen, frohen Menschen!»<sup>45</sup>

Le fait qu'un volontaire s'exprime de manière négative est aussi une bonne indication concernant sa motivation, parce que cela veut dire qu'il attendait autre chose. Ce volontaire cherchait une expérience collective:

«Aber wir wurden enttäuscht, wir fanden keine aufgeschlossenen Lagergemeinschaft, keine Arbeiterfamilie.»<sup>46</sup>

En classant les motivations, il a bien fallu distinguer les motivations initiales de celles qui sont nées ultérieurement, pendant le camp. Les dernières n'ont pas fait partie de l'analyse lorsqu'il s'agissait

---

<sup>42</sup> KLAUSENER; Bernhard: «Unsere Zeitung». In: *Le Service Civil* (n° 54) janvier 1952, p. 1

<sup>43</sup> ANONYME: «Impressum». In: *Service Civil International* (n° 267) mai 2001, p. 15

<sup>44</sup> KNUCHEL, Clärlly: «Zivildienstbesuche in England». In: *Le Service Civil* (n° 12), 7 juin 1938, p. 59

<sup>45</sup> WOLF, Ernst: «Einige persönliche Eindrücke und Erlebnisse ....» In: *Le Service Civil* (n° 3) 5 novembre 1935, p. 11

<sup>46</sup> SIEDLER, Jost: «Bedeller, Türkei, kritisch betrachtet». In: *Bulletin* (n° 67) avril 1963, p. 6

d'un nouveau volontaire et que ce dernier ne savait pas comment fonctionnait le SCI, comme dans cet exemple:

«Max [le chef des travaux] wusste es sehr eindrücklich darzulegen, wie wichtig es für das friedliche Zusammenleben eines Volkes ist, dass die Starken den Schwachen beistehen und helfen und auf diese Weise ihre Solidarität zum Ausdruck bringen. Es wurde mir in Santa Maria ein grosses Erlebnis, dass wenn man aus diesem Geiste heraus handelt, man ebensoviel empfängt wie man gibt.»<sup>47</sup>

Dans ce type de sources, il manque souvent des informations sur la personne concernée, par exemple, sa date de naissance, son domicile et sa profession. Même si beaucoup de nouveaux volontaires ont rédigé des rapports, on peut supposer qu'ils sont sous-représentés dans le total des auteurs du bulletin. En effet, les anciens volontaires et les chefs de travaux ont été plus faciles à convaincre d'écrire un article. Les volontaires qui ont fait une bonne expérience devraient être ainsi surreprésentés, comme d'ailleurs les articles sur les camps dans les pays exotiques, lesquels ont été favorisés par les éditeurs, parce qu'ils sortaient de l'ordinaire.

### 1.2.4.3 Les motivations d'après les formulaires d'inscription

Le deuxième type de sources important permettant de saisir les motivations sont les formulaires d'inscription<sup>48</sup>, dont il a été possible de faire ressortir 1212 motivations. Ils contiennent en effet des informations complètes sur les volontaires et celles-ci sont plus faciles à standardiser que les rapports. Malheureusement, ils sont seulement complètes pour les années 1955 à 1961 et 1988 à 1989; ils ont été partiellement conservés pour les années 1951 à 1954 et 1962. Ils manquent en revanche dans les autres années analysées. Le nombre de sources trouvées a été beaucoup plus élevé durant les années où les formulaires d'inscription ont été conservés que lorsque les informations provenaient des rapports des camps (Graphique 35). C'est la raison pour laquelle les années avec un nombre faible de sources comptent comme années indicatives, les autres comme représentatives.

Dans les années cinquante et huitante, les questions posés pour demander la motivation d'un volontaire étaient:

«Welche Gründe und Überlegungen veranlassen Sie, einen Zivildienst zu leisten?»<sup>49</sup>

«Motifs pour la participation au service civil?»<sup>50</sup>

---

<sup>47</sup> ANONYME: «Eine Dokumentation zur Militärdienstverweigerung aus Gewissensgründen». In: Documentation délivrée avec le *Bulletin* (n° 56) novembre 1959, pp. 2-3

<sup>48</sup> BCDF SCI, 30248, 30252 et 30235

<sup>49</sup> BCDF SCI, 30252, Mapped 1, «Der/die Unterzeichnete meldet sich an» du 17 mai 1956

<sup>50</sup> BCDF SCI, 30248.2, «Volunteers Exchange Form» de l'année 1989

Certaines motivations sont souvent apparues, mais elles ne se différencient pas d'une catégorie existante, si bien qu'il n'a pas été nécessaire d'en créer une nouvelle. Elles ont donc été attribuées à la catégorie existante. Les arguments «travailler dans la nature» et «vivre une vie simple» ont été classés sous «travailler dur/travailler avec les mains». La motivation «d'entr'aide» a été rangée dans la catégorie «aider» et «apprendre» parce que ce type d'aide était mutuel. «D'actes, pas des paroles» a été attribué à «idéalisme» (Graphique 11).

En ce qui concerne les formulaires d'inscription des années cinquante, il convient de relever que le SCI avait précisé ses propres buts dessus. Il est possible que cela ait influencé les volontaires dans le choix de leurs motivations. Mais ils ne se sont pas limités à écrire seulement ce que voulait entendre le SCI. En effet, la motivation du voyage a connu son essor pendant cette période, alors qu'elle ne faisait pas partie des objectifs de l'organisation.

Il faut finalement se demander si les résultats des rapports sont comparables à ceux des formulaires d'inscription et si on peut les mélanger dans l'analyse. La réponse est implicite: si les rapports produisent des déclarations similaires que les formulaires de demande, leur résultats sont comparables. Donc, si les motivations dans une période apparaissent avec une fréquence plus ou moins constante dans un type de sources ou dans un autre, les sources fournissent les mêmes enseignements. Pour obtenir un résultat significatif, seules les catégories avec les motivations qui reviennent le plus souvent (cognitive/volonté d'action (co/va), cathectique/volonté d'action (ca/va), ainsi que valeurs de la société/volonté d'action (soc/va) et valeurs de la société et expérience singulière (soc/exp.sing.)), ont été analysées pendant les années représentatives (Graphique 11).

Voici la fréquence des motivations dans les rapports de camps et les formulaires d'inscription:

Année	co / va en %		ca / va en %		soc / va en %		soc / exp. sing. %		Fréquence:	
	rapport	formul.	rapport	formul.	rapport	formul.	rapport	formul.	rapport	formul.
1955	20	80	47	53	17	83	17	83	17-47%	53-85%
1956	25	75	17	83	31	69	14	86	14-31%	69-86%
1957	12	88	21	79	8	92	11	89	8-21%	79-91%
1958	4	96	6	94	6	94	11	89	4-11%	89-96%
1959	-	100	15	85	8	92	10	90	0-15%	85-100%
1960	6	94	9	91	2	98	9	91	2-9%	91-98%
1961	-	100	13	87	10	90	-	100	0-13%	87-100%
1988	2	98	8	92	3	97	-	100	0-8%	92-100%
1989	5	95	17	83	-	100	11	89	0-17%	83-100%

**Graphique 1**, Comparaison de la fréquence des motivations dans les rapports de camps et dans les formulaires d'inscription

Comme ce tableau le montre, la fréquence des motivations se situe constamment à moins de 31 pour cent dans les rapports et à plus de 69 pour cent dans les formulaires d'inscription. Une exception émerge en 1955, mais pour cette année-là, le nombre de sources est réduit de moitié, comparé aux autres années (Graphique 35). Ce résultat signifie que les motivations sont aussi régulières dans les rapports que dans les formulaires d'inscription. En conséquence, les résultats des rapports peuvent être traités de la même manière que ceux des formulaires d'inscription.

#### 1.2.4.4 Les buts et les conditions d'après les appels, les compte rendus annuels et les rapports sur les assemblées générales

Ce travail ne se propose pas seulement d'analyser les motivations, mais aussi d'expliquer d'où elles viennent et comment elles influencent le SCI. Les changements à l'intérieur de l'organisation peuvent être observés à l'exemple de l'évolution de 26 buts qui ont été entrés dans une banque de données (Graphique 12, Graphique 29, Graphique 30, Graphique 31). Ces buts ont été formulés dans les bulletins, les brochures et les publications parues entre 1927 et 1935<sup>51</sup>, dans les publications de Pierre Cérésolé<sup>52</sup>, dans les constitutions<sup>53</sup>, dans les rapports sur les assemblées générales dès 1935<sup>54</sup>, dans les

<sup>51</sup> BCDF SCI, 10110, 11101-11116

<sup>52</sup> BCDF SCI, 10101-10111

<sup>53</sup> BCDF SCI, 30201.3, statuts de 1931; statuts de 1935; statuts du 7 février 1954; statuts d'une date inconnue, probablement 1963, et statuts du 27 avril 1975

<sup>54</sup> BCDF SCI, 30201-30260

compte rendus annuels dès 1950 et dans les bulletins<sup>55</sup>. Au début, le bulletin international a aussi été analysé. Or, comme celui-ci contenait de moins en moins d'informations sur la Suisse, seuls les documents marqués «assemblée générale, branche suisse» ou «compte rendu annuel, branche suisse» ont été pris en compte. En évaluant ces sources, il faut se rappeler que les compte rendus annuels sont toujours écrits l'année suivante, si bien que les informations du rapport annuel de 1984 doivent être comparées avec celles de l'assemblée générale de 1983.

Du point de vue du contenu, seules les positions officielles de l'organisation ont été prises en considération. Il n'a pas été tenu compte de déclarations personnelles d'un membre, même s'il faisait partie du comité. Des informations détaillées et des discussions se trouvent certes mentionnées dans les rapports, mais les résolutions et les décisions effectivement prises sont exprimées plus clairement dans le bulletin; ces deux types de sources ont ainsi souvent été combinés. À part les assemblées générales, il existait aussi une assemblée d'automne, la «Herzbergtagung», qui réunissait les volontaires ayant servi cette année-là et des personnes souhaitant s'engager. Cette assemblée était importante pour préparer les discussions de l'assemblée générale. Mais, cette dernière étant toutefois l'organe officiel du SCI, la «Herzbergtagung» n'a pas été retenue dans l'analyse.

Rarement, les buts étaient déclarés en tant que tels. Il a fallu les faire ressortir des thèmes qui étaient discutés dans les organes officiels. Le but «neutralité politique», par exemple, était certes important jusqu'aux années cinquante, mais il fut controversé par la suite. Il a été considéré comme but pendant toutes les années où il dominait encore. La «réconciliation des peuples» ne fait pas partie d'une catégorie en soi: elle a été rangée sous la catégorie «paix», «l'internationalité» ou «dialogue interculturel». L'aide a été considérée comme «aide matérielle» et la solidarité comme «aide morale».

Les buts et les conditions ont été évalués sur le plan qualitatif. Le volume d'informations a été très variable selon les années. Tantôt, il n'existait que le rapport annuel, tantôt que le rapport de l'assemblée générale. C'est pour cela qu'il ne serait pas raisonnable de faire une évaluation quantitative. En conséquence, tous les buts mentionnés au moins une fois par année et leur évolution apparaissent dans les tableaux (Graphique 29, Graphique 30, et Graphique 31).

Non seulement l'évolution des buts a été analysée, mais aussi celle de 25 conditions exigées par le SCI (Graphique 32, Graphique 33, Graphique 34). Les appels dans les publications avant 1935<sup>56</sup>, et par la suite, les appels dans les bulletins<sup>57</sup> ont servi de sources. Comme presque chaque bulletin contient un

---

<sup>55</sup> BCDF SCI, 30211-30213, 40602

<sup>56</sup> BCDF SCI, 10110, 11101-11116

<sup>57</sup> BCDF SCI, 30211-30213, 40602

appel en allemand et un en français, seulement un par année a été entré dans la banque de données, sauf si les informations différaient. Leur évaluation a aussi été effectuée sur le plan qualitatif et seules les conditions idéologiques ont été saisies. Les conditions de l'âge, du sexe et de la durée de participation n'ont pas été saisies systématiquement.

### 1.2.5 La littérature secondaire et son examen critique

Plusieurs ouvrages secondaires ont servi de base à cette étude, ce qui est une raison pour les regarder de plus près. Une introduction générale à l'histoire sociale était permise avec l'ouvrage *History and social theory*, écrit par le professeur d'histoire culturelle à Cambridge, Peter Burke, et par *Les formes d'expérience. Une autre histoire sociale* de Bernard Lepetit, ancien professeur à l'École des hautes études en science sociales à Paris, ainsi que *Konstruktion der Vergangenheit* du professeur hollandais de théorie de l'histoire, Chris Lorenz. Ces études ont été écrites entre 1995 et 1998.<sup>58</sup>

La théorie des idéaux-types du sociologue Max Weber a été éditée dans les *Gesammelte Aufsätze zur Wissenschaftslehre* par Johannes Winckelmann en 1973<sup>2</sup> et dans *Max Weber: Gesellschaft, Politik und Geschichte* par W. Mommsen, un an plus tard.<sup>59</sup> C'est Uta Gerhardt, professeur de la sociologie médicale à l'université de Justus Liebig à Giessen (Allemagne), qui a décrit en détail comment construire et utiliser les idéaux-types de manière pratique.<sup>60</sup>

Les ouvrages de Hans Thomae *Enzyklopädie der Psychologie. Theorien und Formen der Motivation* et de Joseph Nuttin *Théorie de la motivation humaine* ont servi comme introduction à la psychologie de la motivation.<sup>61</sup> Un livre détaillé sur la psychohistoire a été écrit récemment par Lloyd de Mause, mais il est plutôt utile pour les psychologues que pour les historiens.<sup>62</sup>

Pour appliquer l'informatique à l'histoire, il faut consulter *Databases in historical research* de Charles Harvey et Jon Press, un œuvre compréhensible aussi pour les non-informaticiens. *Quantitative Methoden in der Geschichtswissenschaft* de K.H. Jarausch et autres, et *The comparative Method* de Charles Ragin décrivent et critiquent les méthodes quantitatives utilisées en histoire.<sup>63</sup> Cette dernière étude explique aussi l'algebra de George Boole, une méthode de typologisation qui aurait pu être utilisée au lieu des idéaux-types de Max Weber. La raison pour laquelle les idéaux-types ont été favorisés, c'est parce que plusieurs études achevées pouvaient servir de modèles.

---

<sup>58</sup> BURKE (1992), LEPETIT (1995), LORENZ (1997)

<sup>59</sup> WEBER; WINCKELMANN (1973<sup>2</sup>), MOMMSEN (1974)

<sup>60</sup> GERHARDT (1985), GERHARDT (1986)

<sup>61</sup> THOMAE (1983), NUTTIN (1984)

<sup>62</sup> MAUSE (2000)

<sup>63</sup> HARVEY (1996), JARAUSCH; ARMINGER; THALLER (1985), RAGIN (1989)

Peu de livres ont été écrits sur le SCI et la plupart d'entre eux ne remplissent pas les critères scientifiques (il y manque par exemple les notes en bas de pages). Mais, pour avoir une première idée sur l'évolution de cette organisation, il vaut la peine de tremper dans le livre de 1955, *Paix, Pelle et Pioche*, de Hélène Monastier, volontaire active des premières heures du SCI, et *Ralph Hegnauer, A lifelong volunteer*, de David Di Pietro écrit en 1999.<sup>64</sup> C'étaient Jacqueline Bühlmann et Hans Schmidt de l'Office fédérale de la statistique qui ont analysé la situation actuelle du bénévolat en Suisse dans *Unbezahlt – aber trotzdem Arbeit*. Claude Bovay, chercheur à l'Institut d'éthique sociale à Lausanne s'est occupé de la sociologie du bénévolat dans *Bénévolat: modes d'emploi* et *(Un)freiwillig effizient*, tout comme Eva Nadai, professeur en travail social à l'Ecole supérieure des sciences sociales à Soleure, avec *Gemeinsinn und Eigennutz*.<sup>65</sup>

Une introduction sur le pacifisme avant le XX<sup>e</sup> siècle se trouve dans Richard Taylor et autres, *Campaigns for Peace*, sur le XX<sup>e</sup> siècle il faut voir *Pacifism in the twentieth century* de Peter Brock et une étude détaillée sur les mouvements en Suisse a été écrite par Ruedi Brassel et Jakob Tanner, professeur pour l'histoire sociale et économique à l'université de Zurich: *Handbuch Frieden Schweiz*.<sup>66</sup>

Le spécialiste sur l'histoire de l'objection de conscience en Suisse est Ruedi Winet, l'auteur de *Etwas sinnvolles tun. Handbuch zum Zivildienst*; il est directeur du service d'orientation pour les objecteurs de conscience depuis 1985. A cause de l'absence de notes en bas de pages il ne peut être qualifié de livre scientifique, mais comme il est la seule source d'information éditée sur ce sujet il a quand même été une source précieuse.<sup>67</sup>

Sur l'évolution du travail en général et en Suisse, les œuvres *Geschichte und Zukunft der Arbeit* de Jürgen Kocka, professeur d'histoire européenne à la «Freie Universität Berlin» et à la «Humboldt Universität», *Arbeit und Identität* de Marlis Buchmann et autres, et *Le mythe du travail en Suisse*, écrit par Christian Lalive d'Épinay y ont servis de lectures d'introduction.<sup>68</sup>

---

<sup>64</sup> MONASTIER (1955) et PIETRO (1999)

<sup>65</sup> BÜHLMANN; SCHMIDT (1999), BOVAY; TABIN (1994), BOVAY (1998), NADAI (1996)

<sup>66</sup> TAYLOR; YOUNG (1987), BROCK (1999), BRASSEL; TANNER (1986)

<sup>67</sup> WINET (1998)

<sup>68</sup> KOCKA (2000), BUCHMANN; EISNER (1998), LALIVE D'ÉPINAY; GARCIA (1988)



## **2. Analyses statistiques, périodisation et hypothèses**

Cette analyse décrit les changements des indications statistiques connues sur les volontaires du SCI (chapitre 2.1), telles leur provenance, leur âge et leur sexe, informations fournies par la partie «acteur» dans la banque de données des motivations. Cette étude jette aussi un regard de près sur l'évolution des idéauxtypes et des archétypes (chapitre 2.3), qui va servir pour la périodisation et conduire aux hypothèses.

Pour expliquer précisément l'évolution du nombre total des participants (Graphique 16), qui ressort des statistiques variées (chapitre 1.2.4.1), il faut attendre la conclusion (chapitre 6.1). On peut déjà dire qu'elle fut très irrégulière jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et qu'elle a connu un essor marquant dans les années soixante pour baisser à un tiers dans les années huitante.

### **2.1 Les volontaires suisses: du médecin pacifiste à l'étudiant voyageur**

Ce travail a pour but d'analyser la masse des volontaires, et non pas les grandes personnalités de l'organisation. Or, il n'existe que peu d'informations valables pour tous les volontaires, comme leur sexe, leur profession, leur état civil, et s'ils ont fait un camp à l'étranger ou en Suisse. Ces informations sont tirées soit des listes de volontaires utilisées pour trouver le total de participants par année, soit des formulaires d'inscription conservés dans les années cinquante et huitante, soit encore d'autres informations qui ont été retrouvées par hasard pour une année particulière (comme les professions des années 1926, 1928 et 1942). Elles sont valable pour la totalité des volontaires.

#### **2.1.1 Indications statistiques valables pour la totalité des volontaires du SCI**

L'évolution du nombre de volontaires masculins et féminins connaît une évolution marquante entre 1920 et 1990 (Graphique 17). La quote-part des hommes diminue en faveur des femmes dès les années cinquante. A partir de 1966, le nombre de femmes est constamment plus élevé que celui des hommes, et dans les années représentatives de 1988 et 1989, les hommes représentent moins qu'un tiers des effectifs. Cela n'est pas seulement dû à l'émancipation des femmes, mais aussi à la structure des camps qui a admis plus d'hommes au début (chapitre 5.4).

Le pourcentage des camps effectués en Suisse a légèrement diminué en faveur des camps à l'étranger (Graphique 18), ce qui ne vient pas seulement du désir des volontaires de voyager, mais aussi de la coutume du SCI qui exigeait que le premier camp soit effectué en Suisse (chapitre 5.3.1.2). Cette politique de la «home rule» était parfois plus stricte, parfois plus lâche, mais elle ne fut pas abandonnée avant les années huitante.

La provenance des volontaires a également évolué (Graphique 20). Tandis que la présence des volontaires venant des villes a augmenté avant 1960, elle a diminué après. Cela peut s'expliquer par le fait qu'après la Deuxième Guerre mondiale, quand le SCI a dû être reconstruit, il a été plus efficace de faire de la publicité dans les villes où l'on a pu atteindre beaucoup de volontaires, alors qu'il fallait plus de temps pour se faire connaître à la campagne. Les volontaires venus de Romandie diminuèrent en faveur des volontaires alémaniques. Comme le SCI fut fondé en Romandie, il est normal que les volontaires de cette région aient été surreprésentés au début. De 1945 à 1972 le secrétariat du SCI se trouvait à Zurich. Son déménagement à La Chaux-de-Fonds, puis à Fribourg et à Berne a fait augmenter à nouveau le nombre de volontaires romands dans les années huitante.

Le graphique des professions (Graphique 21), d'après les formulaires d'inscription et certaines listes de camps, montre que c'est le groupe étudiants qui a le plus augmenté, tandis que la diversité des professions des volontaires diminuait. Jusqu'aux années soixante, les enseignants étaient nombreux et les professions techniques bien représentées, probablement parce que le concept d'aide au développement du SCI nécessitait beaucoup de volontaires bien formés dans les années cinquante. La participation des volontaires employés dans les services et dans les professions manuelles ou commerciales a fortement diminué entre 1920 et 1990, alors que le total des volontaires de formation académique ou au chômage a toujours été négligeable.

En ce qui concerne l'âge (Graphique 22), les volontaires de 21 à 30 ans ont toujours été les mieux représentés. Leur nombre a même augmenté dans la période analysée. Quant à celui des bénévoles qui avaient moins de 20 ans, il est resté à peu près stable et c'est celui de la tranche des 31 à 40 ans et des 41 à 50 ans qui a diminué le plus. Enfin, le nombre de ceux âgés de plus que 51 ans n'a jamais été de grande importance.

L'état civil était seulement requis dans les formulaires d'inscription des années cinquante. Les indications fournies montrent que le SCI a toujours été une organisation qui attire les jeunes hommes et femmes célibataires (Graphique 23). Les autres, mariés, divorcés ou veuf, sont négligeables.

En résumé, on peut dire que le volontaire moyen avait, à toutes les périodes, entre 21 et 30 ans, venait de Suisse alémanique et était célibataire. Dans la première période de 1920 à 1945<sup>69</sup>, il était masculin, avait fait un camp en Suisse et appartenait à des professions diverses. Dans la deuxième période de 1946 à 1968, le nombre des hommes et des femmes était équilibré, ils avaient aussi fait un camp en Suisse et exerçaient des professions d'enseignant, de technicien ou d'étudiant. Dans la troisième période, les volontaires étaient surtout des étudiantes, qui sont allées à l'étranger.

---

<sup>69</sup> La périodisation se trouve dans le chapitre 2.3

### 2.1.2 Indications statistiques valables pour les volontaires qui ont laissé des traces

La provenance des volontaires, leur âge, le pays visité, leur fonction et le nombre de camps fréquentés peut seulement être tiré de la banque de données des motivations. Cela signifie que ces informations sont uniquement valables pour les 713 volontaires qui ont laissé des traces, en écrivant un rapport de camp ou un formulaire d'inscription, et non pas pour tous.

En tout, 1952 motivations ont été saisies ce qui donne une moyenne de 28 par an entre 1920 et 1990. Cela est suffisant pour analyser les motivations en général, mais pas pour les répartir par sexe, provenance, nombre de camps, fonction dans le camp etc. Pour cela, l'évolution des catégories est analysée dans ce chapitre, afin de décrire le type de volontaire qui a écrit un rapport de camp; elle sert de base pour cette étude.

Les pays favorisés par les volontaires ont beaucoup changé dans la période entre 1920 et 1990 (Graphique 24). Avant la Deuxième Guerre mondiale, les camps avaient surtout lieu en Suisse, les pays voisins et l'Europe de l'Ouest. L'Asie, l'Afrique, l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Est connurent un essor par la suite.

Les volontaires qui ont écrit des rapports ont fait de moins en moins de camps de longue durée et de plus en plus de camps de courte durée (Graphique 26). Pour ce qui est des buts de ces camps, on constate que dans les premières années de la période analysée, les volontaires ont surtout décrit des camps de reconstruction et sociaux, tandis que vers les années huitante, les buts des camps se sont diversifiés. A cette époque, ils ont surtout écrit sur les camps écologiques, politiques et sur la reconstruction.

Ce sont surtout les volontaires qui ont rédigé des rapports, et non pas les directeurs de camp (Graphique 25). L'évaluation du nombre de volontaires qui ont fait plus d'un seul camp varie beaucoup entre les années normales, qui sont analysées d'après les rapports de camp, et les années représentatives, qui se fondent sur les formulaires d'inscription (Graphique 19). Ceux qui ont écrit un rapport de camp ont souvent déjà fait un camp avant, tandis que pour ce qui est des formulaires d'inscription, la majorité des volontaires fréquentent un camp pour la première fois.

En résumé, on constate que la majorité des bénévoles décrits dans cette étude étaient des volontaires qui ont fait un camp en Europe de l'Ouest. Ceux qui ont rempli un formulaire d'inscription étaient souvent venus pour la première fois, tandis que ceux qui ont écrit un rapport de camp en ont déjà fait plusieurs. Dans la première période de 1920 à 1945, ils ont fait un camp de longue durée dans un but social ou de reconstruction. Dans la période suivante, les conditions étaient similaires, sauf que les volontaires qui ont écrit un article sont restés dans le camp moins longtemps. Dans la troisième période

de 1969 à 1990, les camps économiques et politiques ont été considérés comme les plus attractifs, mais les volontaires y sont restés moins d'un mois.

## 2.2 Comment interpréter les graphiques sur les motivations

Ce chapitre vise à servir de guide pour interpréter les graphiques sur les motivations, les archétypes et les idéaux types. En effet, même s'ils sont fondés sur des statistiques tirées d'une banque de données, il n'est pas possible de toujours les interpréter de manière purement statistique. Les sources n'étant pas complètes et pas toujours représentatives, il faut avoir recours à une interprétation historique: Quarante-et-un motivations particulières ont été réparties dans le système d'archétypes et d'idéaux types (Graphique 11). Parmi elles, soixante et onze sont apparues régulièrement, soit dix fois ou plus dans la période analysée. Au total, 1952 motivations ont été entrées dans la banque de données, mais leur nombre ne se répartit pas régulièrement sur les années (Graphique 35). Par exemple, dans les périodes représentatives de 1955 à 1961 et 1988 à 1989, où les formulaires d'inscription ont donné beaucoup de renseignements sur les motivations, plus de cent motivations par an ont pu être trouvées. Quant aux autres années, où seuls les rapports de camps ont été conservés, le nombre de motivations est beaucoup plus bas. Il est parfois tombé à moins de dix par an. La question se pose donc de savoir si ces données peuvent quand même être utilisées? L'auteur est d'avis qu'on peut le faire, parce que si la motivation «paix» est choisie dans quatre-vingt-onze possibilités, la probabilité qu'il s'agisse d'un hasard est de 1:91. Si la motivation «paix» est choisie deux fois dans la même année, la probabilité se réduit à 1:91<sup>2</sup>. Cette explication concernant le hasard peut aussi être vérifiée dans l'analyse qualitative, car les motivations semblent apparaître selon leur contexte historique, et non pas sur la base de n'importe quel hasard.

Si une motivation apparaît de cent pour cent, il est probable que seule une motivation a pu être trouvée cette année-là et, comme il ne vaut pas la peine d'évaluer une seule motivation, les cent pour cent ne seront jamais discutés. Il faut aussi ajouter que les sources manquent complètement dans les années 1920 à 1923, 1925/1926, 1941, 1944 et 1974.

L'évaluation est faite de manière relative, ce qui veut dire que le nombre de motivations particulières est divisé par le nombre total de sources trouvées par année, afin que les résultats puissent être comparés.

Si plusieurs motivations sont présentées dans un graphique (Graphique 39), elles sont additionnées. Par exemple, en 1924, la motivation «donner aux autres / faire du bien» constitue dix-neuf pour cent des motivations, et la motivation «aider» concerne trente et un pour cent. Prises ensemble, les motivations sociales de l'année 1924 comptent pour cinquante pour cent.

### 2.3 Les idéauxtypes de la motivation et périodisation: de l'engagement social au désir d'apprendre

Ce chapitre concerne l'analyse des archétypes et des idéauxtypes de la motivation. Alors que, dans les archétypes, on ne voit pas d'évolution distincte (Graphique 37), c'est-à-dire que les composantes du travail volontaire n'ont pas changé pendant la période analysée, les idéauxtypes seront très utiles, surtout pour la périodisation.

En analysant les archétypes (Graphique 37), il est étonnant de constater que le facteur de faire un travail purement bénévole n'ait aucune importance. Cela montre que «faire un travail volontaire» n'est pas un but en soi, mais qu'il existe toujours d'autres raisons qui poussent les volontaires à s'engager. Par contre, l'archétype «esprit antimilitariste» connaît une évolution particulière qui sera discutée dans le chapitre 4. En ce qui concerne l'archétype «voyage», seule la catégorie la plus importante, «importance du voyage / cathectique», est traitée dans le chapitre 5. Les motivations qui sont réparties dans les archétypes «volonté d'action concrète» et «expérience singulière» sont trop diverses pour être traitées dans un chapitre consacré à elles seules. Pour ces groupes, les motivations particulières significatives (par exemple, «engagement pour la paix», «entente des peuples», «faire du bien/donner aux autres», «interculturalité dans le camp», «autres mentalités dans des pays étrangers») seront traitées dans les chapitres 3 et 5.

L'évolution des archétypes n'est pas aussi significative que l'évolution des idéauxtypes, parce que, pour les premiers, la répartition des motivations particulières a une grande importance. Ceci a pour conséquence que la volonté d'action concrète, qui est la catégorie la plus vaste, a le nombre de motivations correspondantes le plus élevé.

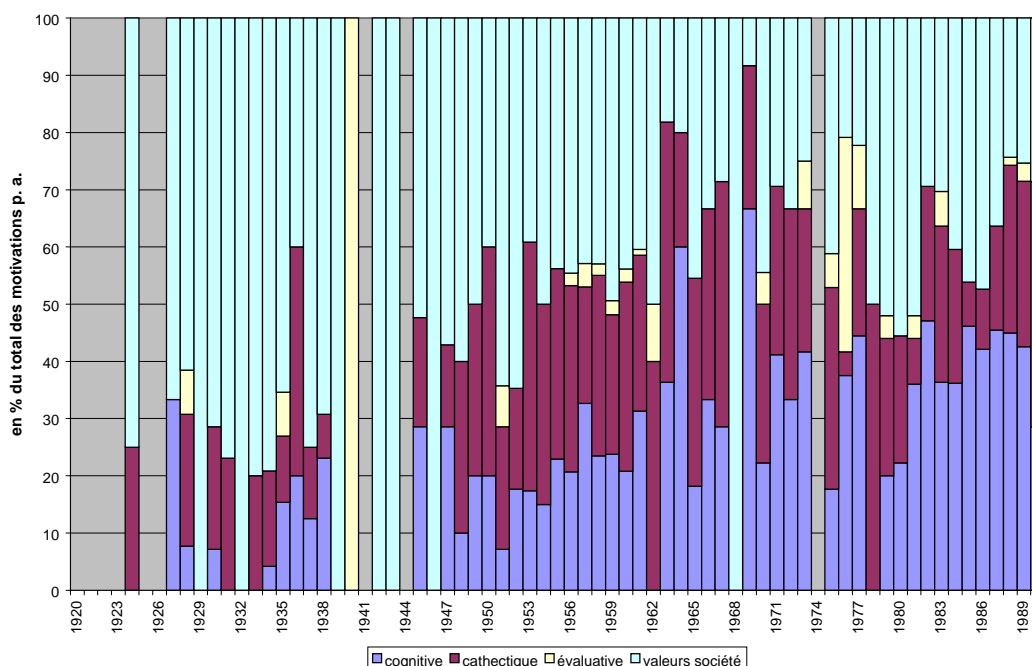
Pour ce qui est des idéauxtypes des motivations, «cognitive, cathectique, évaluative et valeur société», une évolution plus distincte peut être constatée (voir page 30 ou Graphique 36). Cette évolution contredit aussi la déclaration de Jone L. Pearce selon laquelle les motivations ne changeaient pas en fonction des pays ni dans le temps:

«At the most general level the motives of volunteers remain stable across different countries and over time: volunteers work for generalized service or prosocial reasons («to do good») for the organisation's particular goals.»<sup>70</sup>

---

<sup>70</sup> PEARCE (1993), p. 173

Voici l'évolution des idéaux types de la motivation de 1920 à 1990 (Graphique 36):



Les valeurs répandues dans la société diminuent de manière significative entre 1920 et 1990. Dans la même période, la motivation cognitive connaît un essor remarquable. Tandis que la motivation évaluative n'a d'importance dans aucune période, la motivation cathectique connaît son apogée dans les années cinquante et soixante.

Le fait que la motivation cognitive augmente est déterminé par deux motivations particulières qui ressortent de trois cents nominations dans les sources: «l'interculturalité dans le camp» et «connaître d'autres mentalités dans les pays étrangers». Même si elles auraient pu être classifiées dans l'idéaltype cathectique (chercher la satisfaction), l'auteur les a mises dans l'idéaltype cognitif, parce qu'elles correspondent mieux au désir d'apprendre.

Ces idéaux types ont conduit à une périodisation distincte. Dans une première période allant de 1920 à 1945, marquée par l'entre-deux-guerres et la Deuxième Guerre mondiale, les valeurs sociales comme le pacifisme et l'aide aux sinistrés déterminent les motivations. La période suivante, de 1946 à 1968, marquée par le développement économique des trente glorieuses et la démarche vers le mouvement alternatif de 1968, est la plus équilibrée, dans laquelle se répartissent les motivations cognitives, cathectiques et les valeurs dans la société. Dans la troisième période qui va de 1969 à 1990, marquée par les nouveaux mouvements politiques et écologiques et par l'essor du tourisme de masse, les volontaires sont motivés de manière cognitive. Ils veulent voyager et en apprendre plus sur les modes de vie des sociétés étrangères.

Pour l'interprétation des motivations particulières, les idéauxtypes ont seulement une fonction de directive d'arrière-plan. Ils étaient nécessaires pour la construction théorique et leur objectif a été atteint avec la périodisation.

## 2.4 Hypothèses de travail

Comme nous l'avons déjà déclaré, ce travail a pour but de découvrir les motivations des volontaires du SCI et comment elles ont changé entre 1920 et 1990, et les résultats attendus s'expriment sous forme d'hypothèses. Une hypothèse doit être générale (englober beaucoup de cas particuliers), complexe (décrire des relations compliquées), spécifique (englober des résultats empiriques) et déterminée (englober des résultats d'un haut degré de probabilité). De plus, on doit être capable de la reproduire (ou au moins comprendre les étapes de la recherche) et de la communiquer (pour que d'autres chercheurs puissent être convaincus des données, de la démarche et des résultats).<sup>71</sup>

Une première appréciation des sources et des lectures diverses montre que les premiers volontaires étaient motivés par des raisons sociales et pacifistes, car ils se sont engagés au SCI entre les deux guerres et ils ont connu la crise économique et les souffrances de la guerre. Dans la période de croissance des Trentes glorieuses, l'essor économique et les nouveaux mouvements sociaux ont fait naître un nouveau type de volontaire, plus individualiste et égoïste. Ces derniers s'intéressaient de plus en plus au voyage et au divertissement personnel. Durant les années huitante, le motif d'acquérir des connaissances professionnelles dans un camp de service civil est devenu prédominant, la crise économique des années septante leur ayant fait sentir la menace du chômage et l'importance croissante de la formation.

Les chapitres 3 à 5 vont analyser les 26 motivations particulières les plus importantes et les positionner dans leur contexte historique. Premièrement, les motivations pacifistes et sociales, deuxièmement les motivations antimilitaristes, enfin, les motivations des loisirs. Les chapitres seront toujours divisés en deux parties: l'une où les motivations seront analysées par rapport à la politique actuelle suisse, l'autre où les influences de l'organisation SCI seront déterminées. Ces analyses permettront d'expliquer les origines des motivations et, dans la conclusion (chapitre 6), les connaissances réunies seront comparées aux hypothèses.

---

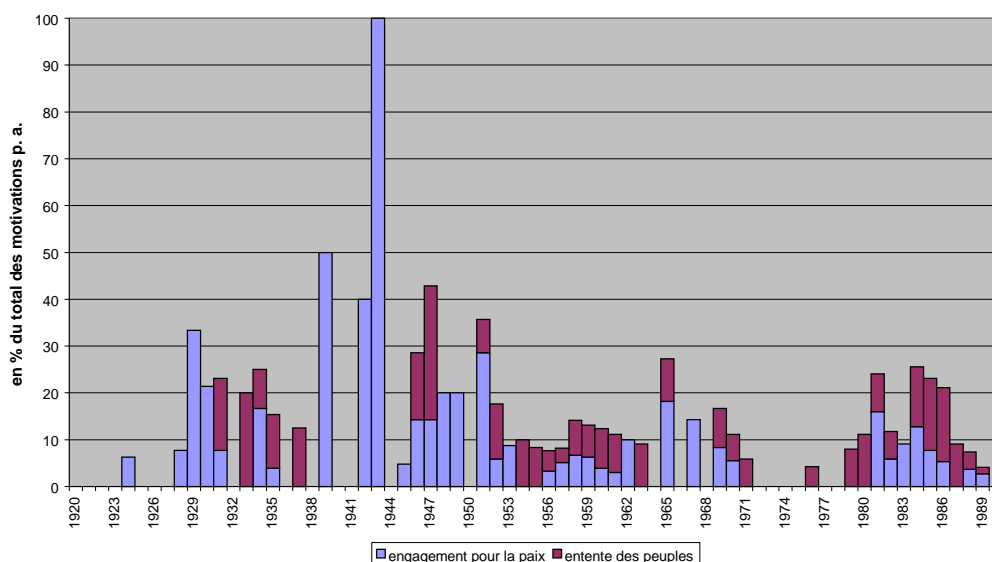
<sup>71</sup> JARAUSCH; ARMINGER; THALLER (1985), p. 189

### 3. Les motivations pacifistes et sociales

#### 3.1 Vue d'ensemble

Les motivations pacifistes et sociales souvent indiquées par les volontaires du SCI, comme «l'engagement pour la paix», «l'entente des peuples» ou «aider», vont être discutées dans ce chapitre. La catégorie «volonté d'action concrète / valeurs société» dont elles font partie (Graphique 11), constitue avec 599 indications, la catégorie la plus importante.

Voici l'évolution des motivations pacifistes: «engagement pour la paix» et «entente des peuples» de 1920 à 1990 (Graphique 38):



	Points extrêmes: motivations pacifistes
1920-1945	0-50%
1946-1968	0-42% (10)
1969-1990	0-25% (5)
tendance	↓
point culminant	1939-1947

**Graphique 2,** Evolution des motivations pacifistes: «engagement pour la paix» et «entente des peuples»

Les indications entre parenthèses représentent les années significatives (1955 à 1961 et 1988 à 1989).

Motivations de cent pour cent ne sont pas discutées (chapitre 2.2).

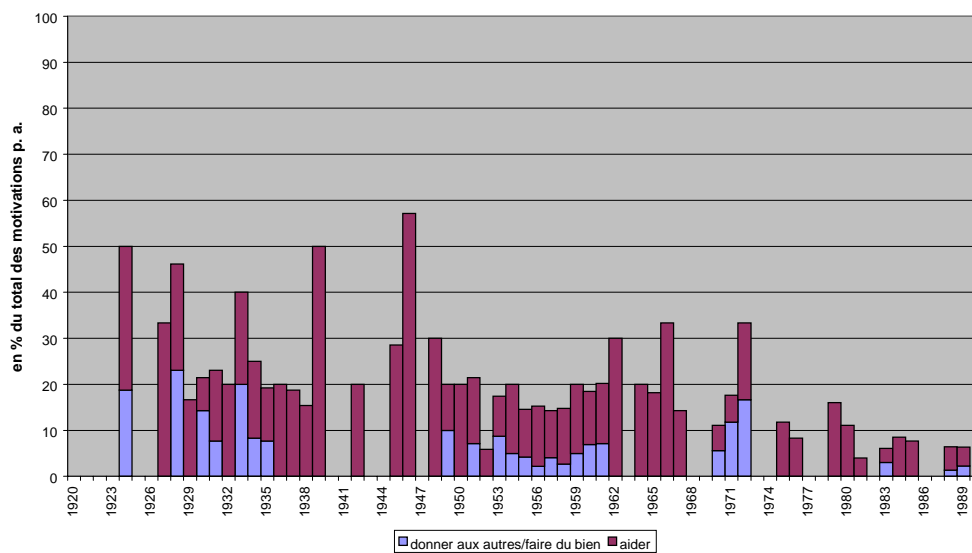


D'après ce tableau, on voit que les motivations pacifistes «engagement pour la paix» et «entente des peuples» ont perdu de leur importance entre 1920 et 1990. Elles avaient connu des points culminants durant et après la Deuxième Guerre mondiale. Au chapitre 3.2, une analyse détaillée situe l'évolution du SCI dans le contexte des mouvements pacifistes et de la politique pacifiste suisse.

Pour expliquer la motivation sociale des volontaires, le chapitre 3.3 traite les motivations particulières «aider» et «donner aux autres / faire du bien». La première motivation appartient à la catégorie «volonté d'action concrète / valeurs société»; la deuxième, à la catégorie «volonté d'action concrète / cathectique» (Graphique 11). Du point de vue méthodique, il n'y a pas de problèmes à les traiter ensemble si l'on s'intéresse seulement aux motivations particulières. Pour expliquer l'évolution d'un idéaltype, il ne serait toutefois pas recommandable de les mélanger.

Les motifs sociaux ont diminué de 1920 à 1990, mais ils ont connu une apogée durant la crise économique mondiale et les années suivantes, ainsi qu'un point culminant après la Deuxième Guerre mondiale.

Voici l'évolution des motivations sociales «aider» et «donner aux autres / faire du bien» de 1920 à 1990 (Graphique 39):



	Points extrêmes: motivations sociales
1920-1945	0-50%
1946-1968	0-55% (18)
1969-1990	0-32% (7)
tendance	↓
point culminant	1924-1946

**Graphique 3**, Evolution des motivations sociales: «aider» et «donner aux autres / faire du bien»

Les indications entre parenthèses représentent les années significatives (1955 à 1961 et 1988 à 1989).

Les chapitres suivants vont déterminer quels mouvements et quelles actualités politiques ont influencé les volontaires du SCI et quelles furent les actions ou les réactions de cette organisation pacifiste.

### 3.2 Les volontaires et les mouvements pacifistes

#### 3.2.1 Les mouvements pacifistes-religieux avant 1920

Les mouvements pour la paix organisés datent des premiers décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. Ils sont définis comme organisations qui, en rejetant la guerre, réagissent de manière critique aux phénomènes d'armement, de militarisme et de violence. Ils élaborent des propositions pour la protection de la paix et pour régler les conflits de manière non-violente:

«Am sinnvollsten begreifen wir deswegen als Friedensbewegung all jene Bestrebungen und Organisationen, die, von der Verwerflichkeit und Sinnlosigkeit des Krieges ausgehend, in kritischer Absicht auf die Phänomene «Rüstung/Militarismus/Gewalt» reagieren und Vorschläge für die Sicherung des Friedens und für gewaltfreie Konfliktaustragung entwickeln. Von einer - mehr oder minder - organisierten Friedensbewegung in diesem Sinne kann erst seit dem frühen 19. Jahrhundert gesprochen werden.»<sup>72</sup>

Plus ancienne que les mouvements de paix était la littérature de paix avec, par exemple, Erasme, Grotius ou Kant. Le passage de la période littéraire à la période politique se fit au siècle des lumières, et elle peut être comprise comme partie du processus de formation des organisations politiques. Au courant du XVIII<sup>e</sup> siècle, le public bourgeois raisonnant s'organisa de plus en plus non seulement dans des associations à but idéaliste, mais aussi politique.<sup>73</sup> C'était à l'époque où la Révolution française inaugurait l'ère des grandes guerres nationales ou idéologiques, où, dans les pays anglo-saxons, se formaient les premières ligues pacifistes, la «Peace Society» anglaise en 1816, et «l'American Peace Society» douze ans plus tard. En France, le pacifisme commençait à gagner les milieux républicains par opposition à la politique aventureuse de Napoléon III; la Ligue internationale de la paix et de la

<sup>72</sup> BRASSEL; TANNER (1986), p. 18

<sup>73</sup> BRASSEL; TANNER (1986), p. 25

liberté fut fondée en 1867. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le mouvement pacifiste gagnait les pays germaniques et des organisations furent fondées en Autriche en 1891, puis en Allemagne, en 1892. Leur centre international, avec le Bureau de la paix, était construit en 1891 à Berne.<sup>74</sup> Le mouvement pacifiste a connu cinq thèmes prédominants au cours du XIX<sup>e</sup> siècle: l'arbitrage, les contrats arbitraires, une autorité internationale, la codification de la loi internationale et le désarmement.<sup>75</sup>

Il est remarquable que la naissance des mouvements pour la paix en Suisse coïncide avec la fin de l'ère du libre commerce des années 1880. Cela s'applique peut-être par la hausse des dépenses militaires à cette époque.<sup>76</sup> Mais leur but n'était pas que financier: en 1893, le Bureau de la paix à Berne et plusieurs groupements de paix lancèrent une pétition fort de 54 000 signatures, demandant au Parlement de soutenir l'arbitrage international.<sup>77</sup>

La guerre de 1914 à 1918 fut une expérience décisive pour le genre humain. Les efforts d'arbitrage pour la protection de la paix, ainsi que ceux de la deuxième Internationale du mouvement ouvrier, ont échoué. Cette guerre signa la fin d'une époque pénétrée d'optimisme.<sup>78</sup> Au lendemain de la guerre, la sauvegarde de la paix et le règlement des conflits internationaux par la procédure de l'arbitrage auraient dû être menés par la Société des Nations, fondée en 1919. Mais, une grande partie de l'opinion restait sceptique face à la propagande pacifiste, et les traités de 1919 et 1920 avaient laissé trop de rancœurs en Europe centrale, trop de minorités injustement traitées par les vainqueurs, pour que la paix pût être durable.<sup>79</sup> C'est dans ce contexte que Pierre Cérésolle (1879-1945<sup>80</sup>), un ingénieur pacifiste de Lausanne, s'engagea pour le maintien de la paix avec un projet de service civil international.

### **3.2.2 Le premier camp et la constitution du SCI dans le contexte des mouvements pacifistes**

#### **3.2.2.1 Du pacifisme au service civil**

Pierre Cérésolle avait toujours considéré les pratiques militaires comme un «noble sport». Son frère était un officier, tout comme son père qui fut aussi conseiller fédéral et président de la Confédération en 1873. Avec une lucidité toujours plus vive, Pierre Cérésolle voyait l'horreur des champs de bataille

---

<sup>74</sup> MOURRE (1994), pp. 3461-3462

<sup>75</sup> BEALES, A. C. F: «The history of Peace». London, 1931, pp. 8 et 14. In: BROCK (1999), p. 11

<sup>76</sup> BRASSEL; TANNER (1986), p. 31

<sup>77</sup> BRASSEL; TANNER (1986), p. 33

<sup>78</sup> BRASSEL; TANNER (1986), p. 21

<sup>79</sup> MOURRE (1994), pp. 3461-3462

<sup>80</sup> MONASTIER, Hélène: «Pierre Cérésolle». In: *Le Service Civil* (vol. 34) 15 janvier 1946, p. 1

de la Première Guerre mondiale et le mensonge qui permettait aux chrétiens de s'y associer en faisant de la nation un faux dieu. En 1917, il se solidarisa avec les «objecteurs de conscience» en refusant de s'acquitter de son impôt militaire. Ce pacifisme brisa sa carrière, il l'amena dix, douze fois en prison. Dès 1919, il abandonnait son emploi d'ingénieur pour se vouer à la cause de la paix, comme éducateur. Une conférence du «Mouvement de Réconciliation» à Bilthoven, aux Pays-Bas, lui fit connaître des pacifistes chrétiens d'autre pays, des «quakers»<sup>81</sup>; il retrouva ainsi la famille chrétienne qui ignore les frontières et les divisions.<sup>82</sup> En Angleterre, les quakers comptèrent le plus grand nombre d'objecteurs de conscience pendant la Première Guerre mondiale. Ils lancèrent des services volontaires internationaux à vocation pacifiste et humanitaire, même avant d'avoir été mobilisés.<sup>83</sup> Cérésolle, qui se convertit au quakerisme par la suite<sup>84</sup>, les prit modèle pour son service civil qu'il allait lancer en 1920. D'autres inspirations pour ce projet venaient de son refus de la violence et de son idéal de l'entente des peuples: il est probable que Cérésolle a aussi été influencé par la grève générale de 1918, où des troupes militaires de 6000 hommes furent mobilisées pour contrôler les masses.<sup>85</sup> Cette tactique du Conseil fédéral était inacceptable pour les pacifistes. A la votation sur l'adhésion à la Société des Nations<sup>86</sup>, le peuple suisse se montra favorable à l'entente mondiale, ce qui pourrait être un autre motif pour le projet pacifiste cérésolien. Bientôt, l'idée se concrétisa: avec quelques pacifistes allemands et autrichiens, désireux de faire œuvre de «réparation» en France, et aidé de quelques Anglais, Hollandais, Suisses et un Hongrois<sup>87</sup>, il part pour Esnes près de Verdun, où, en plaine zone dévastée, naît le premier service civil qui va durer cinq mois. Son frère, colonel de l'armée fédérale, travaillait à ses côtés.<sup>88</sup>

---

<sup>81</sup> Quakers: «Nom donné communément aux membres de la Société des Amis, «Society of Friends», fondée par George Fox en 1668. Les quakers furent un des principaux «mouvements de réveil» du protestantisme anglo-saxon au XVII/XVIII<sup>e</sup> siècle. [...] Fox] rejetait tout dogme, tout culte, toute hiérarchie, proclamait la fraternité et l'égalité entre tous les hommes, prêchait contre la guerre, les procès, les impôts. [...] Les quakers se développaient surtout en Amérique, où ils ont été introduits par un homme de grande valeur, William Penn, qui a fondé en 1682 la colonie de Pennsylvanie en la dotant d'une Constitution remarquable, qui fut la base de celle des Etats-Unis. Les quakers, qui se sont attirés des difficultés avec les autorités à cause de leur refus du service militaire et du serment, se sont toujours distingués par leur esprit de tolérance et par leurs œuvres sociales et éducatives. Ils luttèrent pour les droits de l'homme pour la dignité de la femme, étaient au premier rang de l'anti-esclavagisme et sont restés avant tout les apôtres de la paix. Leurs comités américains et anglais furent honorés du prix Nobel en 1947.» MOURRE (1994), p. 3875

<sup>82</sup> MONASTIER, Hélène: «Pierre Cérésolle». In: *Le Service Civil* (vol. 34) 15 janvier 1946, pp. 1-2.

<sup>83</sup> BCDF SCI, 40602a, MONASTIER; Hélène: «Aus der Gründungszeit des SCI». In: *Internationaler Zivildienst, D* (n° 85) 1960, p. 3

<sup>84</sup> BROCK (1999), p. 105

<sup>85</sup> HUG, Peter: «1917: Widerstand gegen die Arbeitsdienstpflicht». In: *Service civil international* (n° 178) janvier 1981, p. 3

<sup>86</sup> 416'870 OUI contre 323'719 NON. COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), p. 735

<sup>87</sup> BCDF SCI, 20201, Rapport adressé au Conseil du Mouvement vers une Internationale Chrétienne, à Bilthoven, du 20 janvier 1921

<sup>88</sup> MONASTIER, Hélène: «Pierre Cérésolle». In: *Le Service Civil* (vol. 34) 15 janvier 1946, p. 1f.

Pierre Céréssole était aussi actif au niveau politique, même qu'il n'appartenait consciemment à aucun parti politique. Ses actions pacifistes, son engagement en faveur d'un service civil pour les objecteurs de conscience et sa proximité du socialiste religieux Leonhard Ragaz, laissent supposer qu'il se situait du côté social-démocrate. D'après la théorie marxiste, la guerre et le militarisme sont dans une dépendance fonctionnelle avec le capitalisme. Donc, la victoire sur ce dernier doit être suivie de l'abolition de la guerre et du militarisme, pensent les sociaux-démocrates. L'antimilitarisme radicale, duquel le SCI était proche, va encore plus loin: sa critique fondamentale envers tout les régimes totalitaires et violents le conduirent à travailler directement pour l'abolition du militarisme.<sup>89</sup> Le pacifisme modéré acceptait encore la défense nationale à objectif purement défensif.<sup>90</sup> Avec Ragaz, Céréssole lança une grande pétition civile en 1923, afin de donner plus de poids à un nombre d'initiatives mal coordonnées en faveur d'un service civil au début des années vingt.<sup>91</sup> Forts de 40 000 signatures, ils demandaient d'institutionnaliser un service civil qui soit indépendant de l'administration militaire pour tous ceux qui refusaient le service militaire. Mais, le Conseil national rejeta cette requête après un long débat, comme l'avait proposé le Conseil fédéral, avec la justification que le grand nombre des objecteurs de conscience qui refusent tout service obligatoire pour l'Etat, refuseraient aussi ce service civil.<sup>92</sup>

Le deuxième camp de service civil eu lieu en 1924, l'année même où le Parlement discutait la pétition. On peut supposer que Céréssole voulait renforcer son offensive politique avec ce camp, car ce dernier avait une importance considérable: cent volontaires de trois nations reconstruisirent un village détruit par la chute d'une montagne.<sup>93</sup>

Pour l'élaboration de ce projet de service civil, qui devait se répéter régulièrement, Pierre Céréssole a concentré plusieurs idées décisives des réseaux humanitaires, comme il l'explique dans son pamphlet *Action Internationale pour le Service Civil et l'Entr'aide* de 1923:

«Notre désir de voir naître cette organisation s'accorde avec les grandes lignes d'un projet présenté récemment à la onzième Conférence Internationale de la Croix-Rouge par le sénateur Giovanni Ciralo, président de la Croix-Rouge italienne, concernant la création, sous le contrôle de la Société des Nations, d'une «Fédération mutuelle des Etats, en vue de porter secours aux peuples frappés par des calamités». Ce projet était indépendant des revendications des hommes qui ne veulent plus servir dans les armées et ne mentionne pas leur existence. [...] D'autre part, au cours de la campagne qui se poursuivait actuellement en Suisse, le Dr. Bolle, conseiller national, adversaire d'un service civil créé sur une base purement nationale, a proposé de mettre les réfractaires pour motifs de conscience, de tous les pays, à la disposition de la Société des Nations, pour que celle-ci utilise leur travail. [...] Il suffirait, on le voit, de

---

<sup>89</sup> MARXER (1984), p. 194

<sup>90</sup> BRASSEL; TANNER (1986), p. 19

<sup>91</sup> Pétition de deux médecins condamnés, de la jeunesse démocratique sociale, de la ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, de 35 prêtres des Grisons et d'une interpellation de la fraction du parti social au Conseil national.

<sup>92</sup> WINET (1998), p. 106

<sup>93</sup> MONASTIER, Hélène: «Geschichte». In: *Service Civil International* (n° 95) été 1970, p. 2

combiner ces deux propositions formulées indépendamment l'une de l'autre, par deux hommes également compétents et pondérés, pour réaliser le Service International que nous demandons.»<sup>94</sup> Ce pamphlet est signé par Pierre Cérésolle, Leonhard Ragaz, Karl v. Greyerz, tous des pacifistes Suisses, Hubert Parris, Anglais, et encore 18 signatures venant des hommes et femmes de plusieurs pays.<sup>95</sup>

La dimension internationale avait une importance spécifique pour Cérésolle,

«car seule elle permettrait au service civil d'assurer la défense de chaque nation – et de toutes les nations – suivant un nouveau principe, en substituant graduellement à la menace et à la préparation de l'action défensive meurtrière, l'effet préventif, plus sûr et plus heureux, d'une bonne volonté générale entre les peuples.»<sup>96</sup>

### 3.2.2.2 La constitution de l'Association pour le Service Civil International

Un camp d'une grandeur extraordinaire fut organisé dans la principauté du Liechtenstein en 1928. Sept cents volontaires de 25 nations y vinrent en aide à la région inondée.<sup>97</sup> Dans ce camp, la création d'une Association pour le Service Civil (ASCI) fut pour la première fois proposée, et sa constitution définitive, avec l'élaboration des statuts, eut lieu au printemps 1931.<sup>98</sup> La même année, un mouvement de désarmement mondial naissait, parallèlement à la conférence internationale pour le désarmement.<sup>99</sup> Ces deux éléments expliquent pourquoi les motivations «paix» et «entente des peuples» représentent toujours vingt pour cent du total des motivations en 1930 et 1931, tandis qu'elles avaient des valeurs plus basses au milieu des années vingt et trente.

A la première séance constitutive, un des membres, avait proposé de réunir les anciens participants pour une meilleure préparation et organisation de ce service civil sur le plan spirituel et matériel. Cette Union pour le service civil devait être ouverte non seulement aux antimilitaristes, mais aussi à ceux qui voyaient le service militaire comme un mal nécessaire d'aujourd'hui et qui soutenaient la création d'un service civil susceptible de remplacer le service militaire dans le futur.<sup>100</sup> L'Assemblée nomma Pierre Cérésolle secrétaire général<sup>101</sup> et définit aussi le but et la nature de l'Association:

«1. But de l'Association

L'A.S.C.I. unit tous les amis du service civil sans distinction de nationalité, de confession ou de parti, désirant: a) étudier à fond les possibilités du service civil et en répandre l'idée dans la population; b) appuyer les campagnes du service civil par leur collaboration personnelle ou par leur aide matérielle et morale; c) obtenir dans les pays où le service militaire est obligatoire, la reconnaissance du service civil comme l'équivalent du service militaire pour les

---

<sup>94</sup> BCDF SCI, 30201.1, Action Internationale pour le Service Civil et l'Entr'aide de 1923

<sup>95</sup> BCDF SCI, 30201.1, Action Internationale pour le Service Civil et l'Entr'aide de 1923

<sup>96</sup> BCDF SCI, 30201.1, Action Internationale pour le Service Civil et l'Entr'aide de 1923

<sup>97</sup> MONASTIER, Hélène: «Geschichte». In: *Service Civil International* (n° 95) été 1970, p. 2

<sup>98</sup> BCDF SCI, 30201.1, Appel aux Amis du Service Civil du mois de décembre 1931

<sup>99</sup> MARXER (1984), p. 193

<sup>100</sup> BCDF SCI, 10110, MEYER, Hans: «Gründung einer Zivildienstvereinigung». In: *Nie wieder Krieg* (n° 5) mai 1931, p. 22

<sup>101</sup> CERESOLE, Pierre: «Wechsel im Sekretariat». In: *Le Service Civil* (n° 20/21) 11 avril 1942, p. 2

réfractaires pour motifs de conscience. Sur tout autre point concernant l'armée, les membres restent libres de prendre l'attitude qui leur convient.

### 2. Nature et but du Service civil

Le service civil a pour but: a) d'apporter une aide matérielle, lors de catastrophes naturelles et pour l'exécution de travaux d'utilité publique, en excluant toute entreprise qui ferait concurrence à la main-d'œuvre ordinaire ou qui serait destinée à briser une grève; b) de créer entre les peuples, par l'entr'aide, un esprit nouveau qui rendrait moralement impossible l'attaque d'un peuple par ses voisins devenus ses amis. Le but final est d'obtenir le remplacement des services militaires nationaux par un service civil international; c) de former pour les hommes et les femmes de bonne volonté une école sérieuse d'entr'aide, de discipline volontaire et de camaraderie.»<sup>102</sup>

Dans ces buts humanitaires, l'ASCI n'était pas un pionnier. La Croix-Rouge menait ses activités dès 1863<sup>103</sup> et Caritas dès 1901<sup>104</sup>. Aussi, parmi les sociétés pacifistes, elle n'était pas l'une des premières. L'«International Fellowship of Reconciliation» existait aux Pays-Bas dès 1919 et les «War Resisters' International» dès 1921 dans plusieurs pays d'Europe.<sup>105</sup> Même l'idée du travail volontaire en groupe était connue et adoptée des quakers<sup>106</sup>. Peu de temps après le premier service civil, en 1925, l'Union des étudiants suisses organisa aussi un camp volontaire pour l'aide aux paysans de montagne. Huit ans plus tard, le Conseil fédéral initia la constitution d'une institution centrale pour le travail volontaire<sup>107</sup> dont le SCI ne faisait pas partie. Cette institution aida à fournir du travail volontaire, surtout pour la jeunesse au chômage.<sup>108</sup> La nouveauté qu'apportait l'ASCI, c'était son objectif de remplacer le service militaire par des camps exemplaires de service civil volontaire à dimension internationale.

Un mouvement qui n'influença pas directement la masse des volontaires, mais qui a eu des impacts immenses sur le fondateur et sur les directrices pacifistes de l'ASCI, fut la résistance passive et la nonviolence enseignée par Mohandas Karamchand Gandhi (1869-1948) dès 1904 pour la dignité des Indiens d'Afrique du Sud, et pour l'indépendance de l'Inde en 1947. Ses principes sont devenu des piliers fondamentaux de l'ASCI.<sup>109</sup>

Ses membres étaient souvent liés à l'association de jeunesse «Nie wieder Krieg», créée en 1921; cela se manifeste dans plusieurs articles de leur publications.<sup>110</sup> «Nie wieder Krieg» était elle-même liée à l'Internationale des Résistants à la Guerre, une organisation qui existait dès 1921 aux Pays-Bas.<sup>111</sup>

---

<sup>102</sup> BCDF SCI, 30201.3, statuts de 1931

<sup>103</sup> WEIDMANN, Jörg: «Ursprünge der schweizerischen Entwicklungshilfe». In: HUG, Peter; MESMER, Beatrix (Hg.) (1993), p. 143

<sup>104</sup> WEIDMANN, Jörg: «Ursprünge der schweizerischen Entwicklungshilfe». In: HUG, Peter; MESMER, Beatrix (Hg.) (1993), pp. 146-147

<sup>105</sup> BROCK (1999), p. 102

<sup>106</sup> BCDF SCI, 40602a, MONASTIER; Hélène: «Aus der Gründungszeit des SCI». In: *Internationaler Zivildienst, D* (n° 85) 1960, p. 3

<sup>107</sup> Zentralstelle für freiwilligen Arbeitsdienst, ZEFAD

<sup>108</sup> AFZ Nachlass Otto Zaugg, 2.9.1, Bericht über das erste Geschäftsjahr der Schweizerischen Zentralstelle für freiwilligen Arbeitsdienst, sans date

<sup>109</sup> MOURRE (1994), p. 1994

<sup>110</sup> BCDF SCI, 10110, articles divers

Il est clair qu'avec ces idées de pionnier, Pierre Cérésolle n'était pas toujours le bienvenu chez les autorités. Le maire du village de Hütten avait besoin de l'aide du service civil, mais un fonctionnaire éminent l'avertit de «l'opinion dangereuse» que représentait le service civil. Il argumenta que leur vision humanitaire était plus importante, mais que les partisans du service civil allaient habiter loin du village pour que les habitants n'aient rien à craindre.<sup>112</sup> En 1933, Pierre Cérésolle fut empêché de faire un discours sur la coopérative radiophonique de Bâle, parce que la direction principale de la Poste l'avait averti que des discours politiques, spécialement ceux regardant le service civil, devaient être évités. La coopérative radiophonique répondit à Pierre Cérésolle que son discours ne correspondait pas aux lois de concession de la Poste.<sup>113</sup>

Le prochain chapitre se propose de situer la politique de paix en Suisse au XX<sup>e</sup> siècle et les activités du SCI<sup>114</sup> dans le contexte des mouvements pacifistes.

### **3.2.3 Les mouvements pacifistes et la politique suisse font naître les motivations**

Le pacifisme, comme toute histoire des idées et des mouvements du XX<sup>e</sup> siècle, est apparue dans des développements périodiques ou cycliques. En plus, son histoire suit celle des guerres et des révolutions, de la naissance des Etats et de sociétés ainsi qu'aux transformations de l'époque moderne. Sa résurgence est souvent liée à la formation d'autres mouvements, comme le féminisme, l'écologisme ou la révolte culturelle des jeunes. La relation du pacifisme avec la lutte antiatomique et l'existence du conflit Est-Ouest constitue l'élément le plus frappant dans la deuxième moitié du siècle.<sup>115</sup> Tandis que les sociétés de paix du XIX<sup>e</sup> siècle voyaient clairement la corrélation entre la guerre et les maux du système économique, les pacifistes d'après-guerre préconisaient plutôt la diminution des différences sociales pour arriver à éliminer la guerre et la violence dans le monde.<sup>116</sup> Mais, les variations idéologiques internes du mouvement pacifiste étaient graves et le seul objectif susceptible de consensus, c'était le refus ou la limitation des armements.<sup>117</sup> Le mouvement pour la paix a toujours vécu de l'engagement personnel, de motivations subjectives et d'attitudes collectives qui sont difficiles à saisir. Il s'épanouit dans certaines atmosphères socio-culturelles et dans certaines constellations

---

<sup>111</sup> BRASSEL; TANNER (1986), p. 47

<sup>112</sup> BCDF SCI, 11101, Internationale Zivildienste 1934, p. 19

<sup>113</sup> BCDF SCI, 30201.1, Lettre ANONYME à Pierre Cérésolle du 27 février 1933

<sup>114</sup> Dès l'assemblée générale de 1935, l'ASCI va se nommer Service Civil International (SCI). BCDF SCI, 30201.3, statuts de 1935

<sup>115</sup> BROCK (1999), p. 398

<sup>116</sup> BROCK (1999), p. 15

<sup>117</sup> JANNING (1987), p. 46



politiques jusqu'à ce qu'il atteigne une force sociale immense avant de bientôt disparaître de l'écran historique.<sup>118</sup>

Ce chapitre nous emmènera sur les traces du pacifisme du XX<sup>e</sup> siècle. Il nous permettra de jeter un coup d'œil externe sur les motivations des volontaires du SCI et déterminer leur évolution.

### 3.2.3.1 Du mouvement pacifiste des années vingt à la Deuxième Guerre mondiale

Le seul parti politique suisse à avoir adopté un point de vue antimilitariste radical entre les deux guerres fut le parti social-démocrate. Il accepta en effet une motion pour que le parti s'engage en faveur du désarmement et de l'abolition des institutions militaires durant le congrès du parti de 1925.<sup>119</sup> C'est dans cet esprit de désarmement, la Conférence du désarmement eut lieu à Genève en 1932, que les mouvements de paix eurent une influence sensible. L'échec de cette conférence, l'accession au pouvoir d'Adolf Hitler en Allemagne en 1933, le déclenchement de la guerre civile en Espagne en 1936, et le réarmement en Europe amenèrent les pacifistes à reconsidérer leur position.<sup>120</sup>

Tandis que le mouvement pacifiste s'est affaibli, Pierre Cérésolle a toujours essayé de mettre sur pied des négociations en faveur de la paix. Grâce à l'ambassadeur suisse à Rome, il a eu une rencontre avec le Duce italien Benito Mussolini, le 23 octobre 1934, dans laquelle il a essayé de le convaincre du pacifisme:

«Es handelte sich darum, ihn auf unser Dasein und auf unsere Beweggründe aufmerksam zu machen und in ihm einen möglichen, leisen Zweifel an seiner Lieblingsidee, dass der Krieg die beste Erziehung der Männlichkeit sei, zu wecken. [...] Mussolini gab mir durch nichts sein aktives Interesse kund. Er gab mir keine Gelegenheit, zu bemerken, was er eigentlich von all dem dachte. Er lebt offenbar, wie alle Politiker, einzig in der Welt, die ihm unmittelbar, materiell möglich scheint. Die Widersprüche und die logischen Lücken in seinem Standpunkt scheint er nicht zu bemerken. Sie interessieren ihn nicht. [...] Mussolini: «Ja, ich bin für den Frieden, ich werde alles tun, damit er noch 20 Jahre daure, und dann 30 Jahre – ich werde alles tun, um ihn so lange als möglich zu erhalten – aber er wird nicht ewig dauern können und das wäre wirklich auch nicht zu erwünschen.»<sup>121</sup> [...] Trotzdem habe ich den Eindruck, das getan zu haben, was ich konnte und was ich musste. Ich denke mit Dankbarkeit an diese friedliche und angenehme Unterredung mit dem Mann, dessen Grundsätze uns eigentlich zum Tode verurteilen.»<sup>122</sup>

Aussi le parti social-démocrate fut marche arrière en 1935, quand il reconnut dans son programmela nécessité de la protection armée des frontières pour la défense contre une éventuelle menace violente

---

<sup>118</sup> BRASSEL; TANNER (1986), p. 20

<sup>119</sup> MARXER (1984), p. 126

<sup>120</sup> BROCK (1999), p. 121

<sup>121</sup> BCDF SCI, 10101, Pierre Cérésolle's Besuch bei Mussolini du 23 octobre 1934, p. 3

<sup>122</sup> BCDF SCI, 10101, Pierre Cérésolle's Besuch bei Mussolini du 23 octobre 1934, p. 9

fasciste et pour la sauvegarde de la neutralité Suisse.<sup>123</sup> Pour éviter le délabrement complet du mouvement pacifiste et pour donner du poids aux espérances de la Société des Nations et au désarmement international, Lord Robert Cecil fonda le «Rassemblement Universel pour la Paix» (RUP) en 1935 à Genève. Une section suisse vit le jour un an plus tard, organe central de trente-cinq organisations des milieux pacifistes modérés et radicaux, dont le SCI.<sup>124</sup>

Comme organisation pacifiste tolérante, le SCI a dû se demander en 1936 comment traiter les nazis; il a été décidé à l'assemblée générale qu'ils devraient se soumettre aux règlements du Service Civil, ce qui veut dire n'avoir pas de préjugés de race, ou alors, ne pas participer.<sup>125</sup>

Malgré ces précautions, la diminution de l'influence des pacifistes est aussi remarquée par les volontaires du SCI. Les motivations pacifistes reculent jusqu'au déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, en 1939 (Graphique 38); cette année-là, la motivation «paix» monte à cinquante pour cent. Ce résultat devient moins significatif si l'on sait qu'on trouve, au cours de cette année, seulement deux motivations. Il est facile de comprendre qu'en 1939, beaucoup plus de volontaires auraient voulu s'engager pour la paix et que, le choix entre les quatre-vingt-onze motivations étant grand (Graphique 11), ce n'est pas un hasard si la motivation «paix» a été choisie cette année-là. Aussi, dans les années suivantes, l'évolution dans le graphique est plus significative que les chiffres effectifs. Dans les années 1942 et 1943, la motivation «engagement pour la paix» monte à cent pour cent, mais, de fait il n'y a qu'une ou deux mentions. Or, ce n'est toujours pas un hasard, car c'est à cause de la constance avec laquelle les deux motivations «paix et entente des peuples» apparaissent de 1939 à 1950 qu'elles deviennent significatives (Graphique 38).

C'est dans un esprit très idéaliste que les volontaires parlent de leurs motivations:

«Ce résultat matériel, réjouissant en lui-même, l'est bien d'avantage encore quand on songe qu'il est le véhicule d'une belle idée, l'idée de la réconciliation et de la fraternité de tous les hommes.»<sup>126</sup>

«[...], c'est peut-être le symbole du travail des artisans de la paix: pas plus que les légumes, la paix ne poussera toute seule, et il y faut de la volonté et de l'acharnement; mais pas plus que ces précieuses plantes, elle n'est contre nature, et il y faut de l'espérance et de la foi.»<sup>127</sup>

Les motivations pacifistes restent importantes jusqu'à la fin des années quarante. Le souvenir de la guerre et la naissance des institutions de paix importantes, l'ONU le 24 octobre 1945 et le Conseil de

---

<sup>123</sup> SOZIALDEMOKRATISCHE PARTEI DER SCHWEIZ: Protokoll über die Verhandlungen des ausserordentlichen Parteitag vom 26. und 27. Januar 1935 im Kongresshaus in Luzern, Aarau 1935, p. 17. In: BRASSEL; TANNER (1986), p. 54

<sup>124</sup> BRASSEL; TANNER (1986), p. 55

<sup>125</sup> WALDVOGEL; Klara: «Notre Assemblée générale». In: *Le Service Civil* (n° 5) 1 juin 1936, p. 24

<sup>126</sup> CERESOLE, Pierre: «Le Service Civil aux Indes». In: *Le Service Civil* (n° 2) 30 juin 1935, p. 6

<sup>127</sup> PERRENOUD, J.-Marie: «Service de Lausanne». In: *Le Service Civil* (n° 22/23) 15 décembre 1942, p. 5

paix suisse le 2 décembre 1945<sup>128</sup>, ont encore une influence sur les volontaires suisses, même si la Suisse n’y appartenait pas:

«Je ne crois pas que nous oublions jamais que nous avons été une fois «soldats pour la paix»!»<sup>129</sup>

«Wie mehr ausländische Freunde, vor allem auch Schweizer, das innere Bedürfnis fühlen, in Deutschland und mit Deutschen zu arbeiten und durch die Tat unsere Meinungen über Versöhnung zu beweisen, umso grösser ist die Möglichkeit.»<sup>130</sup>

C’est dès 1948 que la motivation pacifiste commence à baisser de manière notable et il est remarquable que ce soit la motivation «aider» qui va profiter de la diminution des motivations pacifistes, une fois que la reconstruction aura commencé (Graphique 39).

### 3.2.3.2 La lutte antiatomique et la guerre froide

Au lendemain du second conflit mondial, l’ampleur du péril atomique donna un nouvel élan à l’idée pacifiste, mais celle-ci fut bientôt accaparée par les propagandes des deux blocs en présence. L’Union soviétique, qui avait en 1945 un retard important sur les Etats-Unis dans le domaine de l’armement nucléaire, se fit le champion de la lutte antiatomique. Les communistes étaient à l’origine de l’Appel de Stockholm (1950<sup>131</sup>), une initiative en faveur de l’interdiction des armes nucléaires, avant que l’Union Soviétique devienne aussi une grande puissance atomique.<sup>132</sup> En Suisse aussi, cet Appel de Stockholm fit des vagues; le «Mouvement pour la paix», une organisation proche du parti ouvrier, rassembla 250 000 signatures pour l’Appel. Ce faisant, elle a atteint plus que les organisations membres du Conseil suisse des associations pour la paix qui, lui, se distanca du mouvement communiste.<sup>133</sup> Mais, il semble que le SCI a quand même pu profiter de cette vague pacifiste, le nombre de volontaires ayant augmenté en 1951 (Graphique 16), tout comme les motivations pacifistes (Graphique 38). Au début de la guerre froide<sup>134</sup>, le Parlement autorisa un programme d’armement avec des blindés légers, mais la hausse des taxes fut refusée par une votation en 1951.<sup>135</sup> Cet esprit se manifeste dans les motivations des pacifistes du SCI (Graphique 38).

Au milieu des années cinquante, le journaliste et politicien non-conformiste Chevallier lança une initiative contre le réarmement et pour l’utilisation d’une partie du budget militaire à des fins sociales.

---

<sup>128</sup> BRASSEL; TANNER (1986), p. 50

<sup>129</sup> BCDF SCI, 30211.A, *Feuille d’information* (n° 7) de l’été 1946

<sup>130</sup> BCDF SCI, 30211.A, *Feuille d’information* (n° 10) de l’hiver 1947

<sup>131</sup> MOURRE (1994), p. 4422

<sup>132</sup> MOURRE (1994), pp. 3461-3462

<sup>133</sup> BRASSEL; TANNER (1986), p. 61

<sup>134</sup> Subversion en Tchécoslovaquie, le blocus de Berlin et le déclenchement de la guerre de Corée

<sup>135</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), p. 940

Le Parlement la déclara irrecevable à cause de quelques erreurs formelles. Il en lança une deuxième une année après, qu'il retira lui-même, parce qu'elle n'avait aucune chance dans l'atmosphère d'hystérie défensive qui suivit la révolte en Hongrie.<sup>136</sup> Tandis que, dans le bulletin du SCI, on trouve quelques articles sur les initiatives Chevallier, les volontaires n'y réagirent pas. Cela est facile à comprendre, aucune n'ayant abouti à une votation et n'ayant bénéficié d'assez de publicité.

A cause de sa proximité du mouvement antiatomique, le SCI fut aussi considérée sous un éclairage communiste.<sup>137</sup> Dans la réaction du SCI à une attaque verbale de la *Neuen Zürcher Zeitung* en 1959, le SCI se distanca du communisme. Le fait que très peu de ses membres se soient engagés dans un mouvement pacifiste qui, plus tard, deviendra un mouvement pacifiste communiste, ne suffit pas encore à ses yeux pour taxer le SCI de «communiste». Il s'explique:

«Wenn von über 2000 Mitgliedern ganze 4 – vor mehr als sieben Jahren – in der damals noch nicht kommunistischen Friedensbewegung mitgearbeitet haben, so betrachten wir den daraus abgeleiteten Vorwurf der kommunistischen Tendenz als nicht vertretbar, ganz abgesehen von der Tatsache, dass der mehrmals genannte «Schweizerische Friedensrat» nie in kommunistischen Händen war, sondern ein Zusammenschluss der nichtkommunistischen Friedensorganisationen ist.»<sup>138</sup>

Influencé par les discussions publiques sur le sens du réarmement atomique en Angleterre et dans la République Fédérale d'Allemagne, un comité d'initiative se forma en 1958, visant à une interdiction constitutionnelle des armes nucléaires. Les partisans de l'initiative s'appuyaient sur la menace qu'elles représentaient pour l'humanité à cause de la force de leurs effets destructifs. En 1962, cette initiative populaire était refusée à 65 pour cent; en Romandie et au Tessin, les votes favorables étaient en majorité.<sup>139</sup>

A l'apogée du mouvement antiatomique, de 1958 à 1963<sup>140</sup>, la motivation pacifiste existait, mais elle était faible (Graphique 38). En général, les arguments des volontaires restaient plutôt idéologiques et la lutte antiatomique elle-même n'était guère mentionnée dans les formulaires d'inscription qui représentent la majorité des sources dans ces années. La participation des volontaires romands et tessinois à cette période était plus basse que dans les années précédentes, il constituaient seulement dix

---

<sup>136</sup> BRASSEL; TANNER (1986), pp. 62-63

<sup>137</sup> Plusieurs fiches policières furent ouvertes sur des membres du SCI, mais souvent leur contenu était très vague. Telle May-Suzanne Isler, ancienne secrétaire du SCI: «Auf meine Anfrage bei der Bundesanwaltschaft hin wurde mir mitgeteilt, dass ich in der Kartei des Polizeidienstes verzeichnet bin. [...] Der einzige Eintrag lautet wie folgt: «21.6.1989 XXXXXXXXXXXX 000000000 v. ND-BE: Uebernachtung von Personen des Service civil international am 10./11.6.1989 in Villeret/BE (Lebens- und Produktionsgemeinschaft).» ISLER, May-Suzanne: «Schluss mit Spitzeleien und Schnüffeleien!» In: *service civil international* (n° 222) avril 1990, p. 22

<sup>138</sup> ANONYME: «Die «Neue Zürcher Zeitung» greift an und krebst zurück». In: *Service Civil International* (n° 54) juin 1959, p. 3

<sup>139</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), p. 941

<sup>140</sup> BRASSEL; TANNER (1986), p. 70

au lieu de 20 pour cent des effectifs (Graphique 20). Il est imaginable que les pacifistes engagés se soient retirés du SCI pour s'engager dans un mouvement explicitement antiatomique.

La lutte antiatomique a monopolisé la discussion en reléguant les thèmes classiques du mouvement pacifiste<sup>141</sup> à l'arrière-plan. C'est au milieu des années soixante que les activités se multiplièrent. Le mouvement de 1968<sup>142</sup> concilia la discussion antiimpérialiste et la critique capitaliste avec le mouvement pacifiste. Avec l'antiimpérialisme, l'optique globale s'est imposée dans le public et la relation entre la pauvreté dans le tiers monde et la dissipation des ressources occasionnée par l'armement dans les pays industriels est devenue un thème prédominant.<sup>143</sup> Ce fractionnement des thèmes est illustré par la ligne en zigzag que l'on observe entre 1965 et 1972 dans le tableau des motivations pacifistes (Graphique 38).

Un autre thème d'actualité à cette période, était la mise en place d'un monopole de fabrication des armes, et donc, une interdiction de l'exportation des armes. Motivée par une vente illégale des armes de l'entreprise Bührle au Nigeria alors en guerre, l'initiative populaire fut lancée en 1969 par le Conseil Suisse des Associations pour la paix<sup>144</sup>. Après une courte défaite en 1972, les activités générales pacifistes diminuèrent et une phase de réorientation allait commencer.<sup>145</sup>

D'après le graphique 38, les volontaires suisses sont fortement influencés par les événements en Suisse et dans les pays voisins, mais guère par les conflits mondiaux. La lutte anticolonialiste ou les crises importantes de la guerre froide, par exemple, ont seulement eu des influences indirectes sur l'évolution de la motivation pacifiste en Suisse. Pendant la guerre de Corée, de 1950 à 1953, la motivation augmente à 35 pour cent, mais il est probable que ce ne fut pas la guerre elle-même qui entraîna ce résultat, mais les événements politiques en Suisse et les préparations militaires pour la guerre froide. Les crises en Hongrie (1956), à Cuba (1962) et le printemps de Prague (1968) ne se reflètent guère dans les motivations. Seul, le mouvement pacifiste venant des Etats-Unis contre la guerre du Vietnam semble se manifester faiblement dans les années 1969 à 1971 (Graphique 38).

Malgré la guerre froide, le SCI a essayé de travailler avec les pays communistes dans le but de l'entente des peuples. Quelques volontaires isolés en ont profité:

---

<sup>141</sup> Comme le service civil, l'exportation des armes et les dépenses militaires

<sup>142</sup> Le «malaise helvétique», une période d'insécurité générale et de perte de valeurs reconnues au milieu des années soixante, et la révolte des étudiants à l'étranger ont renforcé aussi la jeunesse en Suisse dans sa lutte contre la société d'accomplissement et de consommation. Ce mouvement de 1968 était un moyen d'expression particulier d'une vaste manifestation contemporaine qui peut aussi être qualifiée de culture alternative ou contre-culture. COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), pp. 892-895

<sup>143</sup> BRASSEL; TANNER (1986), p. 71

<sup>144</sup> TOBLER, Ruedi: «Der Schweizerische Friedensrat und die Initiative für ein Waffenausfuhrverbot». In: *Service Civil International* (n° 88) mai 1969, p. 7

<sup>145</sup> BRASSEL; TANNER (1986), p. 77

«Ich kann nur jedem von Euch empfehlen, die Erfahrungen selber zu sammeln, und durch persönlichen Kontakt die Russen in ihrer fanatischen Begeisterung für den Kommunismus zu verstehen suchen. Es kann ein kleiner Beitrag sein gegen die gegenseitigen Vorurteile, oder die grosse Angst, die der kapitalistische Westen in der UdSSR verursacht, zu brechen. Ein Arbeitslager ist eine sehr günstige Gelegenheit, Russland kennenzulernen.»<sup>146</sup>

Ce qui est frappant dans l'évolution de la motivation pacifiste, c'est que le débat sur le nouveau canton du Jura, créé en 1978, n'apparaît pas de manière distincte (Graphique 38). Ce conflit a connu des phases radicales, avec des actes terroristes entre 1962 et 1964<sup>147</sup>, mais la motivation pacifiste n'augmente pas, elle va même décliner. La raison en est le nombre peu élevé d'articles écrits à ce sujet, dans le bulletin, par des volontaires bernois, qui ont été concernés le plus: Onze motivations peuvent être trouvées en 1961, mais que deux en 1962 et qu'une en 1975, 1976 et 1979. Le SCI a aussi remarqué que les vrais problèmes au Jura ne sont guère connus:

«Les actes de terreur au Jura ont suscité l'attention de toute la Suisse. Malheureusement on ne connaît en général assez peu les problèmes du Jura et les efforts qui se font pour y trouver une solution. Pour contribuer à une meilleure entente, le service civil, branche suisse, a décidé d'organiser dans ces régions un service de travail et d'étude.»<sup>148</sup>

### 3.2.3.3 Le nouveau mouvement pour la paix des années huitante

Dans la période des «nouveaux mouvements sociaux» des années septante, le mouvement pacifiste était faible, à cause de la disposition des sujets urgentes, mais, dans les années huitante, il augmenta de nouveau avec une force de mobilisation inattendue. C'est en 1980, après la double résolution de l'OTAN, une décision de réarmement, que les masses se mobilisèrent dans les pays voisins de la Suisse. Une année après, le 5 décembre 1981, le «nouveau mouvement pacifiste» se manifestait aussi à Berne où 30 000 à 40 000 hommes et femmes se rassemblèrent pour la paix et le désarmement immédiat. Quarante-deux organisations propagèrent cet événement. Le «nouveau mouvement pour la paix» atteignit son point culminant le 5 novembre 1983, quand 40 000 à 50 000 pacifistes firent deux chaînes humaines autout du Palais fédéral, ainsi que des ambassades des Etats-Unis et d'Union Soviétique.<sup>149</sup> Ce mouvement pacifiste des années 1981 à 1984 n'était pas un «produit importé», il avait ses racines en Suisse même: la stratégie de l'armée et son intention de se réarmer n'était pas

---

<sup>146</sup> SCHMIDT, Ev-Kathrin: «Betrachtungen eines kommunistischen Arbeits-Jugendlagers». In: *Service Civil International* (n° 90) octobre 1969, p. 9

<sup>147</sup> EISENEGGER, Mark: Alte und neue Einflussmöglichkeiten sozialer Bewegungen. In: KÖNIG, Mario; KREIS, Georg; MEISTER, Franziska (1998) p. 168

<sup>148</sup> BCDF SCI, 30208.1, RITTER, Verena: Die Aufgaben und Möglichkeiten des Zivildienstes innerhalb der sozialen Arbeit du février 1965

<sup>149</sup> BRASSEL; TANNER (1986), pp. 91-92

acceptée alors que la politique d'épargne dans le domaine social était stricte.<sup>150</sup> Une autre raison était la capacité structurelle des mouvements alternatifs, écologiques et de la jeunesse qui savaient se mobiliser contre la double résolution de l'OTAN.<sup>151</sup>

Cet esprit se manifeste clairement dans les motivations des volontaires du SCI; le début des années huitante est marqué par une hausse jamais vue dans les années précédentes (Graphique 38). Le mouvement continua à motiver les gens jusqu'à la votation pour l'adhésion à l'ONU qui fut refusée en 1986. Avec la fin de la guerre froide, la menace de guerre a diminué pour l'Europe de l'Ouest et, parallèlement, la motivation pacifiste fut reléguée à l'arrière-plan.

### 3.3 Le SCI et le pacifisme

#### 3.3.1 La baisse des buts et des conditions pacifiste du SCI

Dans ce chapitre, nous allons situer le SCI comme organisation dans son environnement pacifiste. Nous montrerons comment le SCI a adapté ses buts, ses coopérations avec d'autres organisations et sa participation politique aux événements et quelle influence il pouvait exercer sur ses volontaires où vice versa.

##### 3.3.1.1 Les buts du SCI: du pacifisme au antinationalisme

C'est en 1931 que le SCI s'est donné une première constitution (chapitre 3.2.2.2). Bien que, dans les constitutions suivantes de 1935, 1954, et 1963<sup>152</sup>, le texte ait changé, le but pacifiste qui se trouvait derrière restait le même<sup>153</sup>: «répandre la paix». De plus, en 1975, la «nonviolence» et «l'antinationalisme» sont venus compléter la liste des buts pacifistes (Graphique 28).

Dans les buts à court terme, tels qu'ils se manifestent dans des compte rendus annuels ou des rapports des assemblées générales, on constate de plus grandes fluctuations des buts que dans les constitutions, ce qui laisse une marge plus grande pour les interprétations (Graphique 29, Graphique 30 et Graphique 31).

Un but fondamental du SCI auquel il est toujours resté fidèle, c'était de «répandre la paix».

---

<sup>150</sup> SCHWEIZERISCHER FRIEDENSRAT (Hg.): Diskussionspapier des SFR zur Frage der Lancierung einer eidgenössischen Volksinitiative für demokratische Kontrolle der Rüstungsausgaben. Zürich, 1979. In: BRASSEL; TANNER (1986), p. 110

<sup>151</sup> JANNING (1987), p. 39

<sup>152</sup> La date de cette constitution est inconnue, mais il est probable qu'elle a été écrite en réaction à la nouvelle constitution internationale. BCDF SCI, 30201.3, statuts d'une date inconnue, probablement 1963

<sup>153</sup> BCDF SCI, 30201.3, statuts de 1931; BCDF SCI, 30201.3, statuts de 1935; BCDF SCI, 30201.3, statuts du 7 février 1954; BCDF SCI, 30201.3, statuts d'une date inconnue, probablement 1963

«Die Mitglieder unterstützen den Zivildienst moralisch, finanziell und materiell und helfen mit, die Idee des Zivildienstes als ein Werk der Nächstenhilfe und der Völkerversöhnung, als ein Stück positiver Arbeit für den Frieden unter den Völkern in weitere Kreise des Volkes zu tragen.»<sup>154</sup>

Et, de fait, ce but apparaît constamment aussi dans les décennies qui suivent. Par exemple, alors que le SCI était encore un mouvement pour quelques initiés, jusqu'après la Deuxième Guerre mondiale, il a espéré, que les volontaires du SCI ne soient pas seulement des pionniers pacifistes pendant la durée d'un camp, mais aussi dans leur vie quotidienne.<sup>155</sup> L'agenda de 1962 publié par le SCI propose de ne pas étudier n'importe quels thèmes pendant le camp, mais de lire des livres pacifistes.<sup>156</sup> Au nom de la paix mondiale, le SCI lutte aussi contre les armes nucléaires<sup>157</sup> et contre l'énergie atomique.<sup>158</sup> Cela montre que le thème de la paix était omniprésent.

Comme l'analyse des buts n'est pas quantitative, on peut seulement mesurer si le but était ou non exprimé, mais on ne sait pas combien de fois par an. La paix étant aussi une motivation constante pour les volontaires, on peut en conclure que le fait que le SCI est une organisation pacifiste a bien attiré les volontaires, mais on ne peut pas quantifier des différences entre les années.

L'objectif du «dialogue interculturel» qui signifie aussi «entente des peuples» apparaît sporadiquement dans les années trente et régulièrement dès 1952. L'absence de ce deuxième but fondamental dans les années quarante vient du fait que, ces années-là, ce but était souvent désigné par le terme d'«internationalité».

Le but «antinationnalisme» apparaît pour la première fois en 1952, quand le SCI essaya de travailler avec les pays communistes de l'Europe de l'Est. Les premiers essais échouèrent, mais en 1956, un premier échange fut possible.<sup>159</sup> Cet objectif qui apparaît régulièrement dès 1972 marque la volonté du SCI de bannir le nationalisme par des actions et des échanges concrets.

Un thème particulièrement délicat est le but de la «neutralité politique» dans les années cinquante et soixante, que le SCI s'était lui-même imposé. Dans le débat suisse sur les armes atomiques, le SCI hésite à proposer des paroles politiques, même s'il aimerait que ses membres participent à la démocratie directe suisse. Un tel changement d'avis amène des problèmes avec le SCI international (chapitre 3.3.3).

---

<sup>154</sup> BCDF SCI, 30201.2, OLG IATI, Rodolfo: Protokoll der Generalversammlung du 17 mars 1935

<sup>155</sup> BCDF SCI, 30203.2, Jahresversammlung du 10 février 1952

<sup>156</sup> BCDF SCI, 11105, SCI Agenda de l'année 1962

<sup>157</sup> BCDF SCI, 30207, Stellungnahme zur Atomwaffenfrage du 9 mars 1963

<sup>158</sup> ANONYME: «Ostermärsche 1988». In: *service civil international* (n° 211) janvier 1988, p. 11

<sup>159</sup> MONASTIER, Hélène: «Travail présenté à l'Assemblée générale 1956». In: *Bulletin* (n° 39) juin 1956, p. 6-7



Le but «nonviolence» devient régulier dès que le mouvement 1968 le proclame haut et fort. La nonviolence a toujours été une méthode du SCI, à partir du moment où Pierre Cérésole a été influencé par Mahatma Gandhi, mais il ne tiendra pas une place éminente comme but et thème d'étude dans les camps du SCI avant 1969.

Pour promouvoir ses buts idéologiques de manière plus effective, le SCI commença à organiser de nouveaux styles de camps (Graphique 31) dès le milieu des années cinquante. Cette diversification lui permit la possibilité d'atteindre des volontaires ayant des intérêts différents, et elle porta des fruits, comme le montre l'évolution du total des volontaires (Graphique 16). Les premiers camps étaient du type reconstruction ou social; la diversification conduisit aux camps d'étude et aux camps politiques dans les années cinquante, aux camps de randonnées à vélo afin de manifester pour une bonne cause, aux services alternatifs modèles et aux handicamps, où les volontaires travaillèrent avec des personnes handicapés dans les années septante.

L'objectif d'expansion apparaît dès les années quarante et il sera particulièrement fort dans les années septante (Graphique 29), où le nombre total des volontaires suisses diminuera de manière frappante (Graphique 16).

### 3.3.1.2 Les conditions exigées des volontaires: de l'idéalisme aux conditions pratiques

Dans les appels pour trouver des volontaires, le SCI nomme quatre conditions qui sont liées à son but de répandre la paix: «idéalisme» est populaire autour des années 1940; «nonviolence» apparaît pour la première fois en 1930, mais ne devient populaire qu'après les années 1970 comme thème d'étude dans les camps; quant à «l'entente des peuples», elle fut toujours populaire, mais surtout entre 1930 et 1940, au lendemain de la guerre. Une condition qui ne fut demandée qu'entre 1930 et 1936, c'est une lettre de référence. Comme le SCI voulait des volontaires pionniers, il voulait être rassuré sur leur caractère.

«Garantie morale. Seules les offres faites dans l'esprit qui anime cette entreprise peuvent être acceptées. A. Références, B. Éventuellement, adresses exactes de groupements auxquels vous appartenez, C. Envoyer en même temps que votre offre tout autre document ou indication concernant cette garantie morale.»<sup>160</sup>

Les organisateurs disent aussi clairement ce qu'ils attendent d'un volontaire en 1936:

«L'appel est adressé à tous ceux qui se sentent capables de fournir un travail pénible (quarante-huit heures par semaine) sans toucher une rétribution quelconque (ils seront nourris, logés et assurés contre les accidents) et sont prêts à se soumettre joyeusement à une stricte discipline pour participer à une œuvre constructive et d'utilité publique et collaborer ainsi à créer entre les hommes et entre les peuples un esprit de bonne volonté et de compréhension.»<sup>161</sup>

---

<sup>160</sup> BCDF SCI, 30201.1, Service Civil Volontaire d'Entr'aide Internationale du 13 août 1932

<sup>161</sup> OLGATI, Rodolfo: «Services civils internationaux 1936». In: *Le Service Civil* (n° 5) 1 juin 1936, p. 21

Il est frappant que les conditions idéalistes diminuent après que le SCI entre dans une phase d'expansion, dans les années cinquante, et que ce soient surtout les conditions pratiques, comme les langues étrangères et les connaissances professionnelles, qui restent importantes. Encore dans les années soixante, le SCI a des idées spécifiques sur les volontaires qu'il aimerait attirer:

«Solltest Du Deine persönliche Freiheit für wichtiger betrachten als den Erfolg unserer Arbeit, so melde Dich bitte nicht für ein Lager in Griechenland.»<sup>162</sup>

Vingt ans plus tard, les appels deviennent très vagues pour les volontaires à court terme. Ils doivent avoir 18 ans, de l'expérience en Suisse pour pouvoir partir à l'étranger, participer au camp de préparation et payer leur voyage.<sup>163</sup> C'est tout ce que le SCI demande. Peut-être veut-il garder plus de volontaires en ne se montrant pas trop exigeant, car il se trouve dans une phase de récession éclatante (Graphique 16). Des appels avec des conditions plus spécifiques sont seulement publiés pour des directeurs de camps ou des volontaires à long terme.

### 3.3.2 Le SCI cherche des coopérations pacifistes

Dans ce chapitre, il s'agit de montrer avec quelles organisations le SCI s'est lié, et pour quelles raisons. Comme c'était un des premiers contacts de Pierre Cérésole et l'un des plus fondamentaux, le SCI entretenait des relations avec les quakers autour du monde. Les raisons étaient aussi bien idéologiques qu'amicales, et des volontaires furent échangés plusieurs fois entre le SCI et les quakers.<sup>164</sup> Ces contacts religieux étaient vus d'une meilleure façon que les contacts politiques. En 1935, le SCI démissionna du «Rassemblement universel pour la Paix», parce que celui s'était engagé souvent de manière politique et qu'il avait demandé des déclarations politiques de ses membres, ce que le SCI ne supportait pas.<sup>165</sup> A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le SCI entra au Conseil Suisse des Associations pour la paix<sup>166</sup>, avec quelques organisations non pacifistes qui bloquaient parfois les intérêts du SCI. Pour cette raison, le SCI décida, en 1950, d'adhérer à la Fédération des Associations pacifistes radicales.<sup>167</sup> Il était aussi devenu membre consultatif des Organisations Non-Gouvernementales des Nations Unies<sup>168</sup>, une affiliation permettant l'échange d'informations et des consultations.

---

<sup>162</sup> ANONYME: «Douskara (Griechenland)». In: *Bulletin* (n° 63) juillet 1962, p. 4

<sup>163</sup> ANONYME: «Conditions de participation». In: *Service civil international* (n° 193) janvier 1984, p. 4b

<sup>164</sup> IMBELLI, Eleanor: «Deux années au secours des enfants d'Espagne». In: *Le Service Civil* (n° 15) 30 juin 1939, p. 75 et  
OLGIATI, Rodolfo: «Zwei Dienste in Wales». In: *Le Service Civil* (n° 15) 30 juin 1939, p. 77

<sup>165</sup> WOLF, Ernst: «Unsere Generalversammlung». In: *Le Service Civil* (n° 15) 30 juin 1939, p. 77

<sup>166</sup> BRASSEL; TANNER (1986), p. 50

<sup>167</sup> BCDP SCI, 30211.A, ANONYME: «Procès-verbal». In: *Feuille d'information* (n° 15) du mai 1950, p. 15

<sup>168</sup> ANONYME: «Liberté de conscience». In: *Le Service Civil* (n° 47) mars 1950, p. 4

Il semble que dans les premières années de son existence, le SCI se soit surtout engagé de manière idéologique et qu'il avait évité les organisations politiques. Dans les années cinquante, il chercha de plus en plus des coopérations ayant aussi un effet de publicité, et dès les années septante, il est en faveur de l'engagement politique (chapitre 3.3.3). Dès 1969, il fut membre de contact de la «Arbeitsgemeinschaft für Rüstungskontrolle und ein Waffenausfuhrverbot» ainsi que de la «schweizerische arbeitsgruppe für entwicklungspolitik (safep)» dès 1973, et membre actif dans la «Schweizerische Zivildienstkonferenz» dès 1976, où il s'engagea pour l'établissement d'un service civil visant à promouvoir la paix.<sup>169</sup> Pour mieux coopérer avec d'autres organisations de jeunesse, le SCI fut membre actif au Conseil Suisse des Activités de Jeunesse (CSAJ) dès 1974<sup>170</sup> et il lança une propagande sous le nom d'«Action 7» avec Pro Juventute de 1963 à 1987.<sup>171</sup> Dès 1990, il fura partie d'Intermundo, l'organisation centrale pour l'échange de jeunesse.<sup>172</sup>

Il est intéressant de voir que les coopérations ne se font pas seulement au niveau formel mais aussi au niveau personnel. Plusieurs volontaires engagés avaient aussi des postes éminents dans d'autres organisations. Le deuxième secrétaire général, Rodolfo Olgiati, s'était vu offrir le poste de secrétaire général du Don Suisse, la première organisation centrale des organisations de secours suisses, en 1944<sup>173</sup>. Le volontaire engagé Willi Begert travailla comme secrétaire international du SCI en 1947<sup>174</sup> et son successeur fut de nouveau un Suisse, Ralph Hegnauer.<sup>175</sup> Hélène Monastier fut, elle aussi, présidente internationale du SCI.<sup>176</sup> Otto Siegfried s'engagea comme secrétaire du Conseil suisse des associations pour la paix en 1950<sup>177</sup> et Ernst Wolf servit comme membre de l'ILCOP, l'«International Liaison Committee of Organisations for Peace» en 1959<sup>178</sup>. René Bovard était membre du Conseil mondial de la paix, du Conseil Suisse des Associations pour la paix, il participa à la campagne contre l'armement atomique de la Suisse et fut l'initiateur de la «Semaine de la paix», en 1970, à Genève.<sup>179</sup> Et Hansjörg Braunschweig était conseiller cantonal et national (de 1978 à 1990), président du Conseil

---

<sup>169</sup> BCDF SCI, 30247.1, Schweizerischer Friedensrat d'une date inconnue

<sup>170</sup> BCDF SCI, 30247.1b, Aufnahmegesuch als Aktivmitglied A du 17 décembre 1973

<sup>171</sup> BCDF SCI, 30247.1, Gemeinsame Werbung du 18 février 1963

<sup>172</sup> WIPFLI, Hanspeter: «Der SCI Schweiz muss bekannter werden». In: *service civil international* (n° 222) avril 1990, pp. 1-3

<sup>173</sup> PIETRO (1999), pp. 10-11

<sup>174</sup> SIEGFRIED, Otto: «Die Tagung des internationalen Komitees». In: *Le Service Civil* (n° 39) du 9 juin 1947, p. 2

<sup>175</sup> BCDF SCI, 30202.2, Generalversammlung du 8 février 1948

<sup>176</sup> SIEGFRIED, Otto: «Die Tagung des internationalen Komitees». In: *Le Service Civil* (n° 39) du 9 juin 1947, p. 2

<sup>177</sup> BCDF SCI, 30203.1, Conseil Suisse des Associations pour la paix du septembre 1950

<sup>178</sup> BCDF SCI, 40602a, WOLF, René: «ILCOP». In: *Service Civil International*, F (série 3, n° 5) avril 1959, p. 2

<sup>179</sup> BCDF SCI, 11202, R.J.: «René Bovard, l'homme de courage». In: *l'Essor* (n° 9) septembre 1983, p. 6

suisse des associations pour la paix et président de la «Arbeitsgemeinschaft für Rüstungskontrolle und Waffenausfuhrverbot»<sup>180</sup>.

Cette énumération montre que le SCI était présent sur plusieurs fronts, et que les activités des volontaires engagés étaient surtout pacifistes et politiques. Cet engagement se manifeste aussi dans les discours publiés dans le bulletin, les membres du comité du SCI et les écrivains réguliers du bulletin étant les mêmes.

### 3.3.3 L'ouverture politique du SCI

Pour les premiers volontaires, le SCI était une organisation apolitique, en ce sens qu'elle ne participait pas activement aux décisions politiques publiques. Dans le procès-verbal d'une séance en 1948, le comité discuta pour et le contre d'une adhésion à la «Schweizer Europahilfe». Il vota contre parce qu'à son avis, la «Schweizer Europahilfe» se considérait comme une aide humanitaire au service de la neutralité Suisse; or, le SCI ne voulait pas s'engager pour le prestige politique du pays.<sup>181</sup> Dans la même séance, il se posait la question de savoir si le SCI pouvait adhérer aux organisations pacifistes internationales. Hansheiri Zürcher s'exprima contre la neutralité éternelle, tandis que le président suisse du SCI, Wolf Schwemmer, plaide prudemment pour une décision au cas par cas, conseillant de rester passif en cas de doute.<sup>182</sup> Dix ans plus tard, la question était toujours actuelle. Hansjörg Braunschweig, secrétaire, écrivit une proposition à ce propos pour le comité international expliquant que le SCI, en tant qu'organisation, avait toujours eu une opinion politique face au service militaire. Mais il ne voulait pas s'exprimer pour ou contre des questions politiques actuelles, parce qu'il craignait de perdre les volontaires d'opinions opposées. Braunschweig propose que tout les volontaires soient les bienvenus, et que le SCI puisse exprimer sa position tant qu'il est prêt à discuter et tant qu'aucun camp de travail ne sera remplacé. Il prend comme exemple les armes atomiques qui s'opposent aux buts poursuivis par le SCI, et contre lesquelles le SCI devrait réagir d'un bloc.<sup>183</sup>

L'assemblée générale de 1958 décida de publier une résolution et de proclamer son soutien au mouvement antiatomique:

» [...] En préconisant un armement nucléaire, notre pays met en cause non seulement sa neutralité, mais aussi son existence physique et morale. L'Association Suisse pour le Service Civil International, qui s'efforce d'apporter une modeste contribution à la détente internationale en organisant en Suisse et à

---

<sup>180</sup> BCDF SCI, 11205, «Hansjörg Braunschweig, Pazifist». In: *Tages Anzeiger* du 12 février 1998, p. 21

<sup>181</sup> BCDF SCI, 30202, Protokoll des erweiterten Komitees du 25 avril 1948, pp. 1 et 3

<sup>182</sup> BCDF SCI, 30202, Protokoll des erweiterten Komitees du 25 avril 1948, pp. 5-6

<sup>183</sup> BCDF SCI, 30204.2, BRAUNSCHWEIG, Hansjörg: Entwurf du 21 août 1958

l'étranger des services volontaires, espère et compte que le peuple suisse s'opposera à toute forme d'armement atomique.»<sup>184</sup>

Cette résolution provoqua beaucoup de réactions négatives à l'intérieur du SCI suisse ainsi qu'au sein du SCI international, qui n'étaient pas habitués à telles actions. Sous cette pression, il lança une prise de position en décembre 1961, dans laquelle il déclarait qu'il n'allait pas donner des paroles pour la votation sur l'interdiction des armes atomiques en 1962 et qu'il n'allait pas non plus distribuer de tracts aux membres.<sup>185</sup>

Dans la discussion sur une nouvelle constitution internationale, le SCI suisse eut des discussions engagées sur la neutralité avec l'aile britannique. Le volontaire Marcus Jucker exprime ses sentiments dans un article du bulletin:

Cet engagement pour le pacifisme préservera l'association d'un glissement vers une organisation incolore, s'occupant exclusivement d'organiser des chantiers internationaux sans fondement spirituel. Je sais fort bien que nos amis anglais responsables s'attachent avec ténacité et conviction au paragraphe en faveur des objecteurs de conscience, mais est-ce assez de nos jours? Je ne le crois pas et c'est pour cette raison, que nous leur proposons la prise de position, collective bien entendu, de la lutte antiatomique.»<sup>186</sup>

Dès ces discussions, la section Suisse du SCI exprima clairement sa volonté et les oppositions deviendront de moins en moins fortes. Pour les volontaires engagés suisses, c'était un avantage dont ils ont souvent profité. Il est même possible, que cette nouvelle apparence active fit augmenter le taux des volontaires qui connut une montée extraordinaire dès 1958 (Graphique 16).

Ce nouveau dynamisme se manifeste dans diverses actions: en 1967, le SCI incite ses membres à faire partie de la manifestation «Paix et liberté pour le peuple de Vietnam» à Berne<sup>187</sup> et à se battre publiquement pour la paix sous forme d'initiatives et de votations.<sup>188</sup> Deux ans plus tard, une discussion est lancée dans le bulletin à propos d'une pétition pour l'adhésion de la Suisse à l'ONU<sup>189</sup>, et en 1972, le SCI demande à ses membres de soutenir la campagne contre l'exportation des armes.<sup>190</sup> Au milieu des années septante, la majorité des participants de l'assemblée annuelle se solidarise avec les occupants du chantier de Kaiseraugst où une centrale nucléaire aurait du être construite, parce que

---

<sup>184</sup> ANONYME: «Aus dem Protokoll unserer Jahresversammlung». In: *Service Civil International* (n° 49) septembre 1958, p. 3

<sup>185</sup> BCDF SCI, 30205.2, Wichtige Stellungnahme du 28 décembre 1961

<sup>186</sup> JUCKER, Marcus: «La nouvelle Constitution Internationale». In: *bulletin* (n° 72) novembre 1964, p. 5

<sup>187</sup> BCDF SCI, 30209.1, Kampagne für Friedenssicherung du mois avril 1967

<sup>188</sup> BCDF SCI, 30209.1, Anregungen zur örtlichen Tätigkeit des IZD du 28 novembre 1967

<sup>189</sup> SCHWEIZER, Jean-Marc; DOMEISEN, Walter: «Die Schweiz in die UNO?» In: *Service Civil International* (n° 88) mai 1969, pp. 3-6

<sup>190</sup> FRANCEY, Luc: «Die Kampagne wird eröffnet, wir sollten alle mithelfen!» In: *Service Civil International* (n° 114/115) juin/juillet 1972, p. 4

c'était une action nonviolente.<sup>191</sup> Le SCI s'est exprimé de manière encore plus distincte en 1981, avant la votation pour une initiative qui aurait dû améliorer la situation des étrangers en Suisse: il a lancé un appel à ses membres pour voter «oui».<sup>192</sup>

En dehors de cette euphorie, s'élevaient aussi des voix critiques:

«Pourtant, certaines réserves sont également de mise: en s'agrandissant, le SCI a dû se réorganiser. Notre mouvement initial est devenu une association de groupes nationaux; et nous sommes en train de devenir une organisation qui doit tenter de concilier bien des intérêts spécifiquement nationaux. En devenant plus nombreux nous avons perdu la profondeur de vue, le sérieux et la conviction des fondateurs du mouvement.»<sup>193</sup>

En essayant de situer cette politisation dans l'évolution des motivations, on remarque qu'elle n'a pas causé une augmentation des motivations pacifistes (Graphique 38). Par contre, le taux total des volontaires a fortement augmenté dans la période de politisation du SCI dès 1958, avec un point culminant en 1969 (Graphique 16). Cela coïncide avec le mouvement de 1968 qui a connu et répandu des formes d'actions politiques alternatives. Or, pour ce public, le SCI était un champ d'action idéal. La publicité que l'organisation obtenait à travers son engagement politique fait, certes, mieux connaître l'organisation, surtout dans les milieux pacifistes, mais elle ne détermine pas nécessairement les motivations. L'organisation elle-même, par contre, est fortement influencée par ses volontaires actifs, leur engagement extérieur et les actualités politiques au plan suisse; elle ajoute, par exemple, la non-violence, mot-clé du mouvement 1968, à ses objectifs dès 1969 (Graphique 31).

### 3.4 L'évolution des motivations pacifistes: du but global à la passion personnelle

Ce chapitre va montrer que les motivations pacifistes étaient en accord avec les mouvements pacifistes que l'on observe en Suisse et avec la politique suisse concernant les thèmes pacifistes. Il montrera aussi que les buts du SCI avaient une influence faible et pourquoi les motivations pacifistes diminuèrent entre 1920 et 1990. Toutes les explications se réfèrent au graphique 38.

L'un des thèmes essentiels du mouvement pacifiste au XX<sup>e</sup> siècle était le désarmement. La conférence internationale du désarmement de 1932 avait donné de l'espoir aux pacifistes, mais le réarmement en Europe au milieu des années trente les conduisit à reconsidérer leur position, parce que le désarmement n'était plus un thème attrayant. C'est avec la Deuxième Guerre mondiale que les demandes motivées par des raisons pacifistes augmentèrent de nouveau; elles étaient nourries par la naissance des

---

<sup>191</sup> ANONYME: «Solidaritätserklärung». In: *Service Civil International* (n° 143) mai 1975, p. 10

<sup>192</sup> «Mitenandinitiative», ANONYME: «JA». In: *Service civil international* (n° 179) mars 1981, p. 1

<sup>193</sup> BNS, PK 2890, SCI Agenda de l'année 1985

organisations pour la paix comme l'ONU, le Conseil des Associations Suisses pour la paix et des pétitions accueillies favorablement comme celle pour l'Appel de Stockholm en 1950.

A partir de là, la lutte antiatomique a monopolisé les discussions jusqu'en 1968. Durant l'apogée du mouvement, de 1958 à 1963, avec la votation sur l'interdiction constitutionnelle des armes atomiques en 1962, la motivation pacifiste était existante et constante, mais basse. En même temps, le SCI décida de s'engager de manière politique. Cela fit augmenter le nombre de volontaires à cause de la publicité plus forte qui était faite, mais aussi des buts idéologiques du SCI qui étaient bien reçus par le mouvement de 1968.

Dans les années septante, les activités pacifistes générales ont diminué, parce que le mouvement se trouvait dans une phase de réorientation; le fractionnement des thèmes actuels en faveur du mouvement féminin et écologique l'avait affaibli. Les conflits autour de la constitution du nouveau canton du Jura ne se manifestaient pas de manière distincte par un manque de volontaires concernés venant directement du canton de Berne. Alors que le SCI a conservé les mêmes buts idéologiques pendant toute son existence, il a exigé moins de conditions idéologiques de la part de ses volontaires dès les années septante, peut-être pour ne pas en perdre plus. L'éloignement des buts pacifistes du SCI des motivations des volontaires s'explique par le contact proche qu'avaient les premiers volontaires avec le fondateur Pierre Cérésole. Plus le nombre de volontaires était élevé, moins ils étaient conscients des buts du SCI.

Seules les motivations pacifistes qui ont pu être perçues en Suisse ont eu un écho distinct dans les motivations. La lutte anticolonialiste ne s'est guère manifestée dans les motivations pacifistes; de même les conflits concrets de la guerre froide eurent une influence faible. Au début des années huitante, le pacifisme a connu un nouvel essor en accord avec les mouvements de désarmement européens et c'est la discussion sur l'adhésion à l'ONU qui a constitué à un deuxième essor des motivations pacifistes au milieu des années huitante. Mais, avec la fin de la guerre froide, les motivations pacifistes ont baissé fortement, parce que la menace d'une guerre devenait de moins en moins probable et que c'est seulement grâce à la stimulation des thèmes présents dans l'opinion publique, comme des votations ou des manifestations, que cette motivation augmente particulièrement. Généralement, on peut constater que les mouvements de paix influencent les gens pour plusieurs années, tandis que les activités politiques ne se manifestent que d'une année à l'autre.

### 3.5 Les volontaires et l'engagement social

L'engagement social a été un autre but fondamental du SCI bien reçu par les volontaires. Après les deux guerres mondiales, l'aide et la reconstruction furent les motifs prioritaires des volontaires, tandis que, dans les années cinquante, ils cédèrent la place à l'aide au développement.

Le chapitre suivant va situer les motivations des volontaires dans l'évolution économique suisse au XX<sup>e</sup> siècle. Enfin, la partie 3.6 montrera comment les motivations des volontaires ont aussi été influencées par les buts de l'organisation.

#### 3.5.1 L'influence faible de l'évolution économique et sociale suisse

Avant la Première Guerre mondiale, la Suisse se trouvait dans une situation de haute conjoncture. La perspective de la guerre avait entraîné à une inflation massive à cause d'une demande de biens plus forte, parallèlement à une offre réduite par les conséquences de la guerre. Elle produisit un effondrement économique en 1918, qui mena à la crise d'après-guerre de 1921 à 1922.<sup>194</sup> Le chômage dans cette dernière année était à un niveau de 67 000 personnes, pour une période brève, il montera même à 100 000<sup>195</sup>. Mais la stabilisation de la monnaie allemande, le Dawes Plan et l'expansion économique américaine produisit en Suisse aussi une période de prospérité dans les années vingt. Le revenu national augmenta d'un tiers ou d'un quart dans les années de haute conjoncture.<sup>196</sup>

La crise économique mondiale se manifestait en Suisse seulement de manière rampante. Mais, après le délabrement des exportations, elle se fait plus virulente, avec un point culminant en 1935 à 1936.<sup>197</sup> Durant cette période, les motivations sociales, «aider» et «donner aux autres / faire du bien», sont généralement élevées, avec un taux autour de vingt-cinq pour cent (Graphique 39). Ce qui est frappant, c'est que dans les années de la crise économique mondiale, de 1929 à 1933, et dans les années 1935 et 1936, la motivation soit significativement plus basse, avec une exception en 1933. Une étude de l'Office fédérale de la statistique dit que dans les années 1990, ce ne sont pas les gens qui jouissent de beaucoup de temps libre qui font du travail volontaire, comme les jeunes, les retraités ou les chômeurs. Ce sont surtout ceux qui sont bien intégrés dans la société en raison de leur âge, de leur éducation ou de leur situation familiale ou économique qui s'engagent bénévolement.<sup>198</sup> Cet argument pourrait expliquer le développement des motivations dans les années trente: les motifs sociaux baissent lorsque les gens sont eux-mêmes accablés de problèmes.

---

<sup>194</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), p. 744

<sup>195</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), p. 746

<sup>196</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), p. 744

<sup>197</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), p. 744

<sup>198</sup> BÜHLMANN; SCHMIDT; BUNDESAMT FÜR STATISTIK (Hg.) (1999), p. 42



Le taux de chômeurs atteignit un nouveau point culminant en 1936 avec 93 000.<sup>199</sup> La dévalorisation du franc suisse et le commencement de la conjoncture d'armement amena un lent essor.<sup>200</sup> Les motivations «donner aux autres / faire du bien» et «aider» étaient très élevées au lendemain de la guerre, à cinquante pour cent, et, après la guerre, au moment où il fallait reconstruire les pays voisins de la Suisse, elles ont augmenté à cinquante-sept pour cent (Graphique 39). Pendant la guerre, c'est la motivation «engagement pour la paix» qui fut dominante (Graphique 39), et il est facile à comprendre que, pendant une guerre, seuls des gens très engagés ont le courage d'aller dans les pays en guerre pour apporter leur aide. Cette motivation est donc basse, mais il faut aussi considérer que, dans la période 1939 à 1944, peu de motivations ont pu être trouvées, et elles manquent complètement en 1941 et 1944 (Graphique 35).

L'économie d'après-guerre a essayé de garantir un cadre dans lequel l'économie privée pouvait s'épanouir, avec un développement parallèle des systèmes de sécurité sociale. Ce fut à la base de l'essor énorme de l'économie suisse entre 1945 et 1973, les trente glorieuses. Mais les essors cycliques ont toujours été initiés par l'extérieur<sup>201</sup> et ils ont fait augmenter le taux des occupés. Ces changements ont aussi amené un tournant dans les secteurs économiques: entre les années 1941 et 1961, l'occupation dans le secteur agricole diminuait de moitié, tandis que le secteur industriel absorbait les travailleurs.<sup>202</sup> Dans cette époque d'après-guerre, la volonté d'aider et de faire du bien se partagent dans une période d'aide d'après-guerre jusqu'en 1952 et une période d'aide au développement qui lui succède (3.5.2).

A la fin des années soixante, des déséquilibres dans le système économique mondial se font sentir, premièrement, avec un affaiblissement, puis, l'effondrement du système monétaire mondial de Bretton Woods et une hausse du prix des matières premières, spécialement avec le choc du pétrole, en 1973. Deux ans plus tard, il était clair que l'on assistait à la crise la plus grande d'après-guerre: dix pour cent de tout les emplois étaient perdus. Grâce aux exportations, l'économie suisse put récupérer lentement dès les années 1977, mais elle comprit qu'elle ne resterait compétitive que si elle regagnait sa force d'innovation et restait capable de s'adapter. En produisant de nouvelles technologies informatiques, la Suisse pouvait retrouver sa place dans l'économie mondiale et un changement de la nature des emplois

---

<sup>199</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), p. 1005

<sup>200</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), pp. 744-745

<sup>201</sup> Le plan Marshall 1949, la libéralisation du commerce mondial en 1952, la fondation de la Communauté économique européenne, (CEE), en 1958, et le retour à la convertibilité constituaient une base idéale pour une demande internationale haussée.

<sup>202</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), pp. 834-837

se produisit de l'industrie aux services.<sup>203</sup> A partir de 1985, la conjoncture suisse connut une hausse considérable.<sup>204</sup>

La crise économique s'est fait sentir dans les motivations sociales par une baisse de moitié dès 1973 (Graphique 39). Cela peut être expliqué par le fait qu'on s'engage moins de manière volontaire dans des années de crise, comme nous l'avons expliqué pour les années trente. Il est intéressant de voir aussi que le nombre total des volontaires baisse de manière considérable dès cette année (Graphique 16). Le SCI réagira en diversifiant les buts des camps: avant 1968, il offre surtout des camps de reconstruction et sociaux; après, il offrira plus de camps de type nouveau, c'est-à-dire politique et écologique. Cette tendance se renforce dès 1974 (Graphique 27). Il est probable que la diversification des camps explique également pourquoi la hausse des réfugiés en Suisse ne semble pas trop avoir affecté les volontaires dans leur motivation sociales: si elle a diminué relativement, c'est parce que les nouveaux types de camps ont pris leur place. En 1969, plus que 7000 Tchèques firent valoir leur droit à l'asile politique; or, la motivation n'augmente guère à 10 pour cent. De même, en 1981, quand 900 Polonais, en 1982 1200 Chiliens, et en 1985, 2500 Srilankais se réfugient en Suisse. Le nombre de réfugiés turcs augmenta dans les années huitante, allant jusqu'à 9600 en 1988, mais la motivation «aider» continua à diminuer (Graphique 39).<sup>205</sup>

Alors, si ce n'était pas la situation économique qui a influencé les volontaires, il faut peut-être regarder l'évolution de l'aide au développement.

### 3.5.2 L'aide au développement comme moteur pour les volontaires

Dans les années cinquante, les organisations caritatives ont changé leur manière de travailler: l'aide aux régions sinistrées, dans le but de soulager des populations en détresse cède la place à l'aide au développement, celle-ci ayant pour but de soutenir l'aide locale. Les organisations développent des concepts d'aide structurelle en organisant des ateliers éducatifs, des cours de puériculture et une aide infrastructurelle pour les hôpitaux.<sup>206</sup> Dans la même période, la Suisse se range parmi le bloc économique de l'Ouest et adhère à «l'Organisation européenne de coopération économique» (OECE) sans craindre que sa réputation de pays neutre n'en souffre, parce qu'elle lui ouvre de nouveaux

---

<sup>203</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), pp. 843-848

<sup>204</sup> BERGIER (1990), p. 375

<sup>205</sup> RITZMANN-BLICKENSTORFER (1996), p. 998

<sup>206</sup> WEIDMANN, Jörg: «Ursprünge der schweizerischen Entwicklungshilfe». In: HUG, Peter; MESMER, Beatrix (Hg.) (1993), p. 154

marchés économiques. La légitimation interne de cette intégration dans le commerce mondial peut être décrite avec les mots clefs «neutralité et solidarité» du conseiller fédéral Max Petitpierre.<sup>207</sup>

L'argumentation des autorités montre qu'au début des années cinquante la Confédération disposait des moyens pour l'aide technique, mais qu'il manquait un concept adéquat. Petitpierre considérait l'engagement multilatéral de la Suisse envers l'ONU comme suffisant pour sauvegarder l'image du pays et ses intérêts économiques.»<sup>208</sup> Ce sont les organisations privées parmi lesquelles on trouvait plusieurs membres du SCI qui lancèrent cette nouvelle vague d'aide au développement. En 1952, Alfred Bietenholz fut à l'origine de la pétition des Quakers suisses au Parlement pour une aide en Asie. Rodolfo Olgiati lança une campagne en 1953 pour une «action de solidarité» en faveur des pays en voie de développement et, un an plus tard, il s'engagea avec Idy Hegnauer, dans le «comité d'initiative pour la création d'une œuvre du peuple suisse pour l'aide aux régions sous-développées» qui mena en 1955 à la fondation d'une œuvre d'assistance Suisse pour des régions non européennes, le «Schweizerisches Hilfswerk für aussereuropäische Gebiete (SHAG)». Enfin, Pierre Oppliger devint délégué en Inde quand «l'aide Suisse pour l'Europe» se transforma en «aide Suisse pour l'étranger», la «Schweizer Auslandhilfe (SAH, aujourd'hui swissaid)».<sup>209</sup>

C'est dans les années soixante que l'aide au développement est devenue un domaine de la politique extérieure, et considérée comme un devoir politique au gouvernement ainsi que par la plupart de la population.<sup>210</sup> Pour la première fois, la Confédération approuvait un crédit considérable pour la coopération technique et l'aide financière, le «Dienst für technische Zusammenarbeit (DftZ)» en 1961. La raison de ce début aussi tardif était le manque d'opposition au Parlement. Les contributions fédérales jusqu'à cette date étaient tellement basses qu'il n'y a jamais eu d'opposition financière.<sup>211</sup>

Pour mesurer l'acceptation de l'aide au développement dans la population, il faut regarder les résultats des rassemblements de dons. En 1960 et 1961, la SAH, l'organisation centrale de plusieurs associations humanitaires (Entraide Protestante Suisse EPER, Croix Rouge et Caritas) qui coordonnait aussi leurs dons, enregistra un résultat record. Dans cette hausse se manifestait une nouvelle vague de réfugiés de la révolte en Hongrie ainsi que la volonté d'empêcher les pays du tiers monde de se tourner vers le communisme. Un nouveau niveau maximum était atteint en 1964, quand la SAH réalisa une propagande créative «Campagne mondiale contre la faim» pour légitimer son existence comme

---

<sup>207</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), pp. 734

<sup>208</sup> HUGELSHOFER, Urs: «Friedensarbeit und Dritte Welt». In: HUG, Peter; MESMER, Beatrix (Hg.) (1993), p. 74

<sup>209</sup> MÜLLER, Regina: «Friedensarbeit und Dritte Welt». In: HUG, Peter; MESMER, Beatrix (Hg.) (1993), p. 55

<sup>210</sup> HOLENSTEIN, René: «Es geht auch um die Seele unseres Volkes». In: KÖNIG, Mario; KREIS, Georg; MEISTER, Franziska (1998) p. 115

<sup>211</sup> KÜFFER, Manuel: «Das späte Erwachen der Politiker». In: HUG, Peter; MESMER, Beatrix (Hg.) (1993), pp. 508-509

organisation privée contre les actions étatiques.<sup>212</sup> Cet esprit de la volonté d'aider se manifesta aussi dans les motivations sociales des volontaires du SCI, qui étaient élevées en 1962 et 1964 (Graphique 39).

Une autre publicité gratuite pour le SCI était «l'action volontaires suisses pour l'aide au développement»<sup>213</sup> lancée par le conseiller fédéral Friedrich Traugott Wahlen en 1963.<sup>214</sup> Ce n'était pas un produit fédéral, mais une copie du Peace Corps du président américain John F. Kennedy, qui avait envoyé des jeunes comme diplomates humanitaires américains dans le tiers monde.<sup>215</sup> La raison pour laquelle cette œuvre n'a pas eu le même succès en Suisse qu'aux Etats-Unis, c'est qu'au milieu des années soixante, les programmes d'aide au développement de l'ONU ont recherché des «Junior Experts» n'ayant pas plus d'expérience que les volontaires de «l'action Suisse pour l'aide au développement», mais qui étaient payés à un salaire de stagiaire. En 1972, le programme volontaire fut supprimé.<sup>216</sup> Il est très probable que ces actions firent augmenter le total des volontaires du SCI qui voyaient là aussi une possibilité de s'engager (Graphique 16).

C'est dans la même période que la professionnalisation de l'aide au développement se fit. Quand bien même une sorte de préparation pour les experts de la coopération technique et une aide financière avaient déjà été demandées dans les années cinquante et soixante, une instruction systématique n'a pas eu lieu avant 1972, parce qu'il n'existait pas de contrat de travail avant le départ des experts.<sup>217</sup>

Avec la professionnalisation de l'aide au développement, les volontaires du SCI sans connaissances spécifiques s'intéressèrent de moins en moins à ce thème. Parce que la possibilité d'être employé dans l'aide au développement, après avoir acquis de l'expérience dans un camp du SCI, a rapidement diminué. Cela se voit dans l'évolution des motivations sociales: après la moitié des années septante, le motif «aider» diminue de moitié comparé à tout les périodes antérieures (Graphique 39).

C'est en 1976, en pleine récession, que le tiers monde a de nouveau eu une influence sur la politique suisse: cette année-là, la loi fédérale sur la coopération à l'aide au développement et à l'aide humanitaire a été édictée. Elle décrétait, que la Suisse voulait se concentrer sur les pays les plus pauvres du monde, mais toujours avec le but que ces pays deviennent des partenaires pour des

---

<sup>212</sup> BÜHLER, Caroline: «Die Mobilisierung der Öffentlichkeit». In: HUG, Peter; MESMER, Beatrix (Hg.) (1993), pp. 510-513

<sup>213</sup> «Schweizer Freiwillige für Entwicklungsarbeit» de la coopération technique et aide financière, le «Dienst für technische Zusammenarbeit, DftZ»

<sup>214</sup> KRAUT, Sabine: «Guter Wille, wenig Erfolg». In: HUG, Peter; MESMER, Beatrix (Hg.) (1993), pp. 449-450

<sup>215</sup> KRAUT, Sabine: «Guter Wille, wenig Erfolg». In: HUG, Peter; MESMER, Beatrix (Hg.) (1993), p. 445

<sup>216</sup> KRAUT, Sabine: «Guter Wille, wenig Erfolg». In: HUG, Peter; MESMER, Beatrix (Hg.) (1993), pp. 456-457

<sup>217</sup> HUSER, Karin: «Professionalisierung der Entwicklungshelfer/innen» In: HUG, Peter; MESMER, Beatrix (Hg.) (1993), p. 444

exportations et investissements suisses.<sup>218</sup> Comme il n'y eut pas de votation sur cette loi, son impact sur les volontaires du SCI fut minime.

### 3.6 Le SCI et les valeurs sociales

#### 3.6.1 L'influence diminuante des buts et des conditions sociales du SCI

##### 3.6.1.1 Les buts sociaux du SCI: de l'aide matérielle à la justice sociale

Ce chapitre montre l'évolution des buts sociaux du SCI, spécialement sa démarche en faveur de l'aide au développement et sa distanciation. Dans les constitutions du SCI (Graphique 28), les seuls changements de buts se produisent entre 1963 et 1975. Les constitutions précédentes ont modifié leur texte, mais pas leurs buts. L'objectif qui reste toujours, c'est celui «d'être une école sérieuse d'entraide». Le seul qui manque en 1975, c'est le but «aide matérielle» qui ne se trouve plus dans la constitution, mais qui apparaît souvent encore dans les compte rendus annuels et dans les rapports sur les assemblées générales. Cela montre qu'il n'est pas vraiment abandonné. Mais il y a quelques buts nouveaux, à savoir la «justice sociale», la «communauté avec les désavantagés», la «tolérance» et être «contre profit et dissipation».

Le seul but que le SCI a toujours gardé dans ses compte rendus annuels et dans les rapports sur les assemblées générales, c'est «l'aide matérielle», apportée par des volontaires non spécialisés mais de bonne volonté. Les camps de reconstruction et de service social, avec des chômeurs en Angleterre ou pendant la guerre civile en Espagne, constituaient des piliers fondamentaux jusqu'aux années soixante (Graphique 27):

«Pendant la guerre et maintenant encore, la misère nous a contraints à organiser des secours tels que l'aide aux réfugiés et aux sans patrie, les cantines pour enfants, la distribution de vêtements, etc. [...] Mais, maintenant, nous voulons laisser ces travaux plutôt aux organisations mieux montées que nous pour cela et organiser à nouveau des services pelle et pioche, où nous pouvons accueillir des volontaires non spécialisés et pour de brèves périodes. Mais, nous devons toujours rester souples et être toujours prêts à aider là où nous pouvons non seulement adoucir la misère mais aussi aider à la réconciliation des peuples.»<sup>219</sup>

Mais, bientôt, cet esprit va changer et le SCI va faire une démarche vers l'aide au développement qui demande des volontaires de professions spécialisées. Certes, ce groupe pionnier sera toujours en minorité, le SCI va rester une organisation pour des volontaires non spécialisés, mais il vise à devenir

---

<sup>218</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), pp. 953-954

<sup>219</sup> BEGERT, Willi: «Retour aux principes du Service civil». In: *Le Service Civil* (n° 35/36) 1 juillet 1946, p. 6

entre autres, une organisation de développement. C'est dans les années quarante et soixante qu'il définit sa raison d'être en tant qu'«école sérieuse d'entraide»:

«Nicht vergessen, dass der Zivildienst eine Erziehungsbewegung ist, weswegen es immer auf Qualität nicht auf Quantität ankommt. Diese Qualität wirkt dann von selbst weiter.»<sup>220</sup>

Tandis que le but «tolérance» apparaît de manière irrégulière dès 1935 et le but «contre profit et dissipation» dès le mouvement de 1968, les trois objectifs suivants restent constants: «l'aide morale», c'est-à-dire la solidarité, apparaît de manière régulière dès 1945, et la «communauté avec désavantagés» et la «justice sociale» dès 1955. Ces derniers montrent que la tendance de devenir une organisation pour le développement a la prééminence dans les années cinquante, mais les préparations idéologiques ont déjà eu lieu vingt ans plus tôt: quand Pierre Cérésolle est allé à Bihar en 1934, pour venir en aide à une région sinistrée d'après un tremblement de terre et aussi pour visiter le lieu d'activités de Gandhi. Ce premier engagement en Inde ne s'est guère distingué d'autres services de catastrophes et de reconstruction en Europe, mais ce déplacement au loin était un véritable acte de pionnier, parce que les organisations d'aide en Suisse n'étaient jusque là pas allées plus loin que l'Europe. Cette optique globale vient de l'influence des quakers.<sup>221</sup> Aussi, l'idée que cette aide s'oriente vers les peuples les plus en détresse, et non d'après des critères politiques, religieux ou de conception du monde, n'était pas encore connue en Suisse avant la Deuxième Guerre mondiale.<sup>222</sup> En 1937, Cérésolle est retourné<sup>223</sup> s'engager pour les enfants dans la guerre civile en Espagne. En 1950, trois ans après que l'Inde ne devienne indépendante, le SCI y est allé de nouveau pour travailler dans une ville de réfugiés hindous du Pakistan. Les cinq volontaires européens ont alors cherché des volontaires indiens pour travailler avec eux, ce qui était un premier acte d'aide locale. A cause de cette action, Regina Müller définit le SCI comme précurseur de l'aide au développement.<sup>224</sup> En Algérie, un an plus tard, un volontaire apprit aux enfants des loisirs éducatifs, même si cela n'était pas une tâche traditionnelle du SCI:

«Ces activités ne rentraient pas dans la ligne habituelle de travail du S.C.I., mais le Secrétariat International comprit aisément qu'il eut été peu rationnel qu'une équipe travaillant dans une région où aucun Européen n'avait vécu jusqu'ici, n'en profite pas: 1. pour rapporter des informations précises sur

---

<sup>220</sup> OLGATI, Rodolfo: «Lettres - Unser Ziel». In: *Le Service Civil* (n° 38) 25 février 1947, p. 5

<sup>221</sup> MÜLLER, Regina: «Mit Friedensarbeit die Weltordnung verändern». In: HUG, Peter; MESMER, Beatrix (Hg.) (1993), p. 47

<sup>222</sup> MÜLLER, Regina: «Mit Friedensarbeit die Weltordnung verändern». In: HUG, Peter; MESMER, Beatrix (Hg.) (1993), p. 48

<sup>223</sup> MÜLLER, Regina: «Mit Friedensarbeit die Weltordnung verändern». In: HUG, Peter; MESMER, Beatrix (Hg.) (1993), p. 47

<sup>224</sup> MÜLLER, Regina: «Mit Friedensarbeit die Weltordnung verändern». In: HUG, Peter; MESMER, Beatrix (Hg.) (1993), pp. 52-53

le mode de vie des indigènes; 2. pour leur donner quelques notions susceptibles d'améliorer immédiatement leur niveau de vie.»<sup>225</sup>

En observant la liste des pays dans lesquels le SCI propose des camps, on voit qu'elle se diversifie dès les années cinquante (Graphique 24) où des volontaires vont non seulement en Europe de l'Ouest et en Asie, mais aussi en Europe de l'Est, en Afrique et en Amérique du Nord. Aussi, le taux des camps de longue durée, qui sont caractéristiques pour l'aide au développement, augmente-t-il entre 1955 et 1961 à l'exception de 1960 (Graphique 26). Ce sont les années analysées majoritairement avec les formulaires d'inscription des volontaires. Elles sont plus significatives que les années analysées avec les rapports de camps.

A l'assemblée générale de 1959, un membre du comité, Margrit Mauderli, s'engagea pour que les camps de courte durée, qui ont l'air d'être des camps de vacances, soient «surmontés». Elle considère les camps en Europe comme préparation pour les services hors d'Europe.<sup>226</sup> Quatre ans plus tard, à une assemblée extraordinaire, organisée à l'occasion de la revue des nouveaux statuts internationaux, des membres soutiennent que l'aide au développement est nécessaire et qu'elle puisse être réalisée par des volontaires:

«Entwicklungshilfe ist eine dringende Aufgabe», «Entwicklungshilfe durch Freiwillige ist möglich», «Entwicklungshilfe durch internationale Gruppen ist wertvoll». Entwicklungshilfe verlangt aber eine viel grössere und bessere Vorbereitung der Projekte, weniger, aber beruflich qualifiziertere und menschlich reife Freiwillige.<sup>227</sup>

A l'assemblée générale de l'année suivante, le SCI reconnaît qu'en Asie et en Afrique, le service civil avec pelle et pioche n'est plus suffisant. Quelqu'un déclare: l'aide au développement s'impose au SCI. «Immer mehr drängt sich eigentliche Entwicklungsarbeit auf.»<sup>228</sup>

Mais après plus que trente années d'expérience, le SCI n'était pas exempt de critiques envers ce type d'engagement dans le tiers monde:

«Ausgehend vom Krieg im nahem Osten wird die Frage gestellt, ob Entwicklungshilfe denn notwendig sei an Völker [Algerien, Aegypten], die offensichtlich genügend Geld zur Kriegsführung zur Verfügung haben. [...] Demgegenüber möchte ich die These aufstellen, dass der Krieg im Nahen Osten nicht wegen, sondern wegen der zu kleinen Entwicklungshilfe geführt werden konnte. [...] Eine weitere Unterscheidung scheint mir in diesem Zusammenhang ebenfalls wichtig: Die Entwicklungshilfe, die wir

---

<sup>225</sup> MARTIN, Pierre: «Les Chantiers internationaux et l'«éducation de base en Algérie». In: *Le Service Civil* (n° 53) octobre 1951, p. 3

<sup>226</sup> MAUDERLI, Margrit: «Schlusswort». In: bulletin (n° 53) avril 1959, p. 4

<sup>227</sup> ANONYME: «Oberbalmberg, Herbsttagung und ausserordentliche Mitgliederversammlung». In: Bulletin (n° 69) décembre 1963, p. 2

<sup>228</sup> BCDF SCI, 30208.1, Jahresversammlung du 8 mars 1964

leisten, soll ja dem Volk zugute kommen, nicht unbedingt der Regierung. [...] Entwicklungshilfe ist die grosse Aufgabe unserer Zeit.<sup>229</sup>

Malgré ces justifications pour l'aide au développement, il semble que, dans les années septante, la professionnalisation de l'aide humanitaire et la diversification des objectifs des camps ont mené à la diminution des camps sociaux (Graphique 27). Ce graphique a été établi en faisant abstraction des rapports dans le bulletin du SCI et il est possible que ce résultat ne soit pas précis, le bulletin donnant plus de poids aux nouveautés. Mais, dès les années huitante, le SCI trouve aussi de moins en moins de volontaires à long terme, comparé aux décennies avant (Graphique 26). Par exemple, le projet de longue durée de Schanfigg, aux Grisons, dut être arrêté en 1976, parce que le SCI ne trouvait plus de volontaires à long terme de la Suisse ou de l'étranger.<sup>230</sup>

Tandis que le SCI commençait d'offrir plus de camps de courte durée, il a gardé ses buts d'«aide morale», de la «communauté avec désavantagés» et de la «justice sociale» c'est ce qu'il a essayé d'atteindre avec une masse de volontaires non spécialisés, comme au début des actions du SCI en 1920.

### 3.6.1.2 Les conditions sociales exigées des volontaires: de la santé à l'expérience

La santé et la volonté de faire du travail physique étaient des conditions souvent demandés. Dans les années trente, ils étaient encore requis chez tous:

«Bevor er angenommen wird, hat mir jeder Freiwillige ein ärztliches Zeugnis beizubringen, dass er arbeitsfähig und gesund sei.»<sup>231</sup>

Tandis qu'après les années cinquante, ces conditions étaient surtout importantes pour les volontaires qui allaient dans le tiers monde ou pour ceux qui n'étaient inscrits pour un camp qui demandait du travail physique. La bonne volonté et la conscience faisaient partie des conditions sociales exigée des volontaires de la première heure du SCI (Graphique 32), elles ne le furent plus après 1945.

Deux conditions que le SCI conserva, dès le milieu des années trente, ce furent la «connaissance de langues étrangères» et celle des «connaissances professionnelles». Il est clair que dans un camp international, il faut trouver une langue dans laquelle tous peuvent communiquer, spécialement si le camp comporte une part d'étude. Les connaissances professionnelles sont en effet plus demandées dans les années huitante. Comme le SCI ne s'est plus considéré comme organisation de développement dans cette période, ce n'était plus nécessaire. Pour aller à l'étranger, jusqu'aux années septante, on leur

---

<sup>229</sup> ZIEGLER; Felix: «Entwicklungshilfe». In: *bulletin* (n° 80) août 1967, pp. 1-3

<sup>230</sup> HÜBSCHER, Manfred: «Die Bilanz von vier Jahren». In: *Service civil international* (n° 151) avril 1976, p. 6



demandait l'expérience d'un service civil en Suisse, pour que les volontaires soient de bons représentants. Après, une expérience volontaire de toutes sortes qualifia un volontaire pour aller hors de la Suisse.

### **3.7 L'évolution des motivations sociales: aide au prochain ou propre profit?**

Tout comme les motivations pacifistes, les motivations sociales ont diminué pendant la période analysée. Ce chapitre montre que c'est moins l'évolution économique en Suisse qui a influencé les volontaires dans leurs motivations sociales que les catastrophes naturelles, et surtout, le thème actuel de l'aide au développement dans les années cinquante et soixante. Le SCI était un pionnier dans ce domaine, mais on va voir qu'il l'abandonnera à la fin des années septante, par manque de volontaires à long terme. Toutes les explications se réfèrent au graphique 39.

Dans les années vingt, le SCI a surtout réagi à des catastrophes naturelles; c'est la raison pour laquelle les motivations sociales étaient fortes dans cette période. Jusqu'après la Deuxième Guerre mondiale, cette aide matérielle restait importante dans les camps de reconstruction en faveur des pays voisins. Mais, au milieu des années cinquante, on observe de plus en plus de volontaires qui s'intéressent à l'aide au développement parce que la durée des participations augmente et que les pays du tiers monde offrant des camps se multiplient.

Comme le SCI était un pionnier dans ce domaine son premier projet hors d'Europe eut déjà lieu en 1934 il fut bientôt en mesure d'offrir des programmes de développement aux volontaires intéressés et qualifiés. Cette tendance eut un impact sur les volontaires non qualifiés qui voulaient se préparer dans un camp de court terme pour un séjour plus long dans le tiers monde. Leur total a augmenté dès 1958. L'aide au développement était un thème actuel en Suisse au début des années soixante: cela se manifeste dans des pointes de dons à la SAH à cette période. Avec la professionnalisation et la critique de l'aide au développement dans les années septante, le thème est devenu moins urgent pour la masse des volontaires non qualifiés et les motivations sociales ont diminué. Pour le SCI, également, il est devenu difficile de trouver des volontaires à long terme. Une autre raison pour la baisse des motifs sociaux était la diversification des buts des camps; la participation à un camp écologique ou politique ne demande pas nécessairement une motivation sociale.

Durant les années septante, les volontaires se distancient des motivations sociales, mais le SCI veut les renforcer. Il ajoute l'objectif d'être «contre profit et dissipation» aux autres buts sociaux tels qu'être en «communauté avec les désavantagés» et répandre la «justice sociale». Il va essayer de les atteindre

---

<sup>231</sup> BCDF SCI, 11101, Someo de l'année 1924, p. 11

avec la masse de volontaires non spécialisés, comme au début des actions du SCI en 1920. On pourrait qualifier cette action comme un retour aux sources.

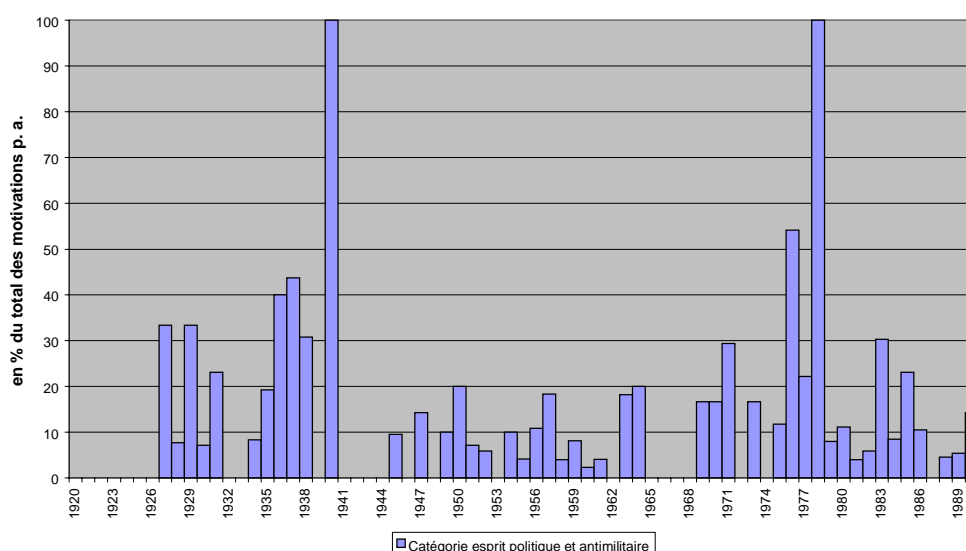
Il est intéressant que ce développement ait une influence beaucoup plus forte sur la motivation sociale que l'évolution économique suisse. Dans les années avec un taux de chômage élevé, par exemple, pendant la crise économique mondiale de 1929 à 1933, en 1936 et dans les années suivant la crise économique de 1973, les motivations sociales étaient existantes mais moins fortes qu'avant. Ce phénomène ne s'explique du fait que ce sont surtout les gens qui sont bien intégrés dans la société qui s'engagent de manière volontaire. Et, les mouvements sociaux idéologiques ont une influence plus forte sur eux que les faits économiques.

## 4. Les motivations antimilitaristes

### 4.1 Vue d'ensemble

Les motivations de «l'esprit politique et antimilitariste» seront discutées dans ce chapitre. Elles ont, avec 170 indications, une importance moyenne, comparées aux motivations pacifistes et sociales qui ont été indiquées plus de 600 fois. Mais, comme cet esprit antimilitariste est un pilier fondamental du SCI, il mérite un regard plus attentif. Cette catégorie, qui correspond à l'archétype de la motivation volontaire «esprit politique et antimilitariste», contient les motivations particulières «esprit politique», «raisons politiques actuelles», «pacifisme intellectuel», «discussion», «raisons politiques actuelles», «esprit réactif», «objecteur de conscience», «antimilitarisme» et «répandre le pacifisme de manière pratique» (Graphique 11) qui ont toute été nommées entre onze et cinquante fois. Comme aucune de ces motivations particulières ne revient assez souvent pour être significative et qu'elles sont toutes étroitement liées, seul le total des motivations dans cet archétype va être analysé. Il s'agit de voir dans quelles périodes et dans quelles circonstances les motivations politiques et antimilitaristes ont eu une influence sur la participation des volontaires dans l'organisation du SCI.

Voici l'évolution de l'archétype de la motivation «esprit politique et antimilitariste» de 1920 à 1990 (Graphique 40):



	Points extrêmes: esprit politique et antimilitariste
1920-1945	0-42%
1946-1968	0-20% (10)
1969-1990	0-51% (5)
tendance	↘ ↗
points culminants	1935-1939 / 1976

**Graphique 4**, Evolution de l'archétype de la motivation «esprit politique et antimilitariste»

Les indications entre parenthèses représentent les années significatives (1955 à 1961 et 1988 à 1989).

Motivations de cent pour cent ne sont pas discutées (chapitre 2.2).

En observant ce tableau et le graphique, on constate que l'archétype de la motivation «esprit politique et antimilitariste» a perdu de son importance dans les années cinquante et début soixante, et qu'elle l'a regagné après. Une analyse détaillée se trouve dans les chapitres 4.2 et 4.3 qui vont situer les motivations politiques et antimilitaristes dans l'évolution de la politique suisse et de la politique du SCI entre 1920 et 1990.

## 4.2 L'objection de conscience et le SCI

### 4.2.1 L'objection de conscience internationale précède celle en Suisse

Dans les pays comme la France, l'Allemagne et la Russie, le service militaire universel a été introduit dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, mais l'Angleterre et les Etats-Unis ont pratiqué un système volontaire dès 1860. C'est pendant la Première Guerre mondiale, que le service obligatoire pour tous les hommes en bonne santé a été introduit dans ces deux pays. Par le passé, une telle démarche avait toujours mené à l'affaiblissement du pacifisme, mais dans l'environnement politique de la Première Guerre mondiale, elle provoqua son essor.<sup>232</sup> L'organisation pacifiste dirigeante était le «No-Conscription Fellowship (NCF)»; ce dernier veillait à ce qu'il y ait une propagande soutenue en faveur de l'objection. Dès mars 1916, il éditait un hebdomadaire, *The Tribunal*, qui fut vendu jusqu'à 10 000 exemplaires. Le but du NCF était de défendre des principes pacifistes et libéraux en critiquant le droit du gouvernement d'imposer la conscription militaire, même durant une guerre. Il est clair, que des conflits avec les autorités se produisaient régulièrement.<sup>233</sup>

D'après Moskos et Chambers, la grande guerre fut naître une nouvelle espèce d'objection de conscience. A la différence de celle qui existait dès la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, plutôt religieuse et basée sur des identités collectives, elle avait souvent une base individuelle et séculière.

<sup>232</sup> BROCK (1999), pp. 17-18

<sup>233</sup> BROCK (1999), pp. 25-27

L'augmentation de l'objection de conscience parmi les soldats était particulièrement frappante, ainsi que sa reconnaissance et son acceptation par l'Etat.<sup>234</sup>

Quand le service militaire obligatoire pour les hommes fut réintroduit en Allemagne de l'Ouest, en 1959, les conditions pour les objecteurs de conscience étaient particulièrement favorables. L'ombre du militarisme des nazis fut l'un des principaux facteurs qui a contribué à l'introduction de l'objection de conscience comme un droit civil dans la Constitution allemande<sup>235</sup> et <sup>236</sup>. En France, c'est en 1964 que le général de Gaulle accepta l'idée de créer un service civil alternatif et l'Assemblée nationale lança une nouvelle loi pour les objecteurs de conscience. Ce service civil était deux fois plus long que la conscription régulière. Des obstacles légaux rendaient difficiles la circulation de l'information concernant cette nouvelle possibilité.<sup>237</sup> En Espagne, l'objection de conscience était encore moins populaire qu'en France. Les premiers objecteurs sont apparus en 1958, alors que le général Franco était toujours au pouvoir; ils se virent imposées de longues années de prison. En 1971, quatre ans avant la mort du général Franco, le premier objecteur non-sectaire apparut en Espagne. Dès cette année-là, le mouvement des objecteurs de conscience connut un essor rapide et son radicalisme augmenta aussi dès que des éléments nationalistes basques et catalans ont politisé la discussion. Le mouvement des objecteurs de conscience est né en 1977.<sup>238</sup> En Grèce, les objecteurs de conscience ont été traités avec une extrême rudesse. Dès 1977, les objecteurs religieux pouvaient servir comme soldats sans armes pour la double longueur d'un service, donc pour quatre ans et demi. Les autres allaient en prison pour longtemps.<sup>239</sup>

Dans les pays d'Europe de l'Est, la situation des objecteurs de conscience dans les premières décennies du communisme était similaire à celle des Grecs. Mais, vers la fin de cette époque, la situation c'est améliorée sur ce plan, et presque tous les pays ont connu des alternatives légales pour les objecteurs.<sup>240</sup> La répulsion pour le service militaire qui se sentait en Union Soviétique ainsi que dans les républiques baltiques a mené à l'introduction d'un service civil supporté par les opposants non pacifistes au régime ainsi que par le petit nombre de résistants convaincus.<sup>241</sup> En Pologne, le service alternatif pour les objecteurs a été introduit en 1988<sup>242</sup> et la Hongrie a suivi une année plus tard avec une alternative de

---

<sup>234</sup> MOSKOS; CHAMBERS (1993), p. 196

<sup>235</sup> Article 4 de la Constitution de 1949

<sup>236</sup> BROCK (1999), p. 304

<sup>237</sup> BROCK (1999), p. 311

<sup>238</sup> BROCK (1999), pp. 311-312

<sup>239</sup> BROCK (1999), p. 303

<sup>240</sup> BROCK (1999), p. 313

<sup>241</sup> BROCK (1999), p. 317

<sup>242</sup> BROCK (1999), p. 317

double longueur.<sup>243</sup> L'Allemagne de l'Est a, huit mois avant sa disparition, en octobre 1990, introduit une loi qui a même dépassé celle de l'Allemagne de l'Ouest par son libéralisme.<sup>244</sup>

En 1989, l'ONU et le Parlement européen ont lancé des résolutions demandant aux Etats membres, qui obligent leurs jeunes hommes à entrer au service militaire, à reconnaître l'objection de conscience comme un droit humanitaire et à établir un service civil alternatif pour les objecteurs de conscience.<sup>245</sup>

#### **4.2.2 Les discussions sur l'objection de conscience en Suisse encourage les volontaires**

Jusqu'en 1848, plusieurs cantons ont connu des règles permettant aux objecteurs de se retirer du service militaire en payant une compensation, en rendant un service alternative ou en cherchant quelqu'un qui les remplace.

Après la constitution de la confédération Suisse, le service obligatoire fut appliqué d'une manière plus conséquente. Mais, ce n'était pas avant la Constitution de 1874, que la conscription obligatoire était pratiquée dans toute la Suisse. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle se développait une critique non seulement religieuse mais aussi socio-éthique envers le service militaire, qui était dirigée par l'écrivain russe Léo Tolstoï. Ses pensées influencèrent aussi le manifeste de l'Internationale des Résistants à la Guerre, qui était répandue dans toute l'Europe.<sup>246</sup>

Dès 1901, une vague d'objecteurs au service militaire se répandit depuis la ville de Genève. Ses adhérents, des gens influencés par le marxisme, s'exprimèrent contre l'armée qui était, selon eux, une armée de classes:

«das Ziel der Armee sei die Knechtung der Arbeiterklasse durch das Bürgertum, zweitens stelle die Gehorsamspflicht eine völlige Entrechtung des Soldaten dar, die ihn gegenüber Schikanen durch die Offiziere wehrlos mache.»<sup>247</sup>

Deux années après, le pasteur Pettaval de La Chaux-de-Fonds et quinze soussignés déposèrent, chez le Conseil fédéral, une première pétition pour le service civil. Ils demandaient que les motifs de conscience soient reconnus pour l'exemption du service militaire. La réponse était courte et négative:

«In Anbetracht der Tatsache, dass gemäss Art. 49 der Bundesverfassung Glaubensansichten nicht von der Erfüllung der bürgerlichen Pflicht entbinden, wird beschlossen, dem Gesuch keine Folge zu geben.»<sup>248</sup>

---

<sup>243</sup> BROCK (1999), p. 318

<sup>244</sup> BROCK (1999), p. 319

<sup>245</sup> BROCK (1999), p. 303

<sup>246</sup> WINET (1998), p. 103

<sup>247</sup> HUG, Peter: «1917: Widerstand gegen die Arbeitsdienstpflicht». In: *Service civil international* (n° 178) janvier 1981, p. 3

<sup>248</sup> WINET (1998), p. 104

C'était en 1917, en pleine guerre mondiale, que le nombre d'objecteurs augmenta de nouveau; trente-sept personnes furent condamnées par les tribunaux militaires. Souvent c'étaient des sociaux-démocrates et des adhérents d'un mouvement religieux.<sup>249</sup> Tandis que le Conseil fédéral était contre l'objection au service militaire et son remplacement par un service civil pacifiste, il s'exprimait en faveur d'un service civil paysan, dans un supplément de sa résolution du 15 janvier 1918 sur l'accroissement de la production agricole. Ce projet d'un éventuel service civil obligatoire avait déjà dû être discuté par le Conseil fédéral et le département militaire avant, parce que le 10 novembre 1917 le premier millier d'hommes était déployé pour un service agricole obligatoire, ce qui était encore un projet secret. Beaucoup de ces hommes étaient en plein travail et le mouvement ouvrier lança des campagnes contre la militarisation du travail. Elles menèrent à la grève des travailleurs et à la menace du parti socialiste avec l'union syndicale suisse d'organiser une grève générale, si le service civil obligatoire n'était pas révoqué. Cela provoqua la mobilisation de 6000 hommes et la création du comité d'Olten qui fut la force dirigeante dans la grève générale du novembre 1918. Le projet du service civil obligatoire était abandonné.<sup>250</sup> La même année, le conseiller national Hermann Greulich déposa une motion au Conseil fédéral, demandant la reconnaissance de l'objection lors de motivations religieuses, éthiques ou politiques et l'introduction d'un service civil de même durée pour des travaux culturels. Cette motion mena à l'élaboration d'un projet par une commission militaire. Il ressemblait sur plusieurs points au premier service civil réalisé, septante ans plus tard. Mais, à l'époque il avait été refusé par les conseillers fédéraux à quatre contre trois et le projet disparut dans le tiroir.<sup>251</sup>

Comme décrit dans le chapitre 3.2.2, le fondateur du SCI, Pierre Cérésole, lança en 1923 une pétition pour un service civil indépendant du département militaire, son résultat: refus du Parlement. Cinq années plus tard, un article sur l'objection de conscience était introduit dans le code pénal militaire. En général, l'exclusion du service militaire n'était pas une option et l'opposition à l'article provoqua un emprisonnement plus conséquent qu'avant. Chaque année, les objecteurs allaient en prison pour un maximum de six mois et les droits civiques leur étaient refusés pour dix années au plus. L'autre procédé usuel avec les objecteurs était leur psychiatrisation: comme «prophètes, parasites ou patients» ils étaient emmenés en clinique psychiatriques, et parfois, traités de force.<sup>252</sup> Cette aggravation de l'exécution du code pénal militaire mena à la diminution de la motivation antimilitariste des

---

<sup>249</sup> WINET (1998), p. 104

<sup>250</sup> HUG, Peter: «1917: Widerstand gegen die Arbeitsdienstpflicht». In: *Service civil international* (n° 178) janvier 1981, p. 3

<sup>251</sup> WINET (1998), p. 105

<sup>252</sup> WINET (1998), p. 107

volontaires entre 1930 et 1933 (Graphique 40). Les années suivantes furent marquées par une période d'armement et la motivation antimilitariste des volontaires augmenta à nouveau jusqu'au déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale. Leurs motivations s'exprimèrent dans une attitude générale:

«Comme beaucoup, j'étais antimilitariste et les jours qui suivirent me firent beaucoup méditer sur ce sérieux problème.»<sup>253</sup>

«Si l'armée du S.C. - ayant comme seul arme cette ferme volonté de venir en aide à son prochain, quel qu'il soit - disposait de moyens matériels et financiers aussi puissants que ceux de l'armée de guerre, elle assurerait aussi efficacement la sécurité des peuples, que cette dernière assure leur insécurité.»<sup>254</sup>

Le nombre d'objecteurs atteignit un maximum pendant la mobilisation de la Deuxième Guerre mondiale. Quarante-sept condamnations furent rendues en 1940, c'étaient surtout des hommes avec des raisons religieuses.<sup>255</sup> Durant cette année, le taux de motivation antimilitariste des volontaires du SCI fut élevé (Graphique 40), mais on a retrouvé seulement une motivation documentée. Il ne faut donc pas donner trop de poids à ce résultat. Pendant les années de la guerre, les sources sont très rares et un développement de la motivation antimilitariste ne peut pas être observé.

### 4.2.2.1 Des activités silencieuses dans le Parlement aux votations populaires

Après la Deuxième Guerre mondiale, le Conseil fédéral a gardé son opinion stricte sur les objecteurs. Le conseiller national André Oltramare a demandé au Conseil fédéral en 1947 de remplacer la punition légale par un service civil. Mais, ce dernier a insisté sur une solution légale du problème, car toute autre réaction aurait signifié une déclaration d'impuissance de l'Etat.<sup>256</sup>

Les effets de la guerre n'ont fait augmenter les motivations antimilitaristes que lentement dans les années cinquante. En 1951, un objecteur, Max Weber, est devenu conseiller fédéral. Il aurait été emprisonné pendant huit jours vingt années avant, puis exclu de l'armée comme punition supplémentaire. Une nouvelle motion fut présentée en 1955 par le conseiller national Georges Borel du parti social, qui demandait la création d'un service civil pour les objecteurs. Mais, transformée en pétition, elle disparut dans un tiroir.<sup>257</sup> Les motivations antimilitaristes des volontaires dans les années cinquante étaient de manière générale peu influencées par la politique nationale. Soit ils voulaient

---

<sup>253</sup> BCDF SCI, 30214, Noël 1934 de l'année 1934, p. 9

<sup>254</sup> ANONYME: «In Litzirüti (Graubünden)». In: *Le Service Civil* (n° 3) 5 novembre 1935, p. 10

<sup>255</sup> WINET (1998), p. 107

<sup>256</sup> WINET (1998), p. 108

<sup>257</sup> WINET (1998), pp. 108-109



opposer quelque chose de bien au service militaire<sup>258</sup>, soit ils se déclaraient comme objecteurs de conscience<sup>259</sup>.

Dans les années soixante, le nombre de discussions sur les objecteurs et la construction d'un service civil augmenta. Tandis que dans les années quarante, environ dix hommes par an refusèrent leur service militaire, ils étaient trente-cinq dans les années cinquante, plus de cent dans la décennie suivante<sup>260</sup> et 545 en 1974<sup>261</sup>. Cette augmentation s'explique par le fait que l'accès au service sans armes et au service sanitaire était de plus en plus limité et que la dispense de certaines professions et l'exemption pour les hommes ayant des problèmes physiques ou médicaux comptaient de moins en moins. Dans les années soixante, une politisation du mouvement s'est installée. L'expression visible de cette évolution a été la fondation de la section suisse de l'Internationale des Résistants à la Guerre, en 1963.<sup>262</sup> Cette politisation se manifeste aussi dans les motivations des volontaires qui augmentent en générale dans les années soixante (Graphique 40), même si au milieu de la décennie la motivation antimilitariste semble de ne pas être si forte. En 1966, un service d'orientation fut fondé à Zurich pour les objecteurs de conscience. Mais, comme c'était seulement à Zurich, l'effet sur les volontaires du SCI en Suisse n'était pas encore notable. Une année plus tard, le Conseil fédéral et le Parlement refusèrent la deuxième initiative parlementaire du conseiller national Georges Borel, qui demandait que les hommes puissent servir de manière civile si leurs motivations étaient fondées sincèrement. Elle était perçue comme anticonstitutionnel. La même année, dans une révision particulière du code pénal militaire, les objecteurs pour des raisons éthiques étaient mis sur le même plan que ceux pour des raisons religieuses, qui jouissaient de la règle suivante dès 1951<sup>263</sup>: Si les objecteurs pouvaient prouver leur conflit de conscience, ils pouvaient servir dans une institution sociale pendant la journée, mais ils passaient la nuit et les jours fériés en prison.<sup>264</sup>

Le mouvement 1968 avec la vague antiautoritaire influença aussi les volontaires, ce qui se manifesta par une augmentation des motivations antimilitaristes à partir de ce moment (Graphique 40).

Dans les années septante, le total des objecteurs augmentait de plusieurs centaines par année. Cela mena à des actes de solidarité forte. En 1972, des professeurs d'un collège à Munchenstein lancèrent une initiative avec 62 000 signatures. Le texte précis fut élaboré par le Parlement:

---

<sup>258</sup> BCDF SCI, 30252, Mappe 1, «Der/die Unterzeichnete meldet sich an» du 23 mars 1955

<sup>259</sup> BCDF SCI, 30252, Mappe 1, «Der/die Unterzeichnete meldet sich an» du 10 juillet 1959

<sup>260</sup> WINET (1998), p. 109

<sup>261</sup> BRASSEL; TANNER (1986), p. 72

<sup>262</sup> WINET (1998), p. 109

<sup>263</sup> BCDF SCI, 40602a, RAUH, Christoph: «Zivildienstidee in der Revision». In: *Internationaler Zivildienst*, D (n° 86) 1961, pp. 2-3

<sup>264</sup> WINET (1998), pp. 109-110

«Celui qui, du fait de ses convictions religieuses ou morales, ne peut concilier avec les exigences de sa conscience l'accomplissement du service militaire dans l'armée est appelé à faire un service civil de remplacement équivalent. La loi règle les modalités.»<sup>265</sup>

La grande partie des initiants de l'initiative de Munchenstein et une majorité des mouvements pacifistes comme le Conseil Suisse des Association pour la paix, le SCI et l'Internationale des Résistants à la Guerre étaient favorables à l'initiative initiale, mais après l'élaboration du texte, ils s'exprimèrent contre. Parce que, d'après ce texte seulement les objecteurs avec un motif religieux ou éthique auraient été admis au service civil, par contre la majorité des objecteurs, ayant motif politique, en auraient été exclus. De plus, les associations pour la paix pensaient que les hommes devaient apparaître devant un tribunal qui jugeait leur motivation de manière subjective. Leur argument était que d'après ce projet, le service civil aurait été constitué comme un service paramilitaire et n'aurait rien avoir avec un service pour la paix. Comme aucun des partis politiques n'était satisfait de ce résultat, l'initiative fut refusée, en décembre 1977, par soixante-deux pour cent.<sup>266</sup>

L'actualité de cette thématique dans les années septante s'est aussi manifestée dans la motivation des volontaires (Graphique 40). Sa augmentation peut être expliquée partiellement par la politique suisse, mais aussi grâce aux activités du SCI qui, pendant plusieurs d'années, a soutenu l'initiative Munchenstein (chapitre 4.3.3.1) avec des actions concrètes. Pour l'année 1978, seule une motivation a pu être trouvée; les cent pour cent n'expliquent pas toutes les motivations importantes de cette année.

### 4.2.2.2 L'engagement pour un «vrai service civil»

Déjà avant la votation sur l'initiative Munchenstein, un nouveau comité d'initiative a rassemblé des signatures «pour un vrai service civil». Le Conseil suisse des associations pour la paix a fondé ce comité et il a fait discuter la «preuve par l'acte». Celle-ci devait remplacer le jugement de conscience d'un tribunal militaire par un service civil d'une durée plus longue et aussi dangereux et dur que le service militaire. Le Parlement et le Conseil fédéral s'exprimaient contre cette initiative populaire. Lors de la votation de 1984, les partis de gauches et le mouvement pacifiste supportaient l'initiative, tandis que les partis de droite et l'UDC avaient une opinion opposée. Contrairement à l'attente des partisans, l'initiative sera refusée par soixante-quatre pour cent, avec un taux encore plus élevé que lors de l'initiative Munchenstein à laquelle même les objecteurs étaient opposés.<sup>267</sup>

---

<sup>265</sup> BNS, Chancellerie fédérale: «Arrêté fédéral sur l'introduction d'un service civil de remplacement». In: *Votation populaire du 4 décembre 1977*, p. 24

<sup>266</sup> WINET (1998), p. 111

<sup>267</sup> WINET (1998), p. 112

Même si durant cette année, les motivations antimilitaristes ne s'élevaient qu'à dix pour cent, les années précédentes et suivantes se manifestaient par une motivation de vingt et trente pour cent, ce qui montre que les volontaires étaient influencés par cette initiative et les discussions qu'elle provoquait.

Malgré le résultat négatif de cette dernière votation, une commission pour la révision du code pénal militaire était établie sous la direction de Raphaël Barras. Elle devait élaborer une loi qui rendrait possible un service de travail. Mais, il semble que personne n'était d'accord avec sa solution proposée parce que la discussion parlementaire fut toujours repoussée.

Au milieu des années huitante, un syndicat d'objecteurs était formé par quelques centaines d'hommes concernés. Le syndicat avait comme but de faire exécuter le droit de l'homme à l'objection au service militaire. En 1986, un changement de décret permit aux cantons d'exécuter des peines de prison de moins de six mois en semi-captivité. Ce qui veut dire, que les objecteurs pouvaient continuer leur travail ou leur formation pendant la journée.<sup>268</sup> Avec cette libéralisation, la motivation antimilitariste baissait pour augmenter de nouveau après la votation sur l'abolition de l'armée en 1989 (Graphique 40).

Après un retard dans la discussion sur les propositions Barras, le Parlement les a discutées à la fin des années huitante et voulut introduire ce changement dans le code pénal militaire. Après que presque tous les pays en Europe de l'Ouest et de l'Est aient introduit un service alternative dans les années huitant (chapitre 4.2.1), la Suisse dut les suivre. La proposition Barras aurait permis un service de travail pour les objecteurs du service militaire:

«1. Celui qui, dans le dessein de refuser le service militaire, aura enfreint un ordre de se présenter au recrutement ou au service, sera puni de l'emprisonnement.

2. Si l'auteur rend vraisemblable, en se fondant des valeurs éthiques fondamentales, qu'il ne peut concilier le service militaire avec les exigences de sa conscience, le juge le reconnaîtra coupable et l'astreindra à un travail d'intérêt général.»<sup>269</sup>

Mais, cette fois ci, c'étaient les organisations des objecteurs qui se sont opposés à l'introduction d'un tel service. Ils ont lancé un référendum contre cette loi parce que, de leur point de vue, elle retarderait l'introduction d'un vrai service civil sans punition et sans jugement de la conscience par un tribunal militaire. En 1991, le peuple suisse a voté contre le referendum avec 55,7 pour cent ce qui veut dire qu'il s'est exprimé en faveur d'un service de travail. En même temps, le Parlement a aussi pris une initiative pour introduire dans la constitution un service civil, comme il existait dans les autres pays de l'Europe:

«Chaque Suisse a l'obligation de servir. La loi prévoit un service civil de remplacement.»<sup>270</sup>

---

<sup>268</sup> WINET (1998), pp. 112-113

<sup>269</sup> BNS, Chancellerie fédérale: «Texte soumis au vote: Code pénal militaire». In: *Votation populaire du 2 juin 1991*, p. 21

Tout les partis politiques ont soutenu cette loi et les suisses l'ont accepté avec 82,5 pour cent en mai 1992. Presque un siècle s'est passé en Suisse avant que les objecteurs puissent déposer des demandes d'engagement dans un service civil. Le premier octobre 1996, la loi est entrée en vigueur et elle prévoit deux obstacles: l'examen de la conscience devant une audition civile et une durée prolongée de la moitié.<sup>271</sup>

Dans ce chapitre on a vu que la motivation antimilitariste des volontaires s'était accordée avec les mouvements en faveur des objecteurs de conscience au sein de la politique suisse. Durant les années pendant lesquelles l'objection était un thème discuté, les motivations antimilitaristes des volontaires ont aussi augmenté. Le prochain chapitre va montrer comment le SCI comme organisation a pu influencer les volontaires par sa politique.

### 4.3 Le SCI et l'antimilitarisme

#### 4.3.1 L'influence faible des buts et des conditions antimilitaristes du SCI

##### 4.3.1.1 Les buts du SCI: du service alternatif à l'antimilitarisme

Les buts antimilitaristes du SCI, d'après ses constitutions, compte rendus annuels et ses rapports des assemblées générales étaient très constants. Il a toujours eu l'intention de créer une alternative au service militaire, d'après le modèle de son service civil (Graphique 28 et Graphique 30). Dans les brochures publicitaires de 1931, le SCI explique qu'il veut remplacer le service avec les armes par un nouveau système de défense nationale:

«Innerlich bereit sein, Hilfsbedürftigen zu dienen; willens sein, zum Geiste guten Einvernehmens und gegenseitiger Hilfsbereitschaft zwischen den Einzelnen und zwischen den Völkern beizutragen, der - wenn er Gemeingut geworden sein wird, - es unmöglich macht, ein Nachbarvolk mit den Waffen anzugreifen; die Hoffnung zu hegen und zu verbreiten, dass solcher Dienst des Helfens nach und nach den Dienst mit den Waffen ersetzen und eine neue und sichere Landesverteidigung werden wird.»<sup>272</sup>

La plupart des constitutions ont confirmés que le SCI avait comme but final d'établir non seulement une alternative au service militaire, mais aussi de remplacer les institutions militaires par celles du service civil.

«Le but final est d'obtenir le remplacement des services militaires nationaux par un service civil international; ...»<sup>273</sup>

«Le but final est le but de remplacer le service militaire par un service civil.»<sup>274</sup>

---

<sup>270</sup> HARTMANN, Roland: «Zivildienst». In: *service civil international* (n° 234) janvier 1993, p. 16

<sup>271</sup> WINET (1998), pp. 113-114

<sup>272</sup> BCDF SCI, 11101, Internationale Zivildienste 1930 und 1931, p. 4

<sup>273</sup> BCDF SCI, 30201.3, statuts de 1931

«Travailler à l'établissement d'un service international constructif qui engendrait une plus grande confiance entre les nations, et, par la suite, remplacerait le service militaire.»<sup>275</sup>

Dans deux constitutions seulement un tel passage manque: celle de 1935 et celle de 1975. C'était juste pendant les années trente, pendant le réarmement, par crainte d'une Deuxième Guerre mondiale qu'il n'était plus légitime de propager le remplacement des institutions militaires. Et en 1975, le thème des objecteurs était discuté pour la première fois en public et il semblait que le SCI aurait eu une chance de réaliser son but d'installer un service alternatif. Peut-être pour paraître plus sérieux, il aurait abandonné son but radical de remplacer l'armée par un service de paix. Aussi, dans la constitution de 1975, le SCI ne voulait plus seulement introduire un service civil, mais un service civil valable.

«Les tâches du SCI suisse sont: Promouvoir un service civil volontaire supranational consacré à la construction de la paix et par là même de la justice sociale. Obtenir qu'un service civil valable puisse être accompli sans restriction à la place des services de défense.»<sup>276</sup>

Cela aura des conséquences (chapitre 4.3.3.3).

Un but nouveau dans la constitution apparaît en 1975: le SCI se décrit comme organisation antimilitariste. Dans les compte rendus annuels et les rapports des assemblées générales, ce but apparaît déjà dès les années cinquante (Graphique 29). Cela démontre, que le SCI s'est adapté à l'opinion publique: il osait de plus en plus exprimer son attitude antimilitariste dans les cinquante années, suivant la Deuxième Guerre mondiale.

### **4.3.1.2 Les conditions exigées des volontaires: du travail dur à l'objection de conscience**

Tandis que le SCI avait des buts antimilitaristes, il ne demandait pas de tels conditions aux volontaires, sauf pour des camps du type «service modèle» dans lesquelles il voulait manifester sa vision du service alternative comme proposition au Conseil fédéral. Là, tous les volontaires intéressés étaient bienvenus, mais les objecteurs de conscience étaient recherchés activement. Pour cela, la condition d'«objecteur de conscience» apparaît à la fin des années soixante et début des années septante, ainsi qu'à la fin des années huitante (Graphique 33). Ces camps de service civil modèle étaient souvent organisés avant les actions politiques ou les votations populaires en faveur du service civil, comme en 1966 autour des discussions au Parlement sur l'initiative Borel et en 1976 avant l'initiative Munchenstein.

---

<sup>274</sup> BCDF SCI, 30201.3, statuts du 7 février 1954

<sup>275</sup> BCDF SCI, 30201.3, statuts d'une date inconnue; entre 1954 et 1975, probablement 1963

<sup>276</sup> BCDF SCI, 30201.3, statuts du 27 avril 1975

Les premiers camps du SCI dans les années vingt et trente étaient tous pensés pour être des modèles alternatifs, et dirigés par les organisateurs comme un service militaire. Ils voulaient montrer qu'ils travaillaient aussi dur, mais pour un but judicieux. Le vocabulaire semblait aussi venir des structures militaires. Les volontaires recevaient un ordre de marche<sup>277</sup> avant leur entrée dans le camp et la condition «discipline» était demandée à tous les participants, surtout dans les années trente, mais sporadiquement encore jusqu'aux années soixante (Graphique 32):

«Jeder Freiwillige bringt selbstverständlich einen Geist guter Kameradschaftlichkeit und gesunder Fröhlichkeit mit. Man wird jede zwecklose oder kränkende Diskussion, jeden Exzess und alles grobe Verhalten vermeiden. [...] Jeder wird sich gerne einer strikten Disziplin unterziehen: Ordnung, Pünktlichkeit, Ausführung der vom Arbeitsleiter und seinen Organen getroffenen Anordnungen; die Dienstverfehlungen (z.B. Verspätung) werden einen vom Arbeitsleiter angegebenen, mit ungetrübtem Humor hingehommenen Frondienst nach sich ziehen.»<sup>278</sup>

Pour les premiers volontaires, la discipline était une expression de leur sincérité:

«Südfrankreich heisst für uns, für viele, Frauen und Männer, Zivildienst, Arbeit, harte Arbeit ohne Lohn, strenge Disziplin, Pünktlichkeit, Opfer an Zeit und Geld, heisst aber auch: unendlich viel Freude und Glück, Kameradschaft mit Menschen von 16 Nationen, Bruderschaft mit einem Volke, das ein schweres Unglück erlitten hat, heisst vor allem Friedensarbeit und Glauben, Glauben an das Gute.»<sup>279</sup>

Dans les années septante, la condition «discipline» avait complètement disparu; en 1961 déjà, les dirigeants avaient décrit dans le bulletin allemand que les ordres militaires avaient cédé la place à une forme plus démocratique de prise de décisions en groupe, dans les «house-meetings».

«Die Ergebnisse der drei Arbeitsgruppen zeigten übereinstimmend, dass die heutige Generation keine Lockerung der Dienstdisziplin wünscht, sondern bereit ist, sich in die Lagergemeinschaft einzuordnen und sich bei der Arbeit einzusetzen. [...] Die militärische Befehlsgewalt des Dienstleiters ist einer demokratischen Ordnung gewichen. Heute ist der Leiter das Organ, welches die Bestimmungen der Statuten, die Beschlüsse des Internationalen und des Landeskomitees und bei internen Fragen die Entscheide des House-meetings anzuführen hat.»<sup>280</sup>

On voit ici, que le SCI a été influencé par les volontaires. Dans diverses discussions sur l'abolition de la condition «discipline», les jeunes responsables reconnaissent que ce n'est plus un facteur pour attirer les volontaires tandis que ceux qui sont plus vieux s'y tiennent encore. On va voir que c'est la jeune génération qui va s'imposer.

---

<sup>277</sup> BCDF SCI, 20321, CERESOLE, Pierre: Ergänzungen von Pierre Ceresole. Oakengates, 26 août, 1933

<sup>278</sup> BCDF SCI, 11101, Someo de l'année 1924, p. 11

<sup>279</sup> BCDF SCI, 20301, KNUCHEL, Clärlly: «Friedensarbeit in Südfrankreich». In: *Schweizerische Lehrerinnen-Zeitung*, Bern, 5 janvier 1931, pp. 102-103

<sup>280</sup> BCDF SCI, 40602a, RAUH, Christoph: «Zivildienstidee in der Revision». In: *Internationaler Zivildienst*, D (n° 86) 1961, pp. 2-3

Le chapitre suivant va montrer comment le SCI a travaillé avec ses buts antimilitaristes, comment il les a réalisés dans la politique suisse et s'il a pu influencer les volontaires. Ce chapitre commence dans les années cinquante, parce qu'avant, le SCI n'était pas actif de manière publique et les volontaires étaient influencés uniquement par le contact personnel avec le fondateur, Pierre Cérésole.

#### **4.3.2 Les activités politiques du SCI pendant les années cinquante et soixante: premières actions timides**

Comme décrit dans le chapitre 3.3.3, le SCI est entré lentement dans la politique suisse dès les années cinquante. Quand en 1951 le code pénal a été révisé, le comité du SCI rapportait dans le bulletin, que le Parlement avait rejeté l'introduction d'un service civil et qu'il n'avait même pas permis ce service alternatif comme punition. Mais, une exception pour les objecteurs religieux avait été introduite. Ils pouvaient, au lieu d'une punition par la prison, recevoir une punition de détention et ils ne perdaient plus leurs droits civiques.<sup>281</sup> Le SCI s'est nommé surveillant de cette révision et il est devenu actif l'année suivante, parce qu'il craignait que certains juges n'aient pas encore pris note de ces révisions en faveur des objecteurs. Il a écrit une proposition au Conseil Suisse des Associations pour la paix, pour que la pratique des cours soit surveillée par le Conseil. Cette proposition était acceptée à l'unanimité par les associations pour la paix.<sup>282</sup> La commission du SCI, qui a été créée pour cette tâche, a examiné les jugements militaires de 13 cas connus. Et il a remarqué avec satisfaction qu'aucun de ces cas n'a été privé des droits civiques.<sup>283</sup>

Le SCI s'est aussi engagé de manière purement politique. En étant membre consultatif des Organisations Non-Gouvernementales des Nations Unies, il a envoyé une résolution à la présidente de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies et l'a priée de discuter, dans la prochaine session, l'adjonction à l'article 18 sur la liberté de conscience dans le Droits de l'Homme un nouvel alinéa conçu ainsi:

«Toute personne à qui ses conceptions religieuses ou ses convictions profondes interdisent la participation directe ou indirecte aux conflits armés, doit se voir garantir, dans les pays où le service militaire est obligatoire, le remplacement du service dans les cadres de l'armée par un service civil.»<sup>284</sup>

Ce n'est que presque quarante ans plus tard que cette demande est devenue réalité (chapitre 4.2.1).

---

<sup>281</sup> BCDF SCI, 30211.A, ANONYME: «Aus dem Jahresbericht des Präsidenten». In: *Feuille d'information* (n° 17) du 11 février 1951, p. 2

<sup>282</sup> BCDF SCI, 30203.2, Jahresversammlung du 10 février 1952

<sup>283</sup> TRÜB, Fridolin: «Compte rendu de l'activité en 1952». In: *Feuille d'information* (n° 24) janvier 1953, pp. 3-4

<sup>284</sup> ANONYME: «Liberté de conscience». In: *Le Service Civil* (n° 47) mars 1950, p. 4

Les actions du SCI au début des années cinquante n'ont pas eu d'influences ni sur les motivations des volontaires, ni sur leur nombre total, parce qu'ils n'ont pas eu un effet de publicité. Les motivations antimilitaristes, citées dans des formulaires d'inscription venaient d'hommes particuliers qui suivaient l'antimilitarisme comme maxime de leur vie:

«J'aimerais consacrer le même temps au SCI qu'au militaire»<sup>285</sup> et «je m'engage pour la reconnaissance de l'objection de conscience»<sup>286</sup>.

En regardant deux défenses de cas de condamnation d'objecteurs, on peut constater que le SCI a eu certaines influences sur l'opinion publique et sur la sévérité des sentences, même si ces succès étaient minimaux, comparés aux les espérances antimilitaristes du SCI. Le juriste et ancien président du SCI, Ernst Wolf de Bâle, a défendu l'ancien secrétaire Ralph Hegnauer lors d'un refus d'entrer en service pour un cours de répétition. Il a été condamné à quarante jours de prison mais sans peine supplémentaire. «Pas de privation des droits civiques, pas d'expulsion de l'armée.»<sup>287</sup> Un autre succès était décrit en 1967 quand un objecteur était condamné à un mois de moins parce que la cour a reconnu son service civil en Grèce.<sup>288</sup>

En plus, le SCI s'est engagé pour des initiatives populaires et parlementaires. Il a, par exemple, décrit dans sa *Feuille d'information*, comment les membres masculins pouvaient rassembler des signatures pour les initiatives Chevallier (chapitre 3.2.3.2).<sup>289</sup> Et il s'est engagé pour la première motion du conseiller national Georges Borel au milieu des années cinquante, qui demandait l'installation d'un service civil pour les objecteurs de conscience, en donnant des informations aux membres du SCI, et en envoyant des lettres aux conseillers nationaux et une lettre de propagande aux parlementaires avec une opinion favorable.<sup>290</sup> Cette motion sera transformée en postulat parce que selon le conseiller fédéral Paul Chaudet, les objecteurs de conscience seraient souvent adhérents à des sectes religieuses et faciles à influencer et parce que les propositions n'étaient pas assez concrètes.<sup>291</sup> Dans un communiqué de presse, le SCI a pris acte de cette décision avec regret et a dit, qu'il ne pourra jamais se contenter de l'atténuation de la punition des tribunaux militaires, même s'il ne s'y oppose pas. Sa demande, que le service civil soit autant reconnu comme le service militaire, reste actuel.<sup>292</sup>

---

<sup>285</sup> BCDF SCI, 30252, Mappe 1, «Der/die Unterzeichnete meldet sich an» du 5 juin 1957

<sup>286</sup> BCDF SCI, 30252, Mappe 1, «Der/die Unterzeichnete meldet sich an» du 4 juillet 1960

<sup>287</sup> ANONYME: «Refus de service militaire par motif de conscience». In: *Feuille d'information* (n° 24) janvier 1953, p. 9

<sup>288</sup> BCDF SCI, 30209.1, Ein Gefängnistag für fünfzig Rappen de l'advent 1967

<sup>289</sup> ANONYME: «Die Eidgenössische Volksinitiative für eine Rüstungspause». In: *Feuille d'information* (n° 31) juin 1954, p. 8

<sup>290</sup> BRAUNSCHWEIG, Hansjörg: «Was wurde getan?» In: *Bulletin* (n° 45) septembre/octobre 1957, pp. 4-5

<sup>291</sup> MENZI, Martin: «... und unsere Entgegnung auf die bundesrätliche Antwort». In: *Bulletin* (n° 44) août 1957, pp. 3-4

<sup>292</sup> MENZI, Martin: «An die Schweizer Presse». In: *Bulletin* (n° 45) septembre/octobre 1957, p. 3



#### 4.3.2.1 Le SCI initie des services modèles pour soutenir les efforts officiels

Provoqué par le débat sur la motion Borel, le SCI a initié un service qui était en partie un travail de reconstruction et en partie éducatif, pour élaborer un projet concret sur un service civil modèle. Les participants ont décidé que ce service devrait durer 17 semaines, comme le service militaire, et qu'il n'accepterait ni filles et ni étrangers. Il devrait aussi inclure des cours sur l'instruction civique Suisse, les grandes coalitions entre les pays du monde, la défense militaire et nonmilitaire, la géographie de base, les premiers soins, un service de santé, des langues étrangères, le développement en Asie et en Afrique, une étude sur le village dans lequel le SCI travaille, les organisations humanitaires et la culture occidentale. Le premier camp était prévu en été 1960 ou 1961.<sup>293</sup>

Au même moment, les camps d'études purs sont devenu populaires. En Suisse, le premier était réalisé en 1957 sur un thème inconnu à Berne et un deuxième en 1959 sur la problématique Est-Ouest à Lausanne.<sup>294</sup> Ces camps d'étude avaient une influence positive sur le nombre total de volontaires, (Graphique 16) parce que dès les années cinquante, la motivation cognitive a commencé à augmenter (Graphique 36) et le SCI avait bien senti cet esprit. Avec l'introduction des camps d'étude purs il s'est éloigné de sa tradition «pelle et pioche», mais il a trouvé une méthode pour mieux répandre ses buts pacifistes et antimilitaristes en attirant un grand nombre de volontaires.

C'était en 1962, en France, que quelques progrès ont pu être observés en ce qui concerne les objecteurs de conscience; des ministres se sont accordés sur un statut pour les objecteurs, ce que le SCI vit comme la garantie d'un droit de l'homme essentiel.<sup>295</sup> Quatre ans plus tard, la France reconnut aussi que leurs objecteurs puissent faire leur service de remplacement dans un service du SCI.<sup>296</sup>

En juin 1964, le conseiller national Georges Borel a déposé de nouveau une initiative parlementaire en faveur du service civil pour atteindre un progrès similaire qu'en France (chapitre 4.2.2). Le SCI l'a vigoureusement soutenu et comme la motion Borel des années cinquante avait été refusée, entre autre, pour la raison qu'elle n'était pas assez concrète, le SCI a décidé, à l'occasion de son assemblée générale de 1965, qu'il allait établir un groupe d'étude pour mettre sur pieds de nouveau un service alternatif concret qui pourrait être proposé au Conseil fédéral.<sup>297</sup> Ce projet se présente de la manière suivante:

La base de ces efforts, c'est que le SCI n'est pas contre un service en faveur du pays. Il propose de travailler dans des hôpitaux, dans l'agriculture, dans les régions montagneuses ou sinistrées, dans les

---

<sup>293</sup> BCDF SCI, 30205.1, DOMEISEN, Walter: Alternativ-Studierdienst du mois avril 1959

<sup>294</sup> Renseignement de l'archiviste du SCI, Philipp Rodriguez, du 20 août 2001, d'après sa statistique des camps, archive privée

<sup>295</sup> JOST, Ruedi: «Frankreich einen Schritt weiter!» In: *bulletin* (n° 64) septembre 1962, p. 10

<sup>296</sup> BCDF SCI, 20701.2, 50 Jahre im Dienst de l'année 1969

<sup>297</sup> ANONYME: «Notre assemblée générale annuelle». In: *bulletin* (n° 74) juin/juillet 1965, p. 4

services publics ou dans l'aide au développement. Il demande comme conditions obligatoires que le service alternatif ne soit pas une punition et il refuse sa prolongation. Aussi, il ne doit pas servir à la défense du pays et ne pas être soumis au département militaire. Les organisations qui effectuent les services doivent être autonomes si les projets ont été approuvés. Comme conditions souhaitables, il demande que le service alternatif soit international et que l'objecteur ait un droit à une instruction adéquate pendant son «école civile». Les projets doivent servir au public. Les formes du service doivent comprendre une éducation civile, des cours de répétition, un service de mobilisation et des services additionnels volontaires. L'auto-discipline doit être maintenue par des punitions et les vacances correspondre à celles du service militaire.<sup>298</sup>

Le service alternatif modèle en 1966 a duré trois semaines et il a admis quelques étrangers et deux filles pour la cuisine. Tous devaient être des objecteurs de conscience ou avoir un intérêt fort pour ce thème.<sup>299</sup> Le camp a été bien reçu par la presse suisse, 160 articles dans les journaux et trois mentions à la radio<sup>300</sup> en furent l'écho. En sachant cela, il est surprenant, que la motivation antimilitariste n'apparaisse pas entre les années 1965 et 1968 (Graphique 40). Il faut comprendre que dans les années 1966 et 1968, le total des motivations était très bas (Graphique 35), et, que c'étaient surtout les organisateurs qui ont écrit de manière enthousiaste à propos de ce projet pilote. Des rapports de ce camp ne pouvaient pas être trouvés pour ces années, ce qui peut être expliqué par le fait que les objecteurs, qui ont participé à ces camps, ne voulaient pas s'exposer, comme les opinions étaient encore hostiles envers eux.

Comme conclusion, il faut noter que dans les années cinquante et soixante, le SCI a surtout observé les activités autour des objecteurs de conscience et il a informé ses membres sur les actions politiques concernant l'antimilitarisme. Il a pris quelques initiatives timides cherchant à influencer le Conseil suisse des associations pour la paix ou la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies. Vers la fin des années cinquante et dans les décennies suivantes, il a montré son intérêt et son soutien à des actions au niveau politique, avec de la propagande qu'il a envoyé aux membres du Conseil national et avec l'organisation des services civils modèles pour la Suisse. Ces premiers pas pour se faire remarquer par les politiciens étaient encore timides. Malgré quelques succès particuliers qui ont pu être enregistrés, leur portée était encore limitée.

---

<sup>298</sup> BCDF SCI, 30208.2, Zusammenfassender Bericht der Arbeitsgruppe Zivildienst und Ersatzdienst du 31 décembre 1965

<sup>299</sup> ZIEGLER, Felix: «Modelldienst eines Alternativdienstes». In: *bulletin* (n° 76) février 1966, p. 3

<sup>300</sup> BCDF SCI, 30208.2, Jahresversammlung du 5 mars 1966

### 4.3.3 Les activités politiques des années septante et huitante: le SCI au mieux de son engagement antimilitariste

Dans ce chapitre, l'attitude du SCI face à «l'arrêté fédéral sur l'introduction d'un service civil de remplacement», connu sous le nom initiative Munchenstein voté en 1977, et à «l'initiative pour un authentique service civil fondé sur la preuve par l'acte», voté en 1984, seront discutées premièrement. Les engagements ont échoués. Par la suite, le désengagement du SCI pour «l'initiative pour une Suisse sans armée», voté en 1989, et la radicalisation du SCI au temps des réformes Barras dans la loi militaire vont être regardés de près, ainsi que le SCI face à l'introduction du service civil initié par le Parlement autour des années nonante. Ici, ce sont les actions de l'organisation qui vont être examinées, vu que les événements politiques sont déjà couverts dans le chapitre 4.2.2.

#### 4.3.3.1 L'échec de l'initiative Munchenstein

C'était lors de l'initiative populaire pour le service civil de remplacement, l'initiative Munchenstein, (chapitre 4.2.2.1) que le grand public s'est intéressé à ce thème pour la première fois. Les initiatives parlementaires des décennies précédentes n'avaient pas su les mobiliser. Au début, le SCI s'est montré aussi en faveur de cette initiative, mais il avait souhaité des demandes plus strictes: la liberté de choix entre service civil et service militaire, la possibilité d'un service civil international et l'objection pour motifs politiques. Il avait espéré que les partis politiques et les autorités chargées d'élaborer le statut des objecteurs, prendraient en considération les revendications de ces derniers. Et il s'était engagé à fournir à ses membres toute information concernant cette initiative et leur avait laissé toute liberté de participer à la récolte de signatures.<sup>301</sup>

Le SCI s'est décidé à actualiser son concept pour un service alternatif pour être prêt à l'effectuer si l'initiative était acceptée. Le premier concept concret a été élaboré durant le traitement de la motion du conseiller national Georges Borel en 1966 (chapitre 4.3.2) et cette réédition constate que

«[...] l'engagement pour la paix doit être effectué par un service de paix qui cherche à réaliser la justice sociale et la solidarité mondiale. Ce service de paix doit être une alternative à la défense nationale et l'expression du droit au service civil est le libre choix entre les deux domaines. [...] La solution qu'apporte l'initiative Munchenstein peut seulement être une solution temporaire. Le service civil ne peut être qu'un service de remplacement, mais il doit faire partie d'une vaste politique pacifiste.»<sup>302</sup>

Les autres thèses de la proposition pour la création d'un service civil officiel, que le SCI avait élaboré, comportait l'internationalité des services, leur organisation démocratique, l'égalité des conditions avec

---

<sup>301</sup> ANONYME: «Initiative fédérale pour la création d'un service civil». In: *Service Civil International* (n° 97) novembre 1970, p. 13

<sup>302</sup> BCDF SCI, 30232.1, Zustimmung zum Zivildienstkonzept du mois mars 1974

le service armé, la liberté de la propagande en faveur du service civil, la non-intégrance du département militaire et l'engagement du citoyen dans une politique de paix constructive.<sup>303</sup> Et l'écho de la presse à la publication de ces propositions était positif dans les quotidiens des villes romandes: Le titre dans *24-Heures*, Lausanne, était: «Une proposition pour un service civil: un vrai travail pour la paix» et *La Suisse*, Genève, écrivait: «Service civil: un modèle pour Berne. Bataille pour le libre choix.» Les réactions dans les quotidiens de Zurich et Bâle étaient de neutres à positives, tandis que d'autres quotidiens et hebdomadaires alémaniques se montraient critiques. Le *Tages Anzeiger* et la *Neue Zürcher Zeitung*, Zurich, se montraient favorables, la *National-Zeitung* de Bâle intitulait: «Le service civil doit être ouvert à tous. Le SCI veut plus que les initiants de Munchenstein.» La *Berner Zeitung* et l'hebdomadaire de la Migros, *Wir Brückenbauer*, trouvaient que les propositions du SCI étaient utopiques et le *Bündner Tagblatt* en Grisons écrivait: «On va trop loin.»<sup>304</sup>

Tandis que le SCI considérait, en 1974, le jugement de la conscience des objecteurs par une commission encore comme solution intermédiaire, il décidait à l'assemblée générale de l'année suivante, qu'il ne le supporterait plus.<sup>305</sup> En attendant l'élaboration du texte par le Parlement sur lequel le peuple allait voter en 1977, le SCI initia de nouveau un service civil modèle, basé sur le concept élaboré. Pour ce service, les formulaires d'inscription ont pu être trouvés et c'est par là que la motivation antimilitariste élevée peut être expliquée dans l'année 1976 (Graphique 40). Ils sont surreprésentés, parce que le nombre de formulaires d'inscription est supérieur au nombre des rapports de camp. Mais, en 1978, les sources manquent en général et seulement une motivation a pu être retrouvée. Pour cela il ne faut pas donner de poids aux cent pour cent de motivations antimilitaristes. Les volontaires se sentaient attirés par le camp de longue durée du service alternatif, parce qu'ils auraient aimé faire partie de ce projet ou parce qu'ils étaient objecteurs de conscience et auraient aimé servir la société de manière pacifiste. Ils avaient des raisons différentes:

«[...] weil es ein Zivil-Dienst ist. Mich interessiert die Frage wie ein richtiger Zivildienst aussehen soll»<sup>306</sup>, «[...] praktische Tätigkeit auf sozialem Gebiet [leisten]. Als Militärdienstverweigerer in einem Zivildienst mitmachen»<sup>307</sup>, «ayant refusé mon service militaire pour objection de conscience, je désire participer activement à la création d'un Service Civil.»<sup>308</sup>

---

<sup>303</sup> ANONYME: «La presse accueille notre proposition pour la création d'un service officiel». In: *Service Civil International* (n° 133) mai 1974, p. 6

<sup>304</sup> ANONYME: «La presse accueille notre proposition pour la création d'un service officiel». In: *Service Civil International* (n° 133) mai 1974, pp. 6-7

<sup>305</sup> ANONYME: «Pressemitteilung». In: *Service Civil International* (n° 140) février 1975, p. 1

<sup>306</sup> BCDF SCI, 20763.1, «Fragebogen» du 19 mai 1976

<sup>307</sup> BCDF SCI, 20763.1, «Fragebogen» du 26 mai 1976

<sup>308</sup> BCDF SCI, 20763.1, «Fragebogen» du 11 juin 1976

Ce n'était qu'avec l'élaboration du texte de la commission parlementaire qui était soumis à la votation, que le SCI s'est tourné contre l'initiative Munchenstein.

«Une règle qui ne prévoit un service civil de remplacement que pour les objecteurs ayant des motifs moraux ou religieux, qui jette en prison comme auparavant la majorité des objecteurs ne représente donc pour une petite majorité des membres du SCI aucun progrès. Le projet de service de remplacement qui sera prochainement soumis au vote populaire, fait apparaître une scission entre motifs moraux et politiques, en pleine contradiction avec l'initiative de Munchenstein qui lui sert de base.»<sup>309</sup>

Durant l'année de la votation, en décembre 1977, la motivation antimilitariste perd à nouveau du poids (Graphique 40), non seulement parce que les partis de l'aile droite de la politique, mais aussi ceux de la gauche, les anciens partisans de l'initiative, s'y sont retournés (chapitre 4.2.2).

Le refus attendu de l'initiative Munchenstein a mené le SCI à reconsidérer la manière avec laquelle il lutte pour ses buts. Devait-il s'accrocher à sa position? Fallait-il continuer de s'engager de manière traditionnelle en menant des contacts avec les membres du Parlement ou en lançant une nouvelle initiative pour le service civil? Ou devait-il propager le service civil comme nouvelle forme de vie raisonnable, comme alternative à la société de performance et de consommation? Est-il toujours judicieux de prendre l'alternative à l'objection de conscience comme premier but?<sup>310</sup> Les réponses à ces questions ne peuvent pas être trouvées explicitement dans le bulletin du SCI. Mais d'après les actions on peut supposer, qu'il a suivi ses voies traditionnelles en supportant «l'initiative populaire pour un authentique service civil fondé sur la preuve par l'acte», dite: initiative sur la preuve par l'acte.

#### **4.3.3.2 Le compromis de l'initiative pour un authentique service civil fondé sur la preuve par l'acte**

Comme but final, le SCI a toujours vu le libre choix entre le service militaire et le service alternatif, mais il a accepté l'initiative sur la preuve par l'acte comme compromis temporaire (chapitre 4.2.2.2). Elle demande l'introduction d'un service civil d'une durée prolongée ce qui sert comme preuve par l'acte et rend superflu le jugement de la conscience devant un tribunal militaire. Le SCI s'est aussi engagé dans le comité de soutenance de l'initiative et il a prévu, pour les années 1978 et 1979, des camps de courte durée ayant une connexion avec l'initiative. Il a mis de côté 5000 francs dans le même but.<sup>311</sup> A la fin de l'an 1979 les 100 000 signatures pour l'initiative ont pu être déposées.<sup>312</sup>

---

<sup>309</sup> ANONYME: «Communiqué de presse: Service de remplacement». In: *Service civil international* (n° 161) septembre 1977, p. 12

<sup>310</sup> BCDF SCI, 30233.1, Zivildienst in den 80-er Jahren du 26 juin 1978

<sup>311</sup> BAUMGARTNER, Kurt: «Protokoll der Jahresversammlung 1977». In: *Service civil international* (n° 158) mars 1977, pp. 4-7

Quinze mois plus tard, le SCI a de nouveau présenté son concept de service civil à la presse. Celui-ci demandait les mêmes principes que le modèle précédent la votation sur l'initiative Munchenstein. L'ampleur de l'écho a surpris les activistes du SCI, tandis que les réactions ne différèrent guère de la dernière fois. Les quotidiens importants avec un tirage de plus de 100 000 étaient en faveur de l'introduction d'un service civil en Suisse, sauf la *Neue Zürcher Zeitung*, qui critiquait le modèle, parce que celui supplanterait le service militaire obligatoire universel. Le *Tages-Anzeiger* constata que le modèle pouvait être effectué sans une coûteuse organisation étatique et demanda au Conseil fédéral: «Pourquoi cette attitude stricte envers le service civil?» Aussi la *Basler Zeitung* aurait désirée que le Parlement prenne plus au sérieux l'initiative. Alors que le Conseil fédéral suggéra au peuple de refuser l'initiative sans contre propos. Les quotidiens en Romandie s'exprimaient plus positivement que ceux dans les petites villes de la Suisse alémanique qui se montraient souvent conservatives ou haineuses. Le SCI rassembla ces articles et il répondit que tout service civil ne servirait pas à la paix et pas toutes les «solutions» pour «le problème des objecteurs» apporteraient un progrès. Le SCI ne voulait pas d'un service civil à tout prix, dit Peter Hug, membre du comité national.<sup>313</sup> Avec cette attitude il se distancie de la constitution du SCI qui déclare:

Promouvoir un service civil volontaire supranational consacré à la construction de la paix et par là même de la justice sociale. Obtenir qu'un service civil valable puisse être accompli sans restriction à la place des services de défense.<sup>314</sup>

Ce terme «un service civil valable» est nouveau dans la constitution de 1975; c'est ce mot qui permet au SCI de s'éloigner de son but universel à certaines occasions (chapitre 4.3.3.3). La publicité à propos de l'initiative sur la preuve par l'acte a eu un effet positif sur la motivation des volontaires, comme le montre l'augmentation des motivations antimilitaristes l'année suivante, en 1983 (Graphique 40). Mais, elle n'a pas eu d'effet positif sur le total des volontaires (Graphique 16), leur nombre a baissé en 1983. C'était le mouvement pour la paix et non pas le mouvement antimilitariste qui a augmenté leur total dans les années précédentes et suivantes, comme expliqué dans le chapitre 3.2.3.3.

Le SCI était déçu après le refus de l'initiative pour un authentique service civil fondé par la preuve par l'acte en février 1984. Il promit dans un communiqué de presse de continuer sa lutte pour les objecteurs de conscience et de refuser toute solution qui proposerait le jugement arbitraire de la conscience:

«An seiner Jahresversammlung in La Roche (FR) hat der SCI Schweiz mit grosser Enttäuschung Kenntnis genommen vom ablehnenden Entscheid des Schweizer Volks zur Tatbeweisinitiative. Er wird

---

<sup>312</sup> ANONYME: «Mit kleinen Schritten vorwärts». In: *Service civil international* (n° 173) février 1980, p. 4

<sup>313</sup> HUG, Peter: «Welchen Zivildienst wollen wir?» In: *Service civil international* (n° 186) septembre 1982, pp. 1-2

<sup>314</sup> BCDF SCI, 30201.3, statuts du 27 avril 1975

weiter nach gesetzlichen Lösungen suchen, nachdem nun die Verweigerer weiterhin ins Gefängnis gesperrt werden, wobei der SCI Schweiz jede Lösung ablehnt, die auf eine willkürliche Prüfung des Gewissens abstellt.»<sup>315</sup>

Une année après la votation, les motivations antimilitaristes augmentèrent de nouveau ce qui peut être expliqué par la répercussion de cette initiative ou par l'initiation du rassemblement des signatures pour l'initiative sur l'abolition de l'armée du groupe Suisse sans armée.

#### 4.3.3.3 L'initiative «Suisse sans armée», les réformes Barras et l'introduction finale du service civil

Le SCI a d'abord sommé ses membres d'aider l'initiative «Suisse sans armée» en janvier 1985.<sup>316</sup> Mais, à l'assemblée générale un mois plus tard, la plupart des membres s'exprimaient de manière critique et sceptique envers cette initiative radicale. Le SCI ne prononce donc plus de mot d'ordre. Ruedi Tobler du Conseil des Associations Suisses pour la paix assurait dans un exposé à cet assemblée que la polarisation provoqué par l'initiative pourrait bloquer de nouvelles formes dans le travail pour la paix et il eut peur d'un effet boomerang.<sup>317</sup> Une année plus tard, la situation n'avait pas changé. Le SCI se trouvait dans une crise financière et son engagement pour le refus de l'initiative pour la preuve par l'acte semblait avoir diminué. Il laissa choisir ses membres individuellement, de s'engager en faveur de l'initiative pour une Suisse sans armée:

«An der Jahresversammlung 1985 hat der SCI beschlossen, die Initiative der Gruppe Schweiz ohne Armee (GsoA) formell nicht zu unterstützen. Wir sehen uns auch heute nicht in der Lage, eine Unterstützung im Rahmen der SCI-Arbeit personell in die Tat umzusetzen. Es ist also bei jedem Mitglied persönlich überlassen, sich für diese Initiative einzusetzen.»<sup>318</sup>

Juste deux mois avant la votation sur l'initiative, quand l'euphorie pour l'abolition de l'armée était forte dans les milieux pacifistes, le SCI a changé d'avis. Hanspeter Wipfli écrivait dans le bulletin que le SCI allait soutenir l'initiative populaire et il proclama aux pacifistes de vivre leur utopie de manière plus radicale.<sup>319</sup> Cette décision du dernier moment, montre que le thème du service civil avait perdu sa place prioritaire dans le SCI. Il admet cela dans un article du bulletin où il dit:

Le service civil repose traditionnellement sur le service volontaire. Par conséquent, le service civil est une partie importante, mais pas dominante du SCI suisse. Il conseille de ne plus mener des activités

---

<sup>315</sup> ANONYME: «Grosse Enttäuschung». In: *Service civil international* (n° 194) avril 1984, p. 1

<sup>316</sup> SEILER, H.: «Sollen wir die Armee abschaffen?». In: *service civil international* (n° 198) janvier 1985, p. 1

<sup>317</sup> BCDF SCI, 30234.1, Jahresversammlung du 23/24 février 1985

<sup>318</sup> KOMITEE: «Der SCI und die GSoA». In: *service civil international* (n° 203) janvier 1986, p. 6

<sup>319</sup> WIPFLI, Hanspeter: «Ein Land und seine Utopien». In: *service civil international* (n° 219) septembre 1989, p. 3

politiques pour l'introduction du service civil en Suisse, mais de continuer à supporter d'autres initiatives dans un sens qui essaye de répandre son image d'un service civil authentique.<sup>320</sup>

De même les volontaires viennent de moins en moins pour faire un service pour des raisons antimilitaristes. En 1990, après la votation pour une Suisse sans armée, la motivation antimilitariste des volontaires est montée encore à quinze pour cent, ce qui est beaucoup moins que durant d'autres années (Graphique 40). Alors ce but a aussi perdu sa valeur pour les volontaires, ce qui peut être compris par le fait que l'objection était de plus en plus acceptée par la société et même si elle n'était pas légale, il existaient certaines possibilités de s'en retirer, par exemple pour des raisons médicales. Cet esprit d'ouverture se manifestait aussi dans le Parlement qui a finalement accepté la modification de la loi militaire de la commission Barras pour un service de travail en 1990 (chapitre 4.2.2). Mais tandis que le Parlement, pour la première fois, soutenait une forme de service alternatif, le SCI décidait de ne plus regarder l'introduction du service civil comme but à tout prix. Les révisions Barras ne prévoyaient ni le libre choix entre service civil et service militaire ni la décriminalisation des objecteurs.<sup>321</sup> Donc, le SCI, de même que les organisations de conseil pour objecteurs, l'association des opposants et opposantes au service armé, le Conseil des Associations Suisses pour la paix et le Groupe pour une Suisse sans armée, ont refusé ce «semblant de réforme» et ont soutenu le referendum:

«La loi ne prévoit pas la décriminalisation des objecteurs, elle n'est qu'un leurre. Au lieu d'ouvrir la voie au service civil, elle ne prévoit qu'une sanction accrue pour tous les objecteurs.»

Comme le chapitre 4.2.2.2 l'a montré, la population a refusé ce référendum en 1991. Elle était alors en faveur du service de travail. Mais, comme c'était un service de travail pour certains cas spéciaux et ne pas un service civil, comme celui pratiqué dans la plupart des pays Européens, le Parlement a laissé voter le peuple Suisse sur l'introduction d'un service civil au lieu du service de travail une année après. Dans cette version de la loi, la durée prolongée était introduite et le jugement de la conscience était gardé, mais avec le compromis du jugement d'une commission civile et non pas d'un tribunal militaire. Cette fois-ci, le SCI a eu des attentes envers l'initiative mais dans son bulletin, il ne s'exprime jamais pour ou contre. Son engagement reste réticent, la publicité est inexistante et il ne suggère pas de positions aux membres.<sup>322</sup> Le peuple votait en faveur de cette loi.

Cette démarche montre, qu'à la fin, c'était le Parlement suisse qui a été responsable de l'introduction du service civil. Mais, il faut toujours considérer que l'élaboration de la loi était influencée par les travaux préparatoires du SCI, malgré que ses buts fondamentaux, le libre choix et la même durée,

---

<sup>320</sup> ZAUGG-STRICKLER, Peter: «SCI Zivildiensttagung». In: *service civil international* (n° 224) décembre 1990, p. 9

<sup>321</sup> KRADOLFER, Edi: «Strafe statt Zivildienst: Nein!» In: *service civil international* (n° 227) mai 1991, pp. 11-12



n'étaient pas réalisés. Dans la loi fédérale sur le service de remplacement du 6 octobre 1995 article 2, paragraphe 2, il est écrit que le service civil a des buts civils et qu'il est organisé hors de l'armée<sup>323</sup>; un but pour lequel le SCI a toujours lutté. Les domaines d'activités correspondent largement au service civil du SCI (domaine sociale et culturel, agriculture, aide aux régions sinistrées, aide au développement), de même un service à l'étranger est permis dans certains cas. Ainsi un pas vers l'internationalité est aussi réalisé.

On pourrait dire que dès que l'idée du service civil a été de plus en plus acceptée par le peuple, le SCI a augmenté ses demandes. Quand l'acceptation d'un service civil était encore loin, il luttait en sa faveur. Quand l'idée a fait son chemin, le SCI a insisté sur le libre choix. Mais, même s'il n'a pas pu imposer tout ses demandes, le service civil élaboré par le Parlement a introduit beaucoup de points des propositions du SCI.

#### **4.4 L'évolution des motivations antimilitaristes: la confiance croissante des volontaires**

Une partie des volontaires qui ont mentionné une motivation antimilitariste fait preuve d'un comportement antimilitariste dans sa vie. Leur nombre est bas, mais stable, et leur motivation ne change pas durant les années; ils considèrent le SCI comme une alternative volontaire au service militaire. L'autre partie est influencée par les actualités politiques et la motivation de ces volontaires varie considérablement. La motivation antimilitariste des volontaires du SCI est particulièrement élevée dans la deuxième moitié des années trente, durant la période de réarmement, et au milieu des années septante, quand le SCI organise un service alternatif modèle pour soutenir l'initiative populaire Munchenstein, ce qui attirera plusieurs objecteurs de conscience. Toutes les explications se réfèrent au graphique 40.

La première pétition soumise au Conseil national dans la période analysée a été déposée par Pierre Cérésole et ses amis en 1923, mais sa diffusion dans le public était très faible. Seule, l'influence personnelle du fondateur du SCI explique les motivations antimilitaristes qui étaient assez fortes à la fin des années vingt. Une aggravation de l'exécution du code pénal militaire en 1928 entraîna une diminution de la motivation antimilitariste des volontaires au début des années trente. Les années suivantes ont été marquées par une période de réarmement et la motivation antimilitariste des volontaires augmente de nouveau, en signe de protestation jusqu'au déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale.

---

<sup>322</sup> *service civil international* (n° 228) septembre 1991 à (n° 234) janvier 1993

<sup>323</sup> WINET (1998), p. 172

Pendant la mobilisation, le nombre d'objecteurs atteint son maximum, 47 hommes ont été condamnés en Suisse par un tribunal militaire en 1940. Cela ne se voit pas dans le graphique parce que pendant la guerre, les camps, et donc les rapports, étaient rares. Deux ans après la guerre, le conseiller national, André Oltramare, dépose une motion au Conseil fédéral, qui propose de remplacer la punition des objecteurs par un service. Mais, à cette époque, le Conseil national n'était pas encore sensibilisé à cette question.

Au début de la guerre froide, la nécessité de la défense nationale reste encore incontestée et les motivations antimilitaristes augmentent seulement lentement dans les années cinquante; sur le plan politique national, seul un conseiller national, Georges Borel, tente de lancer une motion en faveur de l'introduction d'un service civil, en 1955. Il est clair que cela ne pouvait pas encore mobiliser les volontaires.

En 1959, le SCI organisa un service en partie de travail, en partie d'étude. Son but était de renforcer et de concrétiser les idées sur le service alternatif qui aurait pu être présenté au Conseil fédéral. Cette nouvelle forme de service, ne fera pas augmenter les motivations antimilitaires, mais elle aidera à faire croître le nombre total des volontaires dans les années suivantes, les motivations cognitives ayant connu un essor dès cette période.

Dans les années soixante, le nombre d'objecteurs augmente fortement. C'est un signe de la vague antiautoritaire née dans cette période. Tandis que, dans les années quarante, environ dix hommes par an refusent d'accomplir leur service militaire, ce numéro passe à trente-cinq dans les années cinquante, à plus de cent dans la décennie suivante, et 545 à 1974. Cette augmentation s'explique au fait que l'accès au service sans armes et au service sanitaire était de plus en plus limité et l'exemption pour les hommes ayant des problèmes physiques ou médicaux comptait de moins en moins. Contrairement aux années trente, où l'aggravation de l'exécution du code pénal militaire avait mené à la diminution de la motivation antimilitariste, dans les années soixante, une politisation du mouvement a lieu. Cela signifie que l'Etat est devenu moins autoritaire. L'expression visible de cette politisation fut la fondation de la section suisse de l'Internationale des Résistants de la Guerre en 1963. Cette évolution se manifeste aussi dans les motivations des volontaires qui augmentent dans l'ensemble dans les années soixante. En 1967, la deuxième initiative parlementaire en faveur du service civil, lancée par le conseiller national Georges Borel, est refusée. Le SCI avait essayé de la soutenir avec des actions diverses et il avait organisé un service civil modèle pour en faire la proposition au Conseil fédéral. Ce dernier ne se manifeste pas dans les motivations des volontaires, ce qui peut être expliqué par le fait que les discussions au Parlement n'ont pas d'influence immédiate sur le peuple. Ce qui est plus remarquable, c'est que ce service alternatif modèle n'apparaît pas dans les motivations. Il est possible qu'à cette

époque, les objecteurs qui ont travaillé dans ce camp ne voulaient pas encore s'exposer en écrivant un article.

La même année que la motion Borel est refusée, le Parlement accepte une libéralisation dans le code pénal militaire qui met les objecteurs pour raisons éthiques sur le même pied d'égalité que les objecteurs pour raisons religieuses. Ils peuvent donc continuer leurs études où leur travail pendant la journée en passant la nuit en prison comme punition. C'est dès le mouvement de 1968 que la motivation antimilitariste augmente de manière significative en tant qu'expression d'une vie antiautoritaire, et donc antimilitariste.

En 1972, la première initiative populaire sur l'introduction d'un service civil de remplacement, connue comme initiative Munchenstein, est déposée. Au début, le SCI l'avait soutenue, et il présenta son idéal d'un service civil à la presse deux ans plus tard, suivi par un service modèle effectué en 1976. Cette année-là, les motivations antimilitaristes étaient particulièrement élevées, parce que les formulaires d'inscription pour ce service modèle purent être prises en considération. A cause du texte de l'initiative élaboré par le Parlement qui aurait favorisé les objecteurs pour raisons éthiques et religieuses par rapport aux objecteurs pour raisons politiques, le SCI se retournera, comme beaucoup d'autres organisations antimilitaristes, contre l'initiative avant la votation. Elle sera refusée par le peuple en 1977. Mais l'effet sur la motivation antimilitariste aura quand même été positif, parce que c'était la première fois que les Suisses étaient obligés de se préoccuper de la thématique des objecteurs.

La prochaine initiative, celle pour le service civil fondé sur la preuve par l'acte, était soumise à un vote en 1984. Le SCI l'a soutenue de manière financière et idéologique, ce qui se voit dans la motivation des volontaires qui était élevée dans les années précédentes et suivantes la votation. Son refus décevra les dirigeants du SCI et ils décideront de mettre moins d'énergie sur l'imposition d'un service civil en Suisse contrairement aux buts de la constitution du SCI.

La votation sur l'initiative pour une Suisse sans armée a lieu en décembre 1989 et, en conséquence, la motivation antimilitariste augmente de nouveau. La libéralisation dans le domaine des objecteurs de conscience a fait baisser les motivations antimilitaristes; moins on doit lutter pour un but, moins il inspire les volontaires de s'engager. Les propositions de la commission militaire Barras et l'introduction du service civil par une votation en 1991 ne peuvent plus être comparées avec les motivations, car celles-ci ont seulement été analysées jusqu'en 1990.

Les volontaires étaient influencés soit par la situation politique dominante, soit par une guerre, comme à la fin des années trente et dans la première moitié des années quarante, soit par des activités politiques, comme dès les années septante. De plus, les volontaires sont de moins en moins attirés par la lutte contre le militarisme dès les années septante parce que les sanctions pour les objecteurs sont

devenues moins fortes. Cela se manifeste dans la diminution du total des volontaires. L'augmentation du nombre des objecteurs en Suisse n'a donc pas provoqué une augmentation des volontaires dans le SCI, seuls certains volontaires ayant été justement faire un service civil au lieu d'un service militaire. Le SCI a seulement su influencer ses volontaires en organisant un camp spécialement pour les objecteurs sous forme d'un service alternatif modèle.

Vice versa, le SCI a été influencé par les volontaires: on peut remarquer que la condition «discipline» a été de moins en moins demandée jusque dans les années soixante. Cela était une influence venant des volontaires, qui ne se laissaient plus imposer de telles conditions à l'époque de l'antiautoritarisme.

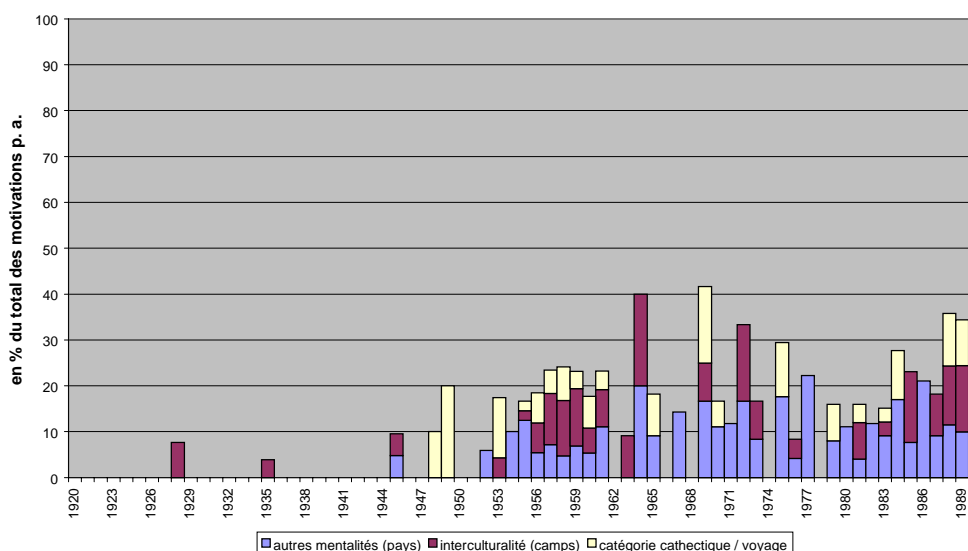
Les dirigeants du SCI ont toujours considéré cette lutte de manière plus importante que les volontaires. Mais, après le refus de l'initiative sur la preuve par l'acte, ils ont réduit leur engagement pour un service civil et dans l'introduction du service civil en Suisse en 1992, ils ont seulement encore joué un rôle passif et laissé diminuer l'importance du but antimilitariste.

## 5. Les motivations des loisirs

### 5.1 Vue d'ensemble

Les motivations particulières relatives à l'aspect «loisir» vont être discutées dans ce chapitre. Celles qui concernent l'expérience interculturelle sont particulièrement nombreuses: «l'interculturalité dans le camp» a été nommée 151 fois, les «autres mentalités dans les pays étrangers» également (Graphique 11). Les motivations de la catégorie «cathectique / voyage» apparaissent 113 fois. Elles contiennent le «voyage», la «curiosité», «l'aventure», «partir», «ne pas être touriste» et «vacances judicieuses». D'autres motivations particulières en dehors de cette catégorie mais quand même liées aux loisirs vont aussi être examinées de près: «L'expérience collective», avec 129 citations, jouait un rôle considérable; un peu moins le vœux «d'être utile», avec 79 nominations, et l'intention de «travailler avec ses mains et travailler dur», avec 58 mentions. La dernière motivation est très faible, mais elle sera utile comme illustration d'une motivation opposée au loisir, et donc incluse dans ce chapitre.

Voici l'évolution de la motivation «expérience interculturelle» et catégorie de la motivation «cathectique / voyage» de 1920 à 1990 (Graphique 41):



	Points extrêmes: «expérience interculturelle / voyage»
1920-1945	0-10%
1946-1968	0-40% (20)
1969-1990	0-41% (35)
tendance	↑
point culminant	1988-1989

**Graphique 5**, Evolution des motivations «expérience interculturelle» et de la catégorie de la motivation «cathectique / voyage»

Les indications entre parenthèses représentent les années significatives (1955 à 1961 et 1988 à 1989).

Cette motivation a augmenté constamment durant la période analysée et elle n'était presque pas présente avant la Deuxième Guerre mondiale. Le but du chapitre 5 consistera surtout à expliquer le graphique 41, et ce par le désir croissant de voyager et d'apprendre à connaître des gens d'autres mentalités et cultures. Les deux motivations particulières «interculturalité dans le camp» et «autres mentalités dans les pays étrangers» sont responsables de l'augmentation de l'idéaltype des motivations cognitives (chapitre 2.3 et graphique 36).

Moins de changements ont pu être observés dans l'évolution de la motivation suivante.

Voici l'évolution de la motivation «expérience collective» 1920 à 1990 (Graphique 44):

	Points extrêmes: «expérience collective»
1920-1945	0-40%
1946-1968	0-20% (10)
1969-1990	0-21% (7)
tendance	↘→
point culminant	1936-1939

**Graphique 6**, Evolution de la motivation «expérience collective»

Les indications entre parenthèses représentent les années significatives (1955 à 1961 et 1988 à 1989).

Après une période plus forte dans les années trente, la motivation d'avoir une expérience collective a diminué légèrement, mais elle a été présente d'une manière très régulière durant toute la période analysée. Comme peu de changements ont pu être observés, on peut conclure que cette expérience était un motif constant indépendant des événements extérieurs. Cette motivation ne va pas être traitée dans un chapitre propre.

Voici l'évolution de la motivation «être utile» (Graphique 43):

	Points extrêmes: «être utile»
1920-1945	0-5%
1946-1968	0-32% (5)
1969-1990	0-12% (5)
tendance	↗→
point culminant	1966

**Graphique 7**, Evolution de la motivation «être utile»

Les indications entre parenthèses représentent les années significatives (1955 à 1961 et 1988 à 1989).

Avec l'analyse de la motivation «être utile» se manifeste un problème similaire à celle de «l'expérience collective»: les variations sont minimales. Ce qui est intéressant, c'est qu'elle apparaît dans les années cinquante, ce qui sera traité dans le chapitre 5.2.1.

Voici l'évolution des motivations «travailler avec les mains et travailler dur» (Graphique 42):

	Points extrêmes: «travailler avec les mains et travailler dur»
1920-1945	0-8%
1946-1968	0-20% (5)
1969-1990	0-5% (5)
tendance	↗↘
point culminant	1962-1965

**Graphique 8**, Evolution de la motivation «travailler avec les mains et travailler dur»

Les indications entre parenthèses représentent les années significatives (1955 à 1961 et 1988 à 1989).

Une évolution peut être observée dans la motivation «travailler avec les mains et travailler dur»; elle apparaît surtout dans les années cinquante et au début des années soixante, ce qui correspond à la période de transition entre le service civil vécu comme un service et le service civil devenant plutôt un moyen de voyager (chapitre 5.2.2).

Les chapitres suivants vont discuter de l'aspect du loisir dans le désir d'être un volontaire du SCI. Le chapitre 5.2 analysera l'évolution du travail salarié en Suisse pour mieux comprendre l'essor des loisirs. L'émergence du temps libre et l'essor du tourisme ont lancé un défi fondamental au SCI; craignant de devenir une agence de tourisme alternative, il s'est battu pour rester un mouvement avec un message plus profond (chapitre 5.3). Le chapitre 5.4 discutera de la motivation des volontaires entre «voyager pour travailler» et «travailler pour voyager».

## 5.2 Les volontaires profitent des loisirs

L'émergence des loisirs au XX<sup>e</sup> siècle en Suisse est étroitement liée au développement du travail salarié. Le fait que les gens puissent disposer de plus de temps libre était dû à la transformation de la relation entre employeurs et partenaires sociaux et à l'évolution du système de sécurité sociale. Les activités de loisirs qui sont les plus importantes pour le SCI sont le voyage et la rencontre interculturelle.

Ce chapitre va donc traiter l'évolution du système de sécurité sociale et la baisse des heures hebdomadaires de travail (chapitre 5.2.1), le développement du temps libre (chapitre 5.2.2) et l'émergence du tourisme de masse au XX<sup>e</sup> siècle (chapitre 5.2.3) en les mettant en relation avec les motivations des volontaires.

### 5.2.1 L'évolution du système de sécurité sociale et de la durée de travail hebdomadaire en Suisse

En comparant la société suisse des dernières décennies avec celle des époques précédentes, on constate une énorme hausse de la prospérité matérielle. Il était rare que les gens de presque tous les niveaux sociaux aient un revenu, du temps libre et la possibilité de se déplacer et d'organiser leur vie de la manière qui leur plaisait.<sup>324</sup> Ces acquis sociaux sont apparus grâce à la sécurité sociale encore très rudimentaire à la fin de la Deuxième Guerre mondiale: la plupart des ouvriers dans l'industrie et dans les entreprises commerciales bénéficiaient d'une assurance-accident obligatoire, mais seulement la moitié environ de la population était assurée auprès de plusieurs caisses-maladie subventionnées par l'Etat. La situation des assurances-chômage était similaire. Les travailleurs du secteur public avaient des caisses de retraite, tandis que les travailleurs du secteur privé n'en profitaient que rarement. Peu de cantons connaissaient des assurances-vieillesse obligatoires. Des allocations familiales n'étaient octroyées qu'en Suisse Romande.<sup>325</sup>

Tandis que les négligences au niveau de l'AVS finirent à être compensées en 1947, les caisses-maladies ne deviennent obligatoires qu'en 1996. Mais, durant les années soixante, le nombre d'assurés augmentait déjà à quatre-vingt-dix pour cent à cause des décrets cantonaux et des conventions collectives.<sup>326</sup> C'est à cause de la haute conjoncture des trente glorieuses que l'assurance-chômage fut négligée jusqu'à la crise économique de 1973. A défaut d'affiliation obligatoire, un cinquième seulement des employés était assuré. Jusqu'en 1976, l'assurance-chômage était rendue obligatoire et

---

<sup>324</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), p. 869

<sup>325</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), pp. 871-872

<sup>326</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), p. 874



financée sur la base d'un pourcentage du salaire.<sup>327</sup> L'assurance-accident a atteint le statut obligatoire pour tous les employés en 1981.<sup>328</sup>

L'évolution du monde du travail n'a pas été seulement influencée par l'intervention de l'Etat, mais aussi par les organisations syndicales. Une nouvelle forme de résolution d'un conflit a émergé en 1937 avec l'accord de paix du travail dans l'industrie mécanique et métallurgique. Là, le processus de négociation a remplacé la lutte des classes et ce changement a lié les syndicats et les organisations patronales comme partenaires sociaux. Au cœur de la politique du travail, il y avait les conventions collectives. Dès 1944, l'Etat et les cantons ont pu rendre obligatoire une convention collective et, à cause de cette effectivité, leur nombre a rapidement augmenté.<sup>329</sup> Elles ont contribué surtout au règlement de la durée du travail hebdomadaire.

En Allemagne, le travail hebdomadaire en 1850 durait huitant-cinq heures<sup>330</sup> et il est probable qu'en Suisse les conditions étaient similaires. En 1891, la journée de travail dans l'industrie des machines était réduite à dix heures.<sup>331</sup> En 1919, la durée du travail dans les usines suisses a été limitée à quarante-huit heures par semaine, comme résultat de la grève générale<sup>332</sup>, et en 1964, le Parlement a approuvé les quarante-cinq heures maximales par semaine pour les entreprises commerciales et les services.<sup>333</sup> Dès les années soixante, plus d'employés du secteur industriel ont été mis au chômage que le secteur des services n'a pu en absorber; ainsi la réduction du temps de travail a engendré une création d'emplois. D'autres raisons pour cette baisse résident notamment dans la hausse des exigences physiques et psychiques, ce qui a poussé à une augmentation du temps de repos.

Avec la diminution des heures de travail, l'importance socio-politique du temps libre a connu un essor. Avoir du temps libre est devenu un signe d'avancement professionnel et de progrès personnel pour les employés. Et, finalement, le mouvement alternatif des années septante a abouti à un changement de valeurs concernant le travail et le temps libre (chapitre 5.2.2).<sup>334</sup> Deux initiatives pour une nouvelle réduction de la durée du travail hebdomadaire en 1977<sup>335</sup> et en 1988<sup>336</sup> ont échoué, mais elles ont quand-même apporté des règlements de quarante-deux heures, introduits volontairement par une

---

<sup>327</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), p. 886

<sup>328</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), p. 875

<sup>329</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), p. 876

<sup>330</sup> DAUMENLANG, Konrad; DREESMANN, Helmut: «Arbeit und Freizeit». In: ROTH (1989), p. 142

<sup>331</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), p. 1002

<sup>332</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), p. 769

<sup>333</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), p. 877

<sup>334</sup> DAUMENLANG, Konrad; DREESMANN, Helmut: «Arbeit und Freizeit». In: ROTH (1989), pp. 143-144

<sup>335</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), p. 885

<sup>336</sup> page d'accueil de l'administration fédérale, <http://www.admin.ch/ch/d/pore/vi/vishort.html>

grande partie des entreprises industrielles, administratives et techniques dans les contrats individuels ou dans les conventions collectives.

Au niveau des salaires, les syndicats ont eu du succès; même si les heures de travail ont diminué, ils ont imposé l'augmentation des salaires à long terme, même en tenant compte de la dévaluation de la monnaie.<sup>337</sup> Les gens ont alors profité du temps libre et de la hausse des salaires en menant des activités de loisirs de plus en plus diverses. Cela ne veut pas dire que le travail a perdu son importance culturelle, il a plutôt perdu son rôle d'ancre central et unique de la société.<sup>338</sup> Cette évolution se manifeste aussi dans la motivation «être utile» des volontaires du SCI (Graphique 43); avant 1950, elle n'apparaît que deux fois avec seulement cinq pour cent. Mais, quand le système de sécurité sociale est devenu plus fiable et que les heures de travail ont diminué, le sentiment de se sentir utile est devenu plus fréquent:

«Ich schaue nun für eine Arbeit, die mich wirklich befriedigen könnte, wo ich im Stande wäre, Menschen in unterentwickelten Ländern zu helfen, ein besseres Leben zu führen und gegen den Hunger zu kämpfen.»<sup>339</sup>

«aider personnes défavorisées vivant surtout à l'étranger. [...] me rendre utile [...] acquérir une nouvelle expérience [...] tâches que je ne fais pas d'habitude.»<sup>340</sup>

La motivation «être utile» manque seulement pendant les années durant lesquelles le nombre de sources est peu élevé.

Le chapitre prochain mettra l'accent sur l'évolution des loisirs et le changement correspondant des mentalités.

### 5.2.2 L'essor du temps libre et des loisirs

Le mot «loisir» existe seulement depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Pendant la lutte pour une réduction de la durée de travail hebdomadaire (5.2.1), il était utilisé dans les discussions socio-politiques. Il est apparu comme mot du vocabulaire journalier dans les années cinquante et soixante, avec l'essor économique.<sup>341</sup> Durant cette période, les valeurs de l'identité personnelle se sont éloignées de celles du travail et se sont plutôt concentrées sur celles de la sphère privée, comme les recherches de Marlis Buchner et de Manuel Eisner le montrent dans leur étude *Arbeit und Identität – Von der Notgemeinschaft zur Wahlverwandtschaft*. Pour obtenir leur résultats, ils ont analysé un sondage de

---

<sup>337</sup> COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE (1986), p. 877

<sup>338</sup> BUCHMANN; EISNER (1998), p. 122

<sup>339</sup> BCDF SCI, 30236.1, WÜTHRICH, Hans: «Durch eine Anfrage ...» du 19 avril 1966

<sup>340</sup> BCDF SCI, 30248, «Volunteers Exchange Form» du 20 mai 1988

<sup>341</sup> SPESCHA (1987), p. 123

7700 annonces de mariage parues entre 1900 et 1996 dans le *Tages-Anzeiger* et la *Neue Zürcher Zeitung*.<sup>342</sup>

D'après eux, c'est au début des années soixante que l'ébauche d'une césure socio-culturelle est devenu visible; elle a marqué la rupture entre l'identité idéale personnelle qui se concentrait sur le travail et une autre, qui diminuait l'accent porté sur le travail au profit des loisirs. Dans la première période, l'idéal personnel s'est concentré sur le travail et sur des vertus comme la diligence, la modestie, l'obéissance, la conscience du devoir, la ponctualité, la discipline, l'esprit d'ordre et la précision dans le travail manuel. Dans la deuxième période, le bonheur personnel et le sens de la vie sont moins recherchés dans le travail et les qualités sont définies de manière culturelle: par l'authenticité, l'autonomie, l'émancipation, la flexibilité, l'exécution d'informations complexes et la sensibilité. Ainsi, la notion d'identité personnelle s'est-elle distanciée de celle du travail dans les années soixante, au moment où la société du travail s'était transformée en société des loisirs.<sup>343</sup> D'après l'étude de Marlis Buchner et de Manuel Eisner, c'est en 1967 que les descriptions sur les intérêts en matière de loisirs ont dépassé les descriptions professionnelles dans les annonces de mariage.<sup>344</sup> Mais, déjà, dès 1952, les loisirs avaient connu un essor marquant.

En comparant ces résultats avec l'évolution de la motivation «travailler dur et travailler avec les mains» (Graphique 42) on est étonné que cette dernière apparaisse surtout dans les années cinquante et soixante, et pas toujours jusqu'à cette période. Elle se manifeste par les expressions suivantes:

«énergie physique à dépenser»<sup>345</sup>

«Erstens tritt für eine gewisse Zeit die körperliche Arbeit an die Stelle der geistigen; zweitens sind wir eine geraume Zeit fern von dem leider so einflussvollen materiellen Denken.»<sup>346</sup>

Il est probable que dans la période où travailler dur était encore une vertu universelle, il n'était pas important de le faire ressortir. C'est dans la période de transition où les volontaires ont prévu le changement et senti l'importance croissante qu'avaient les loisirs que travailler dur est devenu une vertu qu'il fallait entretenir et manifester.

---

<sup>342</sup> BUCHMANN; EISNER (1998), p. 119

<sup>343</sup> BUCHMANN; EISNER (1998), pp. 112, 117 et 129

<sup>344</sup> BUCHMANN; EISNER (1998), p. 120

<sup>345</sup> BCDF SCI, 30252, Mapped 2, «Der/die Unterzeichnete meldet sich an» du 26 mai 1956

<sup>346</sup> W.L.: «Zum ersten Mal». In: *Bulletin* (n° 72) novembre 1964, p. 3

### 5.2.3 Le tourisme de masse au XX<sup>e</sup> siècle fascine les volontaires

Comme les thèmes du loisir dominants pour les volontaires du SCI étaient le voyage et l'expérience interculturelle, il vaut la peine de jeter un coup d'œil sur l'évolution du tourisme de masse en Suisse.

Le désir de voyager a été nourri par l'industrie touristique. Celle-ci a émergé dès 1850 en Suisse et l'hôtellerie est devenue une branche importante de l'industrie nationale. Mais, la saison était alors réduite à l'été, ce qui maintenait les prix élevés, et le tourisme n'était qu'un loisir pour des privilégiés. L'industrie suisse a résolu ce problème en attirant plus de touristes et en les gardant plus longtemps. Le tourisme d'hiver s'est développé rapidement, mais son succès de masse ne s'est pas manifesté avant 1920. Comme le nombre de touristes augmentait constamment, de plus en plus de personnes y trouvaient un emploi. En 1912, 43 000 personnes travaillaient dans la branche et 12 000 hôtels et pensions étaient ouverts. Entre les deux guerres, le tourisme ne s'est pratiquement pas développé. Mais, l'introduction des congés payés et la motorisation croissante ont permis à une part de plus en plus grande du peuple suisse de voyager dans le pays et vers d'autres destinations connues, tandis que les clients plus fortunés s'en allaient vers des régions exotiques.<sup>347</sup>

En 1948 et 1949, la motivation «voyager» apparaît pour la première fois (Graphique 41). Cela montre le besoin de se rattrapper parce que voyager n'étant guère possible pendant la guerre. Après la Deuxième Guerre mondiale, le tourisme de masse triompha, surtout entre 1960 et 1975.<sup>348</sup> Aussi, les volontaires du SCI étaient-ils fascinés par ce dernier. Dès les années cinquante, le tourisme est devenu un motif de plus en plus dominant, ce qui a posé des problèmes pour le SCI qui ne voulait pas être une agence de tourisme alternative (chapitre 5.3.2.2). Avant 1966, l'interculturalité dans le camp était le motif prédominant entre les trois motivations de «l'expérience interculturelle et du voyage» (Graphique 41). Les volontaires disaient «j'aimerais faire un camp du SCI pour:

sortir de moi-même, aider, connaître des gens de différentes «classes sociales», variétés de cultures, le travail d'équipe»<sup>349</sup>

«rencontrer d'autres volontaires de pays différents et connaître d'autres mouvements et associations qui œuvrent pour la paix.»<sup>350</sup>

Après 1966, «l'interculturalité dans le camp» diminuait tandis que la «rencontre avec d'autres mentalités dans les pays étrangers» devenait la raison principale (Graphique 41), voyager n'étant devenu plus facile et habituel:

---

<sup>347</sup> BERGIER (1990), pp. 319-323

<sup>348</sup> BERGIER (1990), p. 323

<sup>349</sup> BCDF SCI, 30252, Mappe 1, «Der/die Unterzeichnete meldet sich an» du 11 juillet 1957

<sup>350</sup> BCDF SCI, 30248, «Volunteers Exchange Form» du 2 juin 1988

«I long to being able to see the problems of development from nearer. [...] After having been for twelve years at school I want to travel, to discover people and countries. But I want to do it in the most active way as possible, I don't want only to look at people working, starving, but I want to work with them, to share their conditions.»<sup>351</sup>

«Es war das erste Mal, dass ich meine Füße auf osteuropäischen Boden setzte. Viel hatte ich schon über dieses Land Polen gelesen und gehört und doch wusste ich eigentlich nichts.»<sup>352</sup>

La motivation de voyager était souvent exprimée comme intérêt dans la rencontre interculturelle, mais parfois elle était aussi exprimée pour elle-même:

«Einstimmig kamen wir zur Lösung, dass die Idee, uns hier zur Arbeit zu versammeln, insofern glänzend ist, als doch die Lappen mit ihrer fremden Sprache und Art und die so eindrücklichen Weiten Lapplands kaum wirklicher erfasst werden können, und dass bei Arbeit und Härte dieses einfachen Lebens jegliche Nationalität verwischt wird. Für den reiselustigen und aufmerksamen Beobachter ist das ein einmaliges Erlebnis.»<sup>353</sup>

Dès 1975, le revenu de l'industrie touristique a légèrement reculé (Graphique 9 dessous), ce qui peut s'expliquer par la baisse de la conjoncture.<sup>354</sup> Les motifs touristiques des volontaires ont également diminué dans la deuxième moitié des années septante, pendant la récession, mais comme les volontaires ont compris que le SCI offrait un moyen de tourisme alternatif et bon marché, le motif «voyager» a vite repris son essor dès 1977 et n'a cessé à augmenter (Graphique 41).

Voici l'évolution de l'équipement, des dépenses et du revenu du tourisme en Suisse entre 1960 et 1988:

	1960	1970	1975	1980	1988
Nombre de lits	210 609	262 737	283 338	279 080	272 257
Nombre de nuitées (en milliers)	28 195	35 656	33 579	35 716	33 424
dont des étrangers (en milliers)	15 978	21 359	19 357	20 341	19 101
Balance active des dépenses et du revenu du tourisme (en millions de francs suisses)	940	1060	2510	2010	1585

**Graphique 9**, Bilan du tourisme de 1960 à 1988<sup>355</sup>

---

<sup>351</sup> BCDF SCI, 30236.1, PORTMANN, Jean-Luc: «Dear Friend» du 26 novembre 1978

<sup>352</sup> CAVALLI, Rolf: «Inflation und Solidarnosc». In: *service civil international* (n° 220) décembre 1989, pp. 4-5

<sup>353</sup> ANONYME: «Bei den Lappen von Kajtum». In: *Bulletin* (n° 73) février 1965, p. 7

<sup>354</sup> BERGIER (1990), p. 323

<sup>355</sup> BERGIER (1990), p. 323

Les chapitres suivants vont mettre en évidence les buts et les conditions exigées par le SCI à propos du travail volontaire et des loisirs (chapitre 5.3.1), montrer comment il a réagi à la fascination des volontaires face au tourisme (chapitre 5.3.2) et pourquoi les volontaires ne se sont pas alignés sur les buts plus profonds du SCI (chapitre 5.4).

### 5.3 Le SCI et le travail volontaire

#### 5.3.1 Le SCI adapte ses buts et ses conditions aux demandes des volontaires

##### 5.3.1.1 Les buts du SCI concernant les loisirs: vers la crainte d'être une agence de voyage

Dans sa constitution (Graphique 28), le SCI a toujours gardé comme but d'être un service volontaire, ce qui signifie que les travailleurs seront rémunérés au pair, mais qu'ils ne seront pas payés. Deux autres buts, «répandre un esprit de service civil» et «promouvoir la camaraderie» étaient abandonnés dans la constitution de 1975, tandis qu'ils étaient considérés comme importants dans toutes les constitutions précédentes.

Dans les buts des compte rendus annuels et des articles sur les assemblées générales, «l'esprit de service civil» apparaît de manière irrégulière (Graphique 31). En 1944, cet esprit était considéré comme partie naturelle de l'expérience du camp: «L'important c'est de servir un esprit; [...]»<sup>356</sup>. Mais, vingt ans plus tard, les organisateurs ont pris conscience qu'il fallait enseigner cet état d'esprit aux volontaires durant le camp:

«Die Freiwilligen kommen wegen der Arbeit, die sie lockt, deren Sinn sie einsehen. Der neue Geist muss an sie erst herangetragen werden.»<sup>357</sup>

A côté de la constitution, le but de rendre un service volontaire apparaît aussi dans les rapports des assemblées générales et les compte rendus annuels dès 1935 (Graphique 31). Le changement qui a eu lieu est le suivant: avant la Deuxième Guerre mondiale, un service volontaire global était demandé, donc les gens n'assistaient pas seulement aux camps, mais offraient aussi des objets ou des moyens financiers. Des camps pour les volontaires de sexe féminin ont été organisés spécialement, par exemple, afin de tricoter des chaussettes pour les enfants pendant la guerre d'Espagne.<sup>358</sup> Dès les années cinquante, le service volontaire s'est réduit uniquement au service de travail dans le camp.

---

<sup>356</sup> BCDF SCI, 30201.2, MONASTIER, Hélène: Rapport annuel du 20 février 1944

<sup>357</sup> BCDF SCI, 30208.2, Jahresbericht du 5 février 1966

<sup>358</sup> BCDF SCI, 30201.1, Hilfsaktion für Kriegsgeschädigte du 4 décembre 1944

Le but «camaraderie» était constant jusqu'aux années septante; il a disparu ensuite (Graphique 29). Peut-être l'organisation pensait-elle que, à une époque où les gens se voyaient de plus en plus individualistes, la camaraderie apparaissait comme un but démodé et moins désirable. Toutefois, le graphique 44 montre que l'expérience collective était toujours actuelle comme motivation dans les années huitante.

Le but «internationalité» était omniprésent et ne donnait rien à craindre, contrairement au but «pas devenir une agence de voyage alternative» (Graphique 30). Ce dernier a émergé dans les années cinquante même s'il a été mentionné de temps en temps auparavant (chapitre 5.3.2.2) et il est resté ensuite une préoccupation sincère.

«Sicher ist, dass wir keine Ferienlager durchführen wollen, und dass wir bei der Auswahl der Lager mit den Gemeinden ganz genau über das Ziel unseres Einsatzes sprechen müssen. Dies wird vor allem im neuen Jahr zur Folge haben, dass das Jahresprogramm stark reduziert wird.»<sup>359</sup>

### 5.3.1.2 Les conditions exigées des volontaires: du classement au libre choix

Il était clair que le SCI demandait aux gens intéressés d'effectuer un service volontaire (Graphique 34). Après 1970, cette condition disparaît, probablement parce que le SCI était assez connu et qu'il n'était plus nécessaire de mettre l'accent là-dessus.

«Les volontaires ne toucheront aucun salaire quelconque, mais la subsistance, le logement et les outils leur seront fournis gratuitement. [...] Personne ne doit s'annoncer par simple goût d'aventures ou sans le ferme désir de servir dans des conditions mêmes pénibles. Sauf cette réserve, notre appel s'adresse à chacun, sans distinction de nationalité, confessions, partis ou opinions quelconques. Pour tous ceux qui y mettront leur cœur, ce travail sera la source de joies supérieures et de reconfortantes expériences.»<sup>360</sup>

Pendant longtemps, jusqu'au début des années soixante, une différenciation a été faite entre les volontaires féminins et masculins (Graphique 32). Les femmes étaient appelées «sœurs», d'après une tradition des quakers; elles ne travaillaient pas sur les chantiers, mais elles soutenaient les hommes en se chargeant du ménage et d'une bonne ambiance (Graphique 33).

«Die Gestaltung der Freizeit in einem Dienst ist ausserordentlich wichtig und hängt zum grossen Teil von dem Wesen und der inneren Haltung der Schwestern ab. So wie eine Mutter die Gemeinschaft in einer Familie froh und glücklich zu gestalten vermag, so liegt es auch zum grössten Teil an den Zivildienst-Schwestern, die Gemeinschaft und somit auch die Freizeit eines Dienstes zu gestalten.»<sup>361</sup>

La condition de «sœur» a disparu avec l'émancipation progressive des femmes dans les années soixante (Graphique 32), lorsqu'elles ont commencé à faire le même travail que les hommes dans les camps (chapitre 5.3.2.3).

---

<sup>359</sup> DOMEISEN, Walter: «Jahresbericht des Präsidenten». In: *Service Civil International* (n° 93) février 1970, p. 3

<sup>360</sup> BCDF SCI, 30201, Appel aux hommes de bonne volonté, en Suisse et à l'étranger! du mois de décembre 1927

Les volontaires n'ont pas toujours eu un libre choix du camp et du pays dans lequel ils voulaient aller. Du temps où le fondateur Pierre Cérésolle vivait encore, avant 1945, le formulaire d'inscription était plutôt un questionnaire:

«Êtes-vous prêts à marcher pour un service de secours à organiser éventuellement même à l'étranger? Dans quel délai seriez-vous prêts à partir, et pour combien de temps pouvez-vous vous engager? De quelles expériences et connaissances professionnelles ou linguistiques disposez-vous?»<sup>362</sup>

Suivant les réponses fournies, ils étaient placés dans un camp dans lequel leurs connaissances étaient requises. Durant et après la Seconde Guerre mondiale, les restrictions concernant les voyages ont mené le SCI à introduire la «home rule», ce qui signifie qu'un volontaire devait effectuer son premier service en Suisse. Dans les années cinquante, quand le SCI a voulu se répandre et que les volontaires n'étaient plus prêts à aller n'importe où, cette restriction est devenue de moins en moins respectée et le choix est devenu libre. Néanmoins, la proportion des volontaires qui restaient en Suisse et ceux qui partaient à l'étranger est restée stable (Graphique 18): parce que même si le choix était libre, le nombre de camps n'avait pas changé et quelques volontaires qui auraient aimé aller à l'étranger, ont quand-même dû faire un camp en Suisse. C'est en 1970 que le SCI a réintroduit la «home rule», parce qu'il craignait qu'un grand nombre de volontaires veuillent seulement voyager sans s'intéresser aux buts de l'organisation pacifiste.<sup>363</sup>

«Der Schweizer Zweig hat die «Home rule» wieder eingeführt: jeder neue Freiwillige muss an einem Schweizer Dienst teilnehmen, bevor er zu einem Auslandsdienst zugelassen wird, was bezwecken soll, dass man den Dienst um des Dienstes willen tut, nicht um in ein fremdes Land zu kommen.»<sup>364</sup>

Cette mesure a fait baisser le nombre de volontaires qui sont allés à l'étranger (Graphique 18) et a, en même temps, conduit à une diminution du total des volontaires (Graphique 16). La «home rule» fut ensuite abandonnée en faveur de la règle suivante: ceux qui voulaient faire un camp dans un autre continent devaient faire un premier camp en Europe.

Dès 1960, la «motivation intellectuelle» (Graphique 34) apparaît souvent, parce que les camps d'étude ont demandé un intérêt cognitif. Une décennie plus tard, la «motivation d'apprentissage» se présente aussi souvent (Graphique 32), par exemple dans les descriptions sur les camps:

Arbeits- und Studienlager über die Gewaltlosigkeit<sup>365</sup>

---

<sup>361</sup> BCDF SCI, 30202.1, Richtlinien für Zivildienstschwestern du mars 1947

<sup>362</sup> OLGATI, Rodolfo: «Questionnaire et appel». In: *Le Service Civil* (n° 16) 8 octobre 1939, p. 81

<sup>363</sup> KRUECKENBERG, Gerhard: «Internationale Sekretärentagung in Stans». In: *Le Service Civil* (n° 63) juin 1954, p. 3

<sup>364</sup> PERRINJAQUET, Jean-Claude: «Eine wichtige Aufgabe!» In: *Service Civil International* (n° 98) décembre 1970, p. 2

<sup>365</sup> ANONYME: «Mitteilungen». In: *Service Civil International* (n° 87) mars 1969, p. 8



Interesse und Engagement für die Problematik der Dritten Welt<sup>366</sup>

Dans ce sens, les volontaires ont influencé le SCI, parce que, dans le graphique sur les idéauxtypes des motivations (Graphique 36), on voit que les motivations cognitives ont augmenté dès les années cinquante. Il était sage de la part du SCI d'offrir ces camps d'étude pour nourrir la demande.

### 5.3.2 L'attitude du SCI envers le travail volontaire et le voyage

#### 5.3.2.1 Le SCI et les volontaires: quantité ou qualité?

L'évolution du SCI est étroitement liée au passage de la société du travail à la société des loisirs (chapitre 5.2.2), ce qui a mené à l'élargissement des possibilités de se divertir, et donc, à une forte concurrence pour le SCI. A l'assemblée générale de 1962, l'ancien secrétaire du SCI, Hansjörg Braunschweig, exprimait ce changement avec les mots suivants: dans les années vingt, l'idée du service de travail en dehors du travail régulier était nouvelle et les gens n'étaient pas habitués à aller en vacances chaque année. Quarante ans après, beaucoup de possibilités existent pour s'engager dans une organisation de jeunesse, faire l'expérience de la communauté, rencontrer des gens venant de l'étranger et accomplir un service volontaire.

«Rein äusserlich war im Jahre 1920 die Idee des Arbeitsdienstes ganz neu und mit ihr überhaupt die Idee des Arbeitsdienstes ausserhalb des Berufes. Es war noch nicht selbstverständlich, mindestens einmal im Jahr Ferien zu verbringen, Reisen zu planen und zu unternehmen. Die enge Verbundenheit mit der Natur, die ein Zivildienst im allgemeinen mit sich bringt, war unbekannt. Wenn wir diese Situation mit derjenigen unserer Freiwilligen vergleichen, so stellen wir fest, dass viele von ihnen einmal einer Jugendorganisation angehört haben und dort oder anderswo das Erlebnis der Gemeinschaft hatten. Auch andere unserer Ideen wurden dort in ähnlicher Weise realisiert. Ohne Zivildienst reist man ins nahe und ferne Ausland, arbeitet freiwillige da und dort mit, begegnet man Ausländern und pflegt Freundschaften mit andersdenkenden Menschen.»<sup>367</sup>

Le premier changement, en réaction à cette nouvelle concurrence, a été d'accepter un plus grand nombre de volontaires pour les camps, tandis qu'au début, le SCI, avait cherché des volontaires pionniers qu'il avait examinés de très près pour décider s'ils étaient aptes à servir.

«Convaincus que nous devons employer tous les volontaires qui s'offraient pour un chantier, nous avons ouvert un chantier à la fin du printemps déjà à Neukirch sur la Thur.»<sup>368</sup>

Dans les années jusqu'à 1969, le total des volontaires a été multiplié (Graphique 16). Mais, à long terme, le SCI dut constater que la motivation et l'initiative des volontaires avait diminué. Les

---

<sup>366</sup> ANONYME: «Dienste in Afrika und Asien 1990». In: *service civil international* (n° 221) février 1990, p. 11

<sup>367</sup> BCDF SCI, 30206.1, BRAUNSCHWEIG, Hansjörg: Die Zukunft des Internationalen Zivildienstes du 10 mars 1962

directeurs de camp remarquent une attitude de consommation croissante, trop de volontaires qui ne sont pas assez mûrs et un intérêt général qui diminuait.<sup>369</sup>

Les chapitres suivants vont étudier les impacts qu'a eu la transition de la société du travail à la société des loisirs sur le SCI. Durant cette phase de réorientation, ce dernier a dû réagir à sa catégorisation comme agence de voyage alternative (chapitre 5.3.2.2); en même temps, son idéologie envers le travail volontaire a changé (chapitre 5.3.2.3) et il a actualisé ses services de courte durée (chapitre 5.3.2.4).

### 5.3.2.2 Le SCI et son attitude ambiguë envers le voyage

En 1938, un appel lancé aux directeurs de camps recherchait explicitement des volontaires pour qui le service civil soit plus qu'une simple occupation de vacances.<sup>370</sup> Cela montre que la perception du service civil comme activité de loisir était déjà répandue. Mais, même dans cette période où le SCI trouvait difficile d'organiser des services civils en Suisse parce que le chômage et la concurrence croissante limitait le nombre des personnes intéressées<sup>371</sup>, il n'aurait pas osé contredire ses buts en faisant la promotion de ses camps comme activités de loisir. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, voyager était très difficile et peu souhaitable, mais cela a renforcé chez bon nombre de jeunes le désir de voyager dans les années suivantes (Graphique 41). Cela a aussi mené à une hausse du nombre de volontaires (Graphique 16). Dans les années cinquante, phase au cours de laquelle le SCI a désiré se répandre (Graphique 29), il a donc commencé à faire la promotion de ses camps comme activités d'aventure:

«Arbeiter, Kaufleute und Handwerker! Wohl wissen wir, dass Eure Zeit knapp bemessen ist. Vielleicht aber könnt Ihr Euch für einen ganzen Sommer freihalten, um die Wanderschaft, die Euch beruflich oft verwehrt ist, in moderner Form zu erleben. Habt Ihr das schon erwogen?»<sup>372</sup>

Une décennie plus tard, le SCI a commencé à sentir les effets de ce type de publicité. Il se plaignait que, pour beaucoup de participants, surtout dans les camps qui n'étaient pas liés à des thèmes sincères et idéologiques, la motivation de passer des vacances bon marché était devenue dominante. Mais, il se contentait du fait que la possibilité de passer des vacances utiles, pour ceux qui ne pouvaient pas les financer autrement, restait toujours une bonne cause; cela n'empêchait toutefois pas les autres buts du

---

<sup>368</sup> WETTER, Luise: «Compte rendu annuel 1958/59». In: *bulletin* (n° 52a) février 1959, p. 2

<sup>369</sup> BISCHOFBERGER, Susanne: «Dienstverantwortlicher sein dagegen sehr!» In: *service civil international* (n° 209) octobre 1987, p. 5

<sup>370</sup> BEGERT, Willi: «Herzberg». In: *Le Service Civil* (n° 12) 7 juin 1938, p. 56

<sup>371</sup> BCDF SCI, 20301.2, Generalversammlung du 12 mars 1939

<sup>372</sup> BRÜLISAUER, Lili: «Inmitten der Dienstvorbereitungen». In: *Bulletin* (n° 43) juin 1957, p. 1

SCI d'être encore répandus dans les camps.<sup>373</sup> En 1969, dans une forte période de politisation de la jeunesse, le SCI s'est souvenu de ses buts révolutionnaires et il a souhaité redevenir un mouvement avec une idéologie plus profonde:

«Die Welt hat sich nicht im Sinne des SCI verändert, im Gegenteil: Noch nie waren die Rüstungsausgaben so hoch wie gerade heute! Hingegen hat sich der SCI erheblich verändert! Aus der revolutionären (auf Veränderung gesinnten) Bewegung ist eine bestenfalls karitativ tätige Ferienlager-Organisation geworden, deren (ungeschriebenes) Ziel es ist, eine möglichst grosse Zahl von Freiwilligen in den Ferienlagern zu beschäftigen. [...] Unsere Arbeit muss also in Zukunft mehr in die Tiefe als in die Breite gehen, und wir müssen uns stets des revolutionären Ziels bewusst sein.»<sup>374</sup>

Au milieu des années septante, le mouvement n'est toujours pas arrivé à se distancier de son aspect «loisirs et voyages» et il est probable qu'il ne l'a même pas sincèrement voulu, parce que cela avait aussi un aspect positif: plus il attirait de volontaires, plus il pouvait espérer les influencer par la pédagogie et les convaincre de buts pacifistes.

«Der SCI sollte nicht Arbeitsdienste durchführen, die als Ferienbeschäftigung aufgefasst werden könnten. [...] Es stellt sich auch immer wieder die Frage nach dem Selbstverständnis des SCI. Ist es eine Weltanschauung oder eine pädagogische Institution? Oder wollen wir nicht viel mehr durch die Dienste dem einzelnen durch die Konfrontation mit der sozialen Wirklichkeit die eigene Erfahrung der Probleme ermöglichen, die wirksamer ist als die Diskussion. Im Kontakt mit der Bevölkerung sehen wir ein Mittel dazu. [...]»<sup>375</sup>

Il n'est pas surprenant que le SCI se soit souvenu de ses vertus pédagogiques dans les années septante. Parce qu'une baisse énorme de volontaires a eu lieu (Graphique 16) et qu'il ne pouvait risquer d'en perdre encore plus, il a accepté d'être perçu comme une organisation permettant aux volontaires de voyager en s'appuyant sur son aspect pédagogique. En 1981, il autorise même les volontaires à participer à des camps de courte durée en Afrique et en Asie<sup>376</sup>, alors que ces destinations étaient exclusivement ouvertes aux volontaires à long terme auparavant.

Une brochure de publicité de 1990 porte un titre frappant: «Internationale Workcamps – Alternative zum Massentourismus. Ferien einmal anders – das sind internationale Work- and Studycamps.»<sup>377</sup> Ce titre montre que le SCI a su profiter de son image touristique, en se classifiant comme alternative au tourisme de masse, et qu'il l'a complètement acceptée. La même année, il adhérait à Intermundo<sup>378</sup>,

---

<sup>373</sup> STÄMPFLI, Irma, KNÜSEL, H. H.: «Ziele und Möglichkeiten der internationalen Arbeitslager - Probleme bei ihrer Durchsicht». In: *Bulletin* (n° 70) février 1964, pp. 8-9

<sup>374</sup> TOBLER, Ruedi: «Unser Ziel ist nicht erreicht». In: *Service Civil International* (n° 86) février 1969, pp. 6-7

<sup>375</sup> SCHWEIZER, Jean-Marc: «Herbsttagung». In: *Service civil international* (n° 146/147) octobre 1975, p. 4

<sup>376</sup> KOMITEE: «Tätigkeitsbericht 1980 des Komitees des SCI Schweiz». In: *Service civil international* (n° 178) janvier 1981, p. 5

<sup>377</sup> BCDF SCI, 30238, International workcamps Sommer 1990 de l'année 1990

<sup>378</sup> WIPFLI, Hanspeter: «Der SCI Schweiz muss bekannter werden». In: *service civil international* (n° 222) avril 1990, pp. 1-3

l'organisation centrale des organisations d'échange interculturel de la jeunesse. A son assemblée générale, il demanda aux membres de soutenir les échanges de jeunes, spécialement dans leur forme volontaire, pour autant qu'ils s'appuient sur les rencontres interculturelles et l'entente des peuples.<sup>379</sup>

Avec cette adhésion, le SCI retrouvait un compromis moderne pour réunir les voyages et les loisirs; que recherchaient les volontaires, et son objectif ancien de l'entente des peuples. Mais, à cette modernité il dut sacrifier le mélange d'âges, de classes sociales et de professions (Graphique 21 et Graphique 22) les jeunes et les étudiants étant devenus le public le plus facile à attirer avec ce concept. Alors que les professions manuelles étaient bien représentées jusque dans les années quarante, leur proportion s'est réduite à entre cinq à dix pour cent par la suite. Un déclin similaire peut être observé dans les services et les professions commerciales. Cela peut s'expliquer par le fait que les loisirs sont devenus plus importants dans les années cinquante et soixante, les gens étant de moins en moins prêts à travailler durant leur vacances. Sauf pour ceux qui avaient plusieurs semaines de vacances comme les enseignants et les étudiants. Les enseignants étaient encore très bien représentés dans les années cinquante, avec une proportion de vingt à trente pour cent de volontaires. Mais, trente ans plus tard, le SCI est devenu un mouvement d'échange interculturel de jeunesse et, seul le groupe des étudiants est resté intéressé par l'offre du SCI.

### 5.3.2.3 Du travail discipliné à l'activité éducative

La vision du travail volontaire par le SCI a également changé dans la transition de la société du travail à la société des loisirs. Comme l'analyse des idéauxtypes (chapitre 2.3) l'avait montré, les volontaires n'ont guère fait un service pour le seul but de travailler comme volontaires. A l'époque du chômage élevé, l'effet psychologique du service volontaire était tout particulièrement important. Comme moyen de se sentir utile, moyen éducatif et social ainsi qu'instrument de réconciliation, le service volontaire a eu sa place dans une société qui se définissait par l'activité du travail.<sup>380</sup>

En 1948, une définition du travail volontaire montrait qu'à cette époque l'aspect volontaire se limitait au choix d'aller dans le camp ou non. Une fois entré, chaque volontaire devait se soumettre au directeur du camp et respecter les besoins des autres.

«Freiwilligkeit ist für uns nicht Tun und Lassen zu jeder Stunde, wie es jedem Freiwilligen gerade gefällt. Freiwilligkeit bedeutet für uns: sich freiwillig zu einem Dienst melden, aber sich der Dienst-Disziplin einzuordnen, sich auch einem eindeutigen Mehrheitsbeschluss zu unterziehen, die mit dem Auftraggeber eingegangenen Verpflichtungen einzuhalten, in Selbstüberwindung Rücksicht auf die Bedürfnisse der andern zu nehmen [...]. Dagegen steht es selbstverständlich jedem Freiwilligen allzeit

---

<sup>379</sup> BCDF SCI, 30234.2, Resolution Förderung des interkulturellen Jugendaustausches du 10/11 mars 1990

<sup>380</sup> BCDF SCI, 10101, An die Freunde des Internationalen Zivildienstes du avril 1934

frei, den Dienst zu verlassen, wenn er glaubt, die Lagerdisziplin widerspreche seinen inneren Überzeugungen.»<sup>381</sup>

Cet esprit de la société du travail peut aussi être illustré avec le rôle des jeunes filles dans le SCI jusqu'aux années soixante. Durant cette période, elles étaient responsables du ménage et de l'ambiance générale dans un camp; leur horaire se déroulait de la manière suivante: 4 h: lever; 5 h: petit déjeuner, laver la vaisselle, faire les lits; 9h: apporter du thé au chantier, préparer le déjeuner; 12 h: déjeuner, laver la vaisselle, pause; 15 h: apporter du thé au chantier, réparer des objets, préparer le souper; 18 h 30: souper, laver la vaisselle; 21 h: aller au lit; 21 h 30 h: éteindre la lumière.<sup>382</sup> Pour ce service de ménage, il fallait beaucoup moins de femmes que d'hommes sur le chantier, ce qui a entraîné un surplus constant de femmes intéressées. Pour cette raison, plus de services sociaux dans des hôpitaux et des foyers ont été organisés dans les années soixante, car les femmes y étaient admises en grand nombre.<sup>383</sup> Ensuite, elles ont aussi été acceptées comme volontaires travaillant dans les chantiers, tout comme les hommes ont commencé à faire le ménage.

Les heures de travail ont aussi mené à des discussions. En 1949, une moyenne de trente-six à quarante-quatre heures de travail par semaine aurait dû laisser assez de temps pour le repos, les discussions et les rapports avec le voisinage<sup>384</sup>. En 1962, quand les loisirs ont pris une place de plus en plus importante dans la société, le SCI a voulu se rappeler ses débuts et offrir une alternative plus profonde comme contrepoids à l'actualité. Ses membres discutaient lors de l'assemblée annuelle du fait que le travail de cinq jours par semaine n'était pas suffisant, parce que cela laisserait trop de temps libre et détruirait l'esprit de camaraderie si chacun suivait ses propres hobbies.<sup>385</sup> En 1975, le SCI se conformait aux vœux de la société qui profitait des loisirs, et il considéra une journée de travail habituelle de huit heures comme trop longue, parce que les activités intellectuelles n'avaient pas assez de place pour s'épanouir.<sup>386</sup>

Contrairement à l'époque où la discipline était un facteur important pour le dynamisme d'un groupe de volontaires, le mouvement de 1968 a apporté l'esprit d'antiautorité et d'autoadministration dans les camps. Bien sûr, cela donna lieu à des querelles féroces:

«Der SCI ergriff die Diskussion über eines der wichtigsten Themen, die sich gegenwärtig die Generationen liefern. André Krummenacher [...] äusserte sich: Die Dienste müssen ohne Chefs und Animation funktionieren, also durch Selbstverwaltung ohne Autoritäten; die Gewohnheiten des

---

<sup>381</sup> HEGNAUER, Ralph: «Rückblick und Ausblick». In: *Le Service Civil* (n° 44) 20 décembre 1948, p. 3

<sup>382</sup> BCDF SCI, 11101, Les sœurs du service civil de l'année 1935, p. 6

<sup>383</sup> ZIEGLER, Felix: «Jahresbericht 1967». In: *bulletin* (n° 82) février 1968, pp. 5-8

<sup>384</sup> BEGERT, Willi: «We need volunteers». In: *Le Service Civil* (n° 46) 1 novembre 1949, p. 12

<sup>385</sup> EGLI, Käthi: «Jahresversammlung der Schweizerischen Vereinigung für internationalen Zivildienst». In: *bulletin* (n° 62) juin 1962, p. 5

<sup>386</sup> SCHWEIZER, Jean-Marc: «Herbsttagung». In: *Service civil international* (n° 146/147) octobre 1975, p. 4

Individuums müssen geändert werden, um eine neue Gesellschaft zu errichten. Man erwiderte ihm [...]: Du willst alles durcheinander bringen; es ist nicht die Aufgabe des SCI, die einzelnen Menschen zu ändern; die persönliche Disziplin, gerade das fehlt der heutigen jungen Generation!»<sup>387</sup>

Le travail volontaire étant effectué durant le temps libre, il était de moins en moins conçu comme travail, mais comme loisir. La discipline stricte des années trente n'était plus en mesure d'attirer les volontaires et, malgré les discussions, l'antiautorité s'est imposée. Le fait que le SCI était perçu comme organisation de loisirs se manifestait aussi dans l'intérêt des volontaires pour les camps de courte durée, mais pas pour les travaux administratifs dont une grande partie était aussi effectuée par des volontaires.<sup>388</sup>

Cette évolution montre que le travail exercé par les volontaires au début du SCI était un travail choisi librement mais sincère et dur, et qu'il est, au fil du temps, devenu un service exercé comme activité éducative durant les vacances. Elle reflète le changement dans la société qui se définissait par le travail et sa transformation dans une société qui mettait, à côté du travail, un accent sur les loisirs comme composante du bien-être.

### 5.3.2.4 Des projets de reconstruction aux camps de courte durée

L'évolution du temps libre s'est aussi manifestée dans la longueur des camps du SCI. Les premiers camps étaient toujours des camps de longue durée, plus long qu'un mois, parce que les camps du type «reconstruction» avaient toujours une tâche concrète à accomplir. Cela ne veut pas dire que les volontaires devaient rester pour toute la durée du projet; ils pouvaient aussi y rester pour seulement deux semaines. Le graphique 26 laisse supposer qu'avant les années cinquante, les volontaires sont souvent restés pour des périodes plus étendues que les volontaires qui leur ont succédé. Mais, comme ce graphique montre que l'expérience des volontaires qui ont laissé des traces, il dit plutôt que les volontaires à long terme étaient plus motivés pour écrire un article.

Le SCI organisa de moins en moins de camps de longue durée; les projets de reconstruction avant 1950 durant plus longtemps que les camps d'après-guerre. Cela fut tout autant critiqué que la moins grande dureté des camps. Hélène Monastier, ancienne présidente internationale et amie de Pierre Cérésolle, vantait encore l'idée d'un travail discipliné en 1957:

«[...] nous voulons être un mouvement éducatif pour les jeunes! Mais nous croyons leur rendre un meilleur service en les entraînant à un travail efficace pour le prochain – et à la discipline qu'il comporte – qu'en leur fournissant des occasions de rencontres agréables dans un climat de travail aisé.»<sup>389</sup>

---

<sup>387</sup> BAUMGARTNER, Vera: «Kompromiss mit der Mode oder neue Verantwortung?» In: *Service Civil International* (n° 104) juin 1971, p. 2

<sup>388</sup> WIPFLI, Hanspeter: «Wie weit geht die Freiwilligkeit?» In: *Service civil international* (n° 193) janvier 1984, p. 1

<sup>389</sup> MONASTIER, Hélène: «Travail présenté à l'Assemblée générale 1956». In: *Bulletin* (n° 39) juin 1956, p. 6-7

Or, la disposition des volontaires à effectuer un travail dur et long a progressivement diminué pendant les années soixante; le SCI a dû s'adapter à leur désir et les camps de courte durée sont devenus la norme. Dans la décennie suivante, le SCI s'est rappelé ses anciennes méthodes et il a réfléchi sur une manière pour le Service Civil de gagner une présence plus durable:

«Zu überlegen wäre, auch wie der Zivildienst zu einer dauernden Präsenz werden könnte im Gegensatz zum heute noch vorwiegenden Kurzeiteinsatz.»<sup>390</sup>

Un service de longue durée a été mis en place dans la première moitié des années septante dans le canton des Grisons, à Schanfigg. Un petit nombre de Suisses et d'étrangers ont cherché à rendre la vie plus aisée dans la commune montagnarde, de façon à amoindrir l'émigration. Mais, en 1976, au bout de quatre ans, les volontaires n'étaient plus prêts à continuer et des remplaçants ne purent être trouvés (chapitre 3.6.1.1).<sup>391</sup> Cela marqua la fin du dernier projet de longue durée en Suisse qui avait duré plusieurs années. Le SCI n'était pas content de cette évolution, mais comme les projets de longue durée n'étaient plus si faciles à réaliser, il décida en 1978 d'instituer un groupe de travail pour améliorer et intensifier les camps de courte durée et d'employer un animateur à mi-temps pour fortifier les groupes de travail.<sup>392</sup>

En 1980, il était clair que les services de courte durée étaient devenus des moyens d'apprendre et d'accumuler des expériences. Le but d'aide concrète était mis à l'arrière-plan; la nouvelle politique des services était de rendre les volontaires plus conscients des problématiques dans la société:

«Im SCI hat sich die Erkenntnis durchgesetzt, dass die Kurzzeitdienste in erster Linie ein Lern- und Erfahrungsfeld sind. Im Vordergrund stehen die konkreten Erlebnismöglichkeiten, die der Dienst bietet: Auseinandersetzungen mit der international zusammengesetzten Gruppe von Freiwilligen, mit der Arbeit, mit der Bürgerinitiative, der Institution, den Alternativlern oder der Gemeinde, die als Dienstpartner auftreten. Die praktisch geleistete Arbeit im Sinne von «Hilfe» muss dagegen zurücktreten: Sie kann nicht mehr sein als ein willkommener zusätzlicher «Ertrag» in der Gesamtbilanz eines Dienstes. Diese Erkenntnis führte zur neuen Dienstpolitik im SCI, die heute weitgehend verwirklicht ist: Die Dienste beinhalten nun «generative Themen» im Sinne von Paulo Freire, vermitteln also Denkanstöße und stellen aus sich selber heraus Fragen, die zu einer grösseren Bewusstheit bei den Freiwilligen und den Menschen, die ihnen durch den Dienst begegnen, beitragen und Wege zu einer besseren Gesellschaft aufzeigen.»<sup>393</sup>

Ce chapitre a montré une évolution d'un volontariat actif à un volontariat passif. Le désir et la possibilité de rendre un service concret à une commune ont diminué à vue d'œil, et une volonté passive, voire d'attitude de consommation devant l'expérience d'une aventure et d'acquérir des

---

<sup>390</sup> SCHWEIZER, Jean-Marc: «Herbsttagung». In: *Service civil international* (n° 146/147) octobre 1975, p. 4

<sup>391</sup> HÜBSCHER, Manfred: «Die Bilanz von vier Jahren». In: *Service civil international* (n° 151) avril 1976, p. 6

<sup>392</sup> ANONYME: «Pourquoi cherchons-nous des animateurs?». In: *Service civil international* (n° 164) janvier 1978, p. 4

<sup>393</sup> HUG, Peter: «Lern- und Erfahrungsfeld». In: *Service civil international* (n° 175) juillet 1980, p. 1

connaissances, sont devenus leur premier objet. Cela se manifeste aussi par la diminution des camps de reconstruction et par l'augmentation des camps à but social, politique et écologique (Graphique 27) qui sont devenus plus populaires parce que les volontaires ont pu y apprendre plus que dans un camp de reconstruction.

#### **5.4 L'évolution des motivations des loisirs: travailler ou voyager?**

L'évolution des motivations concernant les loisirs est étroitement liée à la transition de la société du travail vers une société de loisirs au début des années soixante. L'idéal personnel d'avant-guerre qui était défini par le travail, peut être caractérisé par les mots diligence, modestie, obéissance, conscience du devoir, ponctualité, discipline, esprit d'ordre et précision dans le travail manuel. Les camps du SCI étaient également dirigés vers ces vertus, parce que les premiers volontaires étaient des volontaires pionniers.

L'esprit de la société du travail et de la vertu de servir se manifestait dans le SCI surtout dans le rôle des «sœurs», ainsi qu'on appelaît les femmes jusqu'au début des années soixante. Elles avaient la charge de faire le ménage et de répandre un bon esprit, «comme une mère dans la famille». La distinction entre le rôle des femmes et des hommes a disparu avec l'émancipation croissante des femmes. Dès les années soixante, le SCI a dû offrir des camps dans lesquels les femmes ont pu faire le même travail que les hommes sur le chantier, et vice versa.

Tandis que les camps d'avant 1950 étaient des camps de reconstruction de longue durée, les camps de courte durée sont ensuite devenus la norme. En 1976, le dernier camp de longue durée qui dura plusieurs années, fut abandonné. Cette évolution est le résultat d'une moins grande disponibilité des volontaires à travailler pour un but lointain et le SCI dut s'y adapter.

Dans la même période, le service volontaire global s'était réduit aux camps, auparavant des services volontaires comme des dons de monnaie ou de matériel étaient exigés. Cela est en partie un effet de l'émancipation, les femmes n'étant plus disposées à participer à des camps où elles devraient, par exemple, tricoter des chaussettes pour les volontaires masculins ou pour des enfants de régions sinistrées. Cela peut, d'autre part, être expliqué par l'apparition de la société des loisirs qui conduisit les volontaires à profiter des camps et moins à s'intéresser au mouvement lui-même non aux travaux administratifs nécessaires.

Une autre évolution distincte qui montre que le facteur «service» est devenu moins important dans les camps et que celui du loisir a augmenté, c'est que le SCI a accepté tous les volontaires qui se sont inscrits pour un camp à partir des années soixante, tandis qu'avant, il sélectionnait des pionniers.



La transition de la société du travail à la société des loisirs a commencé avec l'essor économique des années cinquante; elle a été facilitée par l'évolution du système de sécurité sociale. En plus, avec la diminution des heures de travail, l'importance socio-politique du temps libre s'est considérablement accrue. Et finalement, le mouvement alternatif des années septante a conduit à un changement de valeur relatives au travail et au temps libre. Cela ne veut pas dire pour autant que le travail a perdu de son importance culturelle, il a plutôt perdu son statut de valeur profondément ancrée.

Le SCI a aussi reconsidéré ses heures hebdomadaires de travail. En 1949, une moyenne de trente-six à quarante-quatre heures de travail par semaine laissait assez de temps pour le repos, les discussions et les rapports avec le voisinage. En 1975, le SCI s'adapte aux désirs de la société qui prenait goût aux loisirs et il considère une journée de travail habituelle de huit heures comme trop longue, parce que les activités intellectuelles n'ayant pas assez de place pour s'épanouir.

Avec l'essor des loisirs, la motivation «être utile» apparaît également de manière constante (Graphique 43). Avant 1950, elle n'apparaît que deux fois et, dès que le système de sécurité sociale est devenu plus fiable et les heures de travail ont diminué, le sentiment de se sentir utile semble être devenu un besoin. Il est aussi intéressant de voir que la motivation «travailler dur et travailler avec les mains» (Graphique 42) apparaît surtout dans les années cinquante et soixante et non pas auparavant ou après. Ces années marquent la période de transition, et il est probable que, dans la période où travailler dur était encore une vertu universelle, il n'était pas important de le faire ressortir. Mais, quand les volontaires ont remarqué le changement et ont senti l'importance croissante qu'avaient les loisirs, travailler dur est devenu une vertu qu'il fallait entretenir et manifester.

Dans la période de transition, les qualités comme l'authenticité, l'autonomie, l'émancipation, la flexibilité, l'exécution d'informations complexes et la sensibilité sont devenues des vertus respectées. En matière de temps libre, les voyages et les rencontres internationales étaient des loisirs appréciés et en expansion. Le tourisme de masse a connu un essor après la Deuxième Guerre mondiale, spécialement entre 1960 et 1975. Aussi, le SCI a-t-il pu accroître son total de volontaires dans les années cinquante et soixante, même s'il a eu de la peine à se reconnaître comme agence de tourisme alternatif. Avant 1966, l'interculturalité du camp en Suisse ou à l'étranger a plus motivé les volontaires; après, c'est la rencontre d'autres mentalités dans les pays étrangers qui est devenue dominante. L'industrie touristique ayant perdu de son attrait dans la deuxième moitié des années septante, pendant la récession, les motifs touristiques ont aussi diminué parmi les volontaires (Graphique 41). Mais, comme les volontaires avaient compris que le SCI leur offrait une possibilité de tourisme alternatif et bon marché, le motif «voyager» a vite repris son essor dès 1977.

En 1970, le SCI a remarqué qu'il s'était éloigné de ses buts profonds et il a réintroduit la «home rule», qui datait de 1945, alors qu'il était encore très difficile d'obtenir des visas. Cette règle veut que les volontaires fassent un premier camp en Suisse avant de partir à l'étranger et que le but du SCI est d'éviter le motif du voyage. Mais, cette mesure entraîna la baisse du total des volontaires et elle finit par être abandonnée.

Pendant les années soixante, le motif de passer des vacances bon marché devient aussi populaire. Le SCI, pour redevenir un mouvement plus profond, demanda aux volontaires de s'engager de manière intellectuelle dès 1960 et il imposa la condition «vouloir apprendre» dès 1975 (Graphique 32 et Graphique 34). Avec cette démarche, il chercha des volontaires et des directeurs des camps faisant état d'un intérêt plus profond et il offrit de plus en plus de camps d'études. Il n'est pas surprenant que le SCI se soit souvenu de ses vertus pédagogiques dans les années septante, alors qu'il était considéré comme une agence alternative de voyage et voulait y mettre un contrepoids. Une énorme baisse de volontaires avait eu lieu et il ne pouvait pas risquer d'en perdre encore plus, alors il accepta d'être perçu comme une organisation qui permette aux volontaires de voyager, en s'appuyant plus sur son aspect pédagogique lié au contact avec les pays étrangers. En 1981, le SCI permet même que les volontaires participent à des camps de courte durée en Afrique et en Asie, alors que ces destinations étaient exclusivement ouvertes aux volontaires à long terme auparavant.

Avec son adhésion à Intermundo, l'organisation centrale des associations d'échange interculturel de jeunes, le SCI a trouvé un compromis moderne pour réunir les voyages, les loisirs et son but ancien de l'entente des peuples. Mais, à cette modernité il a dû sacrifier le mélange d'âges, de classes sociales et de professions parmi ses participants, les jeunes et les étudiants étant devenus le public le plus facile à attirer avec ce concept. La multiplication des loisirs a fait diminuer la diversité des volontaires qui en participèrent.

Il reste à expliquer une seule motivation qui n'a guère changé entre 1920 et 1990: l'expérience collective. Elle est restée un motif constant qui ne dépendait pas des événements extérieurs et n'a pas non plus pu être stimulée par la politique du SCI. Sa présence continue laisse supposer qu'elle représente un besoin universel et ne peut pas être influencée par le travail ou par les loisirs.

Ce chapitre a montré l'évolution d'un volontariat actif à un volontariat passif. Tandis qu'avant 1950, les volontaires effectuaient un dur travail manuel dans un camp de reconstruction en vue d'un objectif lointain, les volontaires qui leur succédèrent voulaient rapidement voir les résultats de leur travail et ils s'engagèrent de manière intellectuelle plutôt que manuelle. Le désir, tout comme la possibilité de rendre un service concret à une commune diminua à vue d'œil, et la volonté passive, voire une attitude

de consommation, consistant à partir pour une aventure et d'acquérir de l'expérience en apprenant à connaître des sociétés étrangères est devenu le premier objet pour la plupart des volontaires. Durant les années soixante, pendant la transition de la société du travail à la société des loisirs, les volontaires ont de moins en moins voyagé pour travailler, mais ils ont commencé à travailler pour pouvoir voyager.

## 6. Les Conclusions

Ce travail sur la motivation des volontaires dans l'organisation pacifiste du Service Civil International entre 1920 et 1990 étudie l'évolution de vingt-six motivations particulières importantes. Pour déterminer les motivations, tout les rapports de camps dans les brochures du SCI de 1924 à 1934, les bulletins de 1935 à 1990 et les formulaires d'inscription qui ont été conservés des années 1955 à 1961 et 1988 à 1989 ont été pris en considération. Les motivations exprimées ont été classées selon un système de motivations idéaltypiques: on y trouve les motivations cognitives (apprendre), cathectiques (chercher de la satisfaction), évaluatives (choisir entre une chose et l'autre) et les valeurs déterminées par la société. Ces idéauxtypes ont déterminé une périodisation très claire. Dans une première période qui va de 1920 à 1945, marquée par l'entre-deux-guerres et par la Deuxième Guerre mondiale, les valeurs sociales comme le pacifisme et l'aide aux sinistrés déterminent les motivations. La période suivante de 1946 à 1968, marquée par les trentes glorieuses et la démarche vers le mouvement alternatif de 1968, est la période la plus équilibrée, celle où les motivations cognitives, cathectiques et l'importance des valeurs dans la société sont harmonieusement réparties. La motivation évaluative ne joue un rôle important dans aucune de ces périodes. Dans la troisième période de 1969 à 1990, marquée par les nouveaux mouvements politiques et écologiques et par l'essor du tourisme de masse, les volontaires sont surtout motivés de manière cognitive, ils veulent voyager et apprendre à connaître les mœurs de sociétés étrangères.

Les conclusions vont expliquer premièrement comment les motivations particulières ont déterminé la fluctuation du total des participants dans les camps du SCI. Deuxièmement, elles vont dégager des généralités sur la disposition des gens à faire du travail volontaire dans les organisations comme le SCI, c'est-à-dire des organisations qui offrent de la coopération dans des projets d'une durée limitée, et qui, donc, dépendent chaque année d'un grand nombre de nouveaux volontaires. Troisièmement, les conclusions montreront comment la motivation des volontaires a exercé une influence significative sur l'évolution de l'organisation.

### 6.1 Le lent essor et le rapide déclin du nombre de volontaires entre 1920 et 1990

Dans la période de 1920 à 1945, la participation des volontaires était irrégulière (Graphique 16), leur nombre dépendait de l'organisation d'un camp par le fondateur Pierre Cérésole et de la taille qui était prévue. Avec l'aide au développement hors d'Europe et avec ses aspirations antimilitaristes, le SCI était une organisation pionnière et il a seulement sélectionné des volontaires qui étaient aptes à faire le

service civil dans des conditions exigeantes. Même si quelques-uns ont été motivés par le pacifisme ou par l'antimilitarisme, la plupart étaient apolitiques et cherchaient à aider les personnes sinistrées.

Dans la période équilibrée de 1946 à 1968, le nombre de participants a connu un essor énorme. D'une moyenne de cent dans les années cinquante, le total a augmenté de manière constante à plus que quatre cents à la fin des années soixante. Un facteur pour l'intérêt élevé des volontaires réside dans la politisation du SCI autour des discussions contre les armes atomiques, ce qui lui a donné plus de publicité. La possibilité d'effectuer de l'aide au développement à l'étranger a aussi attiré un grand nombre de volontaires et ceux qui n'étaient pas encore qualifiés pour un tel service ont pu acquérir de l'expérience dans un premier camp en Suisse. Le désir croissant d'apprendre quelque chose a mené le SCI à s'éloigner des services «pelle et pioche» et il a commencé à organiser des services d'études qui ont sacrifié la plupart du temps aux discussions. Dans les années soixante, les idées antimilitaristes du SCI sont devenues attrayantes pour un secteur plus large de la société. Inspirés par les discussions sur l'antiautoritarisme, le nombre d'objecteurs de conscience a augmenté dans la même période. Cela a motivé le SCI à s'engager plus fortement pour l'un de ses buts fondamentaux: le remplacement du service militaire par un service civil. Cet engagement a attiré les volontaires antimilitaristes aux camps du SCI. Le mouvement de 1968, avec son attitude d'anticonsumation, a été une période idéologique idéale pendant laquelle le SCI s'est épanoui facilement. De plus, le tourisme de masse a connu un essor entre 1960 et 1975, ce qui a déteint sur les volontaires qui se sont inscrits de plus en plus dans les camps à l'étranger.

Dans la période de 1969 à 1990, une évolution opposée peut être mise en évidence avec une baisse énorme du total des volontaires dans les années septante: de quatre cents cinquante en 1969 à moins de cinquante en 1978. Deux facteurs qui ont été responsables de la hausse des volontaires dans les deux décennies précédentes se trouvaient maintenant supprimés. Le mouvement pacifiste se trouvait dans une phase de réorientation et l'aide au développement était désormais professionnalisée, ce qui a contraint le SCI à s'en détourner. Le thème des objecteurs de conscience a encore pu mobiliser les volontaires, surtout lors des votations fédérales, mais il ne constituait pas une motivation aussi forte que le pacifisme, l'aide aux sinistrés ou les voyages. Pour redevenir un mouvement plus profond, le SCI a réintroduit la «home rule» en 1970. Elle permettait aux volontaires qui avaient fait un camp en Suisse auparavant de voyager à l'étranger. Comme cette règle a contribué à la diminution des volontaires, le SCI l'a vite laissée tomber. Le fractionnement des thèmes actuels avec les nouveaux mouvements écologiques et féministes des années septante a aussi amené beaucoup de volontaires à s'engager ailleurs. Le tourisme est aussi entré en crise en 1975, durant la crise économique, et ce n'est

pas avant 1980, quand les mouvements pacifistes ont connu un essor que le total des volontaires a retrouvé un niveau stable d'environ cent participants par année.

## **6.2 L'évolution de la motivation des volontaires en Suisse: vers l'individualisme**

A part des maximes pacifistes, sociales ou antimilitaristes personnelles qui motivent les volontaires, des influences venant de l'extérieur jouent un rôle encore plus significatif. Comme les volontaires du SCI sont souvent nouveaux, ils sont plutôt influencés par les actualités en Suisse que par l'influence de l'organisation elle-même. Les généralités sur l'évolution de la motivation des volontaires en Suisse en ce qui concerne des organisations comme le SCI, qui offrent des projets limités dans leur durée avec beaucoup de nouveaux volontaires, seront illustrées avec les exemples de cette étude dans les chapitres suivants.

### **6.2.1 Les volontaires suivent les mouvements idéologiques actuels qui sont proches de l'organisation**

Ce travail a montré que les volontaires suivent les mouvements idéologiques actuels qui sont proches de l'organisation, comme on s'y attendait dans les hypothèses. Cela se manifeste dans les hausses temporaires des mouvements idéologiques qui ont amené beaucoup de volontaires à s'engager dans un camp du SCI pendant la période analysée. Déjà au début des années trente, autour de la conférence du désarmement à Genève, le mouvement pacifiste avait rassemblé les hommes et femmes engagés. Comme réaction au réarmement, au milieu de la décennie, les motivations antimilitaristes ont augmenté en signe de protestation. Pendant la guerre, peu de rapports de camps ont été écrits et les résultats donnent, par conséquent, des informations faibles. Pendant les dix années après la guerre, la motivation pacifiste est restée forte comme contrepoids à la mémoire et elle a connu une nouvelle hausse avec la lutte antiatomique. En même temps, l'aide au développement est devenue un nouveau moyen pour partager la richesse acquise par les pays en Europe de l'Ouest. Le SCI a offert aux volontaires expérimentés la possibilité de s'engager dans le tiers monde jusque dans les années septante, au moment où l'aide au développement a été progressivement professionnalisée. Les années soixante ont apporté un essor des motivations antimilitaristes comme signe de l'émancipation des objecteurs de conscience dans l'ère de l'anti-autoritarisme. Les nouveaux mouvements de la décennie suivante, la lutte féministe et écologique, n'ont pas su mobiliser les volontaires comme les mouvements antimilitaristes et pacifistes, parce qu'ils n'étaient pas des buts fondamentaux du SCI. Même s'il a offert des camps politiques et écologiques il n'est pas devenu le forum dans lesquels les féministes et les écologistes, pouvaient se rencontrer et la diversification des possibilités de s'engager

a enlevé des volontaires au SCI. L'essor du nouveau pacifisme au début des années huitante en réaction à la décision de réarmement de l'OTAN a procuré au SCI de nouveaux volontaires motivés de manière pacifiste. En général, ce sont des mouvements implantés en Suisse qui ont principalement influencé les volontaires. Les événements directs de la guerre froide et la lutte anticoloniale n'ont pas eu d'influence significative.

On peut résumer que plus les mouvements idéologiques arrivent à mobiliser la population, plus les volontaires se sentent motivés par ces raisons idéologiques. Les mouvements idéologiques arrivent aussi à hausser le nombre total de volontaires qui sont prêts à s'engager.

### **6.2.2 Les volontaires influencés par les actualités sociales et politiques**

Deuxièmement, ce travail a aussi montré que les volontaires sont influencés par les actualités sociales et politiques, elles ont souvent motivé les volontaires à participer à un camp. L'engagement a aussi pu être influencé par le SCI directement, s'il a organisé un camp pour un groupe spécifique. Par exemple, un service social pour aider les sinistrés d'une catastrophe naturelle ou un service modèle alternatif pour les objecteurs de conscience a mené beaucoup de volontaires à s'inscrire. Sinon, ce sont des facteurs extérieurs qui ont amené les volontaires au SCI.

Comme le SCI était une organisation officiellement apolitique jusqu'aux années cinquante, il n'a pas essayé d'influencer la politique suisse. Pourtant, le but antimilitariste s'est répandu à la fin des années vingt, lorsque des volontaires qui avaient déjà fait quelques camps ont appris de Pierre Cérésolle que le SCI luttait pour le remplacement du service militaire par un service civil. Ils ont donc décrit leur motivation comme antimilitariste. Les influences directes pendant la Deuxième Guerre mondiale sont de nouveau difficiles à faire ressortir parce que les sources sont très rares. Les premières activités politiques poursuivies par le SCI étaient les motions en faveur d'un service civil des conseillers fédéraux André Oltramare en 1947 et Georges Borel en 1955. Mais, comme elles n'avaient pas d'écho auprès du public, elles n'ont pas encore influencé les volontaires. Des projets concrets comme la constitution de l'ONU, le Conseil des Associations Suisses pour la Paix ou l'Appel de Stockholm ont renforcé les motivations pacifistes. Les votations populaires ont également haussé les motivations pacifistes ou antimilitaristes autour des années de la votation, indépendamment du fait que ces votations aient été acceptées ou pas; par exemple, en 1962, la votation sur l'interdiction constitutionnelle des armes atomiques; en 1977, la votation sur l'introduction d'un service civil de remplacement (initiative Munchenstein); en 1984, l'initiative sur la preuve par l'acte, et en 1989, sur une Suisse sans armée. Quand la menace de la guerre froide a cessé d'être, la motivation pacifiste a diminué, parce que la crainte d'une guerre a aussi éliminé l'actualité du pacifisme. Là où il n'y a pas

de menace, il n'y faut pas d'engagement. Tandis que les événements politiques ont souvent influencé la motivation des volontaires, la situation économique de ces derniers a eu une influence sur leur nombre mais pas sur leur motivations. Par exemple, dans les années avec un chômage élevé, les motifs sociaux n'étaient pas très forts. Est-ce que cela veut dire que les gens n'étaient pas motivés de manière sociale dans les périodes de crise? Comme c'étaient généralement des gens bien intégrés dans la société qui ont accompli un service volontaire, et non pas, par exemple, des chômeurs, il est possible que les volontaires plus intégrés aient moins senti les problèmes de l'époque et n'y ont donc pas réagi. Alors les mouvements idéologiques ont eu une influence plus forte sur eux que les faits économiques. On peut résumer que la situation économique à long terme n'influence pas la nature des motivations. Par contre, les actualités sociales comme les catastrophes naturelles font hausser le nombre de volontaires ainsi que la motivation sociale, de même que plus les actualités politiques sont urgentes, plus elles font hausser les motivations politiques. Comparées aux mouvements idéologiques, les actualités politiques influencent les volontaires pour un temps plus court.

### **6.2.3 Les volontaires sensibilisés par le changement de mentalités**

Troisièmement, ce travail a montré que les volontaires sont sensibilisés par le changement de mentalités et l'hypothèse que les trente glorieuses ont mené à l'essor des motivations «loisirs et voyages» s'est confirmée: Avec l'essor économique, dès les années cinquante, la sécurité sociale qui augmentait et les heures de travail hebdomadaires qui diminuaient dans les années soixante, le centre de l'idéal personnel s'est déplacé du but unique de réussir dans le domaine du travail vers celui de se réaliser dans les loisirs en même temps qu'au travail.

Pour le SCI, ce changement a eu pour conséquence que les volontaires n'ont plus voulu travailler dans les camps pour atteindre un but concret, mais pour passer du temps libre avec une activité judicieuse. A partir de 1976, il n'a plus été possible d'organiser des camps de plusieurs années et les camps sont devenus une activité de loisir parmi d'autres. Etant donné cette multiplication des possibilités, le nombre de volontaires attirés par le SCI a diminué, malgré la diversification des types de camps, des tâches et des pays. L'offre large de destinations étrangères a amené les volontaires à vouloir rencontrer d'autres cultures dans des camps loin de leur patrie et leur but n'était plus de voyager pour travailler dans un camp, mais ils ont commencé à travailler pour pouvoir voyager.

Opposé au tourisme de masse qui a connu un essor entre 1960 et 1975, le SCI était perçu comme un moyen de tourisme alternatif qui donne une opportunité d'acquérir des nouvelles connaissances. La génération de 1968 voulait s'opposer à la société de consommation et elle a pris une part active au SCI. Mais, elle ne s'est pas rendue compte que ses désirs intellectuels ont justement eu le même effet



consommériste. Au lieu de soutenir les personnes sinistrées d'une manière active, ils ont fait un camp pour pouvoir acquérir des connaissances, de manière passive. A la suite de ce changement de mentalité, le désir d'être utile fait son apparition.

Cette volonté d'acquérir des connaissances qui s'est renforcée constamment jusqu'à la fin des années huitante était attendue dans les hypothèses. Ce qui ne s'est pas confirmé, c'est que ces motivations cognitives étaient dirigées vers la carrière professionnelle.

Contrairement aux organisations qui dépendent d'un nombre stable de volontaires à long terme, le SCI attire beaucoup de volontaires nouveaux chaque année. Leur nombre n'était pas directement lié au changement de mentalités, mais ce changement a provoqué un effet qualitatif: on peut résumer que plus la population se sentait sûre au point de vue économique et social, plus le comportement des volontaires devenait passif et plus ils avaient de désir d'être utiles.

### **6.3 L'influence croissante de la motivation des volontaires sur le SCI**

Le SCI était aussi influencé par les mouvements sociaux et les activités politiques, mais ici, l'accent sera mis sur les influences particulières qu'avait la masse des volontaires sur l'évolution de l'organisation. Tandis que celle-ci a gardait ses buts principaux dans sa constitution, à savoir répandre la paix, rendre service volontairement, établir une alternative au service militaire et être une école sérieuse d'entraide, les volontaires ont apporté avec-eux une série d'objectifs que le SCI n'a pas officiellement adoptés, mais qui l'ont quand même influencé, par exemple, la rencontre interculturelle dans les pays étrangers et les voyages. Enfin, les volontaires ont poussé à l'abandon de certaines conditions, telles la discipline et le rôle de la «sœur».

Pour ne pas écarter des volontaires dans le temps de concurrence croissante, le SCI a diminué le nombre de conditions exigées dès les années soixante pour ne garder que les connaissances professionnelles et les langues étrangères. Vingt ans plus tard, il n'existait plus que des conditions pour les directeurs de camps, ce n'est qu'il fallait n'importe quelle expérience en travail volontaire en Suisse pour pouvoir partir à l'étranger.

Aux début des années cinquante, un petit nombre de jeunes filles a été accepté dans le camp pour leur «rôle de sœur». Les travaux de chantier n'étaient pas prévus. Ainsi, le nombre de femmes inscrites a toujours dépassé le nombre de places disponibles et le SCI a commencé à offrir plus de camps sociaux dans les années soixante pour pouvoir mieux les intégrer. Avec l'émancipation progressive des femmes, leur rôle s'est identifié à celui des hommes.

Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, les volontaires devaient présenter leurs qualifications et un camp leur était attribué. Avec l'essor de la société des loisirs, les volontaires ont voulu choisir

librement leur camp et le SCI les a laissé faire. La réintroduction de la «home rule» en 1970, pour éviter la motivation du voyage, a échoué.

Les volontaires ont aussi contribué à la démocratisation de l'organisation. Jusqu'à la fin des années quarante, une discipline militaire était la norme, ce afin de montrer que le service civil pourrait être une alternative crédible au service militaire. Dans la décennie suivante, seule l'auto-discipline était exigée des volontaires et l'abandon de ce terme fut discuté de manière controversée par les anciens volontaires et les nouveaux. Mais, à l'époque l'anti-autoritarisme, il était clair que les nouveaux volontaires allaient s'imposer.

Au début, le SCI avait essayé d'atteindre les buts de l'aide morale et de la justice sociale avec la masse des volontaires non-qualifiés mais de bonne volonté. Dans les années soixante, il a été perçu comme organisation pour l'aide au développement et il a essayé de trouver des volontaires qualifiés à long terme. Une décennie plus tard, des organisations professionnelles pour la coopération technique se sont lancées dans ce domaine et le SCI s'en est retiré, notamment par manque de volontaires à long terme. Il est revenu à sa méthode initiale avec des volontaires non-qualifiés et a augmenté le nombre de camps de courte durée.

Dès la fin des années cinquante, le SCI a lutté activement contre son image d'agence de voyage alternative. Mais, comme la masse des volontaires était nouvelle et ne connaissait pas les buts du SCI, elle a continué à s'engager pour pouvoir voyager. Pour revenir à ses buts plus profonds, le SCI a offert plus de camps d'étude, ce qui convenait aux volontaires qui avaient de plus en plus le souhait d'élargir leurs connaissances dans un camp de service civil. Dans les années huitante, le SCI s'est défini comme organisation d'échange de la jeunesse, ce qui lui permis de combiner le désir des volontaires de voyager avec son but de l'entente entre les peuples.

Tandis que le SCI est resté proche de ses buts pacifistes et antimilitaristes, il lui est devenu de plus en plus difficile de les transmettre aux volontaires. Parce que, parmi eux, un grand nombre était nouveau et avait une perception de l'organisation qui ne convenait pas au SCI. Plus la masse nouveaux des volontaires nouveaux augmentait, et plus elle se distancait de la ligne dominante, établie par le fondateur Pierre Cérésole, moins les volontaires ont pratiqué les buts de l'organisation.

En résumé, plus la structure de l'organisation était grande et antiautoritaire, plus l'autodynamisme des volontaires était fort.

## 6.4 Perspectives

Pour comprendre la systématique des motivations d'une manière encore plus profonde, il serait utile de les comparer avec des études sur d'autres pays qui sont encore à écrire. Comment se développent les motivations influencées par la politique actuelle dans un pays ayant une démocratie moins directe qu'en Suisse, où il n'est pas possible d'intervenir par des pétitions, des initiatives ou des référendums? Comment ont évolué les motivations influencées par les mouvements idéologiques dans un régime communiste? Qu'en-était-il dans les pays où la société du travail était restée l'idéal collectif? La motivation qui pousse à faire du travail volontaire est encore peu analysée dans sa perspective historique et il lui reste à compléter l'histoire des mentalités du XX<sup>e</sup> siècle.

## 7. Annexes

### 7.1 Les idéauxtypes

Graphique 10, Les idéauxtypes du règne légitime de Max Weber<sup>394</sup>

⇒ Idéaltype du règne

⇓ Archétype du règne

<i>Die drei reinen Typen der legitimen Herrschaft</i>					
	<i>legale Herrschaft</i>		<i>traditionale Herrschaft</i>		<i>charismatische Herrschaft</i>
<i>Typ der Herrschaft</i>	kraft zweckrational gesetzter Regeln	kraft wertrational geltender Regeln (Z. B. Naturrecht)	patriarchalische Herrschaft	ständische Herrschaft	
<i>Art des Verwaltungsstabs</i>	Bürokratie	Bürokratie bzw. Wahlbeamtentum	persönlich Abhängige (Diener des Herrn)	Approbation durch eine ständische Schicht	Gefolgschaft
<i>Herrschaftsspitze (Herr)</i>	formell: Beamter	formell: Beamter bzw. Wahlkollegium	Monarch oder Kirchenfürst		Prophet, Kriegsherr, Demagoge
<i>Geltungsgrund der Herrschaft des »Herrn«</i>	Delegation	Delegation oder Mandat	traditionales Herkommen, oft religiös untermauert		persönliche Hingabe, die zugleich Pflicht
<i>Geltungsgrund des Systems</i>	Glaube an die formelle Rechtmäßigkeit der korrekt gesetzten Regeln	Glaube an die wertrationalen Grundsätze des Systems	traditionales Herkommen, oft religiös untermauert		persönliche Hingabe die zugleich Pflicht
<i>Rechtsform</i>	zweckrationales, positivistisches Recht rein formalen Charakters	wertrational fundiertes, ansonsten rein formales Recht	strenges Herkommen (»das gute, alte Recht«) ansonsten materiales, nicht formales Recht		der Herr setzt das Recht

<sup>394</sup> MOMMSEN (1974), p. 205

**Graphique 11, Les idéaux-types de la motivation volontaire et les quatre-vingt-onze motivations**

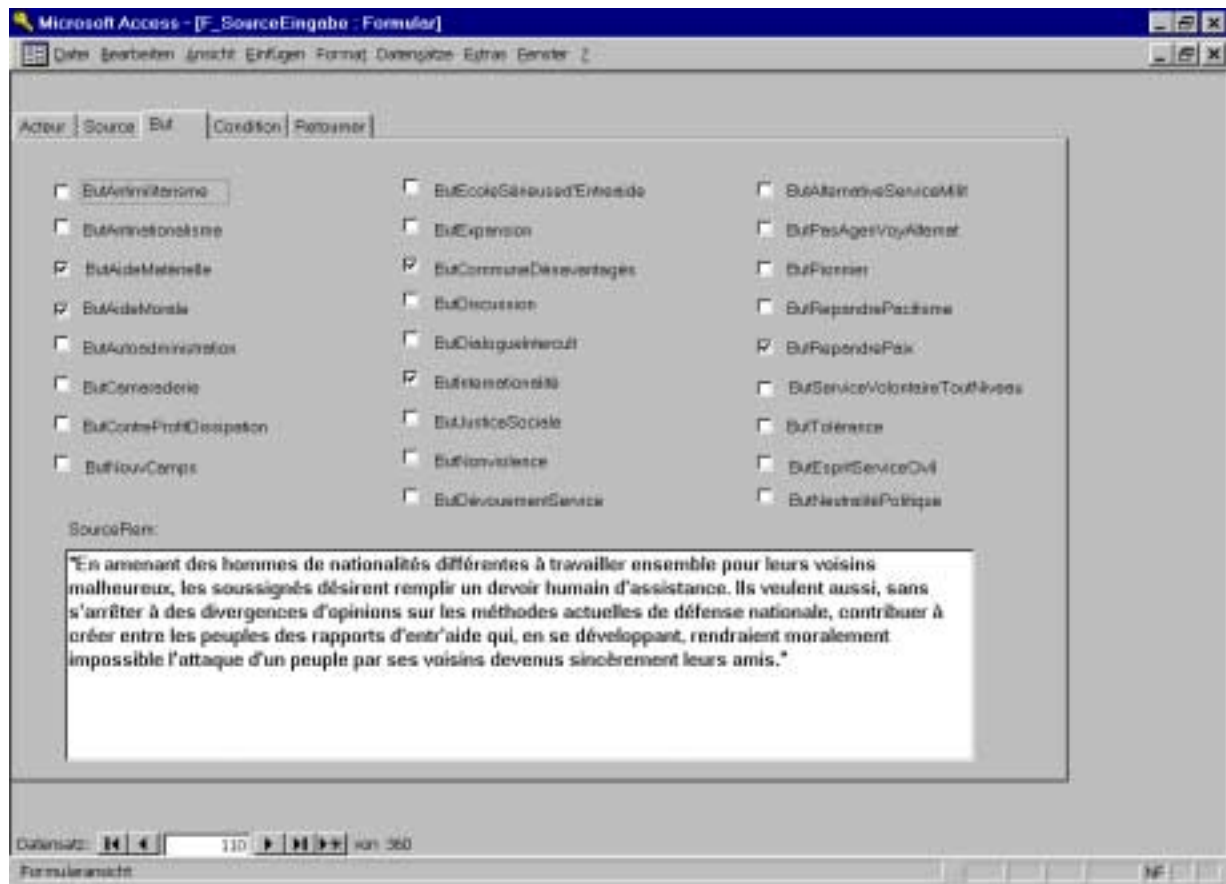
<b>Idéaltype de la motivation</b> ⇒ <b>Archétype de la motivation volontaire</b> ↓	<b>cognitive</b> (chercher des connaissances)	<b>cathectique</b> (chercher de la satisfaction)	<b>évaluative</b> (établir des priorités)	<b>valeurs définies par la société</b> (réaction envers (a), (b) et (c))
<b>esprit politique et antimilitariste</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>esprit politique</li> <li>raisons politiques actuelles</li> <li>pacifisme intellectuel (11)</li> <li>discussion (50)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>esprit réactif</li> <li>raisons politiques actuelles (13)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>esprit réactif (16)</li> <li>objecteur de conscience (17)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>antimilitarisme (47)</li> <li>répandre le pacifisme de manière pratique (16)</li> <li>objecteur de conscience</li> </ul>
<b>volonté d'action concrète</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>sensibilité politique</li> <li>sensibilité sociale</li> <li>but professionnel</li> <li>connaître le SCI (24)</li> <li>s'occuper d'une thématique (36)</li> <li>interculturalité (camp) (151)</li> <li>autres mentalités (pays)</li> <li>chercher le sens de la vie</li> <li>activité judicieuse dans un intervalle professionnel (cog.)</li> <li>instruction / apprendre (64)</li> <li>internationalité</li> <li>acquérir des connaissances professionnelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>raisons individuelles / personnelles</li> <li>donner aux autres (33)</li> <li>faire du bien (41)</li> <li>engagement moral (13)</li> <li>activité judicieuse dans un intervalle professionnel (cath.)</li> <li>problèmes personnels</li> <li>travailler avec les mains (41)</li> <li>responsabilité sociale</li> <li>employer des connaissances (32)</li> <li>acquérir des connaissances professionnelles</li> <li>aider</li> <li>passer du temps avec des amis</li> <li>passer du temps avec des sympathisants (20)</li> <li>former la personnalité (25)</li> <li>travailler dur (pelle&amp;pioche) (14)</li> <li>être utile (79)</li> <li>faire connaître le SCI (50)</li> <li>défi</li> <li>entente des peuples</li> <li>influence d'un ami</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>engagement pour la paix (105)</li> <li>idéalisme / «d'actes – pas des paroles» (72)</li> <li>responsabilité sociale (21)</li> <li>exercer la tolérance</li> <li>aider (196)</li> <li>motivation religieuse</li> <li>inspiration d'un ami</li> <li>discipline</li> <li>solidarité (22)</li> <li>internationalité (14)</li> <li>entente entre les peuples (106)</li> </ul>
<b>facteur de la récompense non-monnaire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>le non-rémunération est un facteur idéologique important au niveau intellectuel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>loisir jamais récompensé</li> <li>vacances bon marché</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>récompense idéologique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>important comme facteur idéologique pour le travail pratique (32)</li> <li>récompense idéologique</li> </ul>
<b>importance du voyage / de l'aventure</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>autres mentalités (pays) (151)</li> <li>contenu du camp plus important que le voyage</li> <li>exercer des langues étrangères (27)</li> <li>voyage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>voyage (32)</li> <li>curiosité (13)</li> <li>aventure</li> <li>partir</li> <li>ne pas être touriste (15)</li> <li>vacances judicieuses (45)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>contenu du camp plus important que le voyage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>déplacement pour le camp</li> </ul>
<b>expérience de la vie singulière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>expérience collective intellectuelle</li> <li>travailler avec des personnes désavantagées (cog.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>individualisme fort</li> <li>compensation</li> <li>travailler avec des personnes désavantagées (cath.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>compensation (17)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>expérience collective / fraternité (129)</li> <li>esprit de service civil (19)</li> <li>vivre dans un camp</li> </ul>

Les chiffres entre parenthèses présentent le nombre de motivations trouvés entre 1920 et 1990. Celles qui n'ont pas de chiffre sont apparues moins que 10 fois.

Gris: mot que j'ai mis dans une catégorie différente après avoir terminé le travail dans les archives.

## 7.2 La banque de données du SCI

Graphique 12, La banque de données du SCI: buts<sup>395</sup>

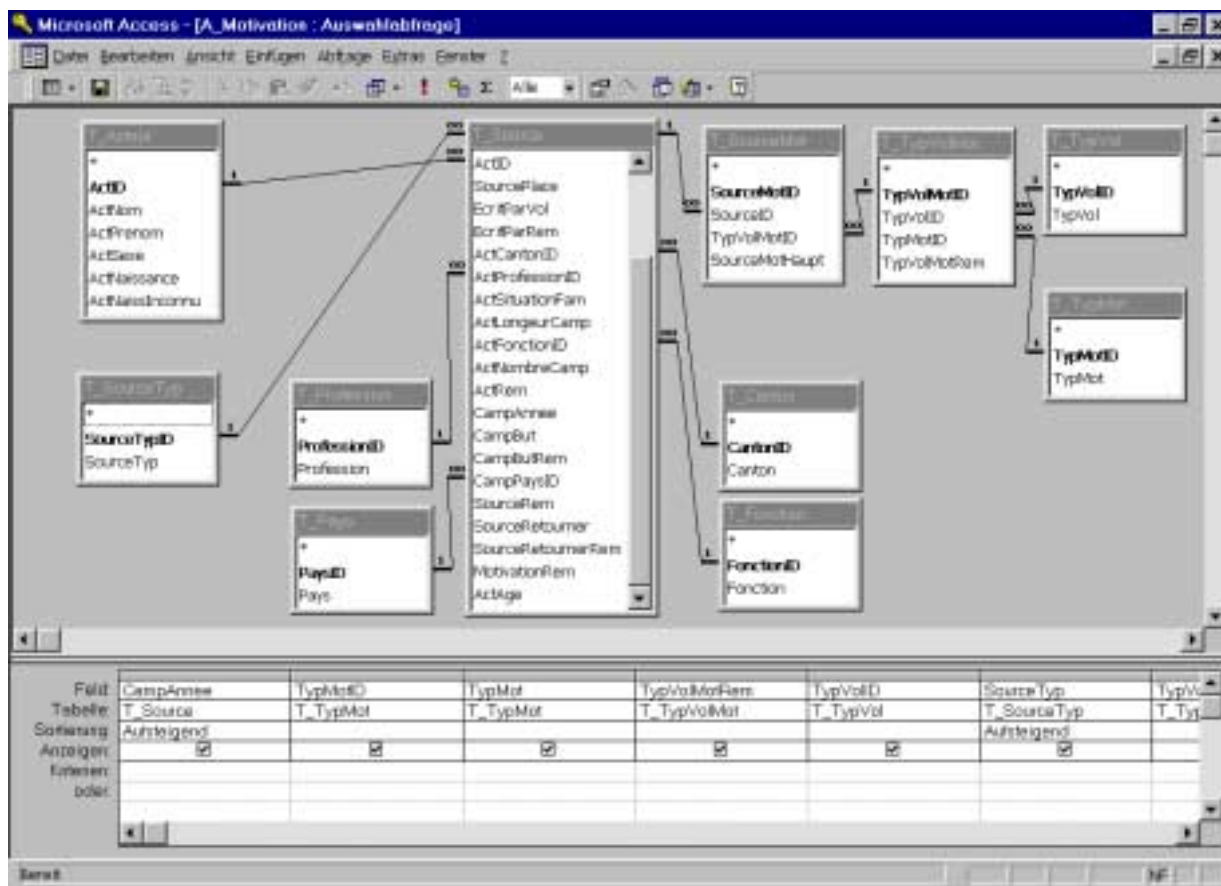


<sup>395</sup> BCDF SCI, 30201, Le but de ce Service de 1928



### 7.3 La banque de données de la motivation

Graphique 14, Les liens entre acteurs, sources et motivations





Graphique 15, La banque de données sur la motivation<sup>397</sup>

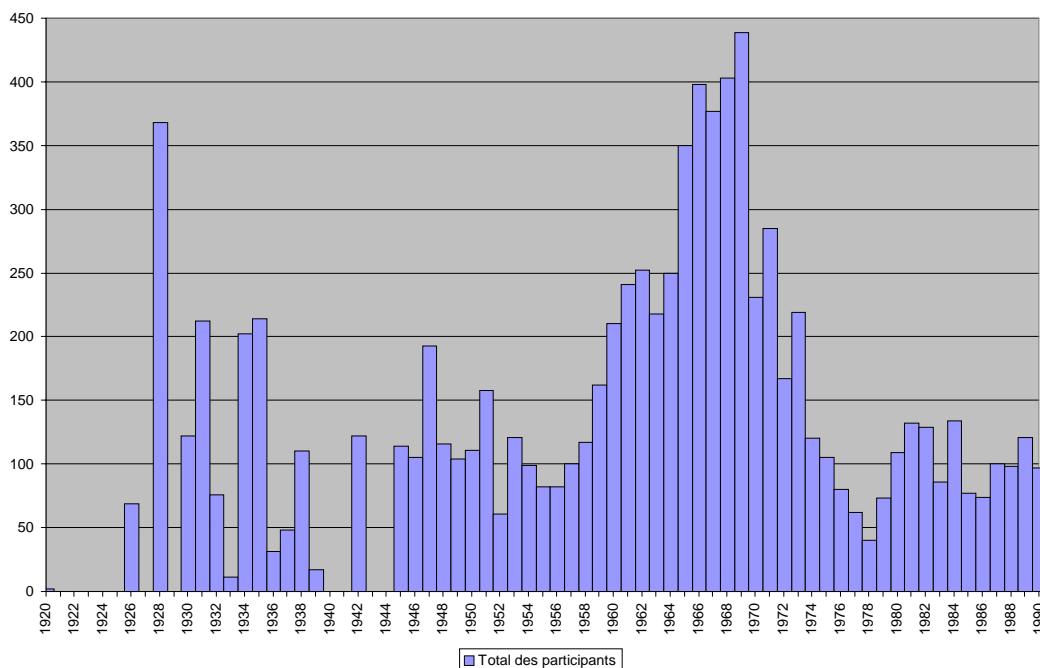


<sup>397</sup> WÜTHRICH, Hans: «Niemand gäbe den LTVs in Europa einen Posten mit Verantwortung». In: *Service Civil International* (n° 96) septembre 1970, p. 6

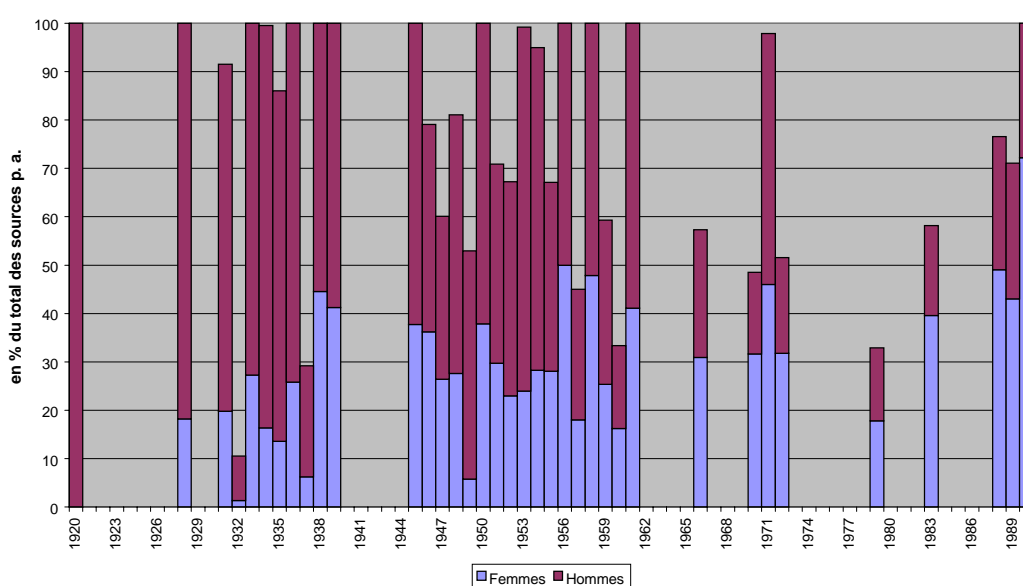
## 7.4 Résultats de la statistique

**Graphique 16,** Total des volontaires de 1920 à 1990

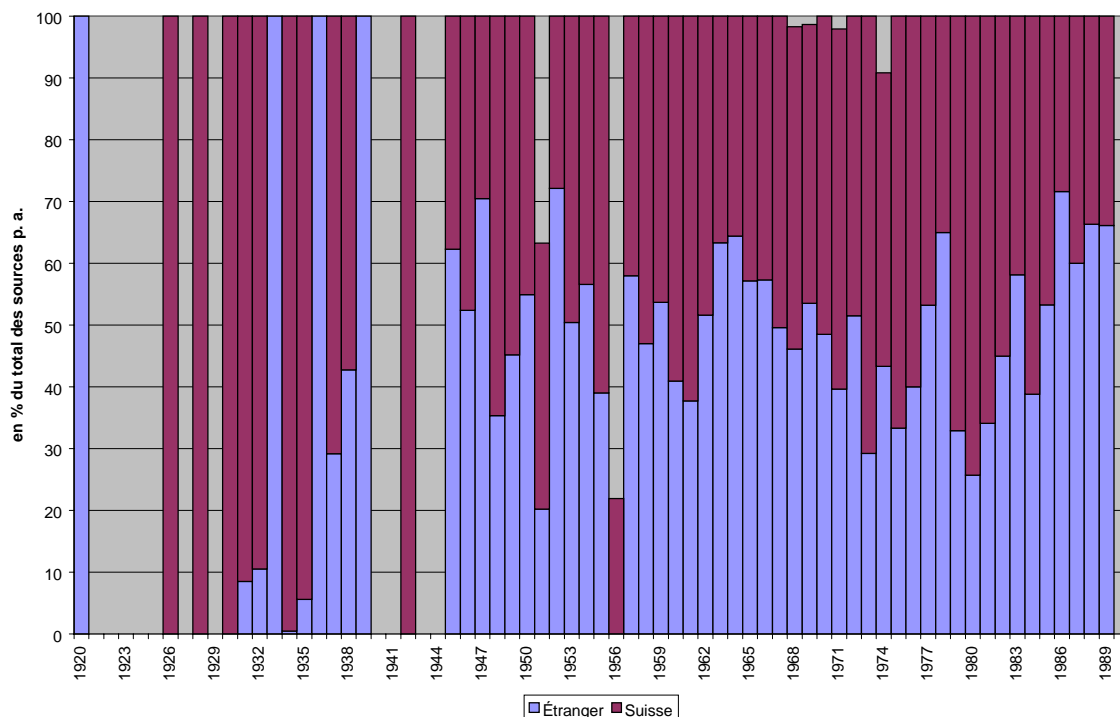
(manque de sources en 1924, 1927, 1929, 1934, 1935, 1936, 1937, 1939, 1940, 1941, 1948, 1949, 1962, 1974)



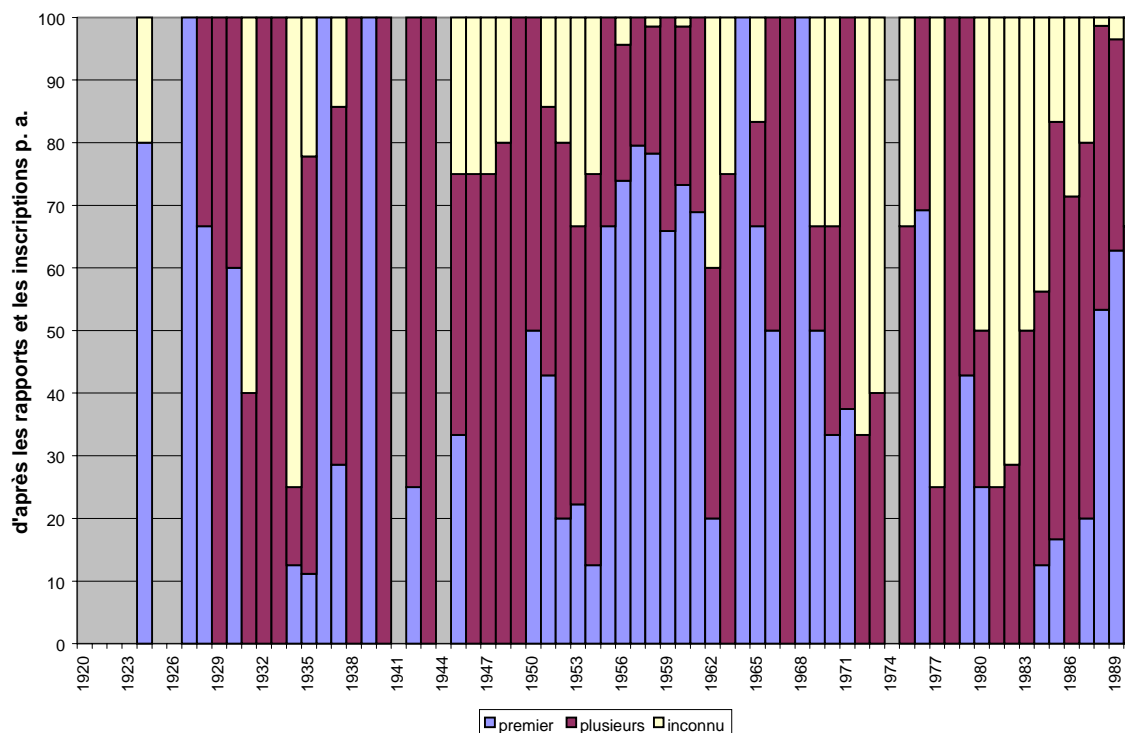
**Graphique 17,** Hommes et femmes dans le SCI de 1920 à 1990



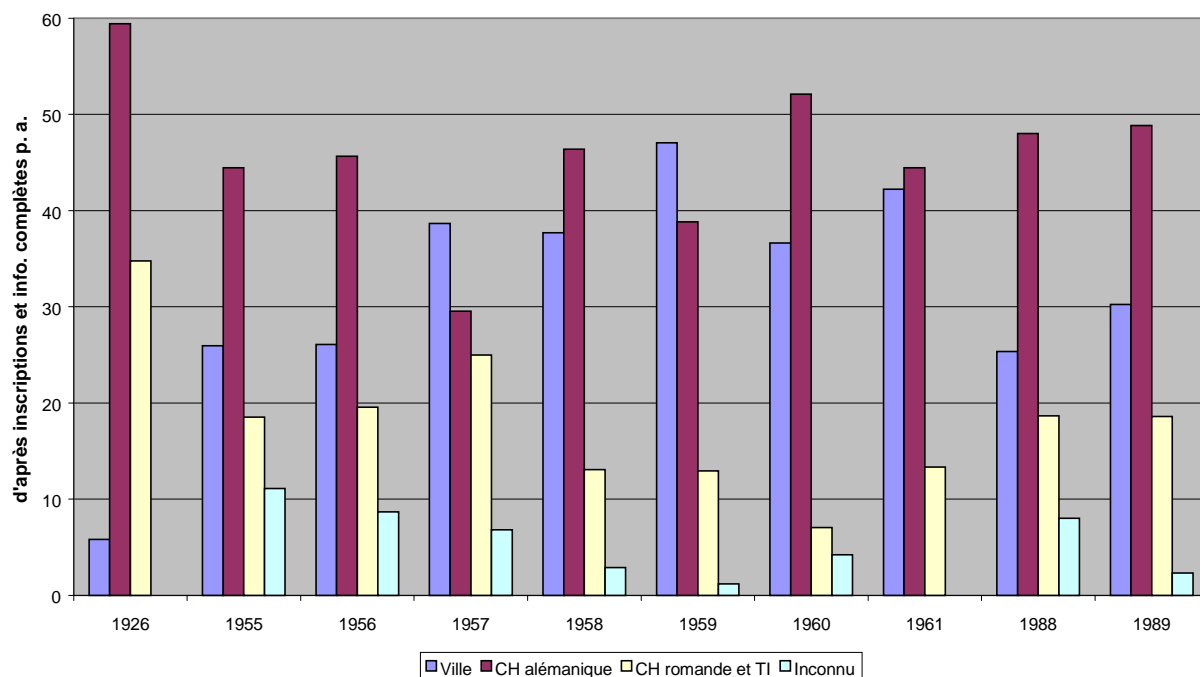
**Graphique 18, Relations entre camps à l'étranger et camps en Suisse de 1920 à 1990**



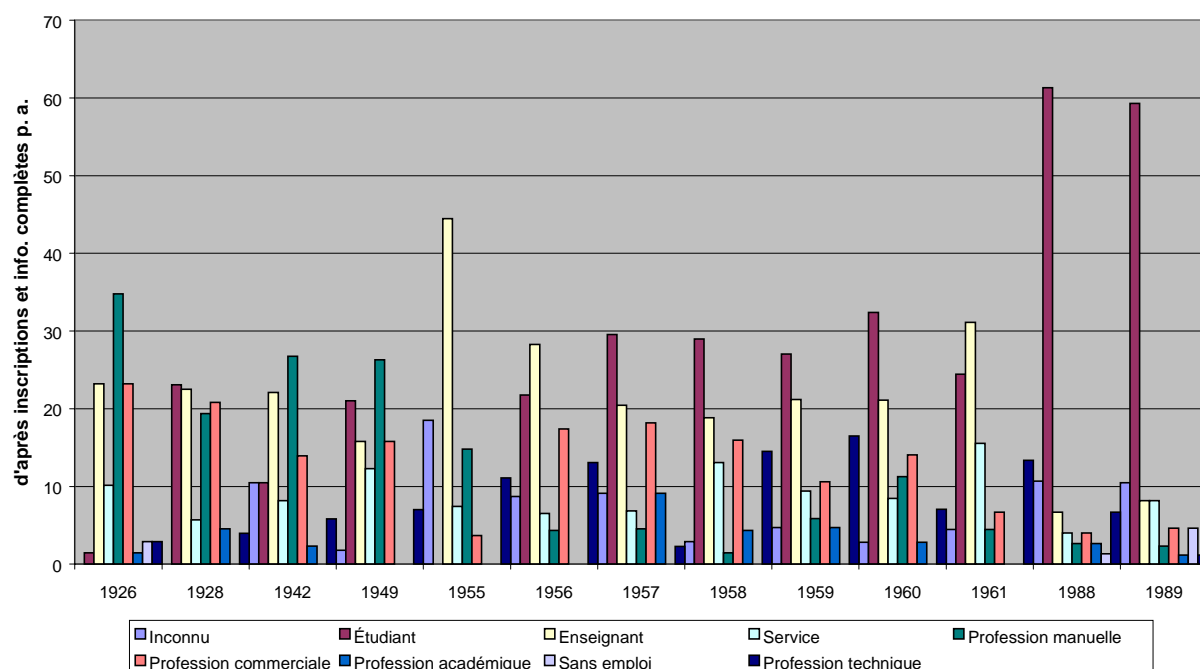
**Graphique 19, Nombre de camps que les volontaires ont fait de 1920 à 1990**



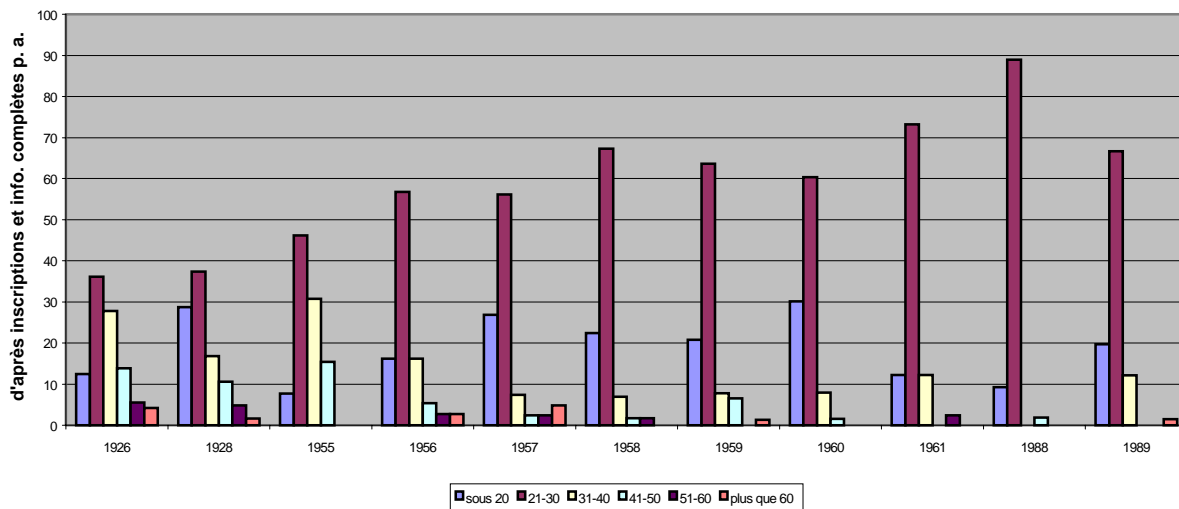
**Graphique 20, Provenance des volontaires des années représentatives**



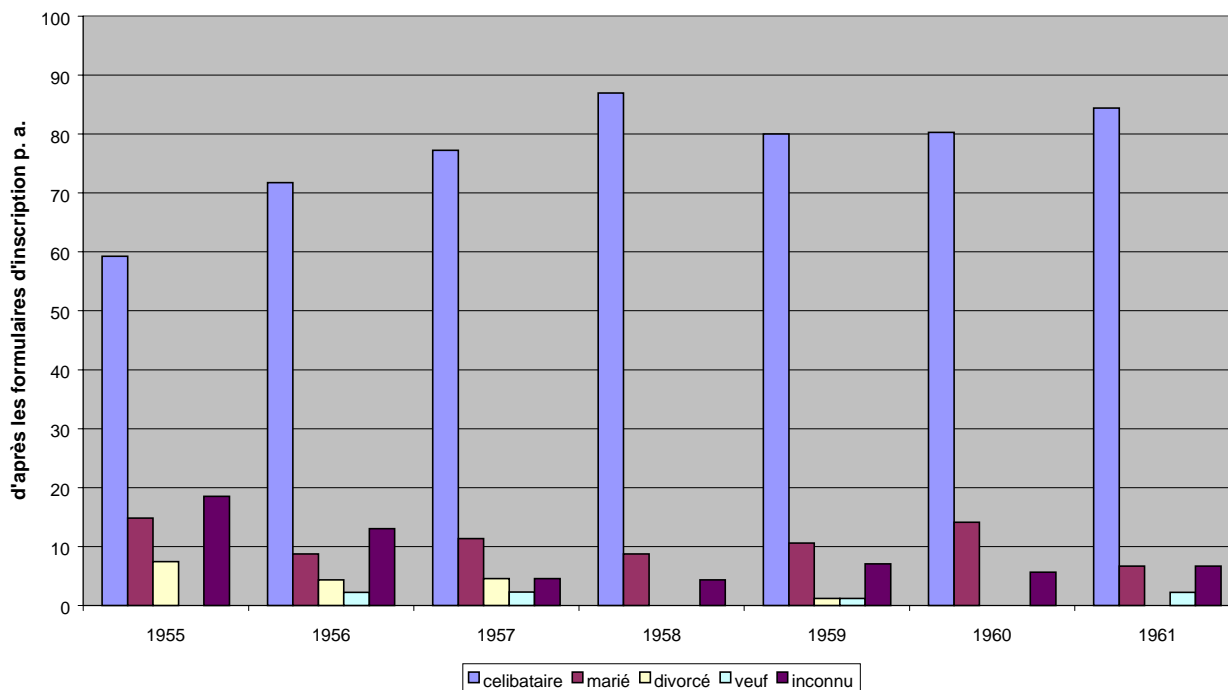
**Graphique 21, Professions des volontaires en 1926, 1928, 1942, 1949, 1955 à 1961, 1988, 1989**



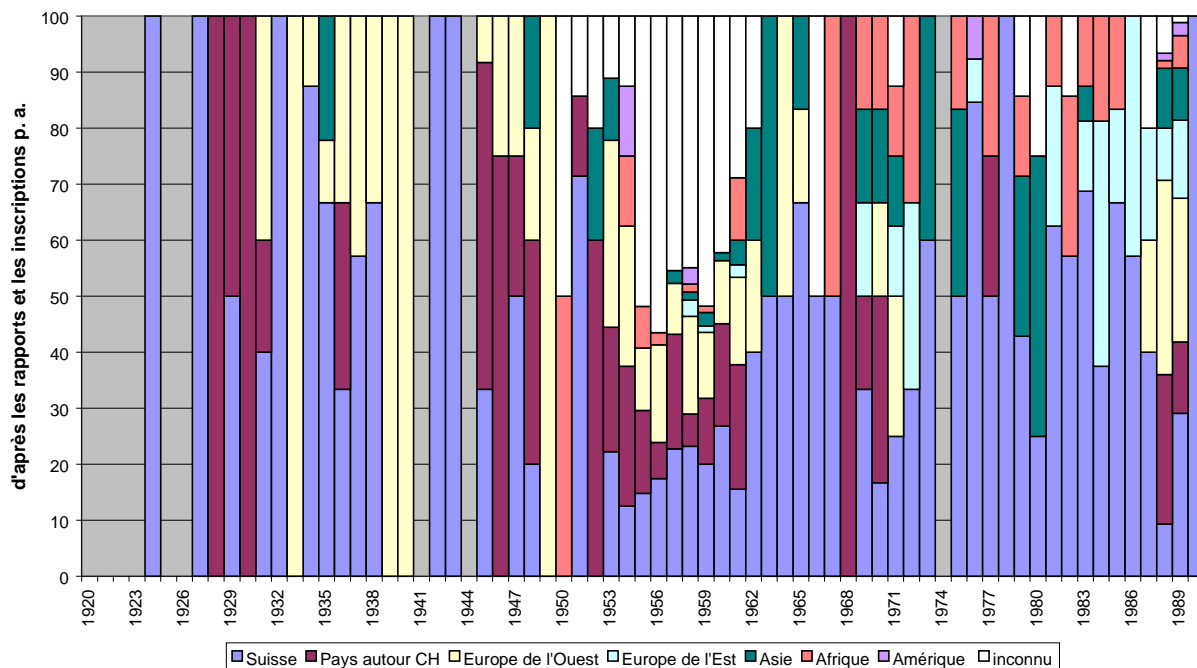
**Graphique 22, Age des volontaires en 1926, 1928, 1955 à 1961, 1988, 1989**



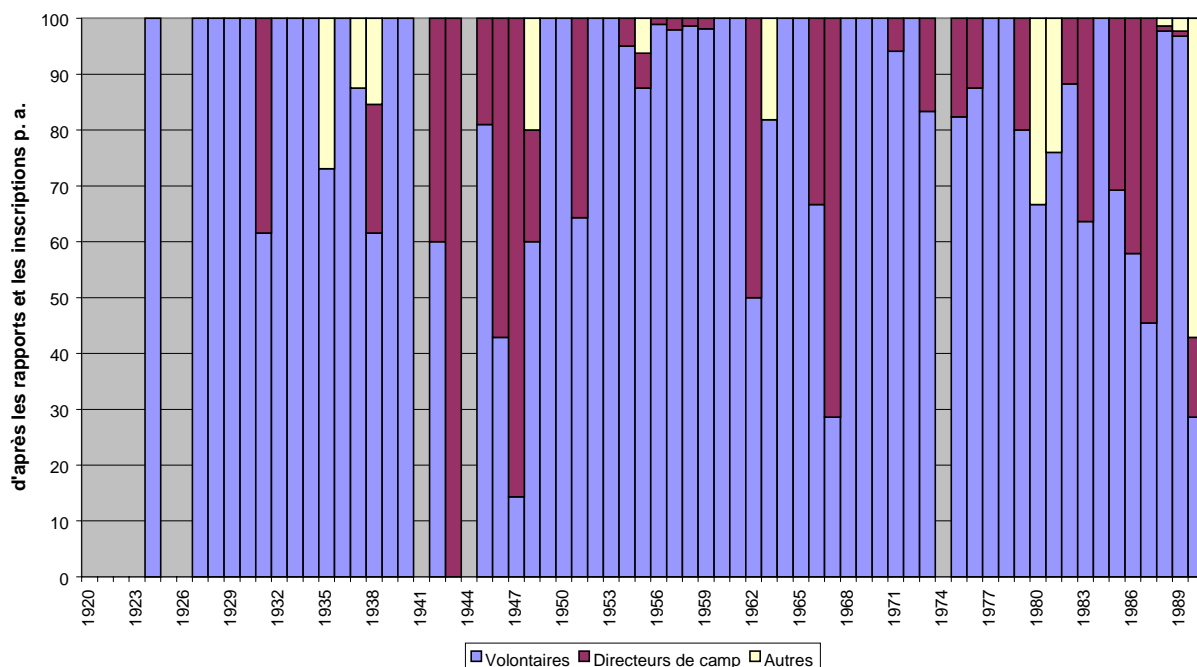
**Graphique 23, Etat civil des volontaires de 1955 à 1961**



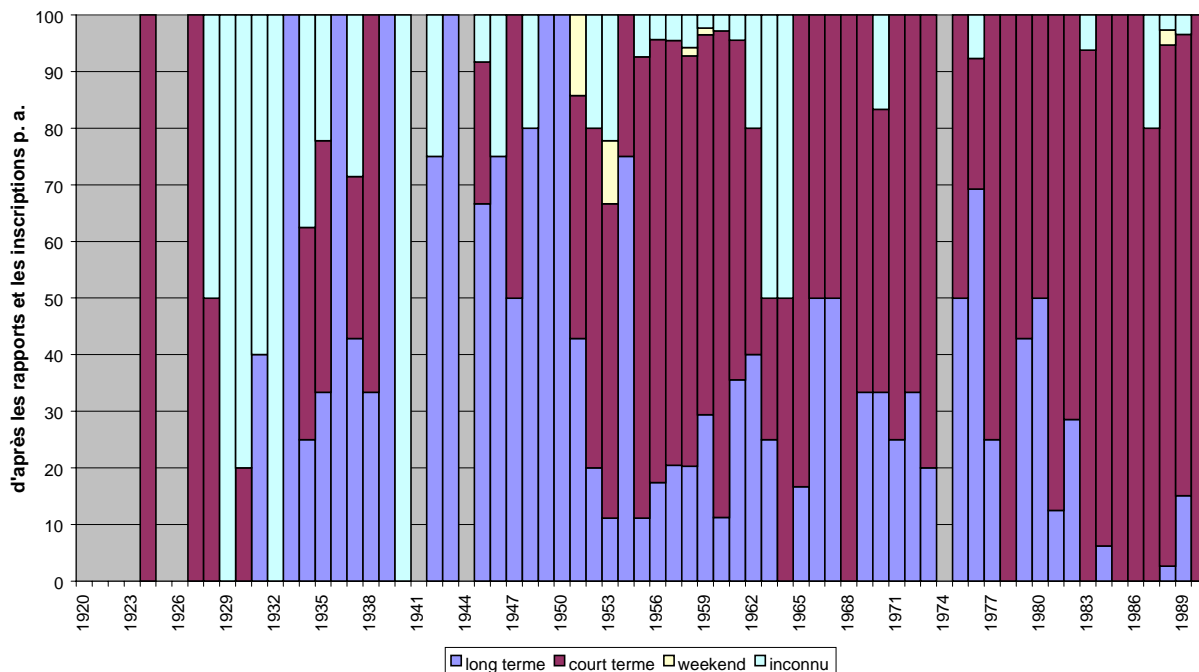
**Graphique 24, Pays visités par les volontaires de 1920 à 1990**



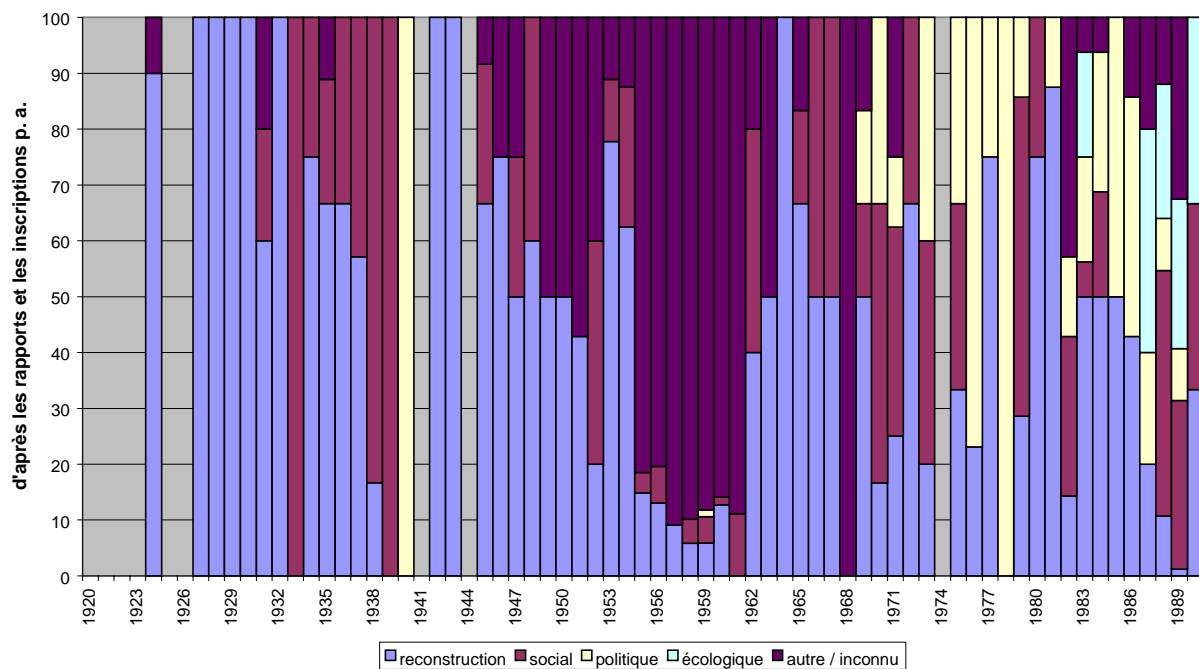
**Graphique 25, Volontaires par fonction de 1920 à 1990**



Graphique 26, Longueur des camps de 1920 à 1990

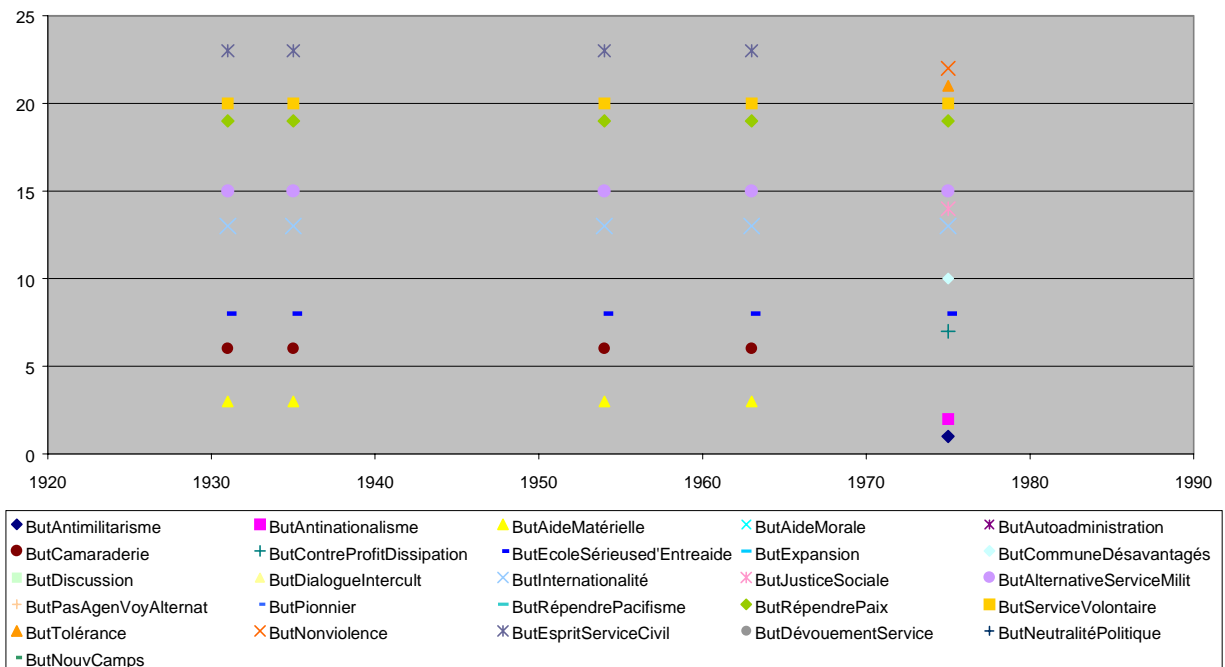


Graphique 27, Buts des camps de 1920 à 1990

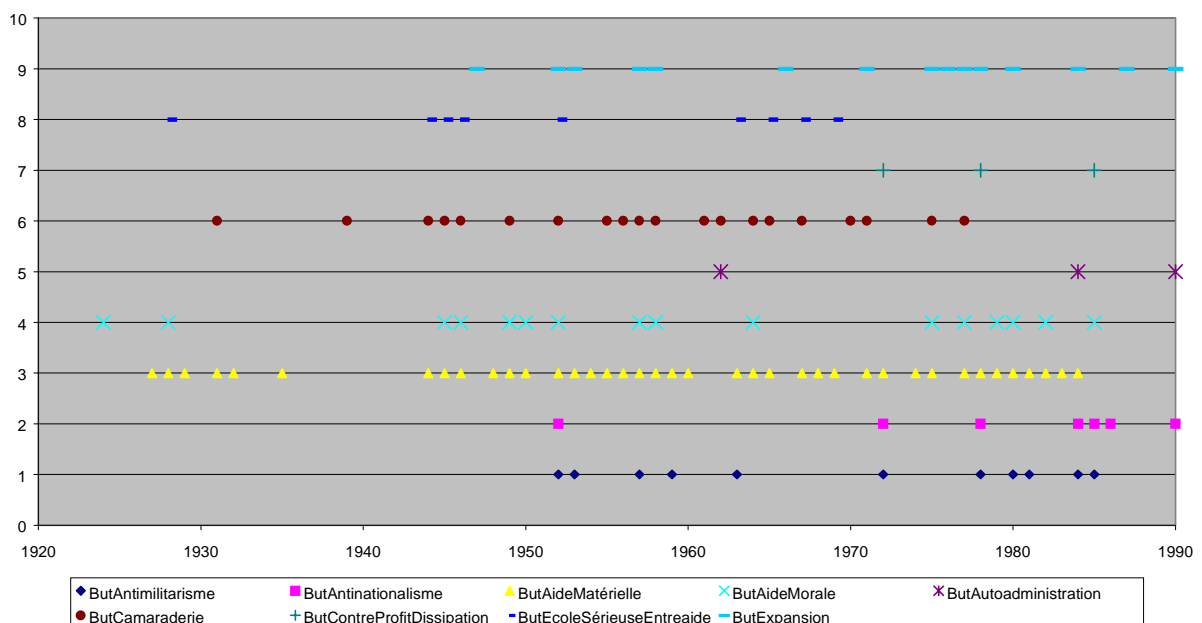


## 7.5 Résultats de l'analyse des buts

Graphique 28, Buts dans les constitutions de 1931, 1935, 1954, 1963 et 1975

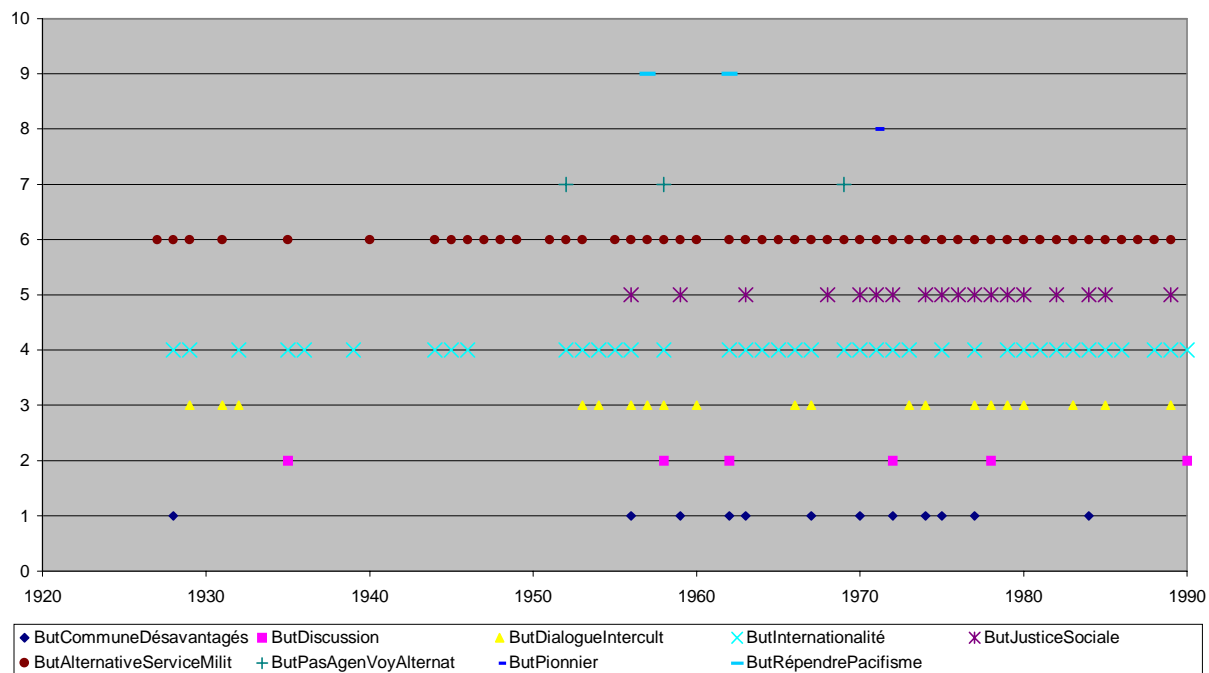


Graphique 29, Buts du SCI hors la constitution, première partie

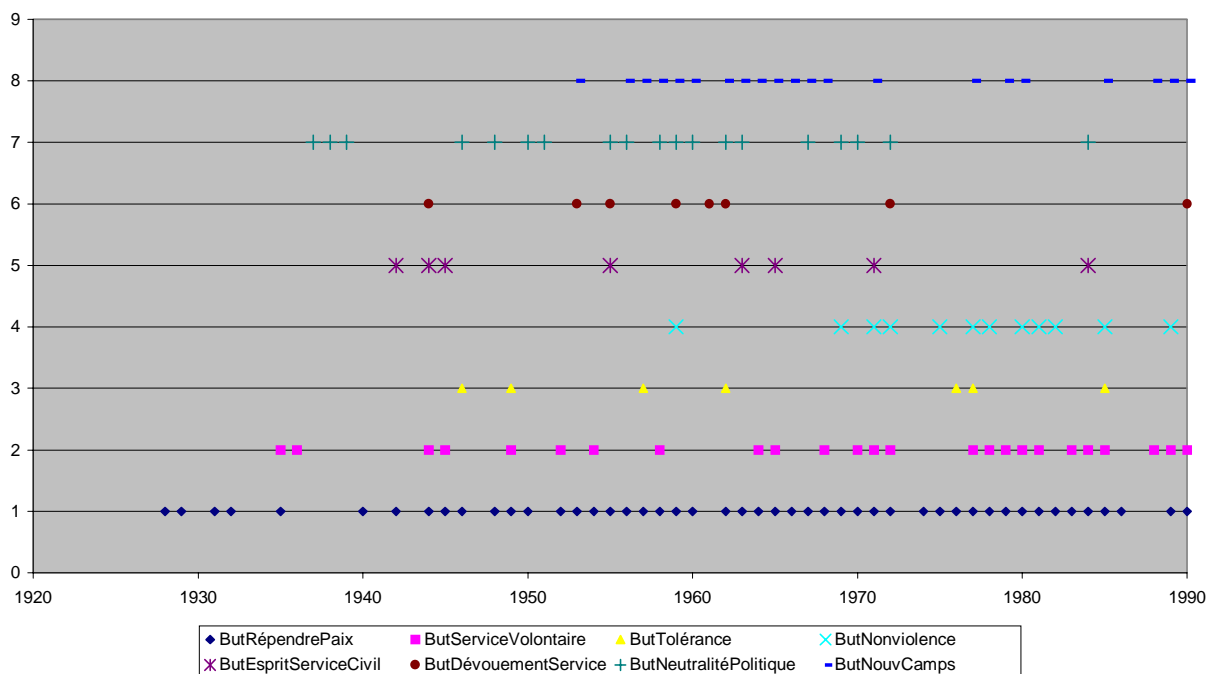




Graphique 30, Buts du SCI, deuxième partie

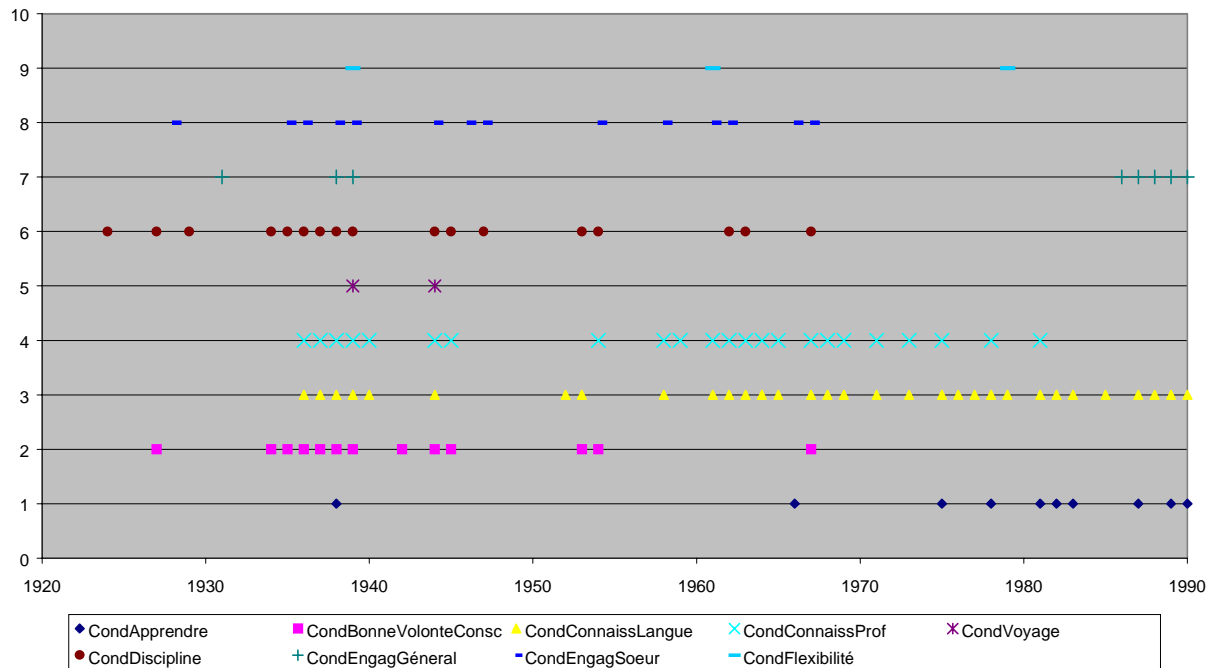


Graphique 31, Buts du SCI, troisième partie

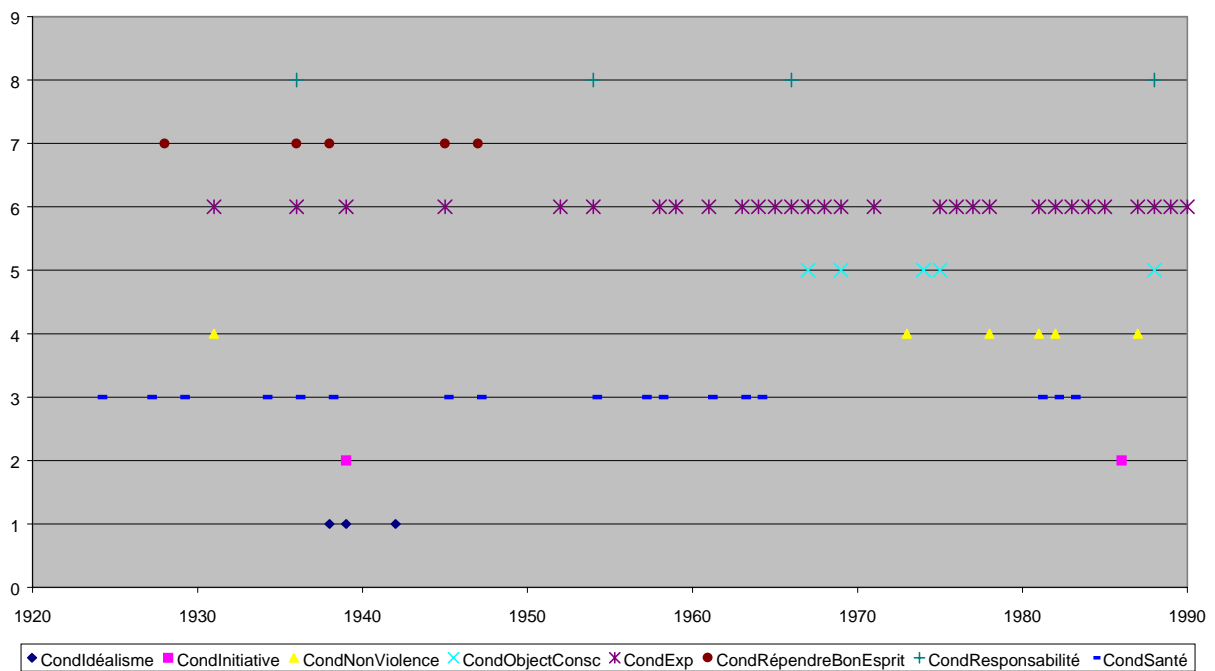


## 7.6 Résultats de l'analyse des conditions

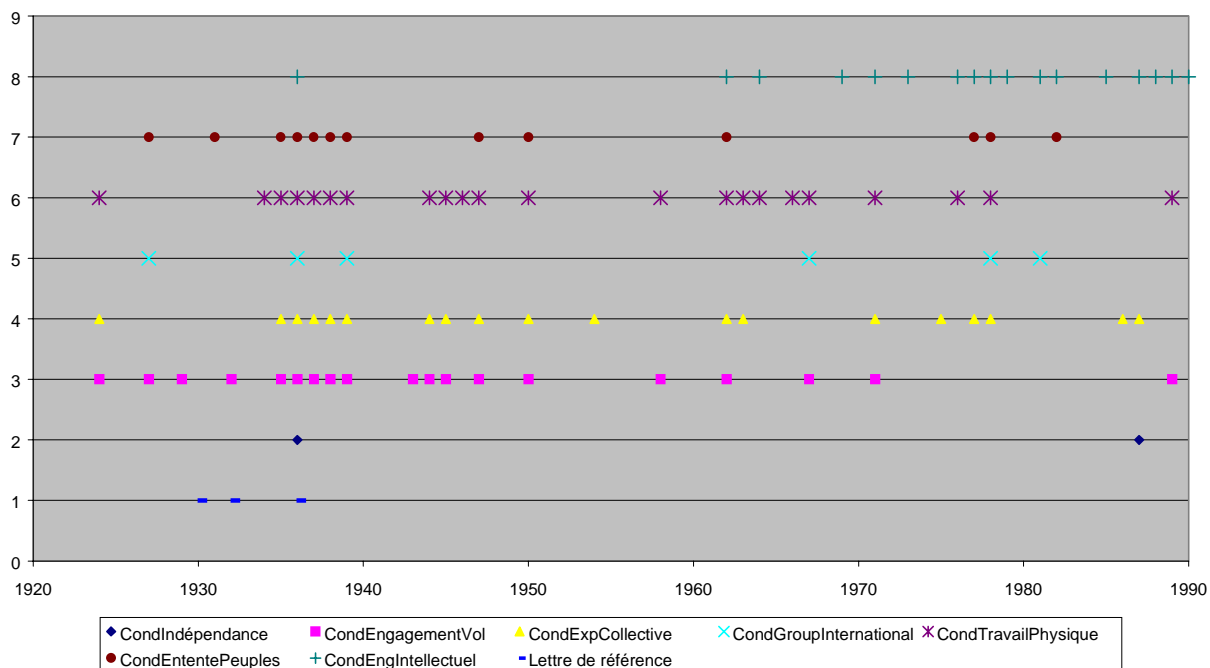
Graphique 32, Conditions exigées des volontaires, première partie



Graphique 33, Conditions exigées des volontaires, deuxième partie

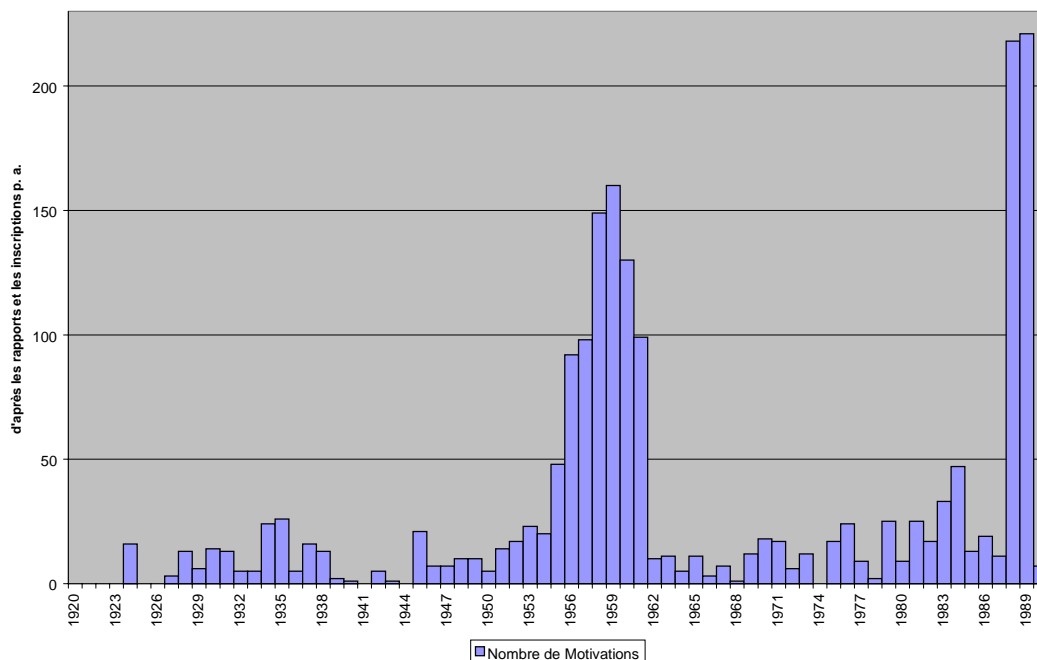


Graphique 34, Conditions exigées des volontaires, troisième partie

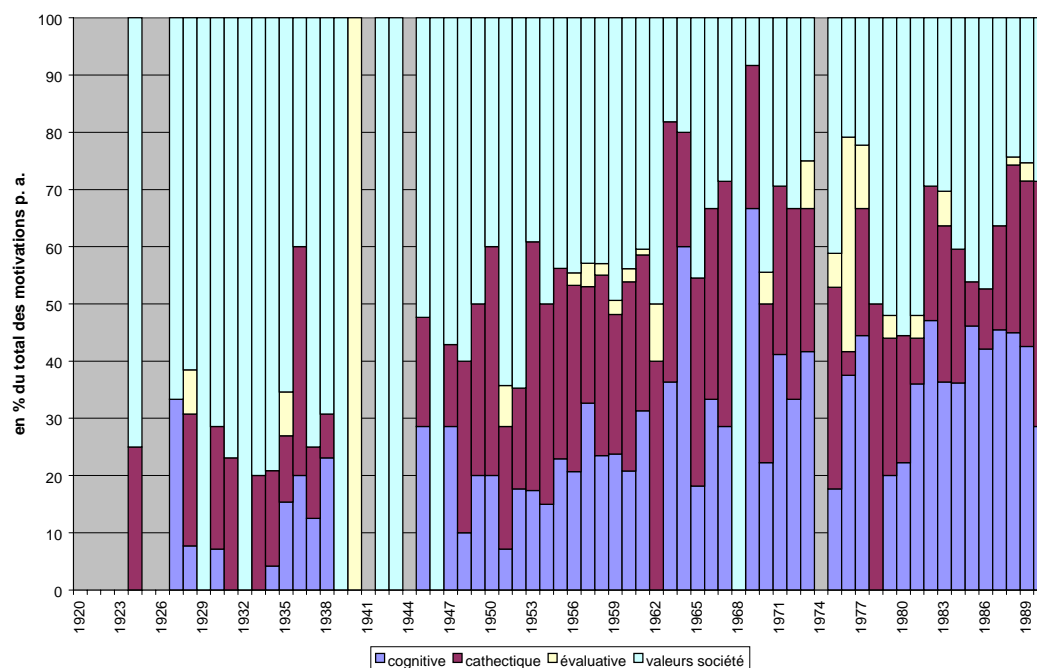


## 7.7 Résultats de l'analyse des motivations

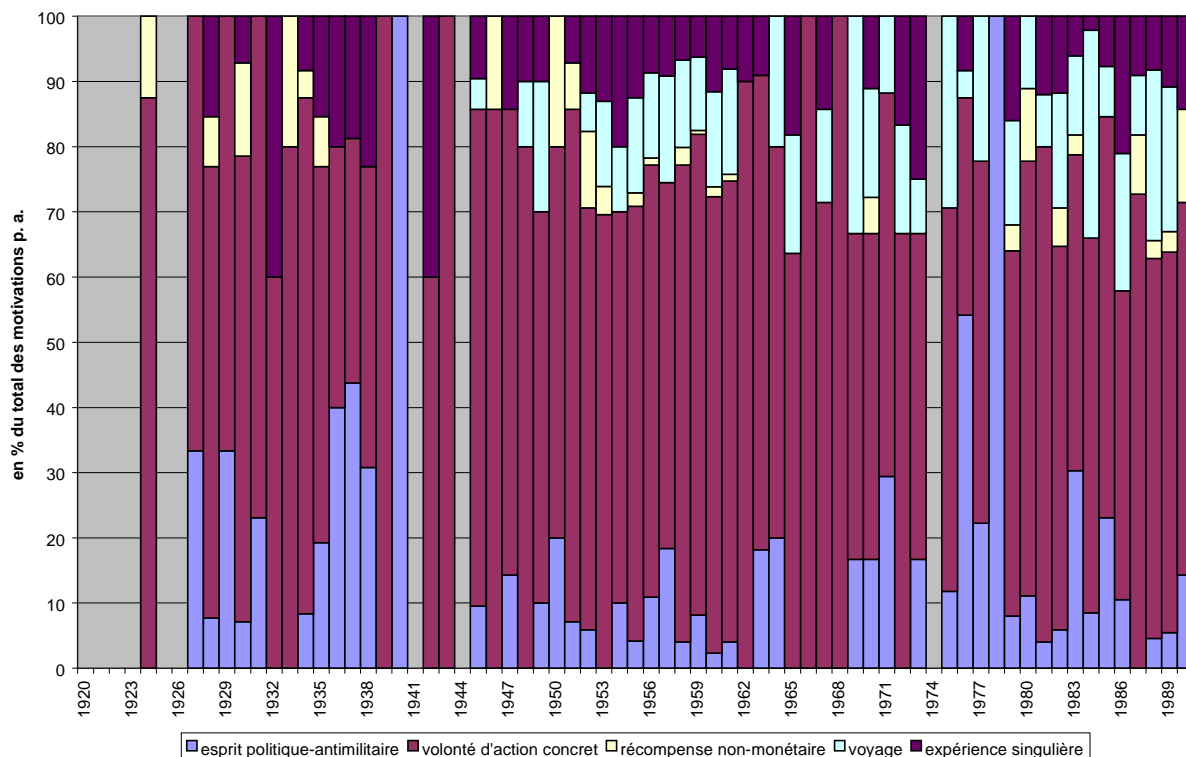
Graphique 35, Total des motivations de 1920 à 1990



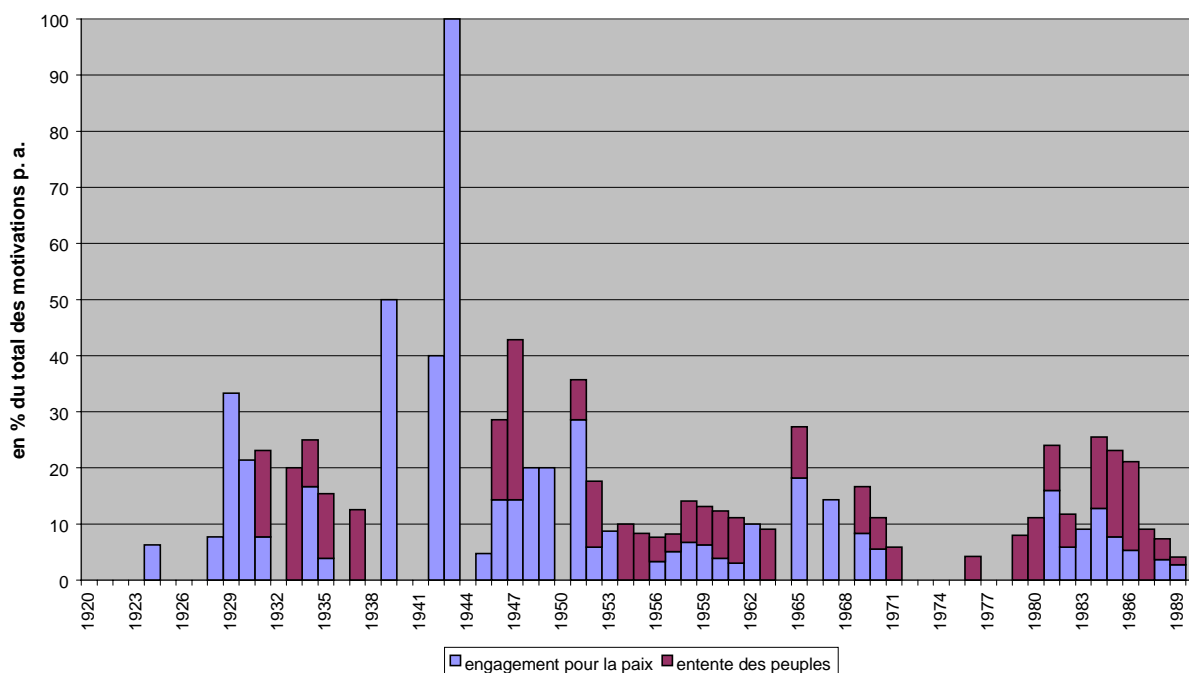
Graphique 36, Idéauxtypes des motivations de 1920 à 1990



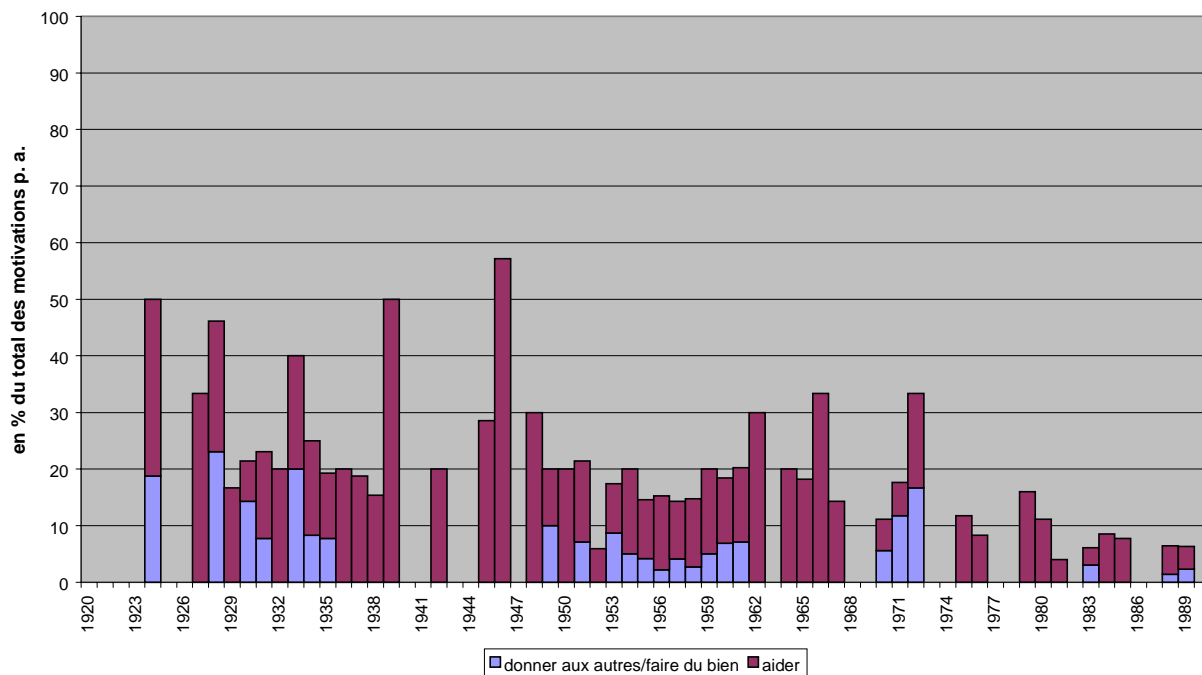
Graphique 37, Archétypes des motivations de 1920 à 1990



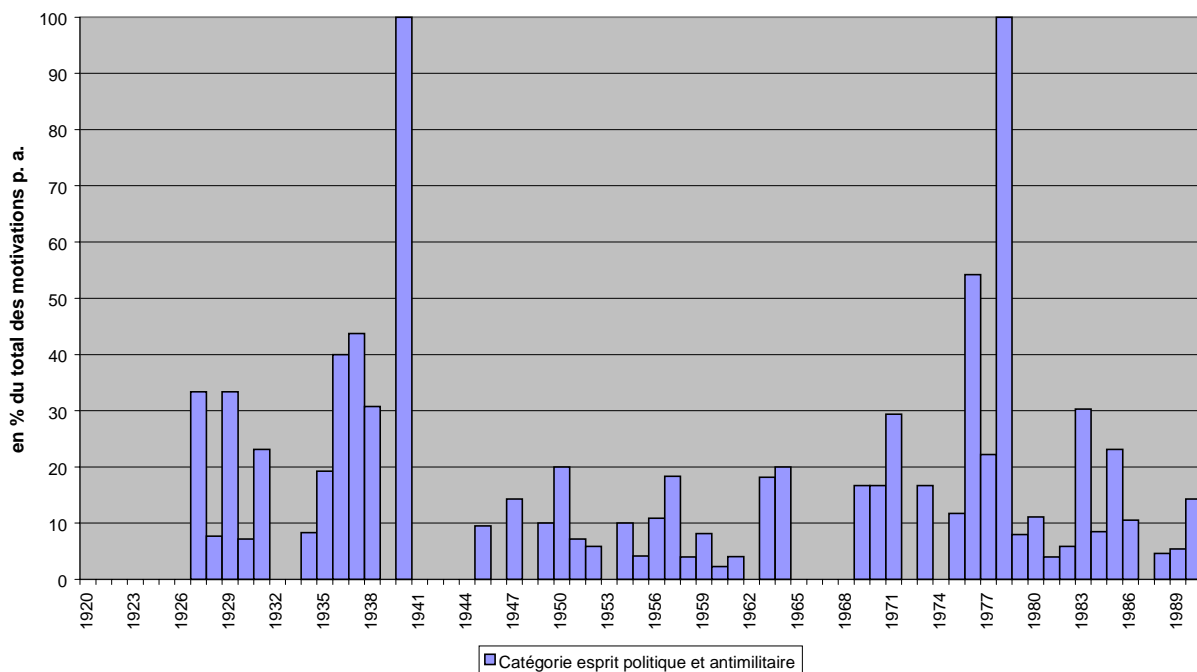
Graphique 38, Motivations pacifistes: «engagement pour la paix» et «entente des peuples» 1920-1990



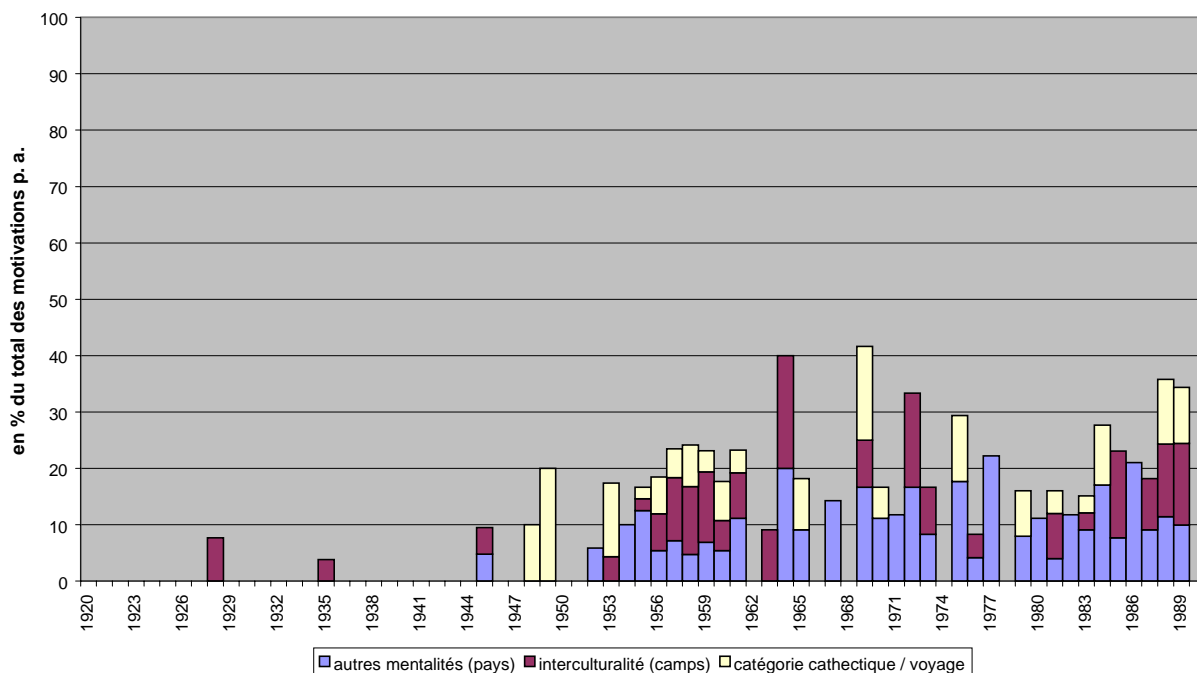
**Graphique 39**, Motivations sociales: «aider» et «donner aux autres / faire du bien» de 1920 à 1990



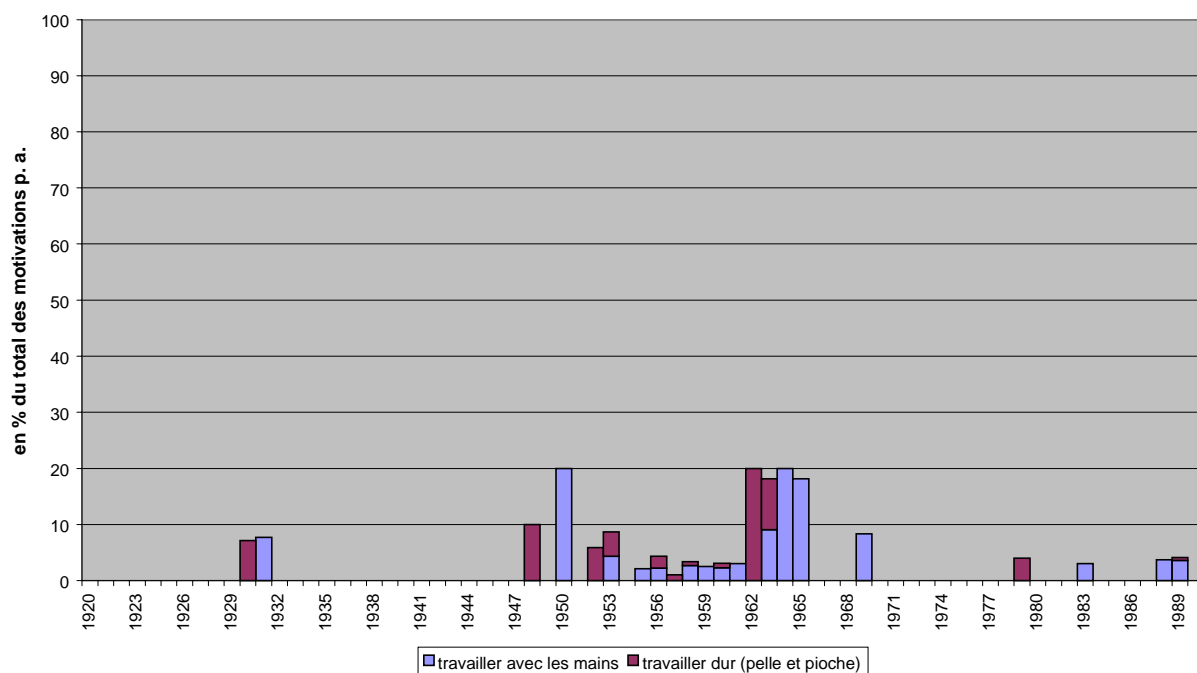
**Graphique 40**, Archétype de la motivation «esprit politique et antimilitariste» de 1920 à 1990



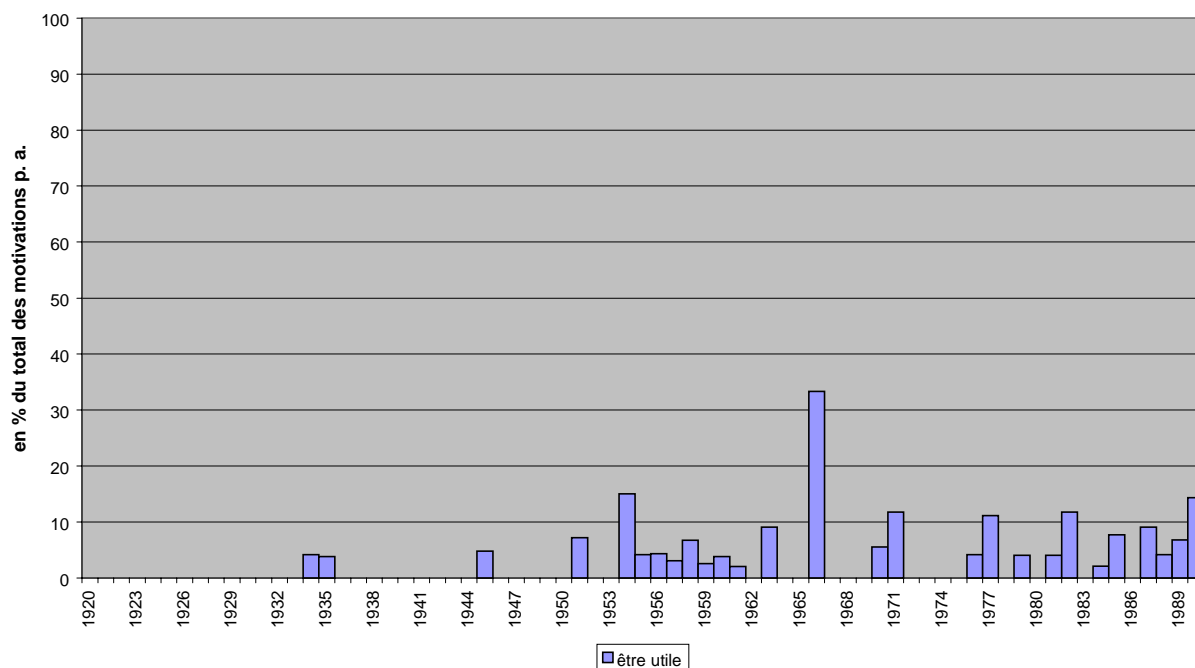
**Graphique 41,** Motivation «expérience interculturelle» et catégorie de la motivation «cathectique / voyage» de 1920 à 1990



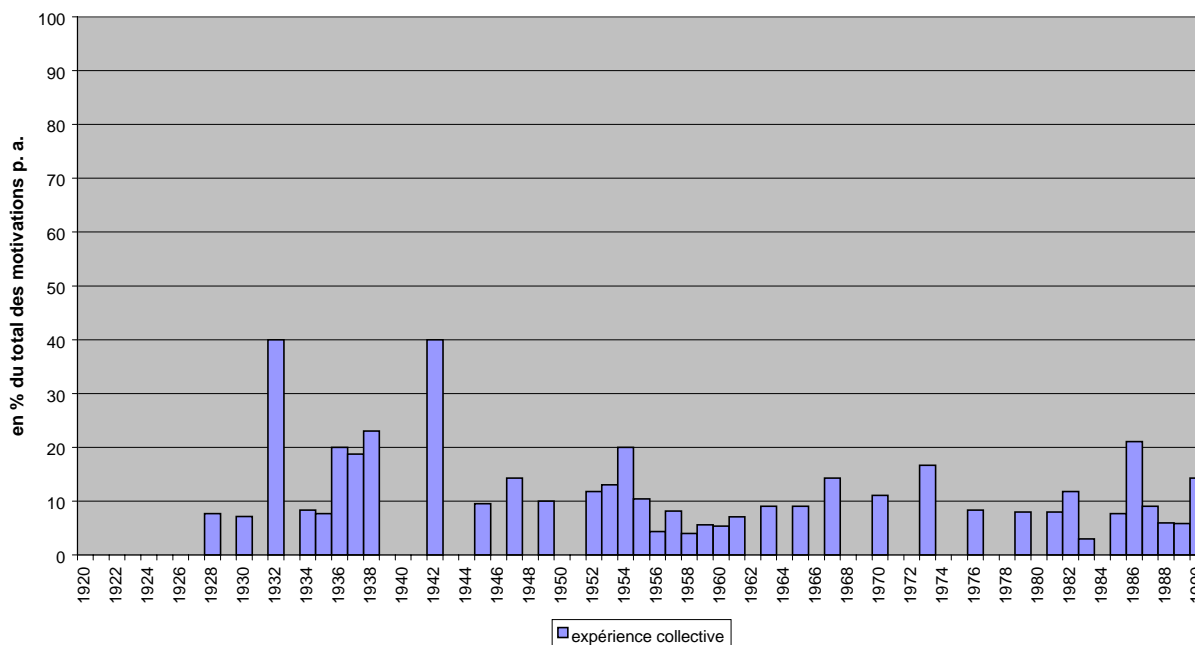
**Graphique 42,** Motivation «travailler dur et travailler avec les mains» de 1920 à 1990



**Graphique 43, Motivation «être utile» de 1920 à 1990**



**Graphique 44, Motivation «expérience collective» de 1920 à 1990**





## 8. Abréviations

AFZ	Archiv für Zeitgeschichte
AVS	Assurance vieillesse et survivants
BNS	Bibliothèque Nationale Suisse
BCDF	Bibliothèque de la ville de La-Chaux-de-Fonds
BCDF SCI	Bibliothèque de la ville de La-Chaux-de-Fonds, fonds du Service Civil International
p.	page
p. a.	par an
pp.	pages
ONU	Organisation des Nations Unies
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique du Nord
SAH	Schweizerische Auslandhilfe (aujourd'hui swissaid)
SCI	Service Civil International
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

## 9. Bibliographie

### 9.1 Archives

- Archiv für Zeitgeschichte (AFZ), Nachlass Otto Zaugg
- Bibliothèque nationale suisse (BNS): Chancellerie fédérale: Votations populaires 1977 et 1991
- Bibliothèque de la ville de La-Chaux-de-Fonds (BCDF), fonds du Service Civil International (BCDF SCI):

Statistiques 1920-1990: BCDF SCI, 20000-20891 et 40001

Constitutions, compte rendus annuels, rapports des assemblées générales 1920-1990: BCDF SCI, 30201-30260

Biographies: BCDF SCI, 11201-11206

Applications 1955-1961 et 1988-1989: BCDF SCI, 30248 et 30252

Publications du SCI, autre que bulletins 1920-1935: BCDF SCI, 10110 et 11101-11116

Publications de Pierre Cérésolle 1920-1945: BCDF SCI, 10101-10111

- Publications suisses (se trouvent à BCDF SCI et BNS):

*Rapport de Travail / Arbeitsbericht*, Zürich, 1945-1949 (n° 0 - n° 13)

*Mitteilungen / Feuille d'information*, Zürich, 1949-1956 (n° 14 - n° 38)

*Mitteilungen / bulletin*, Zürich, 1956-1968 (n° 39 - n° 83)

*Service Civil International*, Zürich 1968-1972 (n° 84 - n° 112)

*Service Civil International*, La Chaux-de-Fonds 1972-1972 (n° 113 - n° 115)

*Service civil international*, La Chaux-de-Fonds 1972-1980 (n° 116 - n° 174)

*Service civil international*, Fribourg 1980-1984 (n° 175 - n° 195)

*Service civil international*, Bern 1984-1984 (n° 196 - n° 197)

*service civil international*, Bern, 1984-1990 (n° 198 - n° 224)

- Publications internationales:

*Le Service Civil*, Bern, 1935-1940 (n° 1 - n° 17)

*Le Service Civil*, Bern, 1940-1942 (n° 18 - n° 19)

*Le Service Civil*, Lausanne, 1942-1945 (n° 20/21 - n° 30/31)

*Le Service Civil*, Zürich, 1945-1946 (n° 32 - n° 37)

*Le Service Civil*, Paris, 1947-1952 (n° 38 - n° 55)

*Le Service Civil*, Zürich, 1952-1956 (n° 56 - n° 73)

Edition française:

*Service Civil International*, Clichy, 1957-1957 (n° 27 - n° 30)

*Service Civil International*, Clichy, 1958-1963 (série 3 n° 1 - série 3 n° 15a)

Deutsche Ausgabe:

*Zivildienst*, Bückeburg/Hamburg, 1957-1957 (n° 74 - n° 77)

*Internationaler Zivildienst*, Hamburg, 1958-1962 (n° 78 - n° 89)

*Internationale Mitteilungen des Service Civil International*, Lieu de parution inconnue, probablement 1962 (n° 90)

## 9.2 Dictionnaires

- MOURRE, Michel: Dictionnaire encyclopédique d'histoire. Paris (vol. G-I/N-P/Q-S) 1994<sup>2</sup>, 4992 p.
- RITZMANN-BLICKENSTORFER, Heiner: Historische Statistik der Schweiz. Zürich 1996, 1221 p.
- ROTH, Erwin (éd.): Enzyklopädie der Psychologie. Organisationspsychologie. Göttingen, 1989 (vol. D.3.3), 939 p.
- SILLAMY, Norbert: Dictionnaire de la psychologie. Paris, 1991, 273 p.
- THOMAE, Hans (éd.): Enzyklopädie der Psychologie. Theorien und Formen der Motivation. Göttingen, 1983 (vol. C.4.1), 744 p.

## 9.3 Ouvrages sur la méthode

- BÉDARIDA, François: «Sur le concept de Résistance». In: GUILLON, Jean-Marie; LABORIE, Pierre: Mémoire et Histoire: La Résistance. Toulouse, 1995, p. 47
- BURKE, Peter: History and social theory. Cambridge, 1992, 198 p.
- DEROSIÈRES, Alain: «Comment faire des choses qui tiennent.» In: CHRISTOPHE, Charle: Histoire sociale, histoire globale? Paris, 1993, pp. 23-44.
- FOLINI, Christian: «Möglichkeiten der Vernetzung von Quellenbeständen am Beispiel einer Datenbank zur Frauenmystik». In: *Das Mittelalter* 1999 (vol. 4), pp. 171-177.
- FOLINI, Christian: «Wie bringe ich Barzabal Facin auf den Bildschirm? Als Studierender oder Doktorand auf der Suche nach der geeigneten Datenbankstruktur». In: *Geschichte und Informatik* (vol. 11) 2001, pp. 25-38.
- GAY, Peter: Freud for historians. Oxford, 1985, 252 p.
- GERHARDT, Uta: «Erzählenden und Hypothesenkonstruktion.» In: *Kölner Zeitschrift für Sozialtheorie und Sozialpsychologie* 1985 (vol. 37, n° 2), pp. 230-256.
- GERHARDT, Uta: «Verstehende Strukturanalyse: Die Konstruktion von Idealtypen als Analyseschritt bei der Auswertung qualitativer Forschungsmaterialien.» In: SOEFFNER, Hans-Georg (Hg.): Sozialstruktur und soziale Typik. Frankfurt am Main, 1986, pp. 31-83.
- HARVEY, Charles; PRESS, Jon: Databases in Historical Research. New York, 1996, 331 p.
- HEMPEL, Carl G.: «Typologische Methoden in den Sozialwissenschaften.» In: TOPITSCH, Ernst (Hg.): Logik der Sozialwissenschaften. Frankfurt am Main, 1993<sup>12</sup>, pp. 85-101.
- HILLMANN, Karl-Heinz: Wörterbuch der Soziologie. Stuttgart, 1994<sup>4</sup>, 958 p.
- JARAUSCH, K.H.; ARMINGER G.; THALLER, M.: Quantitative Methoden in der Geschichtswissenschaft. Darmstadt, 1985, 211p.
- LEPETIT, Bernard: Les formes d'expérience. Une autre histoire sociale. Paris, 1995, 337 p.
- LOEWENBERG, Peter: Decoding the Past. New York, 1983, 299 p.
- LORENZ, Chris: Konstruktion der Vergangenheit. Köln, 1997, 480 p.
- MAUSE, Lloyd de: Was ist Psychohistorie? Giessen, 2000, 487 p.
- MOMMSEN, W.: Max Weber: Gesellschaft, Politik und Geschichte. Frankfurt am Main, 1974, 280 p.
- NUTTIN, Joseph: Théorie de la motivation humaine. Paris, 1985<sup>2</sup>, 365 p.

- RAGIN, Charles C.: The Comparative Method. Berkley, 1989, 185 p.
- RHEINBERG, Falko: Motivation. Stuttgart, 1995 (vol. 6), 197 p.
- SZALUTA, Jacques: La Psychohistoire. Paris, 1987, 127 p.
- WEBER, Max; WINCKELMANN, Johannes (Hg.): Gesammelte Aufsätze zur Wissenschaftslehre. Tübingen, 1973<sup>2</sup>, 613 p.

#### 9.4 Ouvrages sur le contenu

- BADEL, Christoph: Politische Ökonomie der Freiwilligenarbeit. Frankfurt a. M., 1985, 274 p.
- BERGIER, Jean-François: Wirtschaftsgeschichte der Schweiz. Zürich, 1990<sup>2</sup>, 395 p.
- BOVAY, Claude; TABIN, Jean-Pierre; CAMPICHE, Roland J.: Bénévolat: modes d'emploi. Lausanne, 1994, 335 p.
- BOVAY, Claude: (Un)freiwillig effizient. Bern, 1998, 137 p.
- BRASSEL, Ruedi; TANNER, Jakob: «Aspekte der Friedensbewegung in der Schweiz». In: FORUM FÜR PRAXISBEZOGENE FRIEDENSFORSCHUNG: Handbuch Frieden Schweiz. Basel 1986, 380 p.
- BROCK, Peter: Pacifism in the twentieth century. Syracuse, 1999, 431 p.
- BUCHMANN, Marlis; EISNER, Manuel: «Arbeit und Identität – Von der Notgemeinschaft zur Wahlverwandtschaft.» In: GEISER, Thomas; SCHMID, Hans; WALTER-BUSCH, Emil (Hg.): Arbeit in der Schweiz des 20. Jahrhunderts. Bern, 1998, pp. 111-134.
- BÜHLMANN, Jaqueline; SCHMIDT, Hans; BUNDESAMT FÜR STATISTIK (Hg.): Unbezahlt – aber trotzdem Arbeit. Neuchâtel, 1999, 64 p.
- COMITE POUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA SUISSE: Geschichte der Schweiz und der Schweizer. Basel, 1986, 1055 p.
- GASKIN, Katherine; SMITH, Justin Davis; ROBERT BOSCH STIFTUNG (Hg.): Ein neues bürgerschaftliches Europa. Freiburg im Breisgau, 1996, 280 p.
- HANHART, Dieter: Freiwilligenarbeit. Zürich, 2000, 197 p.
- HUG, Peter; MESMER, Beatrix (Hg.): Schweizerisches Bundesarchiv, Studien und Quellen. Von der Entwicklungshilfe zur Entwicklungspolitik. Bern, 1993 (vol. 19), 685 p.
- JANNING, Josef (Hg.): Friedensbewegungen. Köln, 1987, 293 p.
- KOCKA, Jürgen; OFFE, Claus (Hg.): Geschichte und Zukunft der Arbeit. Frankfurt am Main, 2000, 510 p.
- KÖNIG, Mario; KREIS, Georg; MEISTER, Franziska; ROMANO, Gaetano (Hg.): Dynamisierung und Umbau. Die Schweiz in den 60er und 70er Jahren. Zürich, 1998, 286 p.
- LALIVE D'EPINAY, Christian; GARCIA, Carlos: Le mythe du travail en Suisse. Genève, 1988, 176 p.
- MARXER, Veronika: Die pazifistisch-antimilitaristische Bewegung in der Schweiz, Travail de mémoire. Zurich, 1984, 228 p.
- MONASTIER, Hélène: Paix, Pelle et Pioche, histoire du SCI de 1919 à 1954. Lausanne, 1955, 144 p.
- MOSKOS, Charles C.; CHAMBERS, John Whiteclay: The New Conscientious Objection, From Sacred to Secular Resistance. New York, 1993, 286 p.
- NADAI, Eva: Gemeinsinn und Eigennutz. Bern, 1996, 259 p.
- PEARCE, Jone L.: Volunteers, the organisational behavior of unpaid workers. Berkley, 1993, 223 p.
- PIETRO, David Di, et al.: Ralph Hegnauer, A lifelong volunteer. Roma, 1999, 114 p.

- SPESCHA, Plasch: «Arbeit-Freizeit-Sozialzeit.» In: RINGELING, Hermann; SVILAR; Maja (Hg.): Die Zukunft der Arbeit. Bern, 1987, pp. 121-134.
- STEINBERG, Hans-Joseph: «Karl Lamprecht». In: WEHLER, Hans-Ulrich (Hg.): Deutsche Historiker I. Göttingen, 1971 (Vol.1), pp. 58-68.
- TAYLOR, Richard; YOUNG, Nigel: Campaigns for Peace. Manchester, 1987, 303 p.
- WINET, Ruedi: Etwas sinnvolles tun. Handbuch zum Zivildienst. Zürich, 1998, 187 p.

## 10. Liste des graphiques

Graphique 1, Fréquence des motivations dans les rapports et dans les formulaires d'inscription.....	21
Graphique 2, Evolution des motivations pacifistes .....	32
Graphique 3, Evolution des motivations sociales .....	34
Graphique 4, Evolution de l'archétype de la motivation «esprit politique et antimilitariste» .....	68
Graphique 5, Evolution des motivations «expérience interculturelle» et «voyage».....	94
Graphique 6, Evolution de la motivation «expérience collective» .....	94
Graphique 7, Evolution de la motivation «être utile» .....	95
Graphique 8, Evolution de la motivation «travailler avec les mains et travailler dur».....	95
Graphique 9, Bilan du tourisme de 1960 à 1988.....	101
Graphique 10, Les idéaux types du règne légitime de Max Weber .....	124
Graphique 11, Les idéaux types de la motivation volontaire et les quatre-vingt-onze motivations .....	125
Graphique 12, La banque de données du SCI: buts .....	126
Graphique 13, La banque de données du SCI: conditions .....	127
Graphique 14, Les liens entre acteurs, sources et motivations.....	128
Graphique 15, La banque de données sur la motivation .....	129
Graphique 16, Total des volontaires de 1920 à 1990.....	130
Graphique 17, Hommes et femmes dans le SCI de 1920 à 1990.....	130
Graphique 18, Relations entre camps à l'étranger et camps en Suisse de 1920 à 1990.....	131
Graphique 19, Nombre de camps que les volontaires ont fait de 1920 à 1990.....	131
Graphique 20, Provenance des volontaires des années représentatives.....	132
Graphique 21, Professions des volontaires en 1926, 1928, 1942, 1949, 1955 à 1961, 1988, 1989.....	132
Graphique 22, Age des volontaires en 1926, 1928, 1955 à 1961, 1988, 1989.....	133
Graphique 23, Etat civil des volontaires de 1955 à 1961.....	133
Graphique 24, Pays visités par les volontaires de 1920 à 1990 .....	134
Graphique 25, Volontaires par fonction de 1920 à 1990 .....	134
Graphique 26, Longueur des camps de 1920 à 1990 .....	135
Graphique 27, Buts des camps de 1920 à 1990 .....	135
Graphique 28, Buts dans les constitutions de 1931, 1935, 1954, 1963 et 1975.....	136
Graphique 29, Buts du SCI hors la constitution, première partie .....	136
Graphique 30, Buts du SCI, deuxième partie.....	137
Graphique 31, Buts du SCI, troisième partie .....	137
Graphique 32, Conditions exigées des volontaires, première partie .....	138
Graphique 33, Conditions exigées des volontaires, deuxième partie.....	138
Graphique 34, Conditions exigées des volontaires, troisième partie .....	139
Graphique 35, Total des motivations de 1920 à 1990.....	140

Graphique 36, Idéauxtypes des motivations de 1920 à 1990.....	140
Graphique 37, Archétypes des motivations de 1920 à 1990.....	141
Graphique 38, Motivations pacifistes de 1920 à 1990.....	141
Graphique 39, Motivations sociales de 1920 à 1990.....	142
Graphique 40, Archétype de la motivation «esprit politique et antimilitariste» de 1920 à 1990.....	142
Graphique 41, Motivation «expérience interculturelle» et «voyage» de 1920 à 1990.....	143
Graphique 42, Motivation «travailler dur et travailler avec les mains» de 1920 à 1990.....	143
Graphique 43, Motivation «être utile» de 1920 à 1990.....	144
Graphique 44, Motivation «expérience collective» de 1920 à 1990.....	144

## 11. Table des matières

1. Introduction.....	4
1.1 Introduction thématique.....	5
1.1.1 Le travail bénévole et les organisations volontaires .....	5
1.1.2 Le Service Civil International .....	6
1.2 Introduction méthodologique.....	7
1.2.1 La psychohistoire .....	7
1.2.2 L'histoire sociale .....	8
1.2.3 Les idéauxtypes de Max Weber dans la théorie.....	9
1.2.4 Les sources et la critique des sources.....	16
1.2.5 La littérature secondaire et son examen critique.....	23
2. Analyses statistiques, périodisation et hypothèses .....	25
2.1 Les volontaires suisses: du médecin pacifiste à l'étudiant voyageur .....	25
2.1.1 Indications statistiques valables pour la totalité des volontaires du SCI .....	25
2.1.2 Indications statistiques valables pour les volontaires qui ont laissé des traces.....	27
2.2 Comment interpréter les graphiques sur les motivations.....	28
2.3 Les idéauxtypes de la motivation et périodisation.....	29
2.4 Hypothèses de travail.....	31
3. Les motivations pacifistes et sociales .....	32
3.1 Vue d'ensemble .....	32
3.2 Les volontaires et les mouvements pacifistes.....	34
3.2.1 Les mouvements pacifistes-religieux avant 1920 .....	34
3.2.2 Le premier camp et la constitution du SCI dans le contexte des mouvements pacifistes .....	35
3.2.3 Les mouvements pacifistes et la politique suisse font naître les motivations .....	40
3.3 Le SCI et le pacifisme.....	47
3.3.1 La baisse des buts et des conditions pacifiste du SCI .....	47
3.3.2 Le SCI cherche des coopérations pacifistes .....	50
3.3.3 L'ouverture politique du SCI .....	52
3.4 L'évolution des motivations pacifistes: du but global à la passion personnelle.....	54
3.5 Les volontaires et l'engagement social.....	56
3.5.1 L'influence faible de l'évolution économique et sociale suisse.....	56
3.5.2 L'aide au développement comme moteur pour les volontaires.....	58
3.6 Le SCI et les valeurs sociales .....	61
3.6.1 L'influence diminuante des buts et des conditions sociales du SCI .....	61
3.7 L'évolution des motivations sociales: aide au prochain ou propre profit?.....	65
4. Les motivations antimilitaristes .....	67
4.1 Vue d'ensemble .....	67
4.2 L'objection de conscience et le SCI .....	68
4.2.1 L'objection de conscience internationale précède celle en Suisse.....	68
4.2.2 Les discussions sur l'objection de conscience en Suisse encourage les volontaires.....	70
4.3 Le SCI et l'antimilitarisme .....	76
4.3.1 L'influence faible des buts et des conditions antimilitaristes du SCI.....	76
4.3.2 Les activités politiques du SCI pendant les années cinquante et soixante.....	79
4.3.3 Les activités politiques des années septante et huitante.....	83
4.4 L'évolution des motivations antimilitaristes: la confiance croissante des volontaires.....	89



5.	Les motivations des loisirs.....	93
5.1	Vue d'ensemble .....	93
5.2	Les volontaires profitent des loisirs.....	96
5.2.1	L'évolution du système de sécurité sociale et de la durée de travail hebdomadaire.....	96
5.2.2	L'essor du temps libre et des loisirs.....	98
5.2.3	Le tourisme de masse au XX <sup>e</sup> siècle fascine les volontaires.....	100
5.3	Le SCI et le travail volontaire.....	102
5.3.1	Le SCI adapte ses buts et ses conditions aux demandes des volontaires .....	102
5.3.2	L'attitude du SCI envers le travail volontaire et le voyage.....	105
5.4	L'évolution des motivations des loisirs: travailler ou voyager?.....	112
6.	Les Conclusions.....	116
6.1	Le lent essor et le rapide déclin du nombre de volontaires entre 1920 et 1990.....	116
6.2	L'évolution de la motivation des volontaires en Suisse: vers l'individualisme .....	118
6.2.1	Les volontaires suivent les mouvements idéologiques actuels .....	118
6.2.2	Les volontaires influencés par les actualités sociales et politiques.....	119
6.2.3	Les volontaires sensibilisés par le changement de mentalités .....	120
6.3	L'influence croissante de la motivation des volontaires sur le SCI.....	121
6.4	Perspectives .....	123
7.	Annexes .....	124
7.1	Les idéauxtypes .....	124
7.2	La banque de données du SCI .....	126
7.3	La banque de données de la motivation.....	128
7.4	Résultats de la statistique.....	130
7.5	Résultats de l'analyse des buts .....	136
7.6	Résultats de l'analyse des conditions .....	138
7.7	Résultats de l'analyse des motivations .....	140
8.	Abréviations.....	145
9.	Bibliographie .....	146
9.1	Archives.....	146
9.2	Dictionnaires.....	147
9.3	Ouvrages sur la méthode .....	147
9.4	Ouvrages sur le contenu.....	148
10.	Liste des graphiques .....	150
11.	Table des matières.....	152

## **Curriculum vitae Nina Santner**

Naissance 6.7.75 à Vienne, Autriche  
Commune d'origine 8320 Fehraltorf, ZH  
Etat civil célibataire

1<sup>re</sup> adresse Rue du criblet 1, 1700 Fribourg, 026/ 322 90 23  
2<sup>e</sup> adresse Sagenrainstr. 20d, 8320 Fehraltorf, 01/ 954 22 27



### Education et diplômes

---

08/81 - 10/81 Ecole primaire au Grand-Lancy (GE)  
11/81 - 07/89 Ecole primaire et secondaire à Fehraltorf (ZH)  
08/89 - 12/94 Collège Zürcher Oberland, Wetzikon  
08/91 - 07/92 Année d'échange AFS à Boston, USA  
06/93 Certificate of Proficiency in English  
01/95 **Maturité économique**  
10/96 - 06/97 et **Etudes bilingues à l'université de Fribourg**  
1<sup>re</sup> branche: histoire contemporaine générale et Suisse, Prof. Francis Python  
2<sup>e</sup> branche: histoire moderne générale et Suisse, Prof. Volker Reinhardt  
3<sup>e</sup> branche: économie politique, Prof. Reiner Eichenberger  
10/98 - 02/02 Fin des études prévue le 28 février 2002

### Expériences en journalisme et communications

---

05/94 - 09/96 Collaboratrice indépendante au **Zürcher Oberländer**  
07/97 - 05/98 Stagiaire et rédactrice assistante à **NightMOOR**, Télévision Suisse SF2, 100%  
02/00 - 04/00 Stagiaire au **Beobachter**  
08/00 - 10/00 Stagiaire en communication chez **Sulzer Management AG**  
04/99 - actuel Collaboratrice indépendante aux journaux régionaux et périodiques divers

### Autres expériences professionnelles

---

03/95 - 03/98 Travail indépendant avec la Franchise de **Fun Language AG**; organisation des cours en anglais pour enfants et adultes  
01/93 - actuel Bénévolat pour **AFS Suisse** (échange de jeunes); Membre Volunteer Support, présidente comité local à Wetzikon, membre au comité local à Fribourg  
Bénévolat à la **Fachschaff Histoire**, Histoire de l'art et musicologie  
Bénévolat à la **Commission bilingue** de l'université de Fribourg

### Connaissance de langues

---

Langue maternelle: allemand, très bonnes connaissances en anglais et en français, connaissances de base en espagnol

Je déclare sur mon honneur que j'ai accompli mon mémoire de licence  
seul et sans aide extérieur non autorisée.

Signature: